

Morale et politique, par Ernest Bersot,...



MORALE

ET

POLITIQUE

OUVRAGES DE M. ERNEST BERSOT

—

Philosophie de Voltaire, extraite de ses meilleurs écrits sur Dieu, la liberté et la morale. 1 vol. in-18 (LADRANGE).

Étude générale sur le XVIIIe siècle.

Mesmer et le magnétisme animal, 3e édition. 1 vol. in-18 (HACHETTE).

Essais de philosophie et de morale. 2 vol. in-18.

Libre philosophie. 1 vol. in-18 (GERMER-BAILLIÈRE).

MORALE

ET

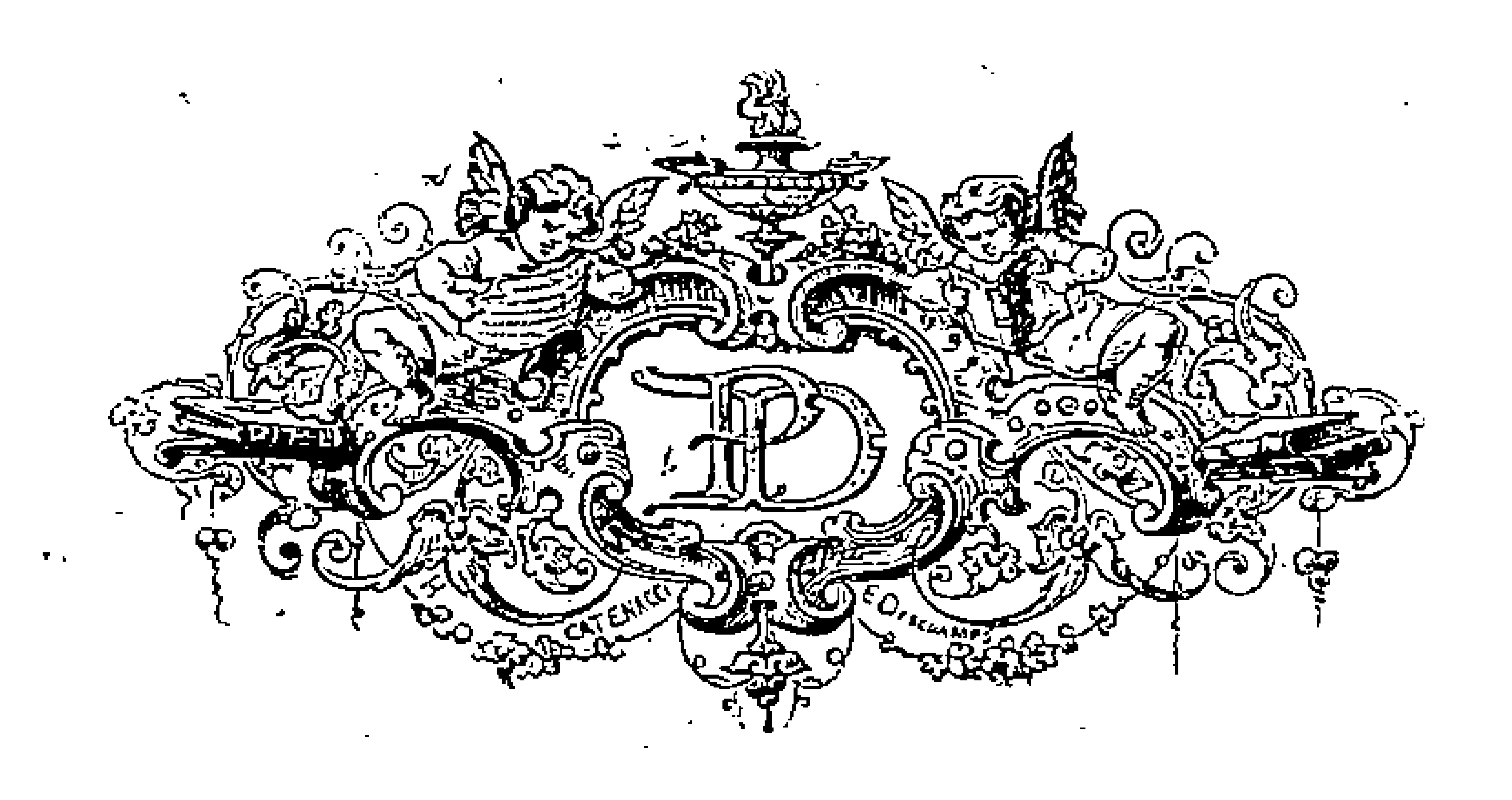
POLITIQUE



PAR

ERNEST BERSOT

MEMBRE DE L'INSTITUT



PARIS

LIBRAIRIE ACADÉMIQUE

DIDIER ET Ce, LIBRAIRES-ÉDITEURS

35, QUAI DES AUGUSTINS, 35

1868

AVERTISSEMENT.

Tous les morceaux qui composent ce volume ont déjà paru et n'ont aucun lien ; après cet aveu, je désire expliquer ce qui m'a fait les réunir. On n'exige pas des poètes de ne publier que des poèmes; pourquoi exigerait-on des prosateurs de ne publier que des histoires ou des traités? On permet aux poètes de publier ensemble des pièces détachées, pourvu qu'il y ait dans chacune d'elles une idée, un sentiment, une forme; pourquoi ne donnerait-on pas la même permission aux prosateurs, aux mêmes conditions? Ces conditions se rencontrent-elles dans les pièces qui sont ici? Le lecteur en jugera; tout ce que je puis dire, c'est qu'il n'y en a pas une seule qui n'ait été écrite avec un profond respect de la vérité et de l'art, et du public, à qui j'ose les représenter. Nous som-

mes quelques journalistes consciencieux, qui nous usons à son service; nous le prions, en retour, de pardonner notre attachement pour ces pages fugitives : nous les avons méditées, les yeux fixés sur notre feu, dans les longs hivers; nous les avons portées avec nous dans nos promenades solitaires; nous pourrions dire où elles sont nées, au milieu de quelles préoccupations et de quel événement, dont elles seules gardent la trace, que seul nous reconnaissons à une certaine teinte gaie ou triste, à un accent qui nous émeut encore; elles sont nous-mêmes, elles sont nos années, qui ne reviendront pas. Aussi nous nous révoltons contre l'oubli qui les gagne; elles ont vécu une heure, nous voudrions les faire vivre tout un jour.

Ernest BERSOT.

Versailles, mars 1868.

I

L'AVERTISSEMENT DE MGR DUPANLOUP

Je viens de lire la brochure intitulée : *Avertissement à la jeunesse et aux pères de famille sur les attaques dirigées contre la religion par quelques écrivains de nos jours, par M. l'évêque d'Orléans, l'un des quarante de l'Académie Française.* Aucun écrit de M. l'évêque d'Orléans ne passe inaperçu; celui-ci doit être remarqué pour des raisons particulières. Disons d'abord en quoi il consiste. C'est un recueil de citations tirées des livres et des articles des écrivains incriminés; les hommes sont nommés: ce sont MM. Littré, Maury, Renan et Taine. Je distingue, comme le public a dû le faire, deux choses dans l'*Avertissement*, l'*Avertissement* en lui-même, puis le moment où il a paru.

Ce moment est celui d'une élection à l'Académie Française, où M. Littré se présentait. Avant tout, il y a une chose qui nous a touché. L'élection avait lieu le jeudi ; la brochure a été rendue publique la veille ou l'avant-veille, et la candidature de M. Littré est arrivée au scrutin sous le poids d'accusations énormes, qui auraient exigé

bien du temps pour être éclaircies. Il est vrai que Mgr Dupanloup écrit dans sa brochure: « J'accepterai, je » publierai toutes les rectifications, et on ne peut me » faire un plus grand plaisir qu'en me prouvant que j'ai » tort (p. 10). » Si Mgr Dupanloup avait reçu des rectifications de M. Littré, aurait-il eu le temps de les publier avant l'élection ? et que valaient-elles le vendredi ? J'ai vu ailleurs de telles surprises employées, et presque toujours avec un succès certain, mais je n'ai pu encore m'y faire et, je le dis avec un extrême regret, je n'y reconnais pas M. l'évêque d'Orléans.

La liberté que prend un académicien de discuter ouvertement les mérites littéraires d'un candidat lui appartient certainement, et il ne reste qu'à en examiner la convenance ; mais l'intervention de Mgr Dupanloup se complique ici de deux circonstances : il est évêque et il interroge les candidats sur la religion. Il me semble qu'en portant la question sur ce terrain, il a dû créer une situation pénible à ses confrères, pénible aux partisans et aux adversaires de M. Littré : aux partisans, qui avaient l'air de faire une profession de foi à propos d'un nom ; aux adversaires, qui avaient l'air de voter sur commandement. Seul évêque dans cette assemblée des quarante, et évêque « qui ne peut pas plus oublier sa mission que son titre, » il dit à ses confrères : « Vous m'avez nommé tout entier (p. 11). » Je crois qu'il se trompe. L'Académie ne prend personne tout entier ; si elle agissait ainsi, comme elle est composée des éléments les plus contraires, elle serait un monstre; jalouse de recueillir tous les talents, elle ne prend de chacun que

son talent particulier et la part d'illustration qui s'y attache.

Entends-je que l'Académie, en nommant Mgr Dupanloup, voulait ignorer qu'elle nommait un évêque? Non certainement. Pas plus qu'en nommant le Père Lacordaire, elle ne voulait ignorer qu'elle nommait un moine. Ce sont de ces habits qui se voient, et elle les voyait; mais elle tenait à prouver par ces choix éclatants qu'elle n'avait aucun préjugé que celui du mérite personnel, et en faisant entrer chez elle MM. Dupanloup et Lacordaire, elle y faisait entrer avec eux la tolérance. Il paraît que ce n'est plus cela maintenant; nous en sommes attristé, nous n'en sommes pas inquiet, et nous continuerons de combattre pour la liberté de conscience, sans craindre pour elle, car il y a une chose que la France, qui tolère bien des choses, ne tolérera jamais, c'est l'intolérance.

Venons à l'*Avertissement* lui-même. Tout son esprit est contenu dans cette phrase : « Je dépouillerai leurs » ouvrages et déchirerai tous leurs voiles. Je veux les » mettre dans la nécessité ou de me démentir en affir- » mant qu'ils croient à Dieu, à l'âme, à l'immortalité, à » la religion, ou d'accepter et de porter publiquement » les noms d'athées et de matérialistes devant lesquels » ils reculent (p. 9). » Qu'y a-t-il donc de nouveau pour que Mgr Dupanloup adresse cette sommation aujourd'hui? Dans tous les écrits qu'il cite, il n'y en a pas un de récent, il y en a même, et il y a abondamment puisé, qui datent de quinze ou vingt années. Si donc Mgr Dupanloup a pris son heure pour accuser, ces messieurs auront

le droit de prendre aussi leur heure pour répondre ; et s'ils étaient plongés dans quelque grand travail, ils auront la permission de ne pas l'interrompre, pour entrer dans une discussion qui pourrait durer longtemps. M. Maury continuera d'amasser et de mettre en œuvre avec son libre esprit, une érudition immense, M. Taine préparera son *Histoire de la littérature anglaise*, M. Littré s'occupera de finir son *Dictionnaire historique de la langue française*, et M. Renan corrigera les épreuves de sa *Vie de Jésus*. En lisant la sommation que nous avons rapportée, il vient une réflexion. Mgr Dupanloup parle de cette discussion tout à son aise. Est-il bien sûr que ces messieurs aient, dans cette affaire, autant de liberté que lui ? Ferme-t-on les chaires des églises comme on ferme les cours des Facultés ? Poursuit-on devant les tribunaux une apologie du catholicisme, comme il est arrivé que l'on poursuivit la réfutation ? Ne se fait-il pas quelque illusion sur les conséquences des débats auxquels il provoque, lorsque, après avoir signalé avec mécontentement la position officielle que MM. Maury et Renan occupent dans l'enseignement, celle dont il est question pour M. Taine, et après avoir publié cet écrit, pour enlever à M. Littré les modestes jetons de présence de l'Académie, il dit : « Je n'écris pas une ligne » pour empêcher ces hommes d'arriver à la fortune. » (p. 23).

Les citations rapportées dans l'*Avertissement* sont nombreuses et paraissent accablantes ; il s'en faut de beaucoup qu'elles le soient. Pour qu'une citation soit fidèle, il ne suffit pas qu'elle soit copiée dans le livre

même et reproduite entre guillemets : une phrase prend son véritable sens de ce qui l'entoure, chaque phrase jette son reflet sur les autres, comme chaque couleur jette son reflet sur les autres dans un tableau. Pour exprimer la pensée d'un écrivain, les mots isolés sont sans doute quelque chose, mais c'est quelque chose aussi que le mouvement, le ton du discours où entrent ces mots. Une pensée était sur le second plan, on la met sur le premier ; elle était une atténuation, on en fait la pensée principale ; elle avait une teinte d'ironie, on lui ôte son sourire ; elle était à une adresse, on ôte l'adresse ou on la change. Ces remarques, applicables à tous les écrivains, le sont particulièrement à ceux qui, en réfléchissant sur les idées admises autour d'eux, ne les ont pas trouvées partout également solides, et en rejettent une part pour garder l'autre : ils auraient besoin de mots nouveaux pour marquer la nuance nouvelle de leur opinion ; mais le Dictionnaire est fait, et on les presse de répondre par oui ou par non, sans s'expliquer. Convenons-en donc, et tous ceux qui lisent ou écrivent en conviennent, il y a, quand on cite un auteur, mille manières d'être infidèle en étant exact. Aussi les écrivains passent-ils une partie de leur vie à protester contre les opinions qu'on leur prête ; M. l'évêque d'Orléans sait cela, et nous le savons tous comme lui. On lit dans l'*Avertissement* (p. 23), parmi les opinions attribuées à M. Renan, celle-ci : Notre foi est « une étrange maladie, qui, à la honte de la civilisation, n'a pas encore disparu de l'humanité. (*Liberté de penser*, t. III, p. 464-465.) » On est un peu étonné de ce langage, qui n'est pas celui de l'auteur,

quand il parle de la religion chrétienne; on va au recueil d'où la phrase est tirée, et on trouve que l'auteur combat uniquement la grossière superstition, que Mgr Dupanloup a traduite par ces deux mots : « Notre foi. » Tous les jours il se fait de ces interprétations erronées, et en toute sincérité, Mgr Dupanloup se rappelle une circonstance de sa vie où il s'est ainsi trompé sur Voltaire, et nous ne rappelons cette erreur que parce qu'il l'a lui-même loyalement reconnue. Voltaire avait publié une de ces innombrables pièces qu'il signait d'un nom de fantaisie, et il recommandait à ses amis de ne pas le nommer : « Mentez, disait-il, si nous nous en souvenons bien, mentez, mes amis; je vous le rendrai. » M. Dupanloup avait pris quelque part cette phrase, détachée du lieu et de l'occasion, et il avait prêté à Voltaire de fâcheuses maximes sur le mensonge; il céda de bonne grâce aux réclamations qui s'élevèrent à ce sujet. Nous donnerons un autre exemple. On lit dans la dernière comédie de M. Émile Augier : « Le Père Vernier a » été admirable ce matin.... Il a eu sur la charité des » pensées si touchantes! si nouvelles! » — Giboyer, à part : « A-t-il dit qu'il ne faut pas la faire? » Cela est bien dit et ne frappe que sur la piété mondaine ; Mgr Dupanloup a cité ce dialogue avec indignation, comme une calomnie contre les prédicateurs; il est vrai qu'il le cite à sa manière : « Le prédicateur a parlé de la cha- » rité. — A-t-il dit qu'il ne fallait pas la faire? » On ne trouve plus ici le passage nécessaire : « Il a eu sur la charité des pensées si nouvelles! » et voilà comment, dans une phrase, quelque chose de changé change tout.

Que dirait Mgr Dupanloup s'il lisait dans un journal ou une revue que, non content de signaler les erreurs des écrivains, il les dénonce « aux magistrats? » Il courrait à sa brochure, il s'écrierait que cela est impossible, qu'il a horreur du bras séculier, qu'il l'a proclamé à une autre page de ce même *Avertissement;* et pourtant il est vrai que, dans un moment d'indignation contre des écrivains qu'il nomme, il s'adresse aux magistrats. Nous qui connaissons son cœur et son courage, nous osons assurer que si la justice se fondait sur sa plainte pour accuser ces hommes, il accourrait à la barre pour les défendre.

Combattons les erreurs; mais, de grâce, soyons réservés à l'infini quand il s'agit d'affirmer que ces erreurs sont en effet dans telle phrase, dans tel livre; ne recommençons pas éternellement l'affaire des cinq hérésies, qu'il fallait jadis non seulement condamner, mais encore avoir vues dans Jansénius. Sommes-nous donc revenus aux formulaires?

Une fois ces réserves faites sur l'écrit de M. l'évêque d'Orléans, si nous y considérons seulement une vive attaque contre des opinions qu'il croit dangereuses, une vive défense des opinions qu'il croit seules vraies et seules bonnes, il nous conviendrait, sauf les violences de langage, que tout le monde fît comme lui. La lutte est bonne aux esprits : c'est le mouvement qui les empêche de croupir; mieux vaut encore un peu de fièvre que l'apathie, l'atonie et l'effacement universel. Sortons de cette chambre de malade où on n'ose ni respirer, ni bouger, ni parler; risquons-nous au grand air,

et allons, force contre force, courage contre courage; que ce soient des hommes qui luttent, et non des ombres.

Nous ne demandons qu'une chose, qui est ici de droit, le respect des convictions contraires. On ne croit pas ce qu'on veut, on croit ce qu'on peut, et nul n'est responsable que du soin qu'il a pris de chercher la vérité. Une fois qu'un esprit se met à réfléchir, il n'est plus maître de s'arrêter ; il va, poussé par une force irrésistible, sans savoir ce qu'il trouvera. Nous ne saurions dire quelle estime nous avons pour un homme qui, après avoir cherché sincèrement, s'il lui arrive de tomber dans des idées différentes des idées reçues, ose l'avouer, renonce au plaisir si désirable partout, surtout en France, de se sentir d'accord avec ce qui l'entoure, et s'expose à mécontenter des gens qu'il considère et qu'il aime. Nous lui souhaitons, pour prix de sa sincérité, de croire à une idée consolante, de porter en lui-même un monde enchanté, où il pourra se sauver des misères de cette vie ; mais s'il a le malheur de ne pas croire à cela, s'il n'a, en face des idées admises, que des négations et des doutes, il est respectable, car il faut aimer singulièrement la vérité pour la suivre jusque dans ces déserts.

La liberté de conscience, mère des erreurs et des vérités, est le premier des biens. L'écrit de M. l'évêque d'Orléans, l'occasion où il a paru, l'usage qui en a été fait, nous ont semblé porter atteinte à cette liberté, et nous avons pensé qu'il était de notre devoir de le lui dire.

(Avril 1863.)

II

DU BONHEUR[1].

Ce sujet, du bonheur, est un sujet qu'on n'aime pas à traiter, parce que tout le monde y est compétent, et juge vite ce qu'il y a d'incomplet dans ce que vous en dites ; chacun a son expérience personnelle, le souvenir de ce qu'il a vu ou senti, et se fait là-dessus une idée de la vie, qu'il veut retrouver dans les écrits qu'on lui présente. M. Paul Janet, qui sait cela, n'aurait pas parlé du bonheur s'il n'avait eu la conscience d'être utile par de sages conseils, et je n'en parlerais pas non plus, s'il ne me semblait juste de recommander un ouvrage qui a de quoi consoler et fortifier. La pensée de M. Paul Janet est facile à saisir. Il ne croit pas que le parfait bonheur existe sur terre, il croit qu'il dépend de nous d'ajouter au bonheur ou au malheur que nous avons ; il nous enseigne donc quel usage nous devons faire de nos facultés et comment nous devons recevoir les biens et les maux qui surviennent, pour obtenir la meilleure condition

[1] *Philosophie du bonheur*, par Paul Janet, membre de l'Institut. Deuxième édition, un vol. in-8°. Michel Lévy.

possible ici-bas ; il n'a point pour cela de recettes équivoques : il nous invite à pratiquer les maximes d'une saine philosophie. Nous ne le suivrons pas dans le détail : il y aurait peu à critiquer, et rien ne remplacerait la lecture du livre. On y retrouvera l'auteur du livre de *la Famille* et de l'*Histoire des idées morales*, une sagesse tempérée, qui ne méconnaît aucun principe ni dans la raison ni dans le cœur de l'homme, et qui donne à la fois la règle et l'élan. Je me bornerai à quelques réflexions parmi toutes celles que le sujet fait naître.

M. Droz a écrit, dans son *Essai sur l'art d'être heureux*, que, pour être heureux, il faut avoir une bonne santé, quelque aisance, des loisirs indépendants, le goût des livres et de la musique, de bons amis, une aimable femme. Vraiment ! rien que cela ! Savez-vous que, s'il l'a dit en souriant, c'est un des plus jolis mots que l'on connaisse, et la plus charmante satire du bonheur ? Songez à ce qu'il arriverait s'il manquait une seule de ces choses. Mettez le reste, et supposez que la femme n'est pas aimable, ou que l'aisance ne suffit pas, ou qu'on aime la bonne musique, et qu'on en entend souvent de médiocre, ou qu'on n'a pas de loisir, ou qu'on n'est pas absolument indépendant ; à la moindre condition qui manquerait, tout serait perdu.

Pour peu qu'on y songe, on reconnaît combien le bonheur est difficile à réaliser. Il est d'abord une chose très-complexe et toute relative. Si l'homme était simple, son bonheur serait simple aussi ; mais il est comme composé de plusieurs êtres, dont chacun veut être satisfait et ne l'est qu'à sa façon. Le corps a ses plaisirs,

l'âme a les siens, et dans l'âme il y a l'intelligence et les puissances morales, qui ont d'autres objets, par conséquent d'autres contentements. Admettons que toutes les aspirations qui se trouvent dans un homme à un moment soient contentées ; comme l'homme est essentiellement ondoyant, il faudrait donc que, dans un nouvel état, tout fût prêt pour le contenter, et que ce fragile édifice de son bonheur, à mesure qu'il tombe, se réparât de lui-même tout aussitôt. Et quelle difficulté lorsqu'il s'agit, non de faire un heureux, mais de rendre tous les hommes heureux à la fois ! Dans cette immense multitude, il n'y en a pas deux qui soient semblables : la race, la famille, le tempérament, l'esprit, l'instinct, l'éducation, l'expérience, la réflexion mettent entre eux une diversité infinie. Le bonheur devrait donc varier d'autant, et s'il est nécessaire que l'ordre des choses qui nous entourent ne nous contrarie pas, il devrait y avoir autant d'univers qu'il y a de personnes ; or il n'y a qu'un univers. Je ne veux point exagérer et ne nie point qu'il y a entre les hommes des sentiments communs, et, par suite, des plaisirs communs, ceux que donnent les livres, la parole, les théâtres, les compagnies et les fêtes ; mais ces plaisirs ne les unissent qu'un moment ; ensuite ils reviennent à eux-mêmes, avec leur nature personnelle ; ils sont aussi étrangers les uns aux autres que les atomes qui se dispersent après avoir volé dans le même rayon de soleil ou dans le même tourbillon.

Arrêtez-vous dans quelque rue ou sur quelque boulevart fréquenté, quel singulier spectacle de considérer cette foule qui recommence sans fin ; mais laissez cela et

songez à quelque chose de plus étrange. Chacun de ces individus va, poussé par une idée, par une passion, et cette idée et cette passion ne sont pas celles de l'individu qui le coudoie; elles s'ignorent mutuellement; tous ces individus passent étrangers à côté les uns des autres, absorbés dans leur préoccupation; chacun est un monde, comme seul dans l'espace, et la tempête qui le bouleverse y est renfermée; lès autres ne s'en doutent seulement pas. Quelle presse donc! mais en même temps quel isolement! Et je ne m'étonnerais pas si, après avoir considéré les hommes ainsi avec quelque suite, ils finissaient par paraître comme des somnambules qui marchent dans leurs rêves. Tous rêvent le bonheur et chacun en rêve un autre.

Le premier et le plus universel instinct est de rechercher le plaisir. Cela va bien à l'âge des désirs et de la force, quand on croit que les désirs et la force seront éternels; alors on boit le plaisir, et il semble que ce ne sera pas assez de toute la vie pour l'épuiser; mais ou le plaisir manque ou il lasse : il perd la nouveauté, des désirs plus sérieux nous agitent, et enfin, quel qu'il soit, il n'est pas fait pour combler l'âme humaine; comme l'a dit admirablement Lucrèce : « Du sein même de la jouissance il s'élève je ne sais quelle amertume qui vous serre la gorge et oppresse la volupté : »

Medio de fonte leporum
Surgit amari aliquid, quod in ipsis floribus angit.

Le plaisir est charmant dans sa saison; mais si quelqu'un s'en est contenté, il ne sera jamais un homme, car pour devenir un homme, il faut d'autres efforts, et

rien n'égale l'attrait de la jeunesse en sa fleur que la pitié ou le mépris pour l'âge mûr et la vieillesse qui n'ont pas connu les troubles profonds du cœur humain.

La passion les connaît; vienne donc la passion; mais qui sait ce qu'elle apportera, et si on ne regrettera pas de l'avoir appelée. Elle a des enchantements incomparables et des douleurs pareilles à ses enchantements. Amour, amitié, affection de famille, attachement à la vérité, à la beauté et à la justice, plénitude de l'âme que ces sentiments possèdent, mouvement puissant de tout notre être vers un objet auquel il voudrait être fixé éternellement, est-ce le bien, est-ce le mal que vous enfermez? Si c'est le bien, heureux celui qui a éprouvé votre douceur et qui a été pénétré de votre feu; si c'est le mal, heureux celui qui vous ignore, celui qui, justement tempéré par la nature, est né sous des astres amis et a vécu en paix avec soi et avec le monde. Il ne sait pas combien il est pénible de poursuivre la vérité qui fuit; de comparer avec l'idée que l'on conçoit l'expression imparfaite; de voir souffrir la justice et la liberté; il ne connaît ni l'aspiration ardente, ni les inquiétudes, ni les ennuis, ni les blessures, ni les défaillances, cette existence misérable de la passion, traversée par les hommes et par les choses, et qui, à défaut des hommes et des choses, se tourmente elle-même. Voltaire a dit : « La fin de la vie est triste, le commencement doit être compté pour rien, et le milieu est presque toujours un orage; » oui, et ces orages de l'âme sont comme les orages physiques : ils aveuglent, ils paralysent et ils consument.

Quelle guerre dans ce pauvre cœur humain! Comme on voit là à l'œuvre cette loi fatale qui ne laisse rien subsister dans son état qu'un rapide moment! Lorsqu'une passion nous saisit, le bonheur qu'elle nous donne semble devoir être éternel ; mais il y a des causes éternelles qui travaillent à le détruire. Ou bien l'habitude l'émousse; ou bien, dans l'abandon d'un commerce plus familier, les caractères reprennent leur liberté et les oppositions se dessinent; ou bien, par une infirmité de certaines natures, impatientes du calme, avides d'émotions, on veut une existence plus excitée, du mouvement, du roman, du drame, du drame, en effet, qui tue le bonheur; ou encore, tourmenté par la jalousie, par l'idée qu'un autre pourrait partager le bien que l'on possède, on n'en jouit plus et il devient un supplice.

Il y a même une autre jalousie, qui ne craint pas de partager avec un autre, mais qui se plaint qu'on ne lui donne pas tout. C'est la nature de certains sentiments de rapprocher les âmes, et les sentiments plus étroits rapprochent les âmes plus étroitement; mais on a beau faire : si près que l'on soit, et au moment même où l'on s'efforce de se confondre, on reste soi, une personne, une liberté. Or c'est justement à cela que l'affection en veut. On a un si fort instinct du dévouement, on se sent capable de sacrifices si entiers, si absolus, qu'on les exige pareils chez ceux qu'on aime, qu'on voudrait, s'il était possible, mettre son âme dans leur âme, les faire penser de nos pensées, sentir de nos sentiments, vivre de notre vie; si peu qu'ils se réservent d'eux-mêmes, nous en sommes jaloux, nous crions à l'égoïsme : on

nous prend notre bien ; et alors, ou nous attestons le ciel de cette injustice, ou nous nous obstinons à enlever de force ce qu'on nous refuse, au risque de déraciner l'affection.

Voulez-vous plus ? voulez-vous un exemple de ce qu'il y a d'insensé dans le cœur de l'homme ? Un jour on aime ; après les jours vides, après de longues tristesses, d'insupportables langueurs, vous vous trouvez tout à coup l'âme occupée par un sentiment qui la comble ; mais en même temps que vous le bénissez de remplir votre vie, vous mesurez avec terreur la place qu'il y tient, le vide qu'il y ferait, la profondeur de ce vide où vous êtes suspendu, sans force pour vous retenir de rouler jusqu'au fond, et quelquefois il vous en passe la sensation, comme dans un songe ; alors vous vous débattez, vous vous efforcez d'arracher ce sentiment de votre cœur ou de vous assurer qu'on ne le brisera pas ; mais vous ne pouvez ni l'arracher ni obtenir aucune assurance, et votre triste bonheur végète, pareil à ces arbustes qui, au bord de l'Océan, sont tourmentés par tous les vents et arrosés par l'eau amère.

Il me semble deviner plus d'un de ces blessés de la vie parmi cette multitude de personnes qui se jettent dans le tourbillon du monde. Aisément on les croit légères et heureuses; peut-être que ni l'un ni l'autre n'est vrai. Légères ? savez-vous si elles le sont ou si elles ne cherchent pas à s'étourdir par ce mouvement et ce bruit ? Heureuses ? le public le croit ; mais le public n'est pas juge de ce qu'il en est, et il n'y a qu'un seul juge, celui qui pratique cette existence. Si, après un plaisir fini, il

en prend vite un autre, c'est bien; par malheur, il y a les intervalles, les entr'actes obligés; puis il ne suffit pas que le plaisir porte ce nom, il faut encore qu'on le goûte, or telle est la nature humaine que l'usage d'un plaisir en affaiblit le goût. Il se pourrait donc que ces personnes fussent assez à plaindre, condamnées à courir après des plaisirs qui ne leur plaisent plus, contraintes de faire bonne mine, grimaçant le bonheur, excédées de la fatigue de ce mouvement perpétuel et incapables de se reposer, parce que tout vaut mieux que de se retrouver seul avec soi.

Voici d'autres gens, des habiles ceux-là, qui, très-forts sur les dangers que présente la vie, ont inventé tout un art de s'en prémunir. On connaît les sages préceptes pour conjurer les maux physiques : « Évitez le » froid, évitez le chaud, évitez la fatigue, prenez garde » à ce que vous mangez, prenez garde à ce que vous bu- » vez; » et ainsi de suite, en sorte que c'est une affaire d'art infini d'éviter les maladies et que c'est le travail le plus laborieux. D'autres ordonnent la vie morale sur cet exemple : « Évitez les émotions, ne désirez rien vive- » ment, ne vous attachez fortement nulle part, crainte » des pertes et des déceptions et du trouble que cela jet- » terait dans votre existence; ne réfléchissez pas trop, de » peur des inquiétudes et des doutes; » et le reste à l'avenant. Toute cette prudence est très-remarquable, et on ne conçoit pas que les hommes soient assez peu amis d'eux-mêmes pour ne pas l'écouter. C'est probablement qu'elle a quelque défaut qui les empêche. Mon Dieu, oui, on ne demande pas mieux que de se bien porter;

mais ce n'est point aisé? Voici qu'il faut défendre votre pays ou soigner un des vôtres qui est en danger : évitez donc la fatigue; voici, sous vos yeux, quelqu'un qui se noie; vous vous jetez à l'eau pour le sauver : surtout évitez bien le froid. Hélas! vous n'écoutez rien; un instant, une occasion suffisent pour perdre tous les fruits d'une si bonne éducation ; et il en va de l'âme comme du corps : en dépit des avis les plus salutaires, l'esprit se met à chercher et le cœur à aimer, comme s'ils n'avaient que cela à faire dans ce monde. Telle est la témérité de la nature humaine. Elle veut se mouvoir, elle veut agir à ses risques et périls, elle veut vivre, et elle trouve que ce n'est pas la peine de tant soigner l'existence, si on n'en fait rien ; il y a en elle une sorte de bravoure qui se refuse à cette médiocrité et méprise les pauvres conseils de cette morale hygiénique.

Quand je songe à cette morale, j'aimerais autant, lorsque je pars en voyage, qu'on me dît, pour me préserver des accidents de chemins de fer, des rencontres de locomotives ou des déraillements, des contusions et fractures qui en sont la suite : « Restez suspendu en équilibre, ne vous appuyez pas, ne dormez pas, n'ayez pas de distraction : du reste, amusez-vous bien et profitez de vos voyages. »

Il y a une espèce d'optimisme niais qui trouve que tout ce qui arrive est toujours pour le mieux ; et il ne lui suffit pas de ce contentement béat, de ce parti-pris une fois pris, il a, dans toutes les circonstances particulières, des arguments particuliers pour prouver qu'il était préférable qu'il en fût ainsi qu'autrement ; il prend des airs

de raisonner qui irritent. Il y a aussi toute une classe de dévots pourvus d'une telle résignation, qu'au plus fort de leur amitié pour vous, ils sont tout prêts à vous perdre, et que vous pouvez mourir sans la crainte de leur causer trop de chagrin. J'admire beaucoup ces optimistes et ces dévots, surtout je leur porte envie; mais si je choisissais des amis, peut-être en choisirais-je d'autres, car, par un égoïsme dont il est bien difficile de purger le cœur humain, on souffre un peu de l'idée que si vous veniez à mourir, vos amis trouveraient qu'il n'y a pas de mal à cela. C'est bien de se consoler, mais ils sont trop consolés.

Le monde connaît heureusement une autre vertu, la résignation des âmes vraiment religieuses, qui, convaincues que Dieu existe et qu'il est parfaitement sage et bon, lorsqu'il leur envoie quelque grande douleur, se courbent sous ses décrets et adorent en pleurant la main qui les frappe. Je m'incline devant vous, âmes saintes, qui, au milieu de cruelles épreuves, avez gardé la foi et l'espérance. Quelques-unes, dans un mouvement d'héroïsme, passent par-delà la résignation. En écrivant ceci, j'ai sous les yeux une pensée de Joubert, écrite sur un signet, il y a un an à peine, par une personne qui n'est plus : « Il faut aimer de Dieu ses dons et ses refus; aimer ce qu'il veut et ce qu'il ne veut pas. » Belle pensée, et singulièrement touchante, copiée par cette main. Madame la comtesse de Circourt avait reçu les dons qui charment l'existence des autres : l'esprit, la grâce, la bonté délicate; il ne lui avait été refusé que les biens qui auraient été pour elle seule; elle acceptait de bon

cœur ce partage : elle remerciait la maladie qui lui avait plus fortement attaché ses amis et montré toute la grandeur d'une affection plus proche ; elle était parvenue à aimer de Dieu ses dons et ses refus ; aussi elle goûtait une pensée qui lui représentait l'effort de sa vie et qu'elle avait pénétrée en pratiquant la douleur.

Parlerons-nous, après cela, du stoïcisme antique, qui ne voit de bien que dans la vertu et de mal que dans le vice ? C'est un paradoxe sublime, que la nature dément. Non, pas même ces hautes et profondes jouissances de la vertu ne sauraient nous tenir lieu de tout : on peut être heureux par elle et du reste misérable. Les sages disent justement : « Le bonheur que procure la vertu est le seul » qui soit toujours dans notre main, le seul qui ne se » corrompe pas, le seul qui soit vraiment à nous, le » plus plein des bonheurs qu'il nous est permis de goû- » ter ici-bas ; » mais la raison a beau être la raison : elle ne guérit pas ceux qui souffrent, elle ne donne pas à manger à ceux qui ont faim, à boire à ceux qui ont soif, à aimer à ceux qui ont soif et qui ont faim d'aimer.

J'ai examiné les différents moyens que l'homme prend pour être heureux, et n'en ai trouvé aucun qui fût infaillible ; mais il n'est pas besoin qu'ils soient infaillibles ; il suffit qu'ils servent à l'occasion, et je regretterais extrêmement d'avoir ôté à une seule personne la confiance qu'elle y peut avoir. Il est quelquefois si difficile de vivre, que l'on serait cruel et coupable d'ôter à de pauvres créatures la moindre part du courage qui leur est nécessaire. Oui, il y a quelquefois de terribles mo-

ments à traverser. On est comme un homme qui serait forcé de marcher sous un poids qui l'accable ; on porte partout avec soi une pensée sombre; elle éteint la joie et glace le sourire; la nuit l'endort, comme les autres maux, mais au matin, à travers ce bien-être que procure le repos, à travers ce plaisir de revoir la lumière, dans cette première confusion où la conscience est encore si vague et l'existence si légère, on se sent oppressé sans savoir pourquoi, on craint de le trouver, on le cherche malgré soi, on le trouve, et quand on l'a trouvé, quand notre chagrin est réveillé, on se désespère. Cependant la vie fait effort pour renaître et finit par percer. Ainsi, dans la fente d'un rocher elle cache une graine avec un peu de terre, et le soleil qui passe y fait pousser une fleur.

La vie est-elle bonne ? est-elle mauvaise ? Je n'en sais rien. Elle est bonne à l'un, mauvaise à l'autre, bonne dans un temps, mauvaise dans un autre temps; il n'y a qu'une chose qui soit sûre, c'est que rien n'est sûr, et cela même est la grande tristesse de la vie, celle que la jeunesse, heureusement, ne soupçonne point. La belle chose que la jeunesse et la charmante esquisse d'un homme ! Comme les grands traits de la nature humaine y sont hardiment jetés ! Comme tous ses mouvements y paraissent ingénûment ! Comme ses diverses puissances y jouent avec un feu, une grâce incomparable ! Que la fierté lui va bien, et les ambitions infinies ! Le navire part joyeusement sous toutes voiles, confiant au ciel ; mais les vents mauvais se lèvent ; il essaie en vain de lutter, il ramène une première voile, puis une seconde, puis une autre, et rentre presque nu.

Pour que l'homme fût maître de son bonheur, il faudrait qu'il fût le maître des vents, c'est-à-dire de la nature, et il ne l'est pas; et s'il l'était, cela ne suffirait pas, car il vit peu de l'existence vraie, celle des sentiments éternels aux prises avec la destinée, et il s'est créé une existence artificielle, où il ne songe qu'à faire figure devant les autres hommes, et rencontre dans cette entreprise de nouveaux plaisirs et de nouvelles douleurs.

Notre plus constante occupation est de nous comparer à ceux que nous connaissons, pour nous trouver supérieurs à eux. Quels défauts ils ont, que nous n'avons pas, et en revanche, quelles qualités ils n'ont pas, que nous avons! Nous avouons que nous ne sommes pas parfaits; mais, grâce à Dieu, nous n'avons pas tel et tel travers, et après avoir compté ceux qui nous manquent, il n'en reste plus que nous puissions nous attribuer. Et songez que, excepté un infiniment petit nombre, tout le monde pense ainsi de soi, logeant le bien chez lui et le mal chez les autres, en sorte que si on réunit les témoignages que chacun rend de soi-même, l'univers serait peuplé d'anges, et que si on réunit les témoignages que chacun rend des autres, l'univers serait peuplé de monstres; mais on ne fait pas cette réflexion, et si on la faisait on ne s'arrêterait pas pour si peu. Nous ne nous contentons pas d'avoir cette bonne opinion de nous-mêmes, nous voudrions encore la faire partager à ceux que nous rencontrons. Pour cela, nous ne manquons pas de rapporter, à l'occasion, ce que nous avons dit et ce que nous avons fait dans telle ou telle circonstance, et de publier ainsi quelques chapitres détachés de nos Mé-

moires d'outre-tombe; mais nous ne pouvons pas y revenir trop souvent, parce que nous donnons un droit pareil à ceux qui nous écoutent, et que leurs récits nous importunent; en outre, si varié qu'il soit, ce sujet s'épuise. Nous avons donc inventé un moyen de parler perpétuellement de nous, de faire perpétuellement notre éloge sans fatiguer ceux qui nous écoutent, et de les écouter, nous aussi, sans fatigue, c'est de juger les autres, dans ces vifs entretiens, où, critiquant les absents à frais communs, chacun fournissant son trait, ceux-ci livrant leurs ennemis, ceux-là leurs amis, nous avons le plaisir exquis de faire ressortir notre raison, nos mérites et nos vertus par la condamnation de tout ce qui n'y ressemble pas. On n'entend que ces mots par le monde : « Ah ! si j'étais lui. » Eh bien ! si vous étiez lui, vous feriez ce qu'il fait, et il ferait ce que vous faites : ainsi il vous critiquerait en ce moment.

Nous passons donc notre temps à comparer et à préférer nos qualités naturelles aux qualités naturelles des autres, et nous y trouvons de grands contentements; que sera-ce si, à ces distinctions personnelles, on ajoute la distinction des rangs? La société est disposée en une multitude d'étages qui donnent le même spectacle : on s'égale aux supérieurs et on regarde les inférieurs en pitié; chacun méprise quelqu'un, qui en méprise un autre; à tous les degrés de l'échelle on reverse le mépris. Il paraît que mépriser est un bien grand plaisir. Par exemple, je ne comprends pas comment c'est un plaisir si répandu dans une société si chrétienne que la nôtre, particulièrement chez les femmes, toujours

si occupées de se mesurer entre elles et de marquer les rangs. J'ai tort de parler de mépris : ce sentiment suppose qu'on aperçoit une personne, au-dessus de qui on est ; mais il y a mieux que cela : nous sommes capables de nous placer si haut que de cette hauteur nous ne distinguons plus bien les autres créatures, ce que l'on appelle, je crois, des gens de peu ou de rien. Si l'homme se voyait tel qu'il est, il ne pourrait pas se supporter; la Providence lui a donné la vanité, qui fait qu'il s'aime.

Qu'il s'aime donc et se préfère à tous, puisque cela lui est si agréable ; mais voici où je le trouve injuste, c'est lorsqu'il exige que ses semblables soient heureux à sa manière. Il ne se fait pas faute de les conseiller ; s'ils ne l'écoutent pas, il n'a pas pitié d'eux : qu'ils soient donc malheureux et qu'ils pleurent. Oui, je le répète, cela est injuste, car chacun est chargé de soi, et si on pressait ces beaux directeurs, on aurait bien le droit d'exiger aussi de ceux qui sont si habiles à faire le bonheur des autres, qu'ils aient eu d'abord l'habileté de faire leur propre bonheur ; mais, entendez-les, il sont les plus infortunés des hommes, et si vous le contestez, ils se fâchent. Y a-t-il une plus flagante contradiction ?

Puisque personne ne se gêne pour conseiller, conseillons à notre tour. Il nous semble que nous ne retirons guère de la société des autres, ni pour eux ni pour nous, le profit qu'elle peut procurer, et que c'est la faute de ce terrble *moi*, qui consent si peu à s'oublier lui-même. Si nous parlons de cette société étroite, composée de la

famille et des relations familières, sur lesquelles nous pouvons tant, soit en bien soit en mal, sommes-nous sans reproche? On veut avoir raison, on veut gouverner, et que tout aille selon nos goûts et nos humeurs; il y a assez de ces gens difficiles à vivre, qui ajouteraient des arêtes aux poissons et des épines aux buissons; ainsi on ne se donne pas la peine de se réformer, et on gâte par quelques travers de caractère le bonheur de ceux qui nous approchent et le fruit de grandes qualités ou même de grandes vertus. Si on pénétrait dans les plus intimes sociétés, dans combien ne trouverait-on pas cette plaie secrète? Et, pour venir à ce qu'on appelle le monde, tandis que la société bien entendue est comme un concert où chacun met du sien pour faire aller l'ensemble, combien de fois on ne considère que soi, et on gâte le plaisir commun; et c'est grand dommage, car enfin c'est un des plus assurés. Si les hommes étaient sages, ils conviendraient, quand ils se rencontrent, d'endormir un moment leurs peines par le doux mouvement d'un commerce aimable et bienveillant. Je dis endormir et non pas étouffer. Il est des douleurs sacrées qu'il faut garder religieusement; le temps émousse leur première violence, et il est bon qu'il en soit ainsi, car nous ne pourrions pas y résister; mais enfin elles vivent, et elles sont en nous comme un lieu réservé où nous n'entrons qu'avec respect. On éprouve une compassion profonde pour ceux qui portent de semblables douleurs, et on se sent attendri quand on les voit causer et sourire, pour vous épargner l'impression de leur chagrin. Mais, dira-t-on, on ne gagne par là que des

moments ! Mais, mon Dieu ! qu'y a-t-il autre chose que des moments dans la vie ? et si vous gâtez les jours et les heures, qu'espérez-vous des années ?

Le beau livre qu'il y aurait à écrire sur l'*art d'être malheureux !* On n'a pas l'idée du génie que l'homme emploie à se tourmenter; notre plus cruel ennemi ne pourrait faire contre nous plus que nous ne faisons nous-mêmes. Il exagérerait nos maux et diminuerait nos biens; il nous rendrait insensibles aux biens naturels, dont nous sommes maîtres, et nous forcerait de courir auprès des biens factices, qui ne dépendent pas de nous, de mettre notre bonheur à faire figure devant le public, de l'attacher au caprice des hommes et de la fortune; il nous enflammerait de l'ambition de paraître, d'une ambition que rien ne rassasie et qui ne jouit de rien, par la pensée de ce qui lui manque, et à qui il manque toujours quelque chose tant qu'elle n'a pas tout; il nous rendrait jaloux des autres, irrités de leurs succès, qui nous étaient dus et qu'ils nous enlèvent, enfin il nous créerait une existence déplorable sans contentement et sans repos. Je ne demande pas qu'on mette de la méthode à être heureux : il y a dans la méthode une roideur déplaisante ; si ce n'est de la roideur, c'est au moins de l'artifice ; et il y a dans ce bonheur mécanique une naïveté béate et quelque chose qui donne envie de pleurer ; mais il faut envisager nettement la condition humaine; et une fois qu'il est connu que les biens et les maux s'y succèdent comme le beau et le mauvais temps, sans que rien puisse nous assurer des biens ni nous garantir des maux, il faut, dis-je, accep-

ter avec reconnaissance tout ce que la destinée nous accorde de favorable, en exprimer le bonheur qu'il renferme, et l'étendre, s'il se peut, par la comparaison avec les infortunes qui s'abattent autour de nous.

Osons dire la vérité sur le bonheur. On se le représente ordinairement comme un état fixe, comme un repos; or l'homme est un être vivant, son bonheur est donc de vivre, et la vie est un mouvement, par conséquent un effort, un regret, une espérance et une crainte. Pascal a dit avec profondeur : « Nous ne cherchons jamais les » choses, mais la recherche des choses. » Telle est visiblement la nature de l'esprit humain. Quand on annonça à saint Anselme que probablement Dieu le rappellerait à lui dans quelques jours, il répondit : « Si telle » est sa volonté, j'obéirai de bon cœur ; mais s'il aimait » mieux me laisser encore parmi vous au moins assez » longtemps pour résoudre une question que je médite » touchant l'origine de l'âme, j'accepterais avec recon» naissance, d'autant que je ne sais si, après ma mort, » personne la résoudra. » M. de Rémusat, qui cite cette touchante réponse, ajoute[1] : « La recherche de la » vérité passionne encore ces grands et inquiets esprits » au moment où ils vont à elle; ils préfèrent l'amour à » la possession, et sur le seuil du ciel, ils regrettent de la » terre le travail et l'espérance. »

La vie pratique est comme la vie spéculative, toute en mouvement. Si vous voulez bien voir l'instinct de la nature humaine, considérez les jeux des enfants, ce qu'ils mettent d'action pour creuser un trou ou élever une

[1] *Saint Anselme de Cantorbéry*, 1 vol. in-8°. Didier.

montagne de sable, puis aussitôt pour combler ce trou et démolir cette montagne ; plus tard ils mettent la même ardeur à l'équitation, à la navigation, à la danse et à la chasse ; il faut constamment leur donner quelque chose à faire. Et les hommes sont comme les jeunes gens et les enfants : eux aussi, il faut qu'ils fassent quelque chose. Dans la plus grande fortune, ils ne jouissent de rien, s'ils sont condamnés à rester désœuvrés, et dans la condition la plus misérable, dans le chagrin, en exil, en prison, s'ils parviennent à s'occuper, le sentiment de leur misère s'allége.

Chacun sait que pour les hommes qui ont eu un travail régulier, quand ils entrent dans la retraite, il y a un moment de crise très-pénible : ils ne savent que faire d'eux, ils souffrent, quelques-uns en meurent ; il faut qu'ils ressaisissent vite un autre travail ; et le soin de ceux qui les aiment est de le leur offrir pour les sauver. Pour prendre tout de suite le plus grand exemple du passage d'une activité démesurée au repos absolu, quel spectacle que celui de Napoléon à Sainte-Hélène ! Comme son historien nous le représente, réduit à l'inaction après avoir pendant quinze ans bouleversé le monde, consumé par le temps qu'il dévorait autrefois, comptant avec triomphe les heures dont il est venu à bout ; puis, dans une fièvre d'agir, se levant avec le jour, faisant lever sa maison et se mettant en nage à remuer de la terre, jusqu'à ce qu'il se dégoûte de ce travail et retombe sur lui-même de tout son poids !

La devise de l'humanité est : « *Plus loin.* » L'instinct qui la pousse en avant, et que l'absolu repos effraie, cet

instinct se trahit avec une force prodigieuse dans un mot de ce même homme au temps de sa fortune. Il causait un jour avec Duroc[1] : « On me croit donc bien ambitieux? lui dit-il. — Il y a des gens qui s'imaginent que vous prendriez, s'il vous laissait faire, la place de Dieu le père. — Ah! je n'en voudrais pas, dit l'Empereur, c'est un cul-de-sac. » N'est-ce pas que ce mot est effrayant? Mais il sort du cœur humain. Ceux mêmes de nos sentiments qui paraissent les plus fixes ont une vie interne qui les transforme; je parle de l'amour maternel. Cette mère, heureuse de porter son fils dans ses bras et de l'idée qu'il ne peut se passer d'elle, aspire à le voir marcher seul, et elle est ravie de ses premiers pas; puis elle l'éloigne d'elle pour qu'il s'instruise, et elle veut qu'il ait des succès; puis elle l'excite à entrer dans une carrière, pour que son enfant soit un homme, et elle partage les ambitions qu'il a ou lui donne les siennes; elle, l'institutrice des premières années, elle est charmée qu'il pense par lui-même et même qu'il ait raison contre elle; enfin elle consent à partager son affection avec une autre femme, pour qu'il lui donne une nouvelle famille, où elle se sentira renaître. Les autres sentiments sont semblables à celui-là : comme tout ce qui vit, ils ne durent qu'en se nourrissant ou se transformant, et ceux qui ne peuvent pas se nourrir ni se transformer se flétrissent et meurent. Telle est la loi de la nature de l'homme. Il cherche le repos, mais il n'y a de repos pour lui que dans l'action, j'entends que, lorsqu'il agit, il se sent dans son élément, et que, s'il n'agit pas, il s'agite. Nous voyons

[1] *Derniers souvenirs du comte d'Estourmel*, 1 vol. in-18. Dentu.

une foule de nos semblables s'agiter ainsi, et nous sommes tentés de nous impatienter contre eux, sans songer que nous serions comme eux à leur place, qu'il y a là une force inemployée qui, par la faute des circonstances, ne sait où se dépenser, et que ces mouvements fiévreux sont le symptôme d'un mal profond. Il y a dans ce monde des ouvriers sans ouvrage, et de bons ouvriers, je vous l'assure.

Pour satisfaire ce besoin d'activité qui nous possède, je ne connais qu'un goût ou un devoir. En fait de goût, j'en entends un qui soit aisé à satisfaire, et rien en ce genre ne remplace l'application aux lettres, à une science ou à un art, parce qu'avec la facilité de s'y livrer et le plaisir qu'on y trouve à chaque fois, il y a cet autre plaisir de sentir qu'on y profite. Celui qui n'a pas un goût est possédé par l'ennui ; on ne peut l'approcher sans que cet ennui transpire et vous pénètre ; pour lui les heures sont de plomb ; il les pousse en vain, et il passe sa vie à observer avec désespoir l'aiguille qui ne marche pas. L'objet de l'éducation devrait être, en même temps qu'elle donne des connaissances, de développer un goût qui subsisterait quand beaucoup de ces connaissances seraient échappées et qui vous suivrait dans toute votre existence, pour en remplir les vides. Un goût n'est pas assez : il ne serait pas mal d'en avoir plusieurs, pour éviter la manie. Pourtant je ne dirai pas de mal des manies : elles sont bien agréables à celui-qui les a, et n'en a pas qui veut. Si une fée me permettait de faire trois souhaits, ainsi que j'ai lu dans les contes, je serais prêt. Mon premier souhait serait qu'elle m'accordât une

manie; le second, qu'elle pût être satisfaite sans trop de frais; le troisième, qu'elle ne le fût jamais complétement. La bonne chose qu'une bonne manie! On ne s'éveille plus avec la terreur des longs jours, qu'il faut remplir; on ne s'endort plus avec le remords des jours mal employés; on ne s'égare plus en de vains désirs; on ne s'agite plus de vains tourments; on ne cherche plus à quoi sert la vie; on l'a trouvé. J'ai demandé à dessein une manie innocente, et ne mets pas toujours dans ce nombre les collections de livres ou de tableaux; mais trois fois heureux ceux qui se passionnent pour rassembler toutes les variétés d'une famille végétale et vivent dans une succession de soins qui font paraître les années trop courtes : pratiquer des échanges, classer les sujets, les mettre en terre, les arroser, les voir pousser, puis fleurir, les préserver du soleil, du vent et de la pluie, s'extasier sans fin du coup d'œil et s'émerveiller des surprises. J'ai demandé enfin que la collection ne fût jamais complète, qu'on poursuivît une variété qui n'existe plus ou qui n'existe pas encore, ou qui ne peut pas exister, car il est bien dangereux de n'avoir plus rien à désirer, et le parfait bonheur languit.

Au défaut d'un goût, et mieux encore, ce qui occupe la vie, c'est un devoir. Heureux celui qui goûte son devoir, celui qui va de bon cœur à sa tâche de chaque jour! Mais fallût-il chaque jour se combattre et se vaincre, il y a dans la conscience du devoir accompli quelque chose de plein, qui fait sentir que malgré tout la vie est bonne.

Revient ici la question s'il vaut mieux pour le bon-

heur que la nature soit ou non cultivée, s'il est sage de cultiver son intelligence et son âme, au risque d'éprouver des douleurs que les autres ignorent et de sentir plus vivement celles qu'ils sentent aussi. A comparer les biens et les maux que cette culture apporte, j'oserais prononcer contre elle, si ce n'était qu'une affaire à faire; mais il y a là autre chose en jeu. Disons-le, à l'honneur de la nature humaine, de ces civilisés, de ces délicats, qui posent la question, car le reste ne la conçoit seulement pas, il n'en est peut-être pas un seul qui consentît à échanger sa condition contre l'autre; même au moment où il souffre le plus, il ne changerait pas sa souffrance contre de certains plaisirs. Le monde connaît bien de cruelles douleurs; il n'en connaît pas de plus cruelles que le vide infini d'une âme qu'une affection a remplie et comblée; il rencontre souvent encore la douleur de Rachel, « qui pleurait ses fils et ne voulait pas se consoler, parce qu'ils n'étaient plus; » j'ai approché plus d'une fois de pareils chagrins avec la plus profonde pitié, mais j'ai trouvé aussitôt dans cet excès de misère un sentiment où éclatait la vaillance du cœur humain. Si un Dieu puissant eût offert à ces malheureux de n'avoir jamais connu ceux qu'ils pleuraient ou de les oublier tout à coup, pas un n'aurait accepté; ils souffraient, mais ils avaient aimé, et s'ils avaient oublié ces êtres si chers, ils auraient cru les perdre une seconde fois.

L'homme n'est pas né pour être heureux; mais il est né pour être un homme, à ses risques et périls. Comme cela est bon de se sentir dans sa loi, et jusque dans les plus grandes agitations, combien il y a de vertu dans

cette pensée, combien il y a de calme et de force ! Il faut donc aller à la vie comme on va au feu, bravement, sans se demander comment on reviendra ; et si on est mortellement blessé, je crois, pour moi, qu'il y a quelqu'un qui voit nos blessures.

Je termine ici sur ce sujet du bonheur. Je disais, en commençant, que je ne l'aimais pas, parce que chacun y est compétent et reconnaît ce qui manque chez ceux qui en parlent ; j'ajoute maintenant, parce que c'est un sujet triste. On ne peut y songer sans revenir sur sa vie passée et sans que quelque douleur mal guérie vienne à se réveiller. Quelques-uns se révoltent, parce qu'ils n'ont pas cessé d'espérer ; d'autres (sont-ils plus mal ou mieux instruits ?) disent comme Madame du Deffand : « Je ne cherche plus le bonheur ; c'est vainement qu'il se cache. »

(Mars 1864.)

III

HISTOIRE POPULAIRE DE LA FRANCE

Je prends deux publications ensemble[1], parce qu'elles sont toutes les deux illustrées et conçues pour vulgariser la même étude. Nous connaissons le danger des illustrations: plusieurs personnes ne verront du livre que les images; mais elles inviteront d'autres à le lire et en tout cas elles égaient le texte. Le système d'illustration est différent dans ces deux ouvrages. S'il y a dans l'*Histoire populaire* des reproductions nombreuses de portraits d'après nature, la plupart des dessins sont des compositions de fantaisie; dans l'*Histoire de France*, les dessins sont tous authentiques, d'après les monuments de chaque époque; c'est le genre des dessins du *Magasin pittoresque*, qui, dans une existence qui compte déjà plus de trente années, s'est concilié l'estime universelle.

[1] *Histoire populaire de la France,* 4 vol. in-8°. Lahure, éditeur. Librairie Hachette. — *Histoire de France,* par MM. H. Bordier et Edouard Charton, 2 vol. in-8. Bureaux du *Magasin pittoresque.*

Le récit diffère aussi dans les deux ouvrages. L'*Histoire de France* est presque toute un extrait des documents originaux, chroniques et mémoires contemporains; l'*Histoire populaire* est une narration continue : l'auteur a étudié les documents dont nous parlions, il s'en est nourri et en a formé l'instruction qu'il nous transmet. La première lecture est préférable pour qui désire voir les divers temps avec leur physionomie et leur couleur naïve, s'habituer à la comparaison et se former à l'esprit critique, et il s'est heureusement trouvé un public considérable pour chercher ce profit; mais il y a un public plus considérable encore qui n'y songe point, qui n'a point le loisir d'y songer et va au plus pressé, qui est d'apprendre l'histoire du pays; à ceux-ci il faut servir l'histoire toute faite, sans prétention de faire des historiens; l'unique loi est de remplir sa composition de mouvement et de vie, pour enlever son public. L'*Histoire populaire* n'y a pas manqué; elle porte bien son nom. La publication matérielle répond à la destination de l'ouvrage : elle est faite par livraisons de 10 c. Les premiers volumes nous conduisent jusqu'en 1848; on annonce que la fin se prépare.

Ne craignons pas de l'avouer, les Français connaissent bien peu l'histoire de France. Où l'auraient-ils apprise en effet? Cet enseignement n'existe pas de droit dans les écoles primaires [1]; il peut seulement y être établi par les autorités compétentes; or on peut assurer qu'au moment présent, il n'est encore qu'une exception.

[1] Il y est maintenant établi, mais encore bien médiocre. (*Note de 1868*).

Si l'on réfléchit qu'au sortir de l'école primaire l'immense majorité de ceux qui ont reçu ses enseignements n'en recevront pas d'autres, qu'ils n'ouvriront peut-être pas un seul livre instructif, et que même un grand nombre désapprendront de lire, que pourtant ils formeront un jour la plus grande partie du corps électoral, qui décidera des destinées du pays, ne paraîtra-t-il pas étrange qu'on leur laisse ignorer l'histoire de ce pays sur lequel ils peuvent tant, soit en bien, soit en mal?

Si l'on fondait cet enseignement, il y aurait des précautions à prendre pour ne pas le compromettre; on aurait soin de ne pas viser aux grandes proportions des cours des colléges et des Facultés. D'abord un résumé succinct serait appris par cœur. Il demanderait à être fait avec art : au lieu d'abréger tout également et de donner, par ce procédé, une espèce d'histoire abstraite, sans couleur et sans vie, il sacrifierait certaines parties résolûment, les plus arides, et conserverait les autres dans les proportions modestes que le livre exige. Beaucoup de rois mérovingiens et carlovingiens, quelques capétiens même en souffriraient, mais ils en souffriraient seuls, et nos enfants seraient soulagés. Je n'assure pas que tous les noms de toutes les batailles que les Français ont livrées subsisteraient encore, mais nous sommes assez riches en ce genre pour ne pas regarder à quelques batailles de plus ou de moins. Voilà donc notre résumé, qui devrait être appris à la lettre. En même temps l'instituteur raconterait les événements les plus saillants, ceux qui ont fourni des sujets aux lettres et à la peinture, et, quelques jours après, il demanderait aux élè-

ves de refaire ces récits : ce que l'un aurait oublié, un autre le retrouverait; chacun apportant du sien, avec cette ardeur qui ne manque jamais dans ces sortes d'exercices, le récit s'achèverait et se graverait définitivement cette fois dans les mémoires. Un tel enseignement devrait être comme une promenade dans les Galeries de Versailles ; on n'y ajouterait qu'un petit nombre de vues d'ensemble très-nettes et précises, pour faire saisir aux enfants la marche de notre histoire.

Il ne devrait pas être quelque chose d'indifférent et d'impassible : on y sentirait partout un souffle ; on donnerait aux enfants l'intelligence et l'amour du pays. De telles leçons porteraient leurs fruits, il faut le croire. M. de Tocqueville, ce citoyen excellent, retrouvait avec bonheur, dans son patriotisme, une tradition domestique. « J'ai souvent[1] entendu dire, écrivait-il, que ma » grand'mère qui était une très-sainte femme, après » avoir recommandé à son jeune fils l'exercice de tous » les devoirs de la vie privée, ne manquait pas d'ajouter : « Et puis, mon enfant, n'oubliez jamais qu'un homme « se doit avant tout à sa patrie; qu'il n'y a pas de sacri- » fice qu'il ne doive lui faire; qu'il ne peut rester indif- » férent à son sort, et que Dieu exige de lui qu'il soit tou- » jours prêt à consacrer, au besoin, son temps, sa for- » tune et même sa vie au service de l'État et du roi. »

Qu'est-ce donc que la patrie dont on parle ainsi ? Est-ce une chose ? est-ce un mot ? Ce n'est point un mot. La

[1] *Œuvres et correspondances inédites d'Alexis de Tocqueville*, publiées et précédées d'une notice, par Gustave de Beaumont, tome II, page 340.

patrie est une communauté de langue, d'idées, de sentiments, de mœurs, de lois, de souvenirs, une harmonie entre nous et ce qui nous entoure, une atmosphère morale, un élément invisible où nous sommes plongés ; et ce lieu, cet air, ce ciel des âmes ne flottent point dans les régions du vague, ils correspondent à un lieu, à un air, à un ciel physiques : c'est un assemblage de terres et d'eaux, de plaines qui s'étendent, de montagnes qui s'élèvent, de fleuves qui coulent; la patrie a un corps, et c'est le même corps partout où est la même âme. Les empires se rétrécissent ou s'amplifient, la patrie reste; ce qu'on lui ajoute est à elle, ce n'est pas elle; sans doute, elle est fière quand elle le gagne et humiliée quand elle le perd ; mais quand on lui retranche quelque chose d'elle-même, on la mutile, elle est blessée, elle saigne, et quand l'étranger l'opprime, elle se sent mourir. Ne demandez donc pas où commence et où finit la patrie : elle est juste aussi grande que nos cœurs, et c'est l'honneur éternel de Jeanne Darc que son cœur a été aussi grand que notre France.

Plus cette harmonie entre nous et ce qui nous entoure est étroite, plus le sentiment de la patrie est vif. Ainsi en France il y a la France et il y a le pays, la ville ou le village où nous avons vécu ; il y a le français et il y a le patois et l'accent, ce quelque chose qui fait qu'on se sent là chez soi plus qu'ailleurs, et qui nous crée comme une patrie dans la patrie. Quelque part que cette harmonie se reproduise, elle excite en nous un sentiment du même genre, et il n'y en a guère d'entre nous qui n'aient pour ainsi dire plusieurs patries. Rome et Athè-

nes sont une patrie pour tous ceux qui ont reçu l'éducation classique, et pour les artistes; actifs, passionnés ou rêveurs, il y a des contrées qui nous appellent et qu'il nous semble reconnaître quand nous les voyons, si bien elles répondent à notre nature, comme un lieu que nous aurions aimé autrefois et dont nous aurions été détachés.

L'effet naturel du patriotisme est que chacun tient son pays pour supérieur aux autres. Assurément il est impossible que tout le monde ait raison à la fois, et la prétention peut paraître assez puérile; mais ce qui importe ici, ce n'est pas que cette opinion soit fondée, c'est qu'elle soit sincère, qu'elle produise en nous un sentiment généreux et nous invite à bien agir. Pareillement, l'opinion que nous avons de notre famille, de nos amis, de notre parti politique, de notre profession, peut être fausse, mais le dévouement qu'elle nous inspire est vrai, et vrai aussi le mérite que ce dévouement nous donne. Il faudrait donc réfléchir avant d'ôter du monde un sentiment qui fait mépriser ces biens que tous les hommes estiment et chérissent : le repos, le plaisir, la fortune et la vie. A chaque époque, le patriotisme est représenté par quelque nation; il s'appelle aujourd'hui du nom de la Pologne.

Espérons qu'on a renoncé à le détruire. Si je ne me trompe, le temps est passé où l'on voulait qu'il n'y eût plus de patriotisme, et que cette affection locale, regardée comme trop étroite, cédât la place à une large affection qui embrassât toute l'humanité ; on en a fini avec les doctrines humanitaires. L'histoire, comme la pra-

tique le dix-neuvième siècle, attentive à rendre à chaque peuple sa physionomie originale, ne s'accommode pas de pareilles abstractions, et à ces mouvements de l'histoire ont correspondu les mouvements des peuples, qui ont manifesté des sympathies ou des antipathies violentes les uns pour les autres, et révélé ainsi les profondes divisions naturelles qui résisteraient à une unité factice.

On a donc abandonné l'idée du genre humain où toutes les nations viendraient se fondre ; mais on a pris l'idée des races, et on ne parle plus que d'elles maintenant. J'en parlerai aussi et veux être de mon siècle ; toutefois je ne laisse pas d'avoir quelques inquiétudes. Il y a un résultat certain de cette opposition des races, c'est de faire que, de l'une à l'autre, les hommes se détestent un peu plus ; mais vraiment ils ne se détestent déjà pas trop mal sans cela, et, à la rigueur, ils pouvaient se passer de nouveaux motifs. Le sentiment qui les anime contre les races étrangères ne les concilie pas d'ailleurs entre eux : ils sont travaillés par toutes les passions humaines, qui les mettent aux prises et les acharnent à leur ruine mutuelle. Puis, si l'on veut que les hommes s'aiment, il ne suffit pas qu'ils soient de la même famille, il faut encore qu'ils le sachent ; or cette science des races est bien savante, bien peu répandue par conséquent et peu propre à créer des sentiments populaires. On conçoit fort bien que la diplomatie combine des alliances entre des nations de même race, que cette communauté prépare à s'unir, car les diplomates connaissent la géographie et l'histoire ; mais les

peuples qu'ils conduisent ne sont pas si avancés que cela. Je voudrais que l'on demandât à un de nos Français, le plus Français, quelles sont, à la surface du globe, toutes les races latines, et s'il leur porte le degré légitime d'affection. Dans l'ardeur qu'il met à les secourir, et, au besoin, à les battre, il ne se doute probablement pas de ce qu'il entre de sympathie naturelle pour ses frères Latins.

A le bien prendre, si on cherche un sentiment qui remplace l'ancien patriotisme et inspire les mêmes vertus, l'amour de l'humanité me semble encore préférable à l'amour de la race. Il ne nous est pas difficile de reconnaître que nous sommes tous frères ici-bas, et à cette communauté visible s'ajoute la communauté, visible aussi, de condition et de destinée ; les hommes, par cela seul qu'ils sont hommes, sont liés par de certains sentiments universels : « Je suis homme, disait le personnage de Térence, et rien d'humain ne m'est étranger. » L'amour du genre humain produit la justice et l'humanité, et s'il est incapable de remplacer le patriotisme, le patriotisme est, à son tour, incapable de le remplacer : il suscite quelques apôtres sublimes, il tempère l'âpreté des passions jalouses, et au plus fort des luttes, maintient une certaine douceur, qui est la civilisation.

Puisque nous estimons comme il convient le patriotisme, séparons avec soin le bon du mauvais.

Il y a le patriotisme qui croit que son pays est parfait, et le patriotisme qui ambitionne de donner à son pays ce qui lui manque ; il y a le patriotisme élevé, éclairé, et ce patriotisme plus tenace qu'intelligent, qu'on a

nommé le chauvinisme. Le patriotisme sensé ne manque pas d'une certaine complaisance pour le génie national, et en cela même il est juste, car il le comprend, ce génie : il le voit autour de lui, il le sent en lui, il en a étudié l'histoire avec cet amour qui éclaire ; mais il ne se regarde pas comme obligé de croire que ce génie a tout ce qu'il est possible d'avoir et n'a rien à apprendre des autres nations. Au contraire, sur ce point le chauvinisme est intraitable : il n'admet qu'une vertu, le mépris de l'étranger, avec l'enthousiasme correspondant pour tout ce qu'il plaît à son propre pays de penser, de dire et de faire, et un grand contentement de sa propre personne, en qui les qualités nationales se résument heureusement ; le nom d'importation étrangère lui fait horreur : il a protesté contre Shakspeare, contre la musique italienne, contre la musique allemande et la littérature allemande et la liberté anglaise ; il ne permet pas qu'on emprunte à personne, ce qui laisserait supposer qu'on n'est pas assez riche, et il ne conçoit pas qu'on fasse de ces choses-là quand on est un bon Français.

On devine qu'il a sa manière d'écrire l'histoire. Il n'admet pas que son pays ait pu avoir tort, ni qu'il ait pu être battu ; ne lui parlez pas, dans la vie de Napoléon, de guerres légitimes et de guerres illégitimes ; elles sont toutes légitimes également : nous ne demandions qu'à vivre en paix, et ce sont les autres nations qui nous ont forcés de les combattre. Il a certainement existé ce sergent Zimmer, qui, dans la jolie *Histoire d'un Conscrit*, d'Erckmann-Chatrian, irrité d'avoir encore affaire, en 1813, à des peuples qu'on avait été maître d'exterminer,

jure que « l'Empereur est trop bon. » Dieu merci, il est permis d'être patriote en deça ; il est permis d'être un bon citoyen, qui se réjouit de nos victoires et à qui nos défaites font saigner le cœur, sans qu'il soit nécessaire de confondre la France qui tourmente l'Europe avec la France qui défend son territoire et sa Révolution.

J'ai eu dernièrement une preuve curieuse de la force de cette préoccupation nationale et de ce qu'elle peut sur la plus claire vérité. Dans un ouvrage historique, un érudit rencontre la question des frontières naturelles de la France; il rappelle les nouvelles provinces qui sont venues prendre leur place dans la nationalité française. « Bientôt, ajoute-t-il, viendront s'y ranger à leur tour » ces populations de la rive gauche du Rhin, qui, fran- » çaises par le cœur et par le langage, font des vœux » pour voir tomber les limites artificielles et toutes poli- » tiques qui les séparent de la mère-patrie. » Cette phrase, je l'avoue, a un peu déconcerté mes connaissances historiques : on ne peut qu'approuver le vœu qui y est exprimé, et on ne demande pas mieux que d'admettre que ces populations sont françaises par le cœur; mais françaises par le langage, c'est autre chose. Aussi un jeune savant, qui recommande le livre pour des mérites réels, M. Paul Meyer, appelle spirituellement cette assertion de l'auteur[1] une distraction.

En bon patriote, après avoir pris un Français en faute, je ne puis me dispenser de prendre aussi en faute quelque étranger, un Anglais par exemple, et puisque j'y suis, je prendrai toute la nation. J'ai peur,

[1] *Correspondance Littéraire,* 25 mars 1864.

car je vais plaire à M. de Boissy. Il y a une chose qui chez les Anglais est merveilleuse, c'est l'accord subit et universel qui s'établit entre eux sur de certaines questions : toute l'Angleterre alors pense et parle comme un seul Anglais ; c'est un plaisir de voir tant d'esprits si divers s'entendre si parfaitement sur le juste et l'injuste, et l'on ne saurait assez admirer l'unanimité dont ils sont saisis. Survient-il dans la question quelque élément nouveau, qui lui donne un autre aspect, l'opinion change, mais l'unanimité reste : la nation se retourne d'une pièce ; on dit simplement oui où on disait non et non où on disait oui. Quelques personnes suspectent un si touchant accord : elles doutent que le juste et l'injuste aient tout l'honneur de ce beau feu, et elles y découvrent malignement le prompt calcul de l'intérêt personnel.

Je reviens à nous et à nos deux histoires de France, qui seront, je le crois, très-utiles, quoique dans l'*Histoire populaire*, la religion de la patrie me semble mêlée de quelques superstitions. Mais c'est peut-être une nécessité du genre, et il n'est pas sûr qu'on trouvât l'oreille du peuple si on ne s'adressait qu'à la raison sans parler à la passion, qui répond toujours si vite. Je me bornerai donc à demander que la raison et la passion partagent et que la raison reçoive une part de plus en plus grande, tout en sachant que c'est difficile, car, dans ces grandes âmes des peuples, le bien et le mal sont tellement près qu'il est on ne peut plus facile de tomber de l'un dans l'autre. Voulez-vous, par exemple, considérer quelles sont chez nous les passions nationales, vous trouverez

sans doute que nous aimons l'égalité, la liberté de conscience, la justice et la gloire. Quoi de meilleur, à certains égards? L'égalité est naturelle et légitime, quand elle signifie que tous les citoyens sont égaux devant la loi et que tous peuvent arriver à tout par le mérite; la liberté de conscience est le premier des biens; la justice est assurément estimable lorsque, au-dessus des coutumes particulières des nations et des époques, elle découvre les droits qui appartiennent au genre humain; enfin l'amour de la gloire excite aux belles choses; par conséquent, il est permis, quand on parcourt l'histoire de France, de prendre parti contre les privilèges des castes et contre l'intolérance, d'applaudir nos grands législateurs et nos grands guerriers; mais encore serait-il à propos de ne pas corrompre ces bons sentiments; or on les corromprait si l'amour de l'égalité n'était plus que l'orgueil et l'envie, la haine des supériorités naturelles; si, par peur de l'intolérance religieuse, on opprimait les religions; si le culte de la justice devenait un culte impitoyable, prêt aux sacrifices humains; si l'amour de la gloire se changeait en une sorte de fièvre ardente; enfin si l'on était disposé à oublier le devoir pour contenter ces mauvaises passions et à passer tout à ceux qui les servent. On voit comme partout le bien et le mal se touchent. Quiconque parle, chez nous, au peuple, devra donc, s'il a de la conscience, s'observer avec un extrême scrupule et se dire qu'en appuyant un peu plus à droite ou à gauche, il gâte une qualité ou encourage un défaut.

Une histoire populaire d'une nation n'est pas de la

science pure : chemin faisant, elle dessine dans les imaginations un modèle idéal, qui est la représentation parfaite du caractère national et que chacun de nous n'a qu'à reproduire. Il importe donc que ce modèle soit plus ou moins haut, et l'histoire ne doit pas craindre de le hausser un peu, car notre faiblesse choisit volontiers ce qu'il est le plus commode d'imiter. Ainsi, dans la personne d'Henri IV, la chanson a choisi, pour le célébrer, le triple talent que l'on sait, et il y a des Français qui sont convaincus que, lorsqu'ils se sont perfectionnés dans ce triple talent, ils ont payé leur dette à leur patrie. Il y a de plus grands efforts que ceux-là, et il ne serait pas mal de les apprendre; ce sera l'ouvrage de ce patriotisme intelligent et élevé, qui gagnera, il faut l'espérer, du terrain sur l'autre.

On nous trouvera peut-être un peu naïf dans la vivacité de notre sentiment pour notre pays, et on nous raillera de nous laisser aller à ces mêmes complaisances que nous raillons chez d'autres peuples; mais le patriotisme n'est pas mal placé ici : il n'a pas partout la fortune d'avoir pour objet un pays comme celui-ci, qui a tellement agi par ses idées et par ses armes que, si on ne sait pas l'histoire de France, l'histoire du monde depuis quinze cents ans est incompréhensible.

Apprenons à dégager l'idée pure de la patrie des formes qu'elle traverse et qui sont l'objet de nos affections; mettons la patrie au-dessus des partis; grâce à ce sentiment, les citoyens reconnaîtront qu'il subsiste, sous tant de révolutions, quelque chose qui est la France, que chacun, à sa manière, doit aimer et servir; ils ré-

soudront, sous quelque régime qu'elle vive, de n'avoir qu'une même fortune avec elle. Ah ! sans doute, on préférerait que le bien qui lui arrive lui arrivât sous un gouvernement qu'on aime, et, au fond de soi-même, on est bien un peu combattu quand on songe que la prospérité qui survient ajoute des chances de durée au gouvernement qu'on n'aime pas ; mais lorsqu'on a le cœur droit, on réprime ces mauvais sentiments et on triomphe avec son pays ; on goûte ainsi une des meilleures joies qu'il soit permis à l'homme de connaître.

Juin 1864.)

IV

EXCURSIONS DANS LE MIDI

Arrêtons-nous d'abord dans les Landes un moment, et ne regrettons pas ce moment, car les Landes s'en vont. Les revoyant chaque année, et, chaque année, retrouvant quelque partie du désert transformée en forêts et en campagnes, je me doutais bien de ce qui devait arriver mais il arrive plus tôt qu'on ne pouvait le prévoir, et maintenant que la métamorphose est faite, il paraît intéressant d'en rappeler les progrès. Justement il m'est tombé sous la main un livre qui marque on ne peut mieux les origines : ce sont les *Etudes administratives sur les Landes*, par le baron d'Haussez. Le baron d'Haussez, nommé préfet des Landes aux premiers jours de la Restauration, et pris dès lors d'une vive passion d'améliorer ce sol misérable, nommé plus tard dans le département de la Gironde, où il retrouva dans de certaines parties un sol pareil, réunit en 1826 les travaux qu'il avait publiés sur ce sujet avec une persévérance de dix années. On est heureux de rencontrer ce préfet d'un autre âge. Quel amour sincère du bien ! quel soin apporté aux intérêts de ses administrés ! On sent qu'il est

en famille ; on éprouve un grand charme et un véritable repos à contempler une existence administrative, que les révolutions survenues depuis ont rendue désormais impossible. La vie électorale était alors concentrée dans une infiniment petite partie de la nation ; elle n'avait pas envahi le corps entier ; un préfet n'était pas responsable du résultat d'élections sur lesquelles il n'avait pas de pouvoir ; le gouvernement seul faisait les élections, par sa politique générale, par sa sagesse et ses fautes. C'était le bon temps pour les préfets, qui pouvaient dormir en paix ou courir, comme le baron d'Haussez, dans des pays perdus, pour détruire l'ignorance. « J'a- » vais, dit-il, à persuader aux habitants que la terre qui » les porte vaut mieux qu'ils ne le pensent ; que ses pro- » duits seront abondants dès qu'ils seront demandés » avec opportunité, et que si elle ne rend pas davan- » tage, c'est à des méthodes vicieuses invariablement » employées, c'est à une routine irréfléchie constam- » ment consultée, c'est enfin aux hommes et non aux » choses qu'il faut s'en prendre. » Il pressait ses concitoyens de s'intéresser à un sol qui n'attend pour produire que des mains qui sachent semer. Il rencontrait devant lui l'obstacle qui venait du sol et celui qui venait des hommes.

D'abord l'obstacle du sol. Les landes sont primitivement de vastes étendues couvertes de bruyères, de fougères et d'ajoncs. On divise celles de Gascogne en grandes et petites, sans délimitation bien précise. On désigne généralement sous le nom de grandes landes celles qui sont situées le long du littoral de l'Océan, entre l'em-

bouchure de la Gironde et celle de l'Adour, et qui s'étendent vers l'est dans une longueur de 15 à 20 kilomètres. Les petites landes sont placées à l'est de celles-là, jusqu'à la limite des sables ; l'ensemble des landes couvre environ 600,000 hectares. Qu'on se représente un terrain maigre et sablonneux, d'une épaisseur moyenne de 60 à 80 centimètres, portant sur un sous-sol imperméable. L'eau qui tombe ne pénètre pas ; elle ne s'écoule pas non plus aisément, à cause de la médiocrité des pentes ; ainsi le sol est desséché pendant six mois et pendant six mois inondé. A ces terres alternativement inondées et desséchées, ajoutez de véritables marais et des étangs, au pied des dunes du littoral de l'Océan. On voit que le sol ne se prête pas aisément aux améliorations ; mais les habitants ne s'y prêtent pas non plus. Le baron d'Haussez nous les représente avec leurs procédés traditionnels.

Sans aucune idée qu'il fût possible d'utiliser le sol entier par un travail intelligent, ils se bornaient à cultiver les parties les plus hautes, qui étaient plus vite à sec, et qui, par malheur, étaient aussi les moins bonnes, parce que les détritus des plantes séjournaient dans les parties les plus basses. Ils se contentaient de quelques maigres récoltes, et perchés sur leurs longues échasses, nécessaires dans ces terrains noyés, couverts de plantes enchevêtrées, ils voyaient de loin et poussaient leurs troupeaux. Pleins de respect pour la coutume, ils maintenaient opiniâtrément des usages barbares dans l'établissement et l'exploitation de la propriété : je veux dire l'existence des biens communaux et le système du mé-

4

tayage. Diviser les biens communaux entre les particuliers leur eût paru ruiner la pâture.

Les moutons, ne trouvant en chaque endroit qu'une nourriture médiocre, allaient naturellement devant eux, pour en chercher davantage. A les voir cheminer ainsi, au lieu de reconnaître la véritable cause, on en avait inventé une autre, imaginaire : on leur avait supposé le besoin d'errer. Ainsi, les hommes pour ne rien changer à leurs habitudes, avaient calomnié les moutons et en avaient fait des animaux de passage. Le baron d'Haussez protestait : il assurait que, si on avait de bons pâturages, on pourrait parquer les moutons, qui resteraient volontiers là où ils auraient à manger; mais il ne persuadait personne, et, sous ce communisme, tout dépérissait : « On abuse, de peur qu'un autre n'use, » écrivait M. d'Haussez énergiquement. La propriété particulière, livrée au métayer, rendait le moins possible. Le métayer choisissait de préférence les cultures dont le propriétaire recevait une plus faible part. Le froment, dont le propriétaire prélevait les deux tiers, était délaissé pour le maïs ou le seigle, qui se partageaient par moitié; le millet, presque sans valeur, mais attribué presque entièrement au métayer, était l'objet de toutes les préférences. « Le colon souffre, de peur que le propriétaire ne jouisse, » aurait pu dire encore M. d'Haussez. On vivait donc misérablement; mais les pères avaient vécu ainsi. Ce beau raisonnement exaspérait, sans l'abattre, le courageux préfet, qui allait par des pays sans chemins combattre la routine sur place, épuisant son éloquence pour convaincre ses administrés

que leurs vaches avaient du lait, et qu'au lieu de répéter perpétuellement l'ancien proverbe que « aucune culture ne réussit dans les Landes, » il fallait se mettre bravement à l'ouvrage, préparer le terrain et lui demander ce qu'il est capable de porter.

Toujours est-il qu'on avait entendu parler des Landes, et, du dehors, on se préoccupa de les exploiter ; il y eut des échecs, mais les échecs s'oublièrent, et il y eut des succès qui enhardirent ; aujourd'hui, l'émulation est partout : on assainit, on sème, on cultive ; particuliers et sociétés s'y mettent à l'envi. Pourquoi, au milieu de ces efforts de l'industrie pressée de jouir, ne rappellerait-on pas l'ambition plus patiente des pères de famille, qui, avant la vogue des Landes, lorsqu'il leur naissait un enfant, défrichaient des portions de ces terrains et y semaient des pins, pins et enfants destinés à croître ensemble :

Crescent illæ, crescetis amores.

Toutefois, il restait à attaquer à fond les possessions communales, et ce travail se fait en ce moment même. Une loi de 1857 ordonne que tous les terrains communaux soient assainis et ensemencés dans un délai de douze ans, c'est-à-dire en 1869. L'administration du département des Landes seconde activement la loi. Les hommes qui s'intéressent à la fortune publique, s'ils veulent bien considérer ce qui s'est accompli dans les Landes depuis un certain nombre d'années, reconnaîtront sans doute que c'est là, dans ce coin de terre déshérité, que la richesse de la France s'est le plus merveilleusement accrue. Le principal artisan de cette

richesse est le pin, c'est cet arbre rustique, qui ne demande rien et qui donne sans cesse. Informez-vous aux gens du pays, ils vous diront ce qu'il y a en lui de ressources inépuisables ; aussi ils ont fait le proverbe : « Qui a pin a pain. » On comprend ce qui a été ajouté à la richesse des propriétaires par la création des chemins de fer ou des routes qui transportent aisément les arbres et leurs produits, par le progrès de l'industrie appliquée à la résine, enfin par la guerre civile des Etats-Unis, qui a augmenté le prix de cette substance de trois ou quatre fois sa première valeur. Quand on songe qu'un hectare de landes se vendait jadis une centaine de francs, que, desséché pour le quart de cette somme, le fonds vaut actuellement 2,000 fr., et que les 200 arbres qui le couvrent valent autant que le fonds, quand on songe, disons-nous, à cela, on ne peut assez déplorer ce long sommeil de la terre, tant de richesses perdues, ni assez admirer l'activité humaine bien conduite, ce qu'elle peut pour transformer la nature.

Bientôt donc il n'y aura plus de landes ; je le répète, ceux qui voudront en voir encore feront bien de se hâter. Avant longtemps il ne restera, pour témoigner de leur existence, que le *Maître Pierre* de M. About, un joli livre vraiment. J'y trouverais peut-être un peu trop d'agronomie pour un roman, un genre littéraire où je goûte à peine la théologie; mais, à cela près, c'est un charmant ouvrage, plein d'esprit et de verve, avec une veine de sentiment délicat.

Je demande pardon moi-même d'avoir dit quelques

mots d'agriculture; mais la tentation était forte, et d'ailleurs il est convenu qu'en vacances chacun est un peu hors de chez soi.

Pendant que l'industrie s'empare des landes, la fantaisie s'empare en maîtresse des dunes du littoral. Vers la pointe du Médoc, on essaie de créer un lieu de bains de mer, à Soulac, où on a exhumé une église jadis ensevelie par les sables. Quant aux dunes du bassin d'Arcachon, on sait que je ne suis pas impartial, mais je vous assure qu'il devient difficile de suivre la métamorphose qu'elles subissent tous les jours et de prédire où elle s'arrêtera. C'est une sorte d'enchantement. De tous côtés les arbres tombent, les chalets s'élèvent; tandis que les petites fortunes déploient leur imagination sur des espaces de quelques pieds carrés, une riche Compagnie fonde une ville d'hiver de toutes formes et de toutes couleurs, qui vont à ce pays étrange; MM. Péreire se créent un parc de pins, de chênes, d'arbousiers, de bruyères, qui court le long de la mer, monte sur les hauteurs, descend dans les vallées des dunes, et qui a été, il y a bien des jours, dessiné par le caprice du vent.

Les Landes nous mettent à Bayonne. Que de courses charmantes à faire en rayonnant de là! Il faut du moins visiter Biarritz avant qu'on ne l'ait trop embelli, et je ne vous permets pas de partir avant d'être allé au Pas-de-Roland. Un peu après avoir quitté Cambo et sa magnifique terrasse, vous trouvez la gorge de Roland, une beauté des grandes Pyrénées, jetée là. C'est, comme on on le sait, Roland qui a tout fait dans ce pays. S'il y

a une brèche, c'est lui qui l'a taillée, d'un coup de son épée; s'il y a par terre une empreinte, comme de quelque pied de géant, c'est l'empreinte de son pied; ici un sentier en corniche était fermé par une roche, il a ouvert la roche, où l'on passe. Le lieu méritait cela, il est d'une beauté singulière : la gorge, d'abord insensible, se creuse, le torrent blanchit et mugit en escaladant les blocs tombés sur sa route, ou bien son eau verte s'endort dans un lit plus profond; des masses énormes sont supendues au-dessus de votre tête; vous les contemplez en pressant le pas. Il fait beau, le soleil se joue dans les mille cascades du torrent, la montagne nous prête son ombre; asseyons-nous ici; la course et l'air vif ont aiguisé la faim, étalons nos provisions, et que chacun, à son tour, aille chercher l'eau glacée du Gave; les montagnards, à l'honnête physionomie et aux costumes d'éclatantes couleurs, défilent sur la corniche et vous saluent du bonjour basque, *agur*, que vous leur répétez dans leur langue. Ce repas a été probablement long, mais il finit, et, une fois le corps satisfait, l'esprit est disposé à la philosophie; on philosophe donc et puis on dort un peu aussi, et on emporte chez soi le souvenir d'une bonne journée de plaisir et d'amitié, pour nous sourire dans les jours tristes, qui viendront.

Le département des Basses-Pyrénées confine à deux grandes beautés entre lesquelles on hésite, les hautes montagnes et la mer.

Dieu me préserve de dire du mal du séjour des montagnes; je craindrais trop de mériter qu'il me fût inter-

dit; mais parlons sincèrement. Autre chose est la montagne, autre chose est le lieu, ville ou village, qui l'avoisine et que vous habitez. Ce lieu est accessible, il est civilisé, quelquefois même d'une façon odieuse; tout ce qu'on appelle les plaisirs, tout ce qui est mouvement et bruit s'y donne rendez-vous et s'exhale pendant les quelques jours de la saison : voitures, chevaux, claquements de fouet, fanfares, musiques de toutes les nations, depuis la harpe antique jusqu'à l'orgue de Barbarie, qui vous escortent dans les rues, se posent devant vous, dès que vous vous asseyez, à la promenade, au café, au repas, vous endorment le soir et vous réveillent le matin; mendiants aussi de toutes les nations, acharnés comme les mouches; entassement de gens qui se disputent la place et parfument l'air de tous les parfums des boulevards de Paris; voilà le régime.

Pourquoi ne pas l'avouer? Les montagnes même entre lesquelles vous êtes enfermé produisent à la longue une impression pénible. Ces grandes masses dressées sont admirables, mais elles vous prennent une part de l'horizon, du ciel et du soleil; elles finissent par vous causer une sorte de malaise; il semble parfois qu'elles vous écrasent et vous étouffent. Quand on les quitte, on est sans doute attristé de quitter de si belles choses; mais à mesure qu'on les laisse derrière soi, l'espace s'ouvre, on respire, on retrouve le vaste horizon, la voûte immense du ciel; on revoit avec un plaisir infini le soleil qui se lève et qui se couche.

Le charme de ces montagnes habitées, c'est le voisinage des montagnes inhabitables où l'on va en excur-

sion. L'ascension est peut-être fatigante ; mais si le temps est beau, on est largement payé de sa peine, il y a des spectacles qui vous transportent. J'en parle le cœur encore troublé; je les revois en fermant les yeux, et cette image intérieure ranime la vive émotion que j'ai autrefois sentie. Hélas! dès qu'on est arrivé là, dès que l'on s'est dit qu'on voudrait y rester toujours, il faut repartir, il faut rentrer dans la ville, dans l'hôtel, dans l'existence rangée, qui n'a pas prévu de pareilles fantaisies. Il y a de plus grands chagrins, il y en a aussi de moindres, et l'on se heurte là bien rudement contre la contradiction éternelle qui fait la vie réelle intolérable et la vie imaginaire impossible.

Les montagnes ont un autre tourment : on ne peut apercevoir les plus hautes cimes sans avoir envie d'y monter; malheureusement il est rare qu'on le puisse, car la force manque ou le temps. Puis, toutes ces montagnes vous trompent; ne vous fiez pas à celles qui paraissent plus abordables : du premier élan vous croyez atteindre le faîte ; mais de montée en montée il se découvre de nouveaux sommets; on calcule l'effort que l'on a fait, celui qui resterait peut-être à faire; épuisé, on va encore, on va d'un désir haletant, de ce désir qui oppresse l'âme humaine quand elle poursuit un objet qui fuit devant elle, la vérité ou le bonheur.

La mer est plus praticable que les montagnes : assis sur le rivage on se repaît de contemplation. On ne l'approche pas sans terreur : tout annonce ici un être extraordinaire : cette poitrine profonde, qui met six heu-

res à se soulever et six heures à s'abaisser, le mugissement éternel, les changements de couleur, qui masquent ses passions, les colères terribles que personne n'a vues sans pâlir. S'il n'était pas dans la nature des impressions humaines de s'affaiblir par l'habitude, je doute qu'il y eût beaucoup d'hommes qui pussent supporter longtemps celle-là : elle est trop forte pour ceux qui ont souffert et qui sont rejetés au fond d'eux-mêmes par cette contemplation mélancolique.

Nous sommes tout près de l'Espagne; il faut au moins y mettre le pied. La route qui y conduit est admirable : elle rappelle la Corniche, sauf que là-bas ce sont les Alpes et la Méditerranée, ici les Pyrénées et l'Océan. Comme notre France finit bien par ce Saint-Jean-de-Luz et ces villages, si jolis et si propres, de Bidart et de Guetarie, qui parsèment les rochers ! On peut aller voir si l'on y tient, la fameuse île des Faisans, qui a été réparée à neuf et surchargée d'un monument commémoratif; j'aimerais mieux passer ce temps à Fontarabie, cette ruine intacte d'une vieille ville espagnole, avec ses déchirures où les folles herbes se sont établies; on regardera Renteria dans sa fraîche vallée, le port de Pasages, où toutes les maisons se reflètent dans l'eau, et on entrera à Saint-Sébastien. Le mont du Castillo s'avance dans la mer, son pied rejoint la terre par un isthme assez large, où Saint-Sébastien est assis; en haut est la citadelle; à droite, l'Uruméa, repoussé par le flot qui bouillonne entre les cailloux, à gauche, un port circulaire, à l'entrée duquel se dresse une aiguille abrupte; on dirait une bague étincelante, mon-

tée par un maître ouvrier ; mais de ces divers côtés on aperçoit la ville, et ses bruits vous arrivent mêlés au bruit de la mer. Avancez un peu, vous êtes seul, perdu au bout de l'univers. Regardez à vos pieds ; la montagne plonge à pic dans l'eau ; le schiste, redressé en larges feuilles noires, est assailli par la vague qui court en écumant sur ses crêtes et se perd dans ses déchirures ; d'énormes blocs amoncelés pendent sur l'abîme ; maintenant regardez autour de vous : le rocher a été creusé par places et dans ces creux sont scellés depuis un demi-siècle les corps des officiers anglais qui furent tués dans la guerre ; ils se reposent là de leurs travaux et des agitations de la vie, et rien ne les réveillera de leur profond sommeil, pas même la tempête qui ébranle et fend le rocher. Ici se rencontrent l'éternel tourment et l'éternel repos, ici se rencontrent tous les infinis : l'Océan, le ciel, les montagnes et la mort. Toutes les fois que, fatigué de la vie ordinaire, de ses soins médiocres et de ses petits ennuis, je tente d'y échapper, c'est ici que ma pensée me porte ; si j'avais de plus grands chagrins, je crois que j'aurais ici plus de force qu'ailleurs pour les soutenir ; enfin, quoique tous les lieux dussent être indifférents à ceux qui ne sont plus, j'aimerais à être dans ce lieu : il me semble que je dormirais bien, si on n'y rêve pas de la patrie [1].

[1] Non, non, ce n'est plus vrai ; le corps du génie s'est emparé de cette montagne : il l'a déchiquetée ; du haut en bas de la grande muraille, il a appliqué des chemins macadamisés, avec des parapets blancs, qui conduisent par des pentes douces jusqu'à un corps de garde blanc. Je n'y retournerai plus. Mais pourquoi se plaindre ? Ils ont bien voulu nous laisser l'Océan.

Une fois sur la route, comment faire pour ne pas pousser plus loin, au moins jusqu'à Madrid et à Tolède, jusqu'au musée de Madrid et jusqu'à l'incomparable Tolède? J'ai dû ce plaisir à la Compagnie du Nord de l'Espagne, et tiens à l'en remercier. On traverse les Pyrénées par une série de travaux gigantesques, de sorte qu'en ce lieu la nature et l'art sont égaux; puis viennent Burgos et la Castille. Les plaines s'étendent immenses; la terre est blanche; pas d'arbres, pas d'eau, des chemins en poudre, de temps en temps une pauvre maisonnette, des aspects tristes, rien de vulgaire: toujours de quelque côté il y a des hauteurs qui terminent l'horizon; elles naissent brusquement du sol et se découpent bizarrement sur le ciel; lorsque le soleil levant ou la clarté de la lune frappe ces masses nues, elles semblent transparentes et on dirait des cristallisations fantastiques. Et quel air ont les ruines de Medina del Campo et ces créneaux qui descendent les pentes d'Avila! Un soleil terrible cuit une brique rougeâtre et verse partout la soif. Si loin que la vue porte, elle n'aperçoit pas un abri contre l'ardeur dévorante: tout respire un désir implacable, quelque chose de grand, de violent et d'insensé; l'Inquisition était ici chez elle, et sainte Thérèse est née ici. Enfin toute cette Espagne du Nord a un caractère de mâle énergie qui fortifie l'âme; cet âpre sol est fertile en hommes qui ont maintenu, à travers les plus rudes épreuves, leur indépendance et leur liberté.

Et maintenant hâtez-vous de voir l'Espagne; bientôt on ne la verra plus, elle ne sera plus qu'un des innom-

brables exemplaires d'un pays civilisé, qui est comme il faut être et se présente convenablement devant les étrangers. Ces rues étroites, aux maisons dont les étages surplombent et se touchent presque par en haut, pour garder la fraîcheur, ces rues s'élargiront, ces maisons se redresseront et se regarderont de loin, insoucieuses de l'ancienne intimité du voisinage ; les femmes quitteront leur costume pittoresque, elles échangeront la mantille contre les chapeaux français ; il y aura des imitations heureuses et des imitations malheureuses ; quelques-unes seront à la mode, le reste sera « à l'instar » de Paris.

Puisque les chemins de fer emportent la vieille Espagne, je les prie d'emporter certains objets qui feraient mal dans l'Espagne nouvelle : telle est la religion d'État, la persécution contre les protestants, l'interdiction de lire ou de faire lire la Bible, et, pour tout dire d'un mot, l'intolérance. On ne se doute pas là de l'impression que produisent au dehors les lois comme celle qui défend de publier aucun écrit sur la religion sans l'approbation des diocésains ; ce petit article a paru d'une naïveté effrayante et nous espérons que, malgré de touchantes invitations, on ne nous donnera pas la liberté religieuse comme en Espagne. Quant aux autres articles qui autorisent le gouvernement à prohiber l'importation des livres étrangers et chargent le ministre de l'intérieur « d'adopter les mesures qu'il jugera convenables » concernant l'annonce, la vente et la distribution des » imprimés, » ce sont de ces mesures désespérées qu'on ne manque jamais de prendre au moment où elles sont

sans effet, car il n'y a pas de pouvoir assez fort pour empêcher les idées de circuler avec les hommes ; les chemins de fer porteront en Espagne les deux ensemble : ils créeront le libre commerce des esprits, l'échange invisible, qui se raille des gouvernements et des ministres de l'intérieur. Mais pourquoi craindre ? et que ne peut-on pas attendre quand on réfléchit un peu sur ce qu'on voit ? Ceux qui ont percé les Pyrénées et conduit l'Europe jusqu'au cœur de l'Espagne, sont les petits-enfants de ceux qui ont été chassés de cette Espagne par le fanatisme. C'est une grande manière d'y rentrer, et je suis certain qu'ils ont été touchés en faisant un retour sur cette singulière destinée.

Sans blesser notre orgueil national, il est probable que, si les Espagnols nous empruntent quelque chose, nous aurons aussi quelque chose à leur emprunter. Ce ne sera pas toujours, il faut l'espérer, la licence de la presse espagnole. Imaginez-vous qu'il paraît en ce moment à Madrid quatre-vingt-neuf journaux politiques, dont la plupart paraissent deux fois et quelques-uns quatre fois par jour. Aucun ne coûte plus de dix centimes ; le timbre ne coûte qu'un centime ; la *Correspondance* se vend un sou, comme notre *Petit Journal* et se tire à plus de soixante-dix mille. Il y a des journaux de toutes les opinions ; mais on ne voit pas que cela soit nécessaire : la *Correspondance* les a toutes, pourvu qu'on lui donne du temps ; souvent même elle n'en exige pas beaucoup : elle est simplement ministérielle, elle loue les ministres présents et attaque les ministres passés sauf à les louer encore s'ils redeviennent présents, ce qui

dépend d'enx et non pas d'elle. J'ai été heureux d'apprendre ce détail et ai reconnu avec fierté qu'en fait de presse notre pays n'a rien à envier à l'Espagne.

En fait de mœurs locales, j'ai entendu reprocher vivement aux Espagnols leurs combats de taureaux ; mais malgré les injures que j'ai reçues à ce sujet de mes amis, je garde mon opinion. Je commence par déclarer que je n'ai nulle envie que les combats de taureaux soient établis en France : la vue du sang est mauvaise ; après cela, me permettra-t-on d'en parler franchement? Il y a deux choses dans ces combats : le sang qui coule, les entrailles qui sont déchirées, des détails affreux, dont l'idée révolte et dont l'aspect soulève le cœur ; la poésie y est aussi, assez forte pour étouffer le reste : elle est dans la beauté, la passion et l'art des combattants, du taureau et de l'homme ; elle est dans le mépris de la vie, elle est dans la présence de la mort, qui est là, invisible, sans qu'on sache qui elle touchera. Le départ du taureau est magnifique. Elevé dans les solitudes, ne connaissant de figure humaine que la figure de son gardien, amené la nuit, par des chemins déserts, puis emprisonné dans sa cellule; lorsqu'il en sort, piqué par des aiguillons, et qu'il aperçoit cet amphithéâtre irritant de couleurs, de gestes et de cris, et à sa portée des adversaires qui le défient, son regard est terrible, son attitude et ses mouvements incomparables; on n'a rien vu quand on ne l'a pas vu parcourir d'un seul élan toute l'arène, renversant ou élevant sur ses cornes les chevaux avec les cavaliers, et s'arrêtant enfin pour contempler sa vengeance. Les hommes sont dignes de cet ennemi, et dans ce duel la

bravoure est égale; mais si l'homme a la force de moins, il a le sang-froid, l'étude et l'adresse : il joue avec le formidable animal comme un chat avec une souris ; il le regarde dans les yeux et le fascine ; enfin il lui présente l'épée et s'offre à lui avec une assurance qui vous fait tressaillir à la fois de terreur et de fierté. Voilà, dans sa vérité, ce spectacle sauvage, mâle et grand. On lui reproche d'exposer la vie humaine; mais dans combien de plaisirs publics, nous, les civilisés, ne l'exposons-nous pas? et dans celui-ci elle ne l'est pas si souvent qu'on se l'imagine. On lui reproche les chevaux éventrés et les scènes horribles qui s'ensuivent ; on a raison, c'est le côté hideux de ces combats et le seul qu'on voie d'abord; mais aussi bientôt on ne le voit plus : l'art qui est dans la tragédie vous saisit, vous absorbe; le reste recule de plus en plus dans l'ombre et s'évanouit. L'Espagne s'enivre de cette poésie, et l'on prend son ivresse, au risque de s'en étonner ensuite un peu, surtout d'étonner ses compatriotes, qui vous avaient connu plus sage que cela.

Mais qui sait si les chemins de fer n'emporteront pas aussi les combats de taureaux? Le pittoresque se meurt, l'industrie l'a tué. Pendant que la locomotive suit sa route inflexible, plus d'un voyageur regrettera les mules et leurs grelots, et le zagal courant autour d'elles, grimpant agilement sur leur dos et leur adressant les discours les plus pathétiques; plus d'un regrettera les mille petits incidents du voyage, les rencontres des auberges, les scènes infiniment variées de la comédie humaine qui se joue sur les chemins; enfin l'imprévu qui réveille et

remet en appétit de vivre. Il faut qu'on en prenne son parti, tout cela est fini, bien fini; tout cela est allé rejoindre les blanches voiles gonflées des navires et les grandes ailes tournantes des moulins. Un nouveau monde commence, qui sait précisément ce qu'il veut et ce qu'il fait, un monde sensé, puissant et un peu brutal, qui va devant lui et ne s'arrêtera pas pour attendre quelques rêveurs attardés. Ce n'est pas seulement la condition des voyages qui est changée, regardez-y bien, notre existence domestique est entièrement renouvelée : cette bonne civilisation, qui prend tant de soin de nous, distribue dans toute votre maison une chaleur invisible, et elle place sur votre bureau une plume infatigable, au bec d'acier ou de diamant.

Je proteste que je ne veux point offenser la civilisation; mais sera-ce l'offenser que de s'amuser un moment par d'innocents souvenirs? Oui, je l'avoue, dans l'ancien temps, au temps de ma jeunesse, le feu ne chauffait pas toujours, mais il éclairait. Le foyer n'était d'abord qu'un point imperceptible, puis il s'étendait de proche en proche et tout s'embrasait, et la vue était réjouie; insensiblement cette grande ardeur s'abattait, et alors ce petit espace appartenait à la fantaisie. Combien d'heures j'ai passées à la regarder, dans les sombres jours ou dans les longues soirées d'hiver! La scène se défaisait et se refaisait sans cesse; elle s'illuminait tout à coup, et tout à coup rentrait dans l'ombre; quelquefois une légère flamme bleuâtre, un sylphe aux pieds invisibles, dansait sur le bois; d'autres fois elle jaillissait avec force pendant plusieurs secondes, en chantant, ou bien c'était une

explosion de vives étincelles ; les charbons, travaillés par le feu, prenaient des formes d'êtres vivants ou de monstres, puis ces formes s'altéraient, d'autres naissaient, par une fantasmagorie qui enchaînait les yeux. Souvent, captivé par ce spectacle, j'oubliais d'allumer ma lampe, qui l'aurait fait évanouir, mon imagination flottait dans un monde fantastique, de mon lit je suivais encore vaguement ces jeux, et mes dernières pensées s'éteignaient avec les dernières lueurs du foyer.

En ce temps-là aussi ma plume, au panache blanc ou gris, n'écrivait pas toujours bien, quelquefois elle n'écrivait pas du tout ; elle faisait des lettres sans corps ou des corps absurdes ; il lui prenait des caprices, elle se fendait, elle éclaboussait, elle avait son humeur comme moi la mienne ; nous faisions tantôt bon, tantôt mauvais ménage; mais, en somme, avec elle je n'étais pas seul. Quand je ne trouvais pas une idée, je m'en prenais à elle; je la taillais de mille manières, jusqu'à ce que l'idée vînt; elle me donnait le temps de réfléchir et m'a évité plus d'une sottise. Que ne l'ai-je taillée plus souvent! Dis, ma vieille amie, n'était-ce pas ainsi? Aujourd'hui, on te méprise, on me fait honte de toi ; un serviteur à la nouvelle mode, ponctuel, irréprochable et glacé, est là qui attend ta place. Eh bien ! il attendra.

S'il reste quelque part quelque chose de ce monde ancien qui disparaît, c'est encore dans le Midi qu'il en reste davantage! aussi on s'y attarde plus volontiers. Dans le Nord on sait à point le prix du temps; on veut en tout les moyens les plus rapides, on veut partir vite, arriver vite, faire vite Dans le Midi, le prix du temps est encore

inconnu. Quel besoin de tant se presser? Qu'a-t-on de mieux à faire dans la vie que de vivre? et quand on s'y prête, on vit partout. Les prétendus sages du Nord nous disent : « Ménagez le temps, c'est l'étoffe dont la vie est » faite; » les vrais sages du Midi nous disent : « Usez le » temps, c'est l'étoffe dont la vie est faite, » et ils l'usent à merveille. Vous vous irritez des retards dans les voyages, contre une voiture ou un train qui ne partent pas ou qui s'arrêtent; nos gens ne s'en émeuvent point : ils causent, ils jasent, ils rient, le temps passe sans qu'ils s'en soient aperçus. Quelle nécessité d'arriver sitôt? et, une fois arrivé, que pourra-t-on faire de mieux que ce qu'on peut faire dès maintenant avec de bons compagnons? Le but, pour eux, c'est le chemin; ils se seraient entendus avec La Fontaine. Je leur dois un grand service. Dans mes années de prompte impatience, ils m'ont appris la résignation : après les premières fureurs, je me suis calmé, j'ai perdu la prétention et presque la notion des heures précises et des heures réglementaires, tout ce pédantisme des gens affairés; avec quelque pratique, il m'a paru naturel qu'on ne se mît pas aux choses avec acharnement, que les voitures prissent leur temps pour conduire leur monde à destination, et que les chemins de fer fissent un peu l'école buissonnière. Peuple de philosophes, que n'est-il possible de vous prendre votre science? Tandis que nous nous battons avec la vie, vous jouez avec elle, elle vous offre les biens qu'elle refuse à ceux qui tentent de les lui arracher.

Mais qui sait si le combat même n'est pas bon, si l'effort ne crée pas la force, si la vie dit tout à ceux qui

jouent avec elle, et s'il n'y a pas de certains secrets qu'il faut payer de son sang ? Si cela est vrai, la parfaite sagesse n'est ni si légère ni si sérieuse qu'on la fait; elle est selon les choses : elle glisse où il faut glisser, elle appuie où il faut appuyer, elle tient une multitude d'accidents comme indifférents ou de peu d'importance, et ne met son cœur, mais elle le met entièrement, que dans quelques affections qui le valent. La vie a, comme l'Océan, son fond et sa surface, sa surface mobile, qu'un souffle agite, et son fond consistant. Abandonnons la surface aux vents, pourvu que le fond tienne; jetons l'ancre, et laissons flotter.

(Octobre 1864.)

V

LES MORALISTES SOUS L'EMPIRE ROMAIN.[1]

Voici un des meilleurs livres dont on puisse recommander la lecture. Une étude approfondie des écrivains et des temps où ils ont paru, aucun esprit de parti, une philosophie élevée, un sentiment moral très-délicat, point de rhétorique, mais une simplicité, une sincérité qui vous pénètrent et qui arrivent à des effets où l'artifice n'arriverait pas, c'est, il nous semble, de quoi réussir auprès du public qui, en définitive, fait les succès durables.

Il est question, dans ce livre, de Sénèque, de Perse, d'Epictète, de Marc-Aurèle, de Dion Chrysostôme, de Juvénal et de Lucien [2]. On peut considérer ces auteurs sous plus d'un aspect ; M. Martha, sans négliger les

[1] *Les moralistes sous l'empire romain*, par C. Martha, chargé du cours de poésie latine au Collége de France ; un volume in-8°, Hachette.

[2] Consulter *Sénèque le Philosophe*, traduction nouvelle par J. Baillard, deux vol. in-18. Hachette.— *Les Satiriques latins*, comprenant Juvénal, Perse. etc. ; traduction par E. Despois, un vol. in-18. Hachette. — *Les Entretiens d'Epictète*, traduction nouvelle par Courdavaux, un vol. in-18. Didier. — *Marc-Aurèle*, traduction par A. Pierron, un volume in-18. Charpentier. — *Lucien*, œuvres complètes, traduction par Talbot, deux vol. in-18. Hachette.

autres aspects, les considère surtout comme moralistes, très-curieux à connaître, car ils sont aux limites de deux mondes, du monde païen et du monde chrétien ; ils vivent dans le crépuscule qui précède un jour nouveau. Nous ne suivrons pas l'ouvrage dans ses détails (rien ne dispense de le lire) ; nous nous contenterons d'en indiquer la marche et l'esprit. Le trait caractéristique de l'époque, c'est l'effort que tente la philosophie pour remplacer la religion qui s'en va ; l'école d'Alexandrie essaya cette révolution dans la métaphysique ; les hommes dont nous parlons ici l'essayèrent dans la morale ; ils ne se contentèrent pas de professer, ils voulurent contenter les instincts auparavant endormis qui s'éveillaient alors.

La religion moderne a plusieurs fonctions : les cérémonies, la direction morale et la prédication ; le paganisme se bornait aux cérémonies ; la philosophie en vint à faire ce que la religion ne faisait pas. De bonne heure on voit les philosophes s'entourer de disciples ou s'attacher à quelque grande famille ou à quelque grand personnage ; c'est par de telles leçons que Lélius, Brutus, Cicéron se formèrent ; Auguste recevait dans son palais Athénodore de Tarse. Quand les temps devinrent mauvais, la philosophie ne fut plus un luxe de la vie, elle devint la consolation et la force des âmes, qui choisirent la doctrine la plus ferme, le stoïcisme, pour s'y appuyer. Les philosophes stoïques se trouvèrent alors investis d'une véritable direction morale, à laquelle on recourait dans les grandes crises. Caton s'enferme avec eux pour préparer sa grande résolution ; Thraséas meurt en attachant ses derniers re-

gards sur un de ces sages, et il est fait mention d'un condamné qui va au supplice, ainsi accompagné jusqu'au dernier moment.

C'est en se rapportant à ces caractères des temps qu'il convient d'étudier Sénèque. Préoccupé de la pratique, il ne songe point à se composer un système rigoureux, et il emprunte de diverses mains ce qui peut aider à l'efficacité de son action ; il ne se pique donc pas de métaphysique, et des deux parties de la morale, celle qui retrace l'idée générale de la vertu et celle qui s'applique aux cas particuliers, il préfère de beaucoup la seconde, comme infiniment plus utile. Convaincu que personne ne peut sortir du vice si on ne lui tend la main, il veut qu'on choisisse un médecin de l'âme, un de ces hommes dont la conversation descend, sans qu'on y pense, au fond de notre cœur, et dont la seule présence est une leçon. La plupart des livres de Sénèque ne sont que des consultations morales. Tantôt il attend le malade, tantôt même il va le chercher ; il s'en fait un devoir et en fait un devoir aux autres. Aux prises avec des natures rebelles, il ne se décourage pas ; raillé par un jeune homme, qu'il cherche à rendre meilleur, il dit cette belle parole : « Qu'il cherche à me faire rire; je finirai par le faire pleurer. » Il unit au zèle la discrétion, sans laquelle le zèle est fâcheux, et le discernement, si nécessaire à cet art de la direction. Ses traités forment, comme nous dirions maintenant, une espèce de clinique morale d'un très-grand prix. Quelle pénétration dans ce jugement sur un jeune homme : « Il n'a pas rompu avec les passions, il n'est que brouillé avec

elles et prêt à se réconcilier ? » Et dans l'analyse qu'il donne du mal d'Annœus Serenus, un des ancêtres des mélancoliques modernes, de Werther et de René ! M. Martha, frappé des ressemblances sans les forcer, a rapproché certaines pensées de Sénèque sur la direction morale des pensées de Fénelon et de Bossuet ; Sénèque supporte ce redoutable voisinage.

A la direction morale se joint, à cette époque, l'examen de conscience, qui est recommandé par Sénèque et Epictète ; mais rien n'égale Marc-Aurèle. Quelle haute idée il avait de la perfection, et avec quelle scrupuleuse délicatesse il s'interrogeait pour savoir à quelle distance il en était encore ! M. Martha a dit cela dans des pages exquises dont nous regretterions de rien détacher.

La révolution philosophique qui avait produit la direction morale et l'examen de conscience se compléta, à la même époque, par la prédication populaire. Comme M. Martha l'a remarqué justement, dans l'antiquité, même sous les gouvernements despotiques, la parole était libre, pourvu qu'elle ne parût pas séditieuse, et le premier orateur venu pouvait haranguer la foule. Dans le monde grec surtout, les antiques usages de l'éloquence avaient survécu à la liberté ; seulement il arriva un effet inévitable : quand la parole n'eut plus d'influence sur les affaires, elle devint un jeu, et les orateurs se transformèrent en rhéteurs. Alexandre leur ouvrit l'Orient, et la conquête romaine leur ouvrit l'Occident. On les connaît sous le nom de sophistes, un mot qui, par leur faute, est devenu une injure. M. Martha a dépeint agréablement leurs artifices. Mais en même temps

que certains hommes méprisaient et déconsidéraient la parole, il y en avait d'autres qui la prirent au sérieux et créèrent la prédication morale populaire.

De ceux-ci, le plus célèbre est Dion Chrysostôme. Il n'avait pas toujours été sérieux : lui aussi il avait commencé par croire que l'effet de l'éloquence est de rendre grand ce qui est petit et petit ce qui est grand ; en conséquence, il avait, lui aussi, fait son éloge de la mouche, il avait célébré le perroquet et la puce, et, au contraire, rabaissé Socrate et Zénon ; mais, arrivé à Rome, il fut sincèrement touché de la mort d'un noble personnage condamné par Domitien, et il écrivit un violent pamphlet contre le meurtrier. Il n'échappa à la mort que par l'exil : il partit avec un Platon et un Démosthènes, cachant son nom, gagnant misérablement sa vie, et ne s'arrêta que lorsqu'il fut arrivé chez les Gètes, aux limites de l'empire romain. Là il apprit la mort de Domitien et l'élection de Nerva ; il vit naître la révolte des légions romaines, qui se refusaient à reconnaître le nouvel empereur, il s'élança sur un autel, jeta ses haillons, se fit connaître et ramena les soldats au devoir ; après cela, il rentra à Rome. Déjà, pendant l'exil, sa sagesse avait percé et on le consultait sur la morale.

Il souhaita la renommée et travailla à la mériter en acquérant une véritable sagesse. On le trouve dans le palais de Trajan, parlant à diverses reprises sur les devoirs de la royauté, avec dignité et élévation, en homme qui se sent investi d'une mission divine. Il s'était déjà éprouvé dans les réunions populaires à la fois habile et intrépide, sans cesse occupé à apaiser les séditions sans

cesse renaissantes dans l'Orient : « Ecoutez-moi, dit-il » à une populace impatiente et insolente, vous ne trou- » verez pas tous les jours un homme qui vous apporte » de libres vérités, avec un cœur pur et sincère, sans » souci ni de gloire ni d'argent, sans autre mobile que » sa bienveillance et sa sollicitude pour autrui, et résolu » à supporter, s'il le faut, les moqueries, le tumulte, les » clameurs du peuple. » Ainsi Dion nous présente l'exemple d'un « missionnaire païen, » et l'histoire de ses harangues en plein air nous explique comment saint Paul put rassembler un auditoire athénien pour lui annoncer sa doctrine. Les oreilles étaient ouvertes ; elles devaient entendre d'autres accents.

Nous venons de voir les philosophes à l'œuvre, appliqués à régénérer la société romaine; à côté d'eux sont les satiriques, qui démontrent à cette société qu'elle est en effet sans foi ni mœurs; ils justifient les philosophes et travaillent pour eux. Lucien, dont M. Martha a analysé l'art avec bien de la finesse, Lucien se joue de toutes les anciennes croyances dont Perse et Juvénal mettent l'impuissance à nu. Perse paraît dans le livre de M. Martha avec une physionomie touchante, comme une âme pleine de foi et de candeur, élevée sous les yeux de Thraséas. A l'égard de Juvénal, notre auteur se moque de l'espèce de louange qu'on lui donne d'ordinaire dans des phrases de ce genre : « Il manie le glaive de la satire ; il secoue une torche; il agite son fouet et il fait pâlir les tyrans ; » notre auteur en est fâché pour Juvénal, qu'il aurait voulu voir apprécier plus justement ; après tout, Juvénal n'a pas à se plaindre, et ce n'est pas

mal fait, quand on a déclamé, d'être loué par des gens qui déclament. Faire pâlir les tyrans, cela est bientôt dit; mais s'ils étaient aussi tyrans qu'ils en ont la réputation, comment auraient-ils laissé parler et vivre l'imprudent qui leur donnait de pareilles leçons? C'est que cet imprudent ne l'était pas autant qu'on l'assure; il n'attaquait que les tyrans morts, et on ne voit pas ce qui, dans cette liberté, aurait pu déplaire aux empereurs présents, si on se rappelle que, grâce à l'adoption et à l'élection, ils étaient peu ou point de la même famille. On n'a pas remarqué que les puissants soient en général offensés par la critique que l'on fait de leurs prédécesseurs; cette critique est un compliment délicat à leur adresse, et elle remplace quelquefois heureusement l'éloge direct, qui, du reste, n'est pas à mépriser. Pline le jeune, dans son panégyrique de Trajan, ne se permet pas seulement ces audaces rétrospectives; par un trait du plus fin courtisan, il tourne en éloge pour l'empereur cette permission qui lui est accordée; c'est un modèle du genre et le génie de l'adulation : « De tous les mérites » de notre empereur, il n'en est pas de plus grand ni de » plus populaire que la liberté qu'il laisse de faire le » procès aux tyrans... J'estime à l'égal de tous vos autres » bienfaits le droit, que nous pouvons exercer chaque » jour, de faire justice des tyrans qui ne sont plus; » ceci enfin qui serait d'une naïveté admirable, si ce n'était d'un art consommé : « Souvenons-nous que le plus » bel éloge qu'on puisse faire de l'empereur vivant, c'est » de censurer ceux d'avant lui qui méritèrent le blâme. » Il est vrai que Juvénal n'attaquait pas d'ordinaire les

tyrans passés, qu'il attaquait aussi la tyrannie, et que les empereurs risquaient d'être plus sensibles à cette blessure-là ; mais l'invective contre la tyrannie n'était pas alors quelque chose de rare ; c'était un sujet commun de déclamation, assez usé déjà dans les écoles, du temps de Quintilien et de Tacite, qui en parlent avec dégoût.

Juvénal lui-même, décrivant la triste condition d'un rhéteur, nous le représente se brisant la poitrine au milieu de ses nombreux écoliers, qui mettent à mort les cruels tyrans. Une fois qu'il a rendu à Juvénal son vrai caractère, M. Martha étudie à fond ses *Satires* et les prend comme un réquisitoire contre toutes les classes de la société romaine, un réquisitoire effrayant.

Et maintenant que M. Martha a mis en présence la société romaine et la philosophie, l'une corrompue, l'autre purifiée, que va-t-il faire? Dans cette question des moralistes sous l'empire romain, avant même de l'avoir abordée, selon que l'on a ou non la foi religieuse, on a une solution. Pour les uns, la société ancienne était au dernier degré de corruption, sans croyances et sans mœurs; toute philosophie était radicalement mauvaise ou impuissante; le monde, livré à ses propres forces, était perdu ; il y avait donc besoin d'un secours surnaturel pour le sauver, et ce secours était la révélation chrétienne. Pour les autres, la société n'était ni plus ni moins corrompue qu'elle ne l'est à peu près à toutes les époques; s'il y avait de grands vices, il y avait aussi de grandes vertus, et la philosophie jouissait d'un crédit considérable; le monde était donc en état de se sauver

tout seul et le christianisme était inutile. Au moment où vous ouvrirez le livre dont je vous parle, cherchez au fond de votre esprit, là aussi vous trouverez l'une ou l'autre histoire toute faite. Vraiment, on devrait bien désintéresser la science, la dégager une bonne fois de nos querelles religieuses et ne lui demander que ce qu'elle donne, les choses comme elles sont. On a plaisir à trouver M. Martha dans cette disposition sincère : il ne songe à soutenir aucune de ces thèses extrêmes chères aux partis : il écrit que la société est très-malade au temps où il la voit ; il croit également que la philosophie de ce même temps fait honneur à l'humanité ; mais, si honorable qu'elle soit, il ne la croit pas capable de guérir le mal. Les satires les plus fortes et les plus vertueuses ne corrigent guère personne, surtout elles ne corrigent pas tout un monde ; les beaux exemples n'ont jamais entièrement manqué ; si des livres convertissaient le genre humain, le manuel d'Épictète et les pensées de Marc-Aurèle méritaient cet honneur ; mais ce n'étaient que des livres, et ils étaient seulement en quelques mains et furent publiés bien tard, au milieu du second ou au commencement du troisième siècle, lorsque le christianisme, porté par le maître et par les disciples, était une parole vivante, qui allait chercher les hommes et les enlevait. Des directeurs de conscience comme Sénèque et des prédicateurs comme Dion Chrysostome avaient certainement de l'action, mais Sénèque ne se chargeait que de quelques esprits d'élite, et Dion Chrysostome était seul ; d'ailleurs le stoïcisme avait des vices qui devaient le paralyser. Il ne s'adressait qu'à des âmes d'une forte

trempe, et n'était pas proportionné aux âmes plus faibles dont le monde est peuplé ; il parlait à la raison pure, il méprisait l'imagination et ne savait pas les chemins du cœur; enfin sa philosophie panthéiste, sans Dieu personnel et sans immortalité, est bien décourageante pour les pauvres humains ; le christianisme les reçut dans ses bras. Voilà ce que dit l'histoire, et M. Martha ne cherche pas à la faire parler autrement, témoin ce passage où il se résume sur la philosophie de Marc-Aurèle :

« Marc-Aurèle a renouvelé la morale antique, non par la force de son génie, mais par la pureté de son âme. Le Portique prêchait déjà le mépris du monde, la fraternité, la Providence, la soumission volontaire aux lois de Dieu. Marc-Aurèle, sans enseigner d'autres vérités, sans enrichir le stoïcisme d'un dogme, lui prêta du moins un accent nouveau, et répandit dans ses préceptes, durs encore, sa tendresse naturelle. Par son exemple souverain aussi bien que par ses paroles, il essaya d'en faire une loi d'amour pour les hommes et pour la divinité ; il trouva le langage de la charité et de l'effusion divine. Par lui, la philosophie profane fut conduite jusqu'aux confins du christianisme. Ce qui manquait encore à ces hommes de bonne volonté qui semblaient effleurés par la grâce, c'est un dogme religieux que le panthéisme ancien ne donnait pas. Ils avaient des désirs pieux et confus qui ne savaient où se prendre et qui ne rencontraient devant eux qu'un Dieu obscur et sourd et un avenir sans espérance. A ce mépris du monde il fallait un dédommagement, un objet à tant de vague amour, à cette tristesse un espoir consolateur. »

Avant de quitter M. Martha, je veux pourtant lui faire un reproche ; je n'y aurais peut-être pas songé autrefois, mais il faut bien marcher avec son siècle. Il parle constamment des esprits et des âmes, d'état moral, de

sentiments, et pas une seule fois de santé, de tempérament et de régime; en quoi il me semble un peu suranné; il s'est ainsi privé de remonter jusqu'aux premiers principes des événements et d'expliquer les choses avec la précision que l'on trouve dans l'école physiologique. Considérez, en effet, comme tout devient simple, si on voit dans le stoïcisme, irrité contre la tyrannie impériale, une crise bilieuse dont on mourait généralement, et dans la révolution qui fit passer le monde du paganisme au christianisme, une prédominance du système lymphatique sur le système sanguin !

Sauf ce reproche, que j'ai dû adresser à M. Martha, pour me mettre en règle avec la nouvelle critique, j'avoue qu'il nous a donné un livre tout à fait charmant et vrai. Comme c'est ici un premier ouvrage, on cherchera sans doute à classer l'auteur; il me semble que la famille d'esprits à laquelle il se rattache le plus étroitement est celle à laquelle on doit M. Paul Janet.

(Janvier 1865.)

I

L'ÉCOLE[1]

Tout le monde a lu ce volume ; aussi je me contenterai d'appeler l'attention sur quelques points particulièrement importants.

On a pu voir dans la première partie du volume l'histoire de la législation et de l'instruction primaire en France, le plus ou le moins d'intérêt que les gouvernements ont porté à cette instruction et ce qu'ils ont fait pour elle. C'est une histoire très-curieuse, où se marque à chaque page l'esprit des gouvernements qui se sont succédé chez nous. J'ai essayé autrefois une pareille histoire de l'instruction secondaire[2], et je sais combien de précieuses indications ces législations fournissent sur les législateurs.

Quelque attrait qu'aient ces revues du passé, le plus pressé est de connaître où nous en sommes à cette heure; M. Simon nous l'apprend, il nous donne avec la dernière précision l'état actuel de l'instruction primaire, la

[1] *L'École*, par Jules Simon, 1 vol. in-8°. Librairie internationale.
[2] *Lettres sur l'enseignement. Essais de philosophie et de morale*, second volume.

situation des maîtres et maîtresses, le nombre des communes qui n'ont pas d'écoles, le nombre des écoles de garçons, de filles, ou mixtes, des écoles tenues par des laïques ou des religieux, des enfants qui suivent les cours, de ceux qui n'en suivent aucun, des adultes qui savent lire et écrire, de ceux qui ne savent ni l'un ni l'autre, et la proportion de ces ignorants par départements.

Arrêtons-nous ici avec lui. L'*Exposé de la situation de l'Empire*, publié en 1864, avoue que 600,000 enfants ne reçoivent aucune instruction; M. J. Simon ajoute aisément à ce chiffre, car l'inscription sur le registre d'école n'est pas l'assiduité: plus de la moitié des enfants inscrits passe un mois ou deux à l'école et disparaît; puis il y a les apprentis des manufactures qui sont tenus par la loi de suivre l'école, mais qui ne connaissent guère que l'école buissonnière; puis l'assiduité ne fait pas l'application ni le succès; enfin, une fois hors de l'école, combien perdent la faculté de lire et d'écrire, faute d'usage! On arrive ainsi à un nombre d'illettrés bien autrement fort que ce nombre de 600,000, qui était très-suffisant.

D'ailleurs, on n'est pas condamné aux suppositions sur le nombre réel des ignorants : il y a des circonstances où la statistique les retrouve; ce sont le mariage et la conscription. A la conscription de 1862, la moyenne des jeunes gens qui ne savaient ni lire ni écrire était d'un peu plus de 27 (27. 4) sur 100, plus du quart. L'épreuve faite lors du mariage fournit des résultats plus fâcheux : en 1860, le nombre des mariés qui ne savaient das signer était entre 37 et 38 (37-56) sur 100, c'est-à-

dire plus du tiers. Quelle proportion ! Encore ne donne-t-elle pas une indication parfaitement exacte, car il y a beaucoup de gens dont toute la littérature consiste à signer leur nom. Voilà déjà une moyenne peu honorable ; qu'est-ce donc si on laisse ces calculs des moyennes pour considérer le dernier terme auquel l'instruction peut descendre ! On le verra (p. 219) dans le tableau où M. le général Morin a classé les départements de la France. Le Finistère donne, de ces conscrits qui ne savent ni lire ni écrire, plus de 68 (68,2) sur 100. La proportion est effrayante. Il y a des départements qui ne sont pas beaucoup plus avancés que le Finistère, et tels qui étaient assez contents d'eux-mêmes le seront peu quand ils verront le rang où ils sont placés.

Voilà l'état présent des choses, il n'est pas flatteur ; aussi nous ne serons pas étonnés que des documents de cette sorte, qui disent si sévèrement la vérité, ne soient pas partout bien reçus ; mais on aura tort, car ils ont cette utilité de réveiller le public et le pouvoir. Qu'importe que l'amour-propre national en souffre pour le moment, si cette souffrance est salutaire et que l'on corrige un vice dangereux ! Les Anglais ont la bonne habitude de provoquer en toute occasion de semblables enquêtes, dont ils font leur profit. Nous aussi, nous pourrons faire notre profit de l'enquête à laquelle M. Jules Simon s'est livré. Il y a une trentaine d'années, quatre cent quatre-vingt-dix inspecteurs furent chargés de visiter toutes les écoles de France; leur rapport montra quel était le degré du mal et à quel point il était urgent d'y remé-

dier ; on s'en fait une idée par l'ouvrage de M. Lorain[1], dont M. Jules Simon a donné des extraits. Dans le même temps, MM. Cousin et Saint-Marc Girardin retracèrent l'état florissant de l'enseignement primaire et intermédiaire en Allemagne, sans crainte de blesser un faux patriotisme. Le premier mouvement, en lisant les chiffres donnés par *l'École*, est donc un mouvement de révolte, mais après on se remet ; dès que l'on compare 1864 à 1833 et que l'on mesure les progrès accomplis dans l'intervalle, on prend une juste confiance que ce qui reste à faire se fera. Osons envisager la statistique que l'on nous donne, et que l'État et les départements méditent là-dessus. Il est à croire que l'État ne restera pas inactif, et on peut espérer beaucoup d'un ministre plein de la meilleure volonté. Quant aux départements, il y en a plus d'un qui n'aura pas lieu d'être fier ; raison de plus pour qu'ils se voient tels qu'ils sont ; des chiffres comme ceux qui sont ici ou des teintes plus ou moins sombres, comme celles qu'employait M. le baron Dupin, sont extrêmement utiles : ils font naître cette confusion salutaire qui est le commencement de la conversion.

Une fois que l'on est convenu de la nécessité de répandre l'instruction, il reste à examiner les moyens de la répandre, et on rencontre la question de l'instruction gratuite et obligatoire.

M. Simon calcule que la gratuité universelle coûterait une vingtaine de millions. Quoiqu'il lui semble que cet argent ne serait pas perdu, il lui plaît encore mieux que

[1] *Tableau de l'instruction primaire en France*, 1837.

les parents en état de payer paient; mais il ne décide rien. Nous ferons comme lui.

On peut différer d'avis sur la question de la gratuité absolue ou restreinte; mais où il n'est pas permis de différer, c'est sur ceci, que l'instruction ne doit être refusée à nul enfant qui n'a pas les moyens de la payer. Pourtant cela arrive : une disposition étrange de la loi de 1853 donne aux préfets le droit de fixer pour chaque commune un chiffre d'élèves gratuits, et si le nombre des enfants sans ressources dépasse ce chiffre, il faut qu'ils attendent à la porte de l'école. La première chose à faire, comme M. Simon le réclame, est de réformer cette loi; une société civilisée ne doit jamais dire : « Tant pis pour les pauvres! »

Sur la question de l'instruction obligatoire, M. Simon est tout autrement prononcé; une bonne partie de son livre est un plaidoyer en faveur de l'obligation, une discussion serrée, conduite avec une habileté merveilleuse, et qu'il faut voir dans le livre même. Il commence par distinguer l'instruction obligatoire de l'école obligatoire; il n'impose que l'instruction et n'impose pas l'école, qui peut déplaire aux parents, par des scrupules qu'il respecte. Cela dit, il avance. Après avoir noté dans le Code toutes les interventions de la loi dans la famille, pour limiter la liberté des membres les uns à l'égard des autres, et en particulier la liberté des parents à l'égard des enfants, il conclut :

« Quand la loi prend, sans réclamation de personne, toutes ces licences avec l'autorité paternelle, elle ne sera pas armée pour protéger

dans l'enfant mineur un droit presque aussi sacré que celui de vivre! Non-seulement l'instruction est un droit pour l'enfant, et cela déjà suffirait, car sur quoi reposent toutes les restrictions à l'autorité paternelle que nous venons de mentionner, sinon sur la base exclusive du droit de l'enfant? Mais ici, outre le droit de l'enfant, il y a un grand intérêt social. Pour le nier, il faudrait soutenir qu'il n'importe pas à la gloire, à la prospérité, à la sécurité d'un pays d'avoir des citoyens instruits, des ouvriers éclairés. Qui l'oserait? Et si nous prétendions que ce n'est pas là seulement un grand intérêt, mais le premier et le plus sacré de tous, qui pourrait le contester? » (P. 239.)

Est-on effrayé du mot « obligatoire? » M. Simon énumère les pays dans lesquels l'instruction est soumise à ce régime, et il cite avec complaisance des pays qui, en fait de liberté, n'ont rien à nous envier.

Sur ce fond d'arguments que nous venons d'indiquer, mettez beaucoup d'éloquence et d'esprit, et vous comprendrez l'importance du plaidoyer que contient le livre de *l'École* en faveur d'une thèse qui ne s'était pas encore produite avec tant d'éclat.

Malgré cela, je ne suis pas convaincu. Certes, on ne saurait contester le principe que les parents doivent instruire leurs enfants; il n'a rien que de conforme à la raison et à la loi. La raison dit que les parents n'ont pas un droit absolu sur leurs enfants, le droit de les faire mourir ni souffrir, qu'ils doivent former leur corps, leur intelligence et leur âme. Quant à la loi, elle ne laisse pas les enfants sans protection : elle ordonne aux parents de les élever, et on peut tirer de là sans subtilité qu'ils sont obligés de les instruire; M. Franck l'a fait,

pour son compte, avec une grande force[1]. D'ailleurs la loi a imposé à l'autorité paternelle un assez bon nombre de restrictions qui prouvent qu'elle ne se désintéresse pas de ce qui se passe au sein de la famille; elle l'a témoigné, il n'y a pas encore longtemps, par ses dispositions sur le travail des enfants dans les manufactures. Je le répète, on ne peut contester le principe que les parents doivent instruire leurs enfants. Si l'instruction obligatoire était dans la loi, nul doute qu'il faudrait l'y laisser, bien qu'elle soit, comme dit M. Michel Chevalier, un moyen un peu vif; mais elle n'y est pas, et il s'agit de l'y mettre : il nous semble qu'on doit commencer par s'assurer qu'elle est nécessaire, car c'est le propre des bonnes lois.

Achevons de créer des écoles dans nos communes, ouvrons-les gratuitement à tous ceux qui ne peuvent pas payer; dressons un état exact des enfants qui ne vont dans aucune; constatons combien il y a de parents qui se refusent à laisser instruire leurs enfants; rendons-nous compte des moyens présents que nous avons de vaincre leur résistance; tentons-les, éprouvons-en le résultat; alors nous examinerons l'état des choses, et s'il faut une loi, eh bien, on la fera. D'ici là, essayons tout ce que peuvent les mœurs, c'est-à-dire les idées justes et les bons sentiments; aidons à leur progrès par nos discours, par nos écrits, par notre action, et enfin, si nous réussissons au bout de tout cela, nous aurons mieux fait que d'instruire les enfants tout seuls, nous aurons en même temps moralisé les pères. J'ai mon exemple sous la

[1] *De l'Instruction obligatoire*...

main, l'ouvrage dont je parle me le fournit : son effet est de passionner les cœurs contre l'ignorance; c'est un appel, un réveil qui nous met tous sur pied; par là, ce livre de *l'École*, qui réclame l'instruction obligatoire, est le livre de ce temps qui aura le plus servi à la rendre inutile.

L'instruction obligatoire rencontre des préventions de différents côtés. Ceux que la force de la démocratie inquiète ne voient pas sans quelque crainte que l'instruction obligatoire semble faire partie de son programme, qu'elle est comme un mot d'ordre, un mot de passe; ils trouvent je ne sais quelle parenté entre cette doctrine et les doctrines socialistes, qui enlèvent l'enfant à la famille pour le façonner au gré de la communauté. D'un autre côté, certaines personnes pensent qu'il y a déjà chez nous tant de choses obligatoires que ce n'est pas la peine d'en mettre une de plus; ce serait différent si on leur offrait une liberté. On voit bien que l'instruction peut être obligatoire dans des pays libres, mais ce n'est pas en cela qu'ils le sont; puis, quand on abonde en libertés, une de plus ou de moins n'est pas une affaire; mais quand on n'en a pas trop, on regarde de près à abandonner ce qu'on a. Je sais très-bien que s'il y a des pays qui soient, à cet égard, dans une situation gênée, ce n'est pas la faute des partisans actuels de l'instruction obligatoire, et qu'ils demandent un sacrifice présent pour un profit à venir; par malheur, le public qu'ils tiennent à convaincre est mal prévenu : des deux côtés on pose la question à sa manière : « Donnez-nous, disent-ils, l'obligation, et je vous donne la liberté; » le

public, à son tour : « Donnez-moi la liberté, et je vous donne l'obligation. » Mais ils ne sont pas les maîtres. Cette considération a vivement frappé un ami de M. Jules Simon, M. Louis Reybaud, qui, dans des articles profondément étudiés[1], a montré les périls de l'instruction obligatoire.

Quand on aura donné à l'instruction primaire ce qu'elle demande, ce qui lui est vraiment nécessaire, tout ne sera pas fini ; il restera à organiser l'enseignement professionnel. M. Simon a là-dessus un chapitre où se montre son expérience et qui sera consulté quand la loi qu'on prépare sur cet objet sera présentée. Remettons donc la discussion à ce moment ; mais signalons dès aujourd'hui deux points essentiels à maintenir : la séparation entre les écoles professionnelles et les écoles d'apprentissage, puis l'utilité de créer l'enseignement nouveau en dehors de celui qui existe déjà dans les colléges sous le même nom. L'enseignement professionnel annexé aux lycées a ceci de fâcheux que les autres élèves le méprisent et marquent ce mépris par le nom qu'ils lui donnent; les derniers écoliers des classes des lettres et des sciences se regardent comme infiniment supérieurs aux premiers écoliers des classes de l'enseignement professionnel : ils ne savent rien du latin et du grec, mais ils sont censés les apprendre et ils en entendent parler; cela crée entre eux et les autres une distance énorme ; ils sont si bien convaincus de leur supériorité, qu'ils en convainquent ceux-là même qu'ils en accablent, et qui regardent avec humilité cette aristocratie des colléges.

[1] *Journal des Économistes*, déc. 1864, janvier 1865.

Le préjugé établi est qu'on n'entre pas de soi-même dans les cours professionnels, mais qu'on y tombe, et qu'ils sont uniquement peuplés des fruits secs de la littérature et de la science, que l'on destine en corps au commerce de détail des denrées coloniales.

Un autre inconvénient est que les colléges semblent affectés à la bourgeoisie, par l'élévation des prix et par le costume, en sorte que les ouvriers n'y envoient pas leurs enfants. Il y a donc besoin d'un enseignement professionnel considéré, que les enfants des ouvriers fréquentent, ce qui impose deux conditions : le mettre chez lui et le rattacher à l'instruction primaire, comme un degré supérieur de cette instruction. Il était, à l'égard des colléges, un enseignement descendant; il sera, à l'égard des écoles primaires, un enseignement ascendant. Il a son nom tout neuf d'enseignement professionnel; il n'a aucune alliance particulière avec aucune classe de la société; il les recevra pour les fondre. Le modèle des établissements à former sera toujours l'École Turgot, le collége Chaptal, l'École professionnelle d'Ivry, dirigée par M. Pompée, et l'École Lamartinière, de Lyon.

La création des écoles professionnelles ouvrirait une ambition aux écoles primaires; les élèves qui se seraient distingués dans l'école primaire recevraient des bourses à l'école professionnelle; ils seraient un exemple pour leurs camarades, pour les parents un témoignage de l'intérêt que la société porte à la classe ouvrière et de la bonne volonté qu'elle met à récompenser tous les mérites; plusieurs des enfants à qui on aurait ainsi tendu la main pour les faire monter un peu pourraient monter plus tard

assez haut; il se formerait ainsi une légende dans la ville et l'école d'où ils seraient partis, qui animerait d'autres courages, et eux-mêmes se souviendraient avec reconnaissance de ces commencements.

En attendant que les écoles de garçons soient créées par l'État, il a été créé par l'initiative individuelle des écoles de ce genre pour les femmes[1]. M. Simon en a parlé de la façon la plus délicate :

« On pourrait dire quelle est la femme de cœur qui, la première, s'en préoccupa; qui, nuit et jour, rêva à la nécessité de fonder ces écoles, et qui, sans autre secours qu'un amour puissant et une volonté ferme, réussit à grouper autour d'elle quelques amies, en petit nombre, qui toutes partagèrent son ardeur et se dévouèrent à son œuvre. On pourrait les nommer toutes, et ce ne serait pas un dénombrement de la longueur de ceux d'Homère; elles demandent à n'être pas nommées; c'est un mérite et une grâce de plus. Il fallait d'abord de l'argent; elles donnèrent ce qu'elles avaient, et quêtèrent pour avoir le reste. Deux écoles sont aujourd'hui fondées ; on travaille à une troisième; et si Dieu, qui bénit les bonnes œuvres, donne vie aux chères fondatrices, chaque quartier de Paris aura son école professionnelle dans quelques années. »

Ces lignes se trouvent dans le chapitre intitulé *les Œuvres de la liberté*, où M. J. Simon mentionne quelques-unes des fondations privées où l'on travaille à l'instruction du peuple. Là aussi il rencontre la Société Franklin, qui propage les bibliothèques populaires; la Société pour l'instruction élémentaire; l'enseignement donné aux ouvriers par les Associations Polytechnique et Philotechnique; les cours professés en différentes villes par le zélé

1. Écoles professionnelles Lemonnier.

et éloquent missionnaire de l'économie politique, M. Frédéric Passy.

En parcourant la liste de ces œuvres, dont je ne puis mentionner ici qu'un petit nombre, je m'arrête avec un plaisir particulier sur celles qui paraissent aimer l'instruction pour l'instruction, sans aucune vue particulière de conversion religieuse ou politique. Certainement je désire que l'initiative individuelle ait plus de place chez nous, qu'elle ose ou qu'on lui permette davantage; mais il est un point sur lequel je voudrais être entièrement rassuré. Ce qu'il y a de plus actif en ce monde est la passion, et si la passion du bien tout pur existe, du moins la plus répandue est la passion politique ou religieuse, qui a sa couleur et qui veut la mettre partout. S'il n'y avait en France que des fondations particulières de ce genre, il serait à craindre que la France ne fût divisée en plusieurs nations, qui s'ignoreraient ou se haïraient. Ainsi, supposez qu'il n'y ait ni écoles ni colléges de l'État, et que le prosélytisme politique ou religieux soit seul à élever notre jeunesse, chaque établissement n'admettrait qu'une certaine nuance d'idées et de sentiments, dont il teindrait les esprits et les âmes; on serait d'un parti, on serait d'une secte, on ne serait plus d'un même pays. Et qui sait ce qui arriverait dans les temps où les événements mettraient aux prises les divers fanatismes? Nos écoles et nos colléges ont ceci d'excellent, qu'ils nous unissent en une nation, qu'ils entretiennent ce fonds commun d'idées et de sentiments auxquels on se reconnaît les uns les autres, comme lorsqu'on parle français. De là naissent la tolérance, la sym-

pathie, des biens toujours précieux, mais qui, aux moments des révolutions, sont inestimables.

Je m'aperçois que je me laisse entraîner bien loin, à la suite de M. Jules Simon ; il est difficile de ne pas s'intéresser aux sujets qu'il traite, et de ne pas s'intéresser aux travaux d'un esprit si souple et si ferme. M. Jules Simon a passé par la haute philosophie, avec éclat ; puis il a été attiré par la morale, et de la morale privée, qui a produit le livre du *Devoir*, il est venu à la morale publique, qui lui a inspiré *la Liberté de conscience, la Liberté*, *l'Ouvrière* et *l'Ecole*. Personne ne pensera que ses études antérieures lui aient été inutiles pour traiter les sujets auxquels il s'est livré maintenant : il a formé en lui-même, par ces études, ce spiritualisme religieux qui fait comme le fond de ses écrits ; il en a rapporté une idée de l'homme, de sa nature, de son origine et de sa destinée, une idée solide sur laquelle toute la vie présente s'appuie ; car la morale n'est, à vrai dire, que le fruit de la philosophie, qui lui donne sa force et sa sève. Dans ces questions, on voit que M. Simon est chez lui : il s'y reconnaît et vous conduit avec une aisance parfaite, il est mieux qu'un guide fidèle, il est un guide ému : il se passionne pour le bien, il s'indigne contre le mal, et quand il rencontre quelqu'une de ces harmonies morales, de ces sentiments simples et éternels, une de ces forces silencieuses qui font les grandes choses de la vie, son langage se pénètre de grâce et de poésie. Il a beaucoup de pages de ce caractère dans le livre du *Devoir*, celles où il décrit les grands instincts de l'âme ; il en a

aussi dans le livre de l'*Ecole*, comme celles-ci, où il touche à la famille :

« Une crèche, quand elle est bien tenue, et elles le sont toutes, quand elle a une directrice affectueuse, et elles le sont toutes, a quelque chose de calme, de frais, de souriant. Ne cherchez pas pourquoi vous y sentez votre âme mortellement triste. Ah! chers souvenirs de l'enfance, soins maternels, pleurs essuyés, sages conseils de l'expérience et de la tendresse, religion du cœur, où êtes-vous? Qui vous rendra jamais à ces désolés, à ces déshérités? et qui nous apprendra à nous tous qui avons dans la société une faible part d'influence, que la nature ne se remplace pas? »

. . . .

« La femme est bien plus qu'une source de bien-être et de contentement pour la famille; elle y est comme la source vive de la morale. Elle est l'institutrice dont les leçons ne s'oublient plus, même quand la mort a fermé la bouche qui les donnait. C'est elle qui enseigne la tendresse sans en parler, en la prodiguant; elle aussi qui enseigne le devoir. Avant même que l'enfant sache bégayer, elle lui donne les premières leçons de l'honneur; elle l'y destine, elle l'y prépare. Elle lui inspire l'horreur de la lâcheté et de l'injustice. Elle développe dans sa jeune âme tout ce que la nature humaine peut porter de généreux instincts. Dans ces conversations pour nous inintelligibles qu'elle ne cesse d'avoir avec lui, elle jette à profusion les préjugés, les ignorances, les niaiseries, les folies, et, au milieu de tout, les grands préceptes humains que l'humanité transmet par toutes les mères à tous les enfants au berceau. Il aura beau grandir, elle reste la dépositaire de ses secrets; elle est sa conscience visible. Les pleurs mêmes qu'elle verse sur lui au jour du péril sont fortifiants, car il sait qu'elle l'aimerait mieux mort que déshonoré. »

M. Jules Simon était venu de la métaphysique à la philosophie morale ; la philosophie morale lui a ouvert

la politique, elle y est entrée avec lui. Sans s'interdire aucun des sujets que la discussion de chaque jour soulève, il a aimé surtout à porter devant le Corps législatif les questions qui regardent l'instruction, la moralité et la dignité du plus grand nombre ; il les a traitées avec une hardiesse et une mesure remarquables et il a mis à leur service une parole où s'est révélé un orateur.

On voit ce qu'il veut : il veut élever à la fois la condition et le cœur des ouvriers. Elever leur condition est bon, car il est désirable que les biens de ce monde soient partagés aussi également que possible ; élever leur cœur vaut mieux encore ; les deux sont excellents. On commence à reconnaître, Dieu merci ! qu'il n'y a pas moyen de séparer ces choses que la nature a si étroitement unies. Il y a un degré de culture intellectuelle et morale qu'il sera toujours difficile d'atteindre dans de certaines conditions d'existence, car il faut vivre d'abord et faire vivre les siens, et le travail matériel prend quelquefois tout un homme, sans le laisser respirer ni regarder ailleurs ; l'instruction est un luxe qui suppose du loisir ; faire quelque loisir aux ouvriers est donc les mettre à même de s'instruire; mais, d'un autre côté, quelle folie de croire que l'on peut, par des mesures législatives, procurer aux ouvriers un bien-être durable, s'ils n'y mettent beaucoup du leur, s'ils se dispensent de courage et de sagesse, dont personne ne se passe impunément ! Qu'ils distinguent donc leurs courtisans et leurs amis. Leurs courtisans sont ceux qui leur répètent sans cesse : « Vous savez tout ; » leurs amis sont ceux qui leur répètent : « Instruisez-vous, » ceux qui inté-

ressent la société en leur faveur pour leur obtenir une meilleure situation, mais qui en même temps leur disent que c'est à eux de s'y soutenir par leur effort. On a beau être dans une eau qui porte, si on ne nage pas, on coule.

C'est l'honneur de la France que cette sollicitude des classes parvenues pour celles qui ne le sont pas. Nous répétons tous les jours que la Révolution de 1789 a été faite contre la noblesse; oui, mais avec la noblesse. Si elle n'était pas toute dans la conspiration, elle y était en grand nombre, et quand elle s'est dépouillée de ses privilèges dans la nuit du 4 août, on ne voit pas qu'elle se soit exécutée de mauvaise grâce. Quand on recherchera de même par quels efforts la condition des classes ouvrières a été améliorée, la bourgeoisie n'aura point à craindre que sa part soit trouvée trop petite. La bourgeoisie était, à la veille de 1848, comme la noblesse à la veille de 1789, enfiévrée de la passion des réformes sociales; pour ne parler que de notre objet, on pourra citer avec quelque assurance la loi de 1833 sur l'instruction primaire, qui n'est pas une loi morte, celle-là, quoiqu'elle n'ait pas encore tous ses effets; on pourra citer aussi le vif intérêt que les esprits éclairés attachent en ce moment même à ces questions d'instruction primaire et professionnelle, de bibliothèques et de cours populaires, et, avec leur vif intérêt, toute leur bonne volonté. J'espère bien qu'on ne dira pas un jour que les ouvriers ont conquis l'instruction sur nous; il n'y aurait pas de plus grande injustice. On éprouve une profonde joie quand on voit cette belle nation française, où l'in-

telligence et le cœur sont partout au même niveau, travailler à effacer les inégalités qui séparent les classes, en avançant celles qui sont en retard. Cette fois, au moins, il n'y a pas de vainqueurs et de vaincus, il n'y a qu'une famille, et dans celle-ci, comme dans les familles ouvrières, il y a des enfants un peu plus âgés qui portent sur leurs bras les plus jeunes.

(Janvier 1865.)

VII

HISTOIRE MORALE DES FEMMES

La quatrième édition de l'*Histoire morale des Femmes* [1], de M. Legouvé, vient de paraître; nous ne voulons que l'annoncer, sans examiner à fond le livre, qui soulève les questions les plus considérables. Voici, en effet, le résumé des changements que l'auteur demande dans les lois et dans les mœurs :

« Pour les filles : Réforme de l'éducation ; loi sur la séduction ; éloignement de l'âge du mariage; intervention réelle des fiancées dans la rédaction de leur contrat ; abolition des sommations respectueuses. Pour les épouses : Une majorité ; administration et droit de disposer d'une partie de leurs biens particuliers ; droit de paraître en justice sans le consentement du mari ; limitation du pouvoir du mari sur la personne de la femme ; création d'un conseil de famille chargé de contrôler cette part de pouvoir.

» Pour les mères : Droit de direction, droit d'éducation, droit de consentement au mariage de leurs enfants ; loi sur la recherche de la paternité ; création d'un conseil de famille pour juger les dissentiments graves entre le père et la mère. Pour les femmes : Admission à la tutelle et au conseil de famille ; admission aux professions privées ; admission, dans les limites de leurs qualités et de leurs devoirs, aux professions sociales. »

[1] Un vol. in-18, Didier.

On voit combien ces sujets nous mèneraient loin, si nous consentions à y entrer une fois; il y faudrait, outre la philosophie morale, des connaissances d'histoire, d'économie politique et de droit auxquelles nous n'osons pas prétendre ; il y faudrait, sur chacun des points, ce que notre collaborateur M. Laboulaye a mis dans son *Histoire du droit de succession des femmes*, dont M. Legouvé a fait un si utile usage. Quand il n'y aurait que le sujet du divorce, pour lequel M. Legouvé se prononce, et qui appelle tant de considérations de tout ordre, ce serait assez pour nous avertir que cette question de la juste condition des femmes est un monde et qu'il importe de ne pas s'y jeter imprudemment. M. Legouvé, au contraire, est là chez lui, il est d'une famille où la défense des femmes est une fonction et une illustration héréditaire.

N'y a-t-il rien à corriger dans la condition morale des femmes telle qu'elle est réglée chez nous ? On doit du moins avouer qu'elle a été réglée par une main assez dure, celle de Napoléon Ier. « C'est lui qui termina une » discussion au Conseil par ces mots : « *Il y a une chose* » *qui n'est pas française, c'est qu'une femme puisse faire* » *ce qui lui plaît.* » Quand on rédigea l'article 213, *la* » *femme doit obéissance à son mari*, Bonaparte demanda » que le maire, en prononçant ces paroles devant les » époux, fût revêtu d'un costume imposant, que son » accent fût solennel, et que la décoration austère de la » salle, prêtant à l'énonciation de cette maxime une » autorité terrible, pût la graver à jamais dans le cœur » de la fiancée. »

Quand une législation a été inspirée par une telle pensée, il ne serait pas impossible qu'il s'y trouvât tel ou tel article dont l'opinion publique appellerait « comme d'abus. » Evidemment il naît de nos jours un sentiment d'égalité qui nous honore. Si on a vu récemment encore des ouvriers protester violemment contre l'admission des femmes dans les ateliers, on leur a fait honte de leur conduite, et tout porte à croire que de semblables prétentions ne se renouvelleront plus. Mais nous trouvons ailleurs un signe bien plus frappant du changement qui s'opère dans les mœurs. L'ancienne Université n'avait pas pu concevoir l'idée d'une femme bachelière ès-lettres ou ès-sciences ou docteur en médecine ; or il arrive que des femmes se sont présentées pour obtenir des grades universitaires et les ont obtenus ; elles ont été entourées du respect de la jeunesse des écoles, et la presse a signalé ces nouveautés avec faveur. Nous y applaudissons nous-mêmes, non sans un peu d'inquiétude : nous nous étions habitués à penser que le baccalauréat ès-lettres était le légitime privilége de l'homme et la marque distinctive de sa supériorité intellectuelle ; voilà qu'on le communique aux femmes ; et comme les hommes sont lâches et sans esprit de corps, il n'y a pas d'espoir qu'ils se mettent en grève pour réduire les femmes à suffire seules à tous les emplois de la société et à révéler ainsi leur impuissance.

Bien loin de là : ils conspirent contre eux-mêmes. Il n'est aucun de nous qui ne le sache : on n'approche pas des femmes sans deviner l'opinion médiocre qu'elles ont de nous et la haute opinion qu'elles ont d'elles-mêmes,

quand il s'agit du sentiment et des affaires de la vie ; elles nous regardent évidemment comme une race inférieure. Nous nous rappelons un ménage, d'ailleurs le meilleur des ménages, où, une question de sentiment s'étant élevée, la femme dit majestueusement à son mari : « Va, tu n'es qu'un homme ! » C'est le mot de la situation. Dans les romans de George Sand, nous sommes invariablement sacrifiés ; tous ses héros sont des héroïnes, les hommes ne paraissent que comme des enfants faibles ou méchants qui ont besoin d'être élevés par une femme. Ce qu'il y a d'admirable, c'est que la foi des femmes en elles-mêmes a gagné nos propres écrivains. Sans parler de M. Michelet, qui est entièrement compromis, voyez quelle mince figure nous faisons dans quelques ouvrages contemporains : les grands-pères dans la *Sibylle*, de M. Feuillet ; le pauvre rêveur Paturot près de la positive Malvina ; le bonhomme que l'on sait près de sa ménagère, dans *les Contes bleus* de M. Laboulaye. En un mot, écoutez tout autour de vous, en ce temps-ci on ne s'occupe que des femmes. Il y a les poètes, qui les chantent, comme ils chantent les fleurs, les oiseaux et les dieux ; il y a aussi les légistes, qui veulent améliorer leur condition sociale ; il y a enfin les moralistes, qui se proposent de les perfectionner. Elles laissent aller poètes, légistes et moralistes, qui se disputent le prix. On se demande quelquefois qui des trois elles préfèrent ; elles ne le disent pas, pour ne décourager personne. Nous croirions assez volontiers que les plus agréables sont ceux qui les chantent, dussent-elles n'en recueillir d'autre profit. Quand on est Dieu, cela console

de bien des misères ; les anciennes divinités avaient leurs ennuis, mais elles recevaient les hommages des mortels et se réjouissaient de l'odeur des victimes. Ceux donc qui travaillent à augmenter leurs droits légaux ne nous semblent venir à leurs yeux qu'en seconde ligne, ce qui ne veut pas dire qu'elles méprisent ce secours. Quoiqu'il faille toujours distinguer le pouvoir réel du pouvoir légal, celui qui est permis de celui que l'on prend, si nous tenons absolument à leur conférer plus de droits qu'elles n'en possèdent, tout porte à croire qu'elles les accepteront, pour ne pas nous désobliger. Si quelques-unes n'étaient pas encore contentes et méditaient d'usurper encore, elles trouveraient du moins cet avantage que l'usurpation commencerait plus loin. Reste la troisième espèce de leurs amis, ceux qui désirent les perfectionner. Elles ne refusent pas de se corriger, pourvu qu'on s'entende d'abord sur ce qui leur manque. Pour l'instruction, on ne prétend pas sans doute qu'elles apprennent les mathématiques, la politique et la métaphysique ; or, si on les tient quittes des abstractions et qu'on leur demande seulement les connaissances morales, qu'ont-elles besoin de nos procédés ? Ce que nous apprenons par raisonnement, elles le savent par sentiment et comme de naissance, ce qui est plus facile et plus sûr. Quant au caractère, elles avouent qu'elles ont des défauts ; mais nous avons les nôtres, et elles ont des qualités que nous n'avons pas. Les témoignages des hommes eux-mêmes abondent sur ce point, témoignages sans nombre. Donc, elles n'ont rien à changer.

Certainement elles ont raison ; mais enfin il n'est pas

possible que nous n'ayons aussi quelques qualités ; or, comme nous n'en parlons pas et que les femmes n'en parlent pas non plus ou ne vantent qu'elles-mêmes, il arrive de là que nos mérites restent dans l'ombre, qu'une moitié de l'humanité est sacrifiée et que la vérité souffre. Sans doute on comprend la réserve qui est imposée aux femmes ; il est difficile qu'elles répondent à notre lyrisme par leur lyrisme, et on ne demande pas cela, mais on demande qu'elles reconnaissent notre bonne conduite à leur égard. Puisque nous tenons encore la critique, il faudrait, ce nous semble, leur ouvrir amplement la littérature, les encourager à écrire, à oser davantage et à dire tout le bien qu'elles doivent penser de nous.

(Février 1865.)

VIII

LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

ET LA SOCIÉTÉ ANGLAISE AU XVIIIe SIÈCLE

Le sujet de ce livre[1], c'est l'histoire donnant une leçon de politique. Tout le monde, même les plus fiers, peuvent l'accepter d'un tel maître ; M. de Witt ne prétend à d'autre mérite que de bien entendre ce maître et de l'interpréter fidèlement. Quand on apporte des raisonnements aux hommes pour les convaincre, on les trouve sous les armes : leur esprit ne manque pas de leur fournir des raisonnements contraires, et ils ne cèdent qu'avec une sorte d'humiliation, parce qu'il leur semble que c'est une défaite; mais l'histoire n'appartient à personne, et en lui cédant nul amour-propre ne peut être blessé. Voici donc ce qui a paru à l'écrivain :

« La société française, corrompue par le gouvernement capable et arbitraire de Louis XIV, puis conduite à la révolution par le gouvernement frivole et arbitraire de Louis XV, je ne sais pas de spectacle

[1] *La Société française et la Société anglaise au dix-huitième siècle*, par Cornelis de Witt. Un volume in-18, Michel Lévy.

plus propre à servir d'avertissement aux conservateurs absolutistes. La société anglaise, corrompue par les agitations révolutionnaires, puis réformée par le gouvernement régulier et libre, je ne sais pas de spectacle plus propre à servir d'avertissement aux libéraux révolutionnaires et d'encouragement aux amis de la monarchie constitutionnelle. »

M. de Witt excelle à saisir et à retracer en courant les traits qui font la physionomie d'une époque : il est impossible de ne pas la voir, et, quand on l'a vue, de l'oublier; il a présenté ainsi une vive peinture de la société anglaise au commencement du dix-huitième siècle. En ce qui regarde la France, il s'est servi de trois documents qui se complètent l'un l'autre : les Mémoires du duc de Luynes, les Mémoires du marquis d'Argenson et les Mémoires de l'avocat Barbier; ce sont, pour ainsi dire, des témoins, divers de condition, d'opinion et de caractère, qui viennent déposer contre leur temps, également curieux à écouter, soit que le mal qui est autour d'eux les attriste ou qu'ils en soient eux-mêmes atteints.

Grand seigneur, catholique fervent, pénétré de la religion et même de la superstition de la royauté, d'ailleurs historien sobre, exact, sans aucune recherche d'effet, le duc de Luynes a une grande autorité quand il témoigne contre la royauté d'alors. Elle baissait, et ceux qui l'entouraient, fussent-ils les âmes les plus honnêtes, ne pouvaient s'empêcher de baisser un peu avec elle : la duchesse de Luynes, dame d'honneur de la reine, fut touchée des égards que lui montra madame de Pompadour, qui fut reçue au château de Dampierre.

M. de Witt nous a donné du marquis d'Argenson le portrait le plus piquant; je regrette de ne pas le citer tout entier :

« Son faible était de vouloir à tout prix faire du bien à sa patrie, en qualité de premier ministre, et de se croire trop souvent sur le point de devenir premier ministre : « Je vaux peu, mais je brûle d'amour pour mes concitoyens, et si cela était bien connu, certainement on me voudrait en place... Si j'étais en place, ma bonne foi me préserverait de chutes. J'ai assez d'idées pour aller au grand bien pour unique objet, sans déférer nullement à l'intrigue. » C'est ainsi que s'exprime d'Argenson avant le temps de sa faveur; voici ce qu'il dit quatre ans après sa disgrâce : « Matthieu Laensberg, auteur de l'*Almanach de Liége*, prédit ce qui suit pour le courant du mois prochain (février 1751): « Un ministre fort élevé sera reconnu pour très-ignorant et pour » auteur de grands maux; il sera renvoyé pour reprendre *un ministre* » *trop longtemps négligé.* » Il y a des gens qui m'en ont complimenté et dit que cela me regardait. »

« Sincèrement convaincu qu'en travaillant à l'acheminement de sa fortune il le faisait avec autant d'indifférence pour ses propres intérêts que de passion pour servir le roi, il était naturellement porté à regarder comme des amis du bien public ceux qui flattaient ses pensées ambitieuses, à s'indigner patriotiquement contre les égoïstes qui songeaient à leur élévation plus qu'à la sienne, et à rechercher la faveur des puissants, ministres ou valets de chambre du roi, par des manéges peu honorables et auxquels il était peu propre. »

Son esprit est un composé des plus singuliers. Il a peur du pouvoir despotique; il reconnaît les progrès qui ont été accomplis en Angleterre par le moyen de la liberté; il veut que les nobles, au lieu de vivre à la cour, se mêlent à la nation, se créent une clientèle par leurs services et deviennent les chefs du peuple ; même il rêve une aris-

tocratie naturelle, où chacun soit le fils de ses œuvres ; il aime le laissez-faire, il trouve « qu'on gâte tout en s'en mêlant trop, et que, pour gouverner mieux, il faudrait gouverner moins ; » et puis il entend que l'autorité royale soit libre dans sa force, il n'invente rien de plus, pour la tempérer, que de l'entourer des conseils de l'Ordre des magistrats, avec la permission de ne pas les suivre; il n'a rien de plus sûr à offrir que « le progrès des mœurs et de la raison. » Comptait-il dans ce progrès l'institution du phalanstère, l'idée d'établir au parc de Meudon « une ménagerie d'hommes heureux ? » Achevons ce portrait par quelques lignes de M. de Witt :

« Il trouvait bon qu'on eût une religion, mais à la condition d'y penser fort peu et d'en parler encore moins. Tout mouvement des esprits sur les questions de cet ordre l'effrayait comme de nature à porter le trouble dans les âmes et dans la société. « Convaincu que les » querelles théologiques s'apaisaient mieux par le silence que par la » persécution, » et que ce qu'il fallait à la France, c'était un « tolérantisme destructeur de toute faction, » il se disait partisan de la liberté de conscience ; mais ce qu'il entendait par là, ce n'était pas autre chose que le droit de se taire sur ce que l'on croyait et d'être puni si l'on ne se taisait pas. Ne nous hâtons pas trop de sourire. Il y a encore aujourd'hui beaucoup de partisans de la liberté de conscience à la façon de d'Argenson. »

On connaît maintenant le marquis d'Argenson. Et combien cette étude jette de jour sur le temps où il vivait ! Au son que rend le sol, comme on devine qu'il est miné ! Comme on sent bien que le monde n'est plus assis, qu'il a perdu son ancien équilibre, sans avoir trouvé encore son équilibre nouveau ! C'est ainsi qu'une société

s'en va, quand les principes sur lesquels elle vivait sont ébranlés, quand l'air qu'elle respirait se corrompt.

Les Mémoires de l'avocat Barbier laissent une impression exactement pareille :

« Barbier parle généralement des prêtres avec malveillance, des querelles théologiques avec mépris, et de l'irréligion avec inquiétude. En même temps qu'il se moque des chrétiens qui prennent leur foi au sérieux, il a peur des philosophes qui ébranlent les croyances populaires; peut-être même n'est-il pas fâché de conserver pour son propre compte un petit « fonds de religion » qui puisse « reprendre le dessus » dans les calamités. » Il est d'ailleurs aussi superstitieux que peu dévot, aussi amateur de présages merveilleux, de songes prophétiques, de « faits bien surprenants » et de « miracles embarrassants pour les » gens d'esprit, » que d'anecdotes scandaleuses et de lestes chansons, ce qui ne l'empêche pas de déclarer à l'occasion qu'une bien grande « incertitude plane sur les anciens miracles reçus par l'Église, » et qu'il est fort heureux que tout le monde ne soit pas capable d'aussi profondes réflexions que lui. »

M. de Witt peint on ne peut mieux notre personnage avec son égoïsme naïf, qui entend qu'on ne le trouble point, qui met à peu près sur le même rang tout ce qui menace la tranquillité d'un citoyen paisible, les attaques nocturnes et les querelles théologiques, et qui devient féroce quand on l'empêche de dormir ; dévoué serviteur du souverain, qui représente le bon ordre, et dont « la » volonté est la seule loi pour les sujets, soit en matière » d'État, soit en matière de religion ; » d'ailleurs peu rassuré, au fond, sur l'avenir de la royauté, quand il considère le mouvement de l'opinion publique, et arrivant, dans un moment de lucidité parfaite, à voir le

problème dans toute sa difficulté : « Si l'on parvient à » diminuer l'autorité des Parlements et leurs prétendus » droits, il n'y aura plus d'obstacle à un despotisme » assuré ; si, au contraire, les Parlements s'unissent » pour s'y opposer par de fortes démarches, cela ne peut » être suivi que d'une révolution générale dans l'État. »

C'est sur ces documents fournis par le duc de Luynes, le marquis d'Argenson et l'avocat Barbier, que M. de Witt a représenté l'état de la société française pendant le règne de Louis XV ; on a lu ou on lira dans le livre même ce brillant morceau d'histoire. On sait la conclusion politique qu'il en tire, et à laquelle, pour mon compte, je m'associe complètement : il croit que la vie publique n'est pas indépendante de la vie morale, qu'un peuple qui se corrompt perd sa liberté, et que la liberté, si elle revient, le régénère.

Il pense donc que pour corriger les institutions il faut prendre les choses de plus haut et corriger les habitudes privées ; que pour réformer la cité il faut d'abord réformer les citoyens ; que des convictions morales et religieuses sont comme un terrain ferme où l'on peut bâtir, tandis qu'en fondant sur les passions mobiles on bâtit à fleur de sol. Je suis, je le répète, tout à fait avec M. de Witt ; mais je crains bien que les personnes qui soutiennent cette opinion si vraie ne réussissent pas de longtemps à la faire prévaloir. La nation est trop impatiente pour admettre des changements à un terme si éloigné ; quant aux gouvernements, ils ont, en général, peu de goût pour une espèce de gens qu'ils trouvent roide, peu maniable, hérissée de principes et de scru-

pules. Combien il est plus commode d'avoir affaire à ces gens faciles, qui ne créent d'ennemis ni à eux-mêmes ni aux autres par de vains tourments de conscience, race aimable, traitable, point fanatique, sur laquelle seulement il ne faut pas trop compter, car elle n'est fidèle qu'au bonheur ! Du moins, tant qu'on les a, par eux on en a d'autres. Nous connaissons leur philosophie politique : Les hommes, pensent-ils, donnent prise sur eux-mêmes par leurs vices. et un pouvoir peu scrupuleux, qui ne tient qu'à s'emparer des hommes, sans s'inquiéter par où il les prend, sera bien fort, soit qu'il traite avec les vices des particuliers et détache les individus, l'un après l'autre, de l'intérêt général, soit qu'il travaille en grand et opère sur les vices de la nation. Nos habiles ont une idée nette et un grand usage de ces deux procédés. Je les prends l'un et l'autre sans les juger par des principes de morale qui feraient sourire, et me contente d'une simple comparaison. Le premier procédé, en regard du second, paraît singulièrement médiocre : il donne peu de profit et une mauvaise réputation à ceux qui l'emploient ; le second a un autre air : il produit de tels effets et l'art y est tel, qu'il fait oublier à quoi il s'applique ; lorsque l'art se surpasse ainsi et qu'il crée dans la nation les vices sur lesquels il agira après, il prend le nom de génie.

La thèse de M. de Witt mènerait loin, si on voulait suivre cette action et cette réaction des mœurs sur la politique et de la politique sur les mœurs : il est également difficile de calculer ce que nos vices et nos vertus peuvent faire de la société, ou ce que peut sur nous, en

bien ou en mal, le milieu sain ou malsain où nous sommes; encore est-il permis de suivre certains effets. Lorsque autour de nous tout va en ordre, ou du moins lorsque le bon principe se montre et combat, on est averti qu'il existe, et que l'effort intérieur, que les sacrifices que l'on s'impose pour devenir meilleur ne sont pas vains ; mais c'est autre chose si la société ne nous paraît être qu'un combat d'appétits, s'il n'y a d'intéressant que le spectacle des passions, avec leur énergie sauvage, leur égoïsme ardent, leur poursuite obstinée et leurs explosions. Il y a des temps et des pays où ce spectacle s'étale plus ouvertement ; ces temps et ces pays sont durs aux croyances délicates, et si, non content de porter des croyances en soi, on essaie de les faire prévaloir, si on rencontre la violence au bout de tous les chemins, si la ruse a semé partout les piéges sous vos pas, alors, partagé entre son instinct et son expérience, on se débat dans une contradiction douloureuse : les uns doutent de ce qu'ils ont cru, d'autres le nient ; pour se venger, ils méprisent les hommes et se décident à les mener comme il leur plaît qu'on les mène ; quelques-uns renvoient au monde son démenti et en appellent contre les faits au témoignage universel de la conscience. On voit donc qu'il y a là une épreuve bien forte, trop forte pour la plupart, et nous désirons qu'elle leur soit épargnée. Le pire enseignement moral est l'existence d'un mauvais régime et qui dure.

Descendons, si vous voulez, d'un degré, et, au lieu de considérer les vastes rapports de la morale et de la politique, considérons les conditions nécessaires de la

politique moderne, qui nous touche de plus près. M. de Witt ne l'admet pas autrement que libérale, et il entend par là l'action régulière de l'opinion publique sur le gouvernement. Il sera difficile de le contredire là-dessus. Qu'ils y consentent ou qu'ils n'y consentent pas, l'élément où les gouvernements actuels se meuvent est l'opinion ; c'est elle qui, tranquille ou irritée, leur donne les bons et les mauvais jours ; il n'est donc pas possible de compter sans elle, et le premier problème politique est de lui faire sa part. M. de Witt estime qu'il faut la lui faire franchement, qu'elle est surtout dangereuse au pouvoir quand elle se sent inutile ; c'est une idée fine et vraie. « Le public aussi, dit-il, a besoin de se sentir une » certaine part d'action et de responsabilité pour acqué- » rir le sens politique. Tant qu'il reste à l'état de spec- » tateur oisif, il se livre sans scrupule au dénigrement » et au soupçon ; il prend goût à voir le mal ou à le sup- » poser. Le mécontentement devient pour lui un besoin, » presque un plaisir. Il n'est pas d'opposition plus » dangereuse pour la considération du pouvoir que » celle qui est condamnée à se renfermer dans la » médisance. »

Qui dit l'opinion dit en même temps la presse, car il ne paraît pas qu'on ait trouvé encore un moyen tout à fait suffisant de la remplacer. C'est une observation assez souvent répétée, une observation assez visible, Dieu merci, au dix-huitième siècle : quand la liberté n'est pas dans les écrits, elle est dans les esprits, et là elle est bien plus dangereuse, car elle est insaisissable, et elle s'exalte par le mystère. C'est précisément alors qu'elle

est le plus puissante. Comme elle est vague et indéfinie, on ne sait pas au juste où elle s'arrête, et on lui attribue une étendue qu'elle n'a pas ; or c'est là sa force. Quand, au contraire, elle prend un corps, elle l'offre aux coups : elle était l'opinion, elle devient une opinion. La presse en France n'a pas toujours usé sagement de sa liberté ; elle a mérité des reproches et causé certainement du mal ; eh bien ! ce qu'elle a pu à ces moments-là n'est rien si on le compare à ce que l'opinion pouvait avant que la presse existât. Au temps de Louis XV et de Louis XVI, il se forme un courant manifeste, qui devient de plus en plus rapide, et finit par tout emporter, hommes et choses, qui se débattent en vain. Sans doute il serait plus commode de n'avoir affaire ni à l'opinion ni à la presse ; mais il faut choisir, et j'ignore si on a le choix, car depuis que l'opinion s'est servie de la presse, elle y a reconnu sa parole naturelle, dont on ne la priverait plus sans la mutiler. On se plaint de la liberté de la presse, on dit qu'on ne peut vivre avec elle ; essayez donc de vivre sans elle.

Il ne suffit pas à M. de Witt que l'opinion publique, ou répandue dans l'air ou fixée dans les écrits, soit reconnue comme une puissance légitime qui surveille du dehors le gouvernement, il veut qu'elle entre dans le gouvernement même, qu'elle y ait sa place déterminée ; il est partisan du régime constitutionnel. On dispute beaucoup pour et contre le régime constitutionnel, duquel, en définitive, aucun peuple civilisé ne se passe entièrement ; mais, au fond, est-il autre chose que le gouvernement modéré, condamné par cette modération

à ne point s'arrêter, à ne point se précipiter non plus, au risque de faire explosion ? Est-il autre chose qu'une puissance qui reconnaît des obstacles et qui admet que personne ici-bas n'a la permission d'être sage tout seul ? Un tel gouvernement risque de n'être pas aisément populaire, car la plupart des hommes ne voient qu'une chose à la fois et la veulent vite ; mais on ne s'étonnera pas qu'elle ait plus de faveur près d'une certaine classe d'hommes, modérés eux-mêmes, qui fuient toutes les extrémités.

Il est naturel de songer à appliquer à la France les principes qui viennent d'être exposés, mais ici on rencontre devant soi l'opinion d'un homme d'Etat que M. Saint-Marc Girardin a heureusement appelé le doctrinaire de l'Empire. Après avoir observé l'Angleterre et la France, et consulté leur histoire, il lui a paru que l'Angleterre est faite pour la liberté sans l'égalité, et la France pour l'égalité sans la liberté. Pour moi, je suis toujours très-reconnaissant lorsque ceux qui ont la puissance veulent bien me donner des raisons, car ils pourraient s'en dispenser. Je ne m'engage pas à trouver toutes ces raisons également bonnes, mais enfin ce sont des raisons : on prend la peine de me convaincre, et cela ne laisse pas que de flatter. J'avouerai donc que l'argument tiré de la race latine, qui est née pour l'égalité, et de la race saxonne, qui est née pour a liberté, ne me satisfait pas parfaitement. On le sait, il est naturel de chercher à avoir le bien qu'on n'a pas. Si donc l'égalité est un bien, il est naturel que la race saxonne cherche l'égalité ; et si la liberté est un

bien aussi, il est naturel que la race latine cherche la liberté. Dans un temps où chaque nation est jalouse de posséder les richesses de toutes les autres, en supposant que l'égalité soit un produit français et la liberté un produit anglais, il semble difficile que le libre échange et l'acclimatation n'aillent pas jusque-là. Faut-il dire toute sa pensée? Les hommes sont ainsi faits, que si on leur présente un objet et qu'on le leur défende, on excite en eux un désir indomptable de le posséder; aussi il est à craindre qu'il n'y ait de l'imprudence dans ces éloges si complaisants d'une liberté qu'on déclare n'être pas pour nous. Songez d'ailleurs que nous ne sommes pas sans l'avoir possédée quelquefois ; que ce n'est donc pas un objet inconnu qu'on nous présente, mais un objet que nous avons eu et qu'on assure que nous ne sommes pas dignes d'avoir.

M. de Persigny semble trop se souvenir des origines du gouvernement actuel, plus que ce gouvernement lui-même, qui, en fait de liberté, ne nous a pas défendu l'espérance. Un ancien a dit queRome profita par les moyens par lesquels elle avait été fondée; cela est vrai de Rome et des peuples qui se font une place dans le monde : la même politique qui leur a donné d'abord une petite place sert ensuite à l'agrandir ; mais si on voulait appliquer cette maxime aux gouvernements, on risquerait de se tromper beaucoup. Un gouvernement se soutient par d'autres moyens que ceux par lesquels il s'est établi. S'il a commencé par l'autorité, il continuera par la liberté, et s'il a commencé par la liberté, il continuera par l'autorité. Il est accepté d'abord parce qu'il répond à un instinct,

parce qu'il contente une nation qui a faim d'autorité ou de liberté, pour avoir jeûné depuis longtemps de l'une ou de l'autre; mais cette faim s'apaise, on se remet, on revient à soi, l'instinct opposé se fait sentir, il faut le contenter, et, par conséquent, se faire nouveau pour une situation nouvelle.

Il n'y a pas à se le dissimuler, ce changement est presque toujours une crise, qui ne saurait être conjurée que par une sagesse extrême des gouvernants et des gouvernés : si les gouvernants osaient voir clairement l'état des choses, se résoudre là-dessus, se séparer d'illusions dangereuses et d'amis dangereux, ne pas consentir à être un parti quand ils peuvent être la nation; si les gouvernés, à leur tour, réprimaient leurs impatiences, et, contents de vaincre, ne se donnaient pas l'imprudent plaisir de triompher.

On est heureux de discuter avec M. de Persigny, parce qu'on sent qu'on a affaire à une sincère conviction; je dirai donc qu'il y a une autre idée qu'on regrette de trouver chez lui : c'est l'idée que la liberté ne peut nous être donnée avant que tous les anciens partis aient disparu. Cela est dur, et si on ne craignait d'employer des comparaisons trop fortes, on trouverai que cette politique ressemble un peu à la politique des conquérants qui procèdent par l'extermination des indigènes. Mais laissons ces images. Un gouvernement, quelque parfait qu'il soit, peut difficilement se flatter qu'à son arrivée tous les anciens partis disparaîtront comme par enchantement. Il y a, si vous voulez, des ambitions, il y a aussi des croyances et des sentiments qui ne sau-

raient s'éteindre si vite ; on devrait, ce semble, mal augurer d'un pays qui n'aurait pas plus de souvenir que cela. Pour exiger que les partis s'évanouissent devant lui, il ne suffit même pas qu'un gouvernement se propose de faire le bonheur de tout le monde, car ils ont tous cette excellente intention, ni qu'il soit convaincu qu'il a seul le secret pour y arriver, car ils sont tous convaincus qu'ils ont seuls ce secret ; par conséquent, il serait injuste s'il était blessé de l'aveuglement des incrédules et s'il attribuait à la malveillance ce qui n'est que la résistance naturelle à une vérité peut-être encore un peu neuve et insuffisamment démontrée ; l'irritation que lui causerait cette résistance troublerait la précieuse tranquillité sans laquelle on risque d'agir à faux et de créer le mal qu'on voulait détruire, car les esprits aiment à être menés doucement. La grande vertu politique est de supporter la contradiction sans s'irriter, comme chose naturelle, et qui n'a jamais manqué à personne. Mais, pour tous les humains, cette vertu est difficile ; le sage Montaigne le disait en son agréable façon : « A chaque opposition, on ne regarde pas si elle est juste, » mais, à tort ou à droit, comment on s'en défera : au » lieu d'y tendre les bras, nous y tendons les griffes [1]. »

La belle entreprise que ce serait, et bien digne de réunir tous les plus honnêtes gens, d'habituer notre nation à vivre libre et sage ! Je dirai naïvement la grande difficulté. Ce pays-ci est un pays à imagination : la Révolution, l'Empire et la Restauration étaient faits pour le satisfaire. La Révolution lui offrait chaque matin

[1] *Essais*, liv. III, ch. VIII.

quelque drame émouvant ; l'Empire, ses glorieuses promenades dans toutes les capitales ; la Restauration, les espérances du gouvernement constitutionnel naissant. Il a épuisé ces plaisirs sans parvenir, par malheur, à en inventer d'autres ; aussi on pouvait dès lors prévoir la situation désavantageuse où se trouverait tout gouvernement qui viendrait après ceux-là. La Révolution et l'Empire, avec leurs grandes représentations, ne se recommencent pas tous les jours ; la première nouveauté du régime constitutionnel est passée ; que faire alors, si on a de la conscience ? Renoncer à parler à l'imagination et s'adresser à la raison, tâcher de former les esprits à la justesse, à la mesure, à la patience, au soin de l'avenir, de leur faire préférer à la vie d'aventures, avec ses excitations factices, la vie de ménage, avec son travail quotidien et le contentement tranquille que donne ce travail. Eh bien ! malgré la difficulté de l'entreprise, je crois que le moment est bon pour la tenter.

Je lisais dernièrement dans un roman qui, comme plusieurs choses de ce monde, commence mieux qu'il ne finit, une discussion entre deux hommes qui plaident chacun pour leur génération ; l'homme mûr reproche au jeune homme sa froideur politique : « Vous êtes, dit-il, une génération indifférente ; » à quoi le jeune homme répond : « Nous sommes une génération avertie. » C'est bien dit, quoique l'ancienne génération se laisse battre trop aisément par la nouvelle et qu'il soit trop facile de deviner l'âge de l'auteur. Admettons que cela soit vrai, ne disputons pas et réjouissons-nous de ce que ces bonnes dispositions promettent pour l'avenir

de notre pays ; on ne pourra donc plus répéter que les sottises des pères sont perdues pour les enfants, et je n'y vois pas de mal, mais on accordera bien que les pères aussi en ont un peu profité. Comme les épreuves ont été communes, l'expérience a été commune : on a appris à distinguer ce qui est essentiel et ce qui est accessoire, et on est plus disposé à sacrifier l'accessoire pour conserver l'essentiel ; il y a des formules vides qui ont été reconnues pour être vides, des arguties politiques qui n'ont plus aujourd'hui le moindre attrait : on va plus au solide.

Je ne pense pas que la France joue aussi volontiers qu'autrefois aux révolutions : on s'est aperçu qu'elles ne résolvent pas toujours les anciens problèmes et qu'elles en posent quelquefois de nouveaux, qu'on voudrait conjurer à tout prix. Il est agréable de se donner un problème à résoudre, quand on est de loisir : cela tient l'esprit en éveil ; il est moins agréable lorsque c'est le sphinx qui le pose, que la scène se passe au bord d'un précipice, qu'il faut répondre sous peine de la vie, et qu'on aperçoit les mains crispées et les débris de ceux qui n'ont pas deviné.

Les questions une fois nées subsistent, sans doute, mais la raison publique y est mieux préparée ; les expériences tentées en 1848 et la grande concentration d'autorité qui a suivi auront été utiles pour guérir les esprits des utopies socialistes : on ne croit plus, après cela, qu'il suffise de la bonne volonté des gouvernants pour organiser la félicité universelle, et on se sent moins de goût pour cette félicité universelle, s'il fallait qu'elle fût organisée par un pouvoir absolu. Il faut aussi remercier

l'économie politique, qui a beaucoup servi à ce progrès. Au moment même où nous commencions à soupçonner qu'on ne fait pas ce qu'on veut dans cette grande question de la richesse publique, et que là comme ailleurs il y a des lois, l'économie politique nous a montré ces lois, elle nous a enseigné à compter avec la nature et le temps, des forces avec lesquelles on peut tout et contre lesquelles on ne peut rien. Enfin nous voyons naître ces jours-ci un principe nouveau, de grand avenir, qui console tous les hommes qui aiment le pays. M. de Witt a ainsi dépeint une époque qui semble loin de la nôtre : « La » société française renfermait encore des privilégiés im- » pertinents, avides et oisifs, détestés par des non-privi- » légiés, envieux et dénigrants ; elle ne contenait plus » ni un homme, ni un corps, ni une classe avec qui le » pouvoir royal eût sérieusement à compter ; tout ce qui » pouvait résister, tout ce qui avait une vie propre avait » été annulé ou écrasé. » Cette description donne à réfléchir. Si on compare cette époque à la nôtre, on ne trouve plus les privilégiés et les envieux de ces privilèges, mais presque toujours dans notre histoire on rencontre cette annulation de tout ce qui a une vie propre ; on en vient donc à s'interroger sérieusement là-dessus. Pour tous les hommes, surtout pour les Français, l'unité est une chose agréable à voir : on a plaisir à considérer une machine bien faite, une seule impulsion qui produit tant de mouvements divers ; mais, à l'usage, il y a bien quelque inconvénient : on tremble quand on songe que cette force unique peut venir à manquer, et qu'elle manquant, tout se désorganise ; on se prend à désirer

qu'il y eût moins d'unité dans le système et qu'il fût moins exposé; que la vie fût plus également répandue, pour mieux résister aux atteintes et réparer d'elle-même les accidents auxquels les choses humaines ne peuvent guère échapper. Dans tous les temps où le pouvoir est trop fort, l'esprit public, par un instinct de préservation, cherche quelque chose qui le modère, il encourage tout ce qui témoigne de l'indépendance : assemblées politiques, parlements, théâtre, livres et journaux; il les a soutenus tour à tour, et, s'il n'a pas réussi, il a du moins essayé; après bien des épreuves, il s'aperçoit que l'obstacle nécessaire à l'autorité excessive ne saurait être mieux placé que dans la conscience individuelle, que la liberté est décidément forte quand on a éveillé dans l'âme de chaque citoyen le sentiment du droit, avec la fermeté et le dévouement nécessaires pour le soutenir. Espérons que le temps est passé où l'un de nous s'estimait heureux de jouir d'un droit dont un autre était exclu, et consentait même à en être privé, pourvu que l'autre n'en jouît point; on commence, Dieu merci, à renoncer à ces misérables jalousies et à revendiquer le droit pour tous, ce qui est le libéralisme. M. de Witt l'entend de cette sorte, et il a assez de talent pour lui faire des amis.

Il parle librement, et je l'ai imité; on ne saurait équitablement en vouloir à cette franchise. Il serait bien temps de le reconnaître : pourquoi donc n'y aurait-il pas de bons citoyens qui, élevés au-dessus des ambitions de parti et des ambitions personnelles, résignés à n'être jamais rien dans leur pays que les témoins émus du bien et du mal qui lui arrivent, observant avec inquiétude

l'avénement de la démocratie, le puissant instrument du suffrage universel dans ses mains, les grandes oscillations que cette force nouvelle imprime à la société, ce qu'il y a en elle d'inconnu et ce qu'elle renferme de terrible mystère, pourquoi, dis-je, n'y aurait-il pas de bons citoyens qui, agités par ces problèmes, désireux d'assurer un lendemain à eux et à leurs enfants, jugeraient un gouvernement par cette idée, approuveraient, désapprouveraient ce qui leur paraît sage ou imprudent et le diraient?

Je rencontrais récemment chez un publiciste très-fécond une idée vraiment ingénieuse, que l'auteur a laissé tomber en courant, sans s'en occuper davantage, et qui méritait de ne pas être négligée ainsi. Il dit donc qu'un citoyen ne doit s'en prendre qu'à lui-même s'il n'est pas content de son pays. Quand on a la vapeur, « qui abrége les distances, » il est si aisé de trouver de quoi être content! Vous goûtez le régime constitutionnel, allez vivre en Belgique ou en Angleterre; vous goûtez la république, allez vivre en Amérique, et ainsi du reste; cela ne vaut-il pas mieux que d'être mal chez vous? Mon Dieu, oui, ô publiciste, vous avez bien raison; mais que voulez-vous? on tient lâchement à son pays; on ne désire de certains biens que pour les lui donner; si on les rencontre ailleurs, au lieu d'en jouir, on en souffre, on brûle de les rapporter chez soi, et si cela n'est pas possible, on aime mieux le sol ingrat où on est né que le sol opulent où on est étranger; même, tant le cœur humain est inconcevable! on s'attache à ce sol ingrat par les chagrins qu'il vous cause et les sacrifices qu'on lui fait.

(Mars 1865.)

IX

LES MORALISTES FRANÇAIS [1]

Voici une face nouvelle de cet heureux talent. Nous connaissions le critique littéraire et l'auteur d'une lumineuse *Revue de l'histoire universelle*[2], qui devrait être dans les mains de toute notre jeunesse; nous connaissions surtout le brillant publiciste; aujourd'hui c'est un moraliste qui se produit. On a rêvé plus d'une fois d'attacher chacun de nos Français à une spécialité fixe; on comptait, par cette mesure, faire régner le bon ordre dans la société, et je ne doute pas qu'avec le progrès des temps on n'eût décrété un costume pour chaque spécialité, comme Fénelon s'amuse à le faire pour les diverses classes de son heureuse république; en attendant ce beau jour, jouissons de ces libres et faciles esprits, qui portent partout avec eux leur sens droit et délicat, et relèvent la raison par cet art léger où nos artistes excellent.

[1] *Études sur les moralistes français*, suivies de quelques réflexions sur divers sujets, par M. Prevost-Paradol. Un volume in-18. Hachette.

[2] Deux vol. in-18. Hachette.

En outre de cette aptitude générale. qui permettait à M. Prevost-Paradol d'étudier, quand il lui plairait, nos moralistes, il se trouve particulièrement disposé et pour ainsi dire tempéré pour les comprendre. Il a trop vu le monde, surtout le monde politique, pour ne pas reconnaître souvent la vérité des observations de La Bruyère et de La Rochefoucauld ; il sait trop d'histoire pour ne pas savoir combien la nature humaine change de formes, combien les choses changent d'apparence, et que le scepticisme de Montaigne n'a pas toujours tort ; il n'est pas un philosophe de profession, mais il n'y a pas besoin de l'être pour être tourmenté par les problèmes qui tourmentaient Pascal et ressentir douloureusement, comme lui, la contradiction que nous portons en nous ; la fière indépendance de La Boëtie ne saurait lui déplaire ; enfin, comment ne s'intéresserait-il pas à Vauvenargues, à cette lutte douloureuse de l'honneur et du talent pour forcer la destinée ?

C'est en effet de tout cela qu'est composé ce volume ; M. Prevost-Paradol y a mis une bien grande part de lui-même ; aussi il a voulu l'offrir à un ami, à qui il adresse une dédicace charmante[1] :

« Si l'accomplissement tranquille et régulier du devoir, l'attachement sans ostentation à la justice, le goût de l'étude, l'amour du bien et du beau, éclairé et tempéré par la raison, si le dévouement à l'amitié, aux lettres, au pays, peuvent mériter à quelqu'un le nom de sage, ce nom vous appartient et votre empressement à vous y dérober vous le confirme. Quelque chose eût manqué peut-être à votre vie si, après avoir joui en bon citoyen et surtout en philosophe, du triomphe trop

[1] Dédicace à M. Mignet.

court de la liberté parmi nous, vous n'aviez eu l'occasion de partager ses épreuves et de lui rester fidèle ; mais les malheurs publics vous ont permis de montrer votre invariable attachement aux vrais principes de cette grande révolution dont vous avez si noblement raconté les débuts et dont le terme, hélas ! échappe encore à tous les regards. »

Dans cette série d'Études, chacun aura ses préférences; j'avouerai les miennes. Pour commencer par la critique, je désirerais que l'Étude sur Montaigne fût plus développée. L'auteur s'attache beaucoup à l'*Apologie de Raimond Sebond*, qui est la pièce la plus apparente des *Essais;* par malheur, c'est une thèse, et il semble que Montaigne est plus lui-même lorsqu'il va plus librement, lorsque, dans les rencontres de toutes sortes que ses excursions amènent, il dit son mot, en homme qui a vu du pays et qui sait ce que valent dans chaque pays ces opinions pour lesquelles on se dispute et on s'égorge. La doctrine de Montaigne, condensée comme elle l'est dans ce morceau, a trop de corps, tandis qu'elle n'est qu'une essence subtile, mêlée à l'air qu'on respire partout dans ses *Essais*. Mais que M. Prevost-Paradol ne prenne pas ce reproche trop au sérieux; on ne contentera jamais entièrement les amis de Montaigne. Quiconque l'étudie cherche à lui donner de l'unité, pour le faire comprendre, et c'est justement sa perpétuelle variété qui enchante, et on ne trouve Montaigne que chez lui. M. Prevost-Paradol a caractérisé la langue de Montaigne en littérateur des plus délicats :

« Comment oublier enfin qu'écrivant avec une pleine liberté dans une langue jeune encore et capable de céder sans effort sous sa main, il y a trouvé pour sa pensée si mobile et si vive le plus riche, le plus

souple et le plus léger des vêtements, qu'il a toujours atteint ou plutôt rencontré l'expression la plus juste et la plus forte, si bien qu'on ne peut imaginer mieux dites les choses qu'il a voulu dire, que les changements survenus dans notre idiome, moins caressant et moins flexible, ont plutôt augmenté qu'obscurci le charme de sa parole, et qu'on peut encore aujourd'hui mesurer au plaisir qu'on éprouve en le lisant le progrès qu'on a fait dans l'art de comprendre notre langue et de la goûter? »

La Boëtie, qui figure ici, est-il vraiment un moraliste? Je n'en suis pas sûr ; il est plutôt un publiciste, et ceux qui, à plusieurs reprises, ont réimprimé son discours *De la servitude volontaire* ont pensé ainsi, car ils n'entendaient pas réimprimer un ouvrage de morale philosophique, mais un pamphlet politique pour le combat du jour ; Lamennais, un de ces éditeurs, savait ce qu'il faisait. C'est donc un publiciste ; encore, quand on l'aura baptisé de ce nom, sera-t-il bon d'ajouter qu'il le fut sans le croire, et que le discours était de lui, non le dessein qu'il a plu d'y mettre. Montaigne avoue que La Boëtie « eût mieux aimé être né à Venise qu'à Sarlat, » et il lui donne raison ; mais il ajoute qu'il écrivit son discours « par manière d'essai, en sa première jeunesse, à l'honneur de la liberté contre les tyrans. » Oui, en effet, ce doit être là la juste nuance ; le discours n'était ni une déclamation de rhétorique, ni un pamphlet destiné à détrôner François Ier ou Henri II, au profit de la république ; ces beaux esprits de la Renaissance, nourris de la pleine antiquité dans leur temps et leurs pays, ne savaient plus au juste dans quel monde ils vivaient. Quoi qu'il en soit, moraliste ou publiciste de seize ans, il a

exposé admirablement ce paradoxe d'un peuple qui, pour être libre, n'a besoin que de le vouloir, et qui ne le veut pas, parce qu'il est frappé de stupeur, qu'il ne sent plus sa force et qu'il l'a perdue. M. Prevost-Paradol, lui, n'est pas, on le sait, du seizième siècle ; il a commenté vivement La Boëtie.

Les deux Études sur Pascal et La Rochefoucauld me paraissent être les plus remarquables du livre. M. Prevost-Paradol défend la nature humaine, sa force et sa droiture contre les deux philosophes qui l'ont si durement traitée; il est vrai, fin, éloquent, jamais pédant, n'oubliant jamais ce qui est dû à celui qu'il combat. Nous connaissons tous l'argumentation de Pascal. Il oppose la grandeur de l'homme à ses misères, la grandeur de son âme, qui ne peut être comblée que par l'infini, aux misères de sa condition réelle, aux vaines pensées et aux vains plaisirs qui l'amusent et le conduisent jusque dans la mort, après laquelle est l'enfer ; il ne s'explique cette contradiction que par la chute originelle : « Misère de » grand seigneur, dit-il, misère de roi dépossédé. » Cette explication, qui lui semble être la seule, ne l'est pourtant pas, car, au lieu de supposer que l'homme est tombé d'une haute origine, on peut supposer qu'il est né pour une haute destinée, qu'il doit mériter par l'épreuve. Pascal encore, frappé du néant de notre existence, a sacrifié impitoyablement la science et les affections : il ne veut pas qu'on cherche, il ne veut pas qu'on aime, il nous absorbe dans la préparation de la mort, et il se trompe, car la vie nous a été donnée pour vivre. Mais de quelque façon qu'il explique notre grandeur et nos misères, il

voit ces misères, elles lui serrent la gorge, personne n'a été ni plus pénétrant ni plus pathétique; il a été, plus que toute autre créature, tourmenté du mal de l'infini, et il est sacré à quiconque en a souffert une fois.

J'avoue que je relis sans fin La Rochefoucauld ; je sens toujours nouvellement le charme d'un style où les deux qualités essentielles de notre langue, la précision et la justesse, sont portées à leur perfection. Sur le fond des choses, je suis tout bonnement de l'avis du genre humain. M. Prevost-Paradol en est aussi.

« Lisez, dit-il, cette définition si profonde des divers genres de courage qui les réduit tous à néant et n'en laisse subsister que le nom; elle est irréprochable, si ce n'est qu'il y manque deux lignes où l'on reconnaisse enfin qu'il y a des exemples d'un certain courage qui se passe de témoins, de lumière, de vanité, de récompense, d'espérance même, qui est parce qu'il est, et qui compte parmi les plus nobles mouvements de l'âme humaine. Lisez encore cette définition incomparable de l'affliction, où l'on énumère toutes les raisons pour lesquelles on pleure; on croirait voir un habile chimiste analysant et faisant évanouir en malignes vapeurs toutes les larmes échappées, depuis la création, du cœur de l'homme. Mais il manque quelque chose dans le creuset de La Rochefoucauld : un peu de douleur vraie, sorte de corps premier, d'élément indécomposable, qui eût résisté à tous ses efforts et témoigné jusqu'au bout que les larmes de l'homme coulent parfois comme son sang, sans autre calcul et sans autre raison qu'une blessure. »

La Rochefoucauld ne risque pas de me convertir à sa doctrine, et j'admettrai que l'intérêt est l'unique mobile de nos actions, quand on aura retiré de l'âme humaine l'amitié, l'amour, les affections de famille, la sympathie, la pitié, la passion de la vérité, du bien et de la patrie;

mais je sais aussi que tout ce qui porte le nom de désintéressement n'est pas désintéressé; qu'il convient de distinguer les choses et le semblant des choses; que les mêmes actions peuvent être faites par des motifs contraires; que les hommes, ou ne s'interrogent pas toujours ou ne descendent pas toujours jusqu'au fond de leur cœur; qu'il est bon de le savoir, et que la clairvoyance terrible de La Rochefoucauld y est utile. Pour mon compte, j'ai peu de goût à chercher comment on trompe les autres; mais il me semble très-curieux de chercher comment on se trompe soi-même, et je suis persuadé qu'on n'est jamais aussi dupe des autres qu'on l'est de soi. C'est un effet de cet amour-propre qui est si naturellement en nous, et que La Rochefoucauld a appelé le « plus grand de tous les flatteurs. » Chacun s'aime; quoi d'étonnant? Plus d'un s'adore et se complaît dans la contemplation de ses propres perfections, qui lui dérobent celles des autres. Il se passe un phénomène semblable à celui que des voyageurs ont observé en différents pays de montagnes : l'ombre de leur corps se projette sur le ciel, entourée d'une auréole, et chacun goûte le plaisir de voir son image et son auréole, sans rien apercevoir de celles de ses voisins. Quand on va dans la société, observant cet amour-propre naïf, ou que près de son feu on s'observe soi-même et que l'on reconnaît les piéges où il vous a fait tomber, on se procure un amusant spectacle et on ressent cette sorte de plaisir qu'on ressent toujours à prendre la nature humaine sur le vif. De spirituels amis m'ont raconté qu'ils avaient eu dans leurs relations une dame très-sourde, qui avait besoin d'un cornet.

Dès qu'elle parlait, elle mettait le cornet pour s'entendre; quand elle arrivait à la fin de son discours, qui ne finissait pas vite, elle ne manquait jamais d'interroger les auditeurs. « N'est-ce pas vrai? Qu'en dites-vous? » Et tout aussitôt elle ôtait son cornet. Quel trait de nature! Comme après cela on voit chacun dans le monde, attentif à ses discours, insoucieux de ceux des autres, mettre et ôter son cornet!

M. Prevost-Paradol ne s'est pas contenté d'étudier les ouvrages des moralistes, il y a ajouté du sien, des réflexions sur la chair, sur l'ambition, sur la tristesse, sur la maladie et la mort. Il y a dans tous ces morceaux des pages remarquables; on y trouvera une large peinture de l'ambition, trop souvent confondue avec des passions au-dessous d'elle; on y trouvera une fort belle étude de la tristesse :

« Nous savons tous ce que veut dire un jour joyeux, une journée triste, et nous en jugeons par l'impression unanime que la vue de ce spectacle produit sur nos âmes. Qu'un ciel gris et bas soit étendu sur nos têtes, que la pluie descende, non pas emportée en tourbillons par un ouragan qui aurait son intérêt et sa grandeur, mais lente et lourde comme un froid linceul, et les mots de temps triste, de ciel triste, seront aussitôt sur toutes les lèvres. En regardant de près les impressions que nous donne la vue de la nature, on s'apercevra bien vite que la lenteur et l'obscurité sont pour nous les éléments ou plutôt les promoteurs de la tristesse; ce qui veut dire que la nature humaine a soif de mouvement et de lumière, et éprouve un indéfinissable malaise lorsque ces signes de la vie lui font défaut. »

Et ailleurs :

« Comme l'impitoyable Romain, qui, après avoir dit au peuple de Carthage : « Donne-moi tes vaisseaux, donne-moi tes éléphants,

donne-moi tes armes, » lui dit enfin : « Donne-moi ta cité que je veux détruire, et va habiter plus loin, » ainsi le sort nous presse, et après nous avoir dépouillés de cette illusion, il nous dit : « Quitte encore cette autre, donne-moi enfin ce que tu as de plus sacré ou de plus cher ; il faut que j'atteigne le fond de ton cœur. »

On a dû, dans les citations précédentes, ne pas reconnaître le style ordinaire de M. Prevost-Paradol : ce n'est plus la vive démarche et le trait lancé en courant ; il a de la lenteur, de l'ampleur, de la gravité. Cela est vrai, et en même temps que j'admire l'instinct qui a averti notre écrivain qu'il fallait à un autre objet un autre style, j'admire aussi la souplesse de son talent, qui lui a fait rencontrer aussitôt le style qu'il fallait. Il l'a bien senti, la langue du moraliste n'est pas celle du publiciste : l'un se passionne, l'autre réfléchit ; c'est comme une eau précipitée et troublée, qui se ralentit et reflète dans son cours les arbres de la rive, les barques qui passent, les oiseaux et les nuages du ciel.

Est-il besoin de dire que même dans ces pages d'un moraliste on retrouve le journaliste que l'on connaît, armé d'une incroyable puissance d'ironie ? il a beau affecter le calme de la science, sa parole a un accent qui le trahit. Où l'on retrouve encore M. Paradol, c'est dans la nature de ce talent loyal, qui ne doit rien de son succès à des prestiges équivoques, et dont la légitime popularité est toute à l'honneur de la raison. Il ne manque jamais chez nous de gens d'esprit, mais il y a divers genres d'esprit ; l'un d'eux est le paradoxe. Voici une opinion universellement admise, j'en prends le contre-pied ; cela cause un scandale et mon nom court avec lui.

Mauvaise renommée, dites-vous. Peut-être, mais renommée que tout le monde n'a pas. D'ailleurs, elle n'est pas mauvaise partout. Soyez-en sûr, aussi absurde que soit une idée, il y a quelque part quelqu'un pour qui elle est faite : ils sont nés l'un pour l'autre, ils s'attendaient, ils se cherchaient, et quand ils se rencontrent ils se reconnaissent. Je ne serai donc pas seul, j'aurai des disciples, entendez-vous? Et puis, ceux-même qui me combattront commenceront, en guise de préface, par confesser que je remue les idées, que j'en ai de neuves, que je suis un penseur original, un homme fort. Avouez qu'il ne vous déplairait pas qu'on dît cela de vous. Une fois ma réputation établie, quoi que j'avance, j'aurai l'honneur d'être écouté, d'être discuté; je compte me permettre beaucoup de choses, je suis même décidé à avoir de temps en temps une idée raisonnable; mes amis me passeront cela, et je serai comblé de gloire par mes anciens adversaires, qui citeront mes paroles comme le plus éclatant témoignage qu'une vérité puisse recevoir. Ainsi va et prospère le paradoxe, que nous voyons depuis quelques années en pleine fleur.

Quand on considère cette destinée du paradoxe, on conçoit ce qu'elle doit exciter de tentations. Sait-on bien ce qu'il faut de courage pour y résister, pour renoncer à la fausse originalité des idées, au faux éclat du style et ne s'attacher qu'à la seule vérité ? C'est peut-être le même courage qu'il faut ailleurs pour préférer à la richesse subite du jeu la richesse qui vient par le travail et la probité. Malgré tout, ceux qui ont pris ce dernier parti n'ont pas mal choisi. La fortune acquise ainsi

dure; et que vaut la fortune qui ne dure pas autant que nous? Écrivains qui ambitionnez de jouir vite, prêts à vendre votre âme pour obtenir ce quart d'heure de vogue qu'on a toujours en France quand on veut et qu'on a quelque talent, jouez avec les idées, faites-les paraître et disparaître, exécutez vos tours surprenants de logique devant le public ébahi; on ne vous envie rien : on est bien avec sa conscience, et on attend votre public, qui vous quittera bientôt, parce que la raison ne se trouve bien que chez elle, et que l'esprit de l'homme, comme son oreille et son œil, ne se repose que dans le sentiment des rapports justes. En définitive, il n'y a que le bon sens de solide, et, comme on l'a dit heureusement, il n'y a que le bon sens qui soit amusant.

Je désire que M. Prevost-Paradol donne à notre jeunesse le goût de lire les moralistes, qu'il a si bien compris, et j'en vais dire le motif.

Nos moralistes des derniers siècles ont étudié l'homme universel, l'homme de tous les temps et de tous les pays; leur étude était philosophique; aujourd'hui on étudie de préférence l'homme variable des divers temps et des divers pays; l'étude est devenue historique. Je ne m'en plains pas; l'homme n'est pas une abstraction : il vit dans tel ou tel lieu, il vit dans telle ou telle époque, et inévitablement il s'empreint de la couleur des époques et des lieux où il vit, il est disposé à voir et à sentir d'une façon particulière; nos moralistes actuels, si habiles à saisir, à classer et à décrire ces dispositions, auront donc rendu de grands services à la science, car il n'est pas indifférent de savoir que la nature humaine a

des formes très-variées, de bien connaître ce qu'on appelle des civilisations, et, quand on étudie un individu, de distinguer nettement ce qu'il a emprunté de cette civilisation et ce qu'il a en propre; mais nos savants ont excédé quand ils ont regardé chaque forme de la nature humaine comme un produit fatal de la terre et du climat. Je vous rencontre ici, écrivains, mes chers confrères, qui donnez de l'éclat à cette erreur; laissez-moi vous chercher querelle, et permettez cette guerre à quelqu'un qui aime, vous le savez, votre personne et votre talent. Vous croyez que la connaissance philosophique de l'homme universel ne suffit pas, qu'il est nécessaire de l'observer en mouvement, comme l'histoire le montre, dans toute sa diversité, soit; mais reconnaissez, je vous prie, que cette diversité n'est pas, en définitive, aussi grande qu'on le dit, que dans tous les hommes il y a l'homme, c'est-à-dire un être libre; c'est là le caractère ineffaçable qui marque la limite entre les autres créatures et nous, et qui nous met hors de l'histoire naturelle. Vous aimez les faits; en voilà un, Dieu merci, qui rompt les analogies trompeuses. Le mal que font les animaux malfaisants, ce ne sont pas eux qui le font, c'est la nature; le mal que je fais, c'est moi qui le fais.

Mais quoi! comme si vous craigniez encore de nous comparer aux animaux, parce qu'ils ont une ombre d'indépendance, vous descendez plus bas, jusqu'aux plantes, esclaves du sol, du soleil, de l'air et de tous les éléments; vous avez créé une nouvelle variété de plantes qui s'appelle la plante-homme. Ah! cette fois je me

révolte, car enfin on a beau être modeste, on a sa dignité d'animal.

L'étude des moralistes, qui peut être particulièrement utile dans ce temps-ci, est utile dans tous les temps, parce qu'elle charme et fortifie. Elle charme, parce qu'elle nous entretient de nous, de nos passions, de nos plaisirs, de nos peines; elle fortifie, parce que, grâce à elle, nous voyons ces choses de plus loin et de plus haut, pour ainsi dire comme étrangères, et qu'au lieu d'en ressentir le coup, nous en suivons le cours dans l'univers. Depuis qu'il y a des hommes et qu'ils observent ce spectacle, il produit sur eux le même effet : nous ne pouvons considérer l'ordre de la nature sans qu'il nous pénètre, sa vie toujours égale sans que notre pouls batte moins vite, ses lois inflexibles sans concevoir l'inutilité de les combattre et la nécessité de nous résigner. Je ne dis pas que ce soit là le bonheur, non, ce n'est pas lui; mais, à son défaut, l'âme goûte encore quelque volupté dans cette contemplation sereine et mélancolique.

(Avril 1865.)

X

L'INTERVENTION EN ITALIE

Dieu me garde d'entrer dans la question romaine! mais, au point où elle est, elle est vraiment très-intéressante à considérer du dehors. Il y a eu, comme chacun sait, des pourparlers entre le gouvernement italien et le gouvernement romain ; ces pourparlers doivent être repris; on ne s'aime peut-être pas encore, mais on se voit. L'étonnement a été fort grand en France et dure encore. Quelque chose qui doive sortir de ces entretiens imprévus, et il serait imprudent de rien prédire, il est certain que le moment actuel est un moment d'épreuve pour ceux qui se sont occupés de la question et qui n'ont pas, comme le *Journal des Débats* l'a fait, renvoyé les parties à s'entendre de gré à gré ; tous les autres ont quelque sujet de désagrément dans ce qui arrive. Les hommes d'État qui ont pris la peine de régler les points d'une convention à intervenir entre le Pape et l'Italie pourront se réjouir si la convention se conclut, mais ce ne sera pas la leur, et, après avoir fait un si important person-

nage dans cette alliance, ils seront simplement invités à signer au contrat; ainsi ils auront réussi un peu différemment qu'ils ne l'avaient rêvé et se trouveront avoir été plus désintéressés qu'ils ne l'avaient voulu, en sorte que leur joie ne sera pas sans mélange. Les personnes qui, au contraire, n'acceptaient aucun accommodement, seront assez déconcertées : elles avaient posé la question abstraitement, logiquement, à la française, entre le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel, entre le dogme et la vie civile, entre la théocratie et la société moderne, entre la terre et le ciel ; c'était juste, en un sens, car c'est la question de l'avenir; mais ces personnes n'avaient pas vu que la question réelle, actuelle, est entre deux hommes vivants qui se nomment Pie IX et Victor-Emmanuel; elles avaient aussi oublié que Victor-Emmanuel et Pie IX sont Italiens.

Ce qui signifie qu'il y a là de la politique, c'est-à-dire quelque chose de difficile à comprendre pour nous. Si la France a eu des souverains et des ministres qui ont excellé dans la politique, on peut assurer que la nation en général, avec sa raison droite et impatiente, l'entend peu; même elle la considère peu, et elle a tort, car, en définitive, séparée de ce que l'ambition y ajoute d'odieux, la politique n'est que la prudence appliquée au maniement des hommes en société, la prudence que le moindre homme de mer consulte, l'art de gouverner avec les courants et les vents. Cet art, je le répète, est peu de notre goût; aussi c'est merveille comme nous savons gâter une situation !

Depuis quelques années seulement, en observant avec

quelle habileté les Italiens se sont conduits à travers tant d'obstacles, nous commençons à considérer beaucoup la politique et le peuple qui en est aussi capable; c'est pour l'immense majorité des Français une véritable découverte. Nous parlons, bien entendu, de l'esprit politique de la nation et non des héros, qui ne sont pas nés pour être sages, ni pour faire que les autres le soient. Les gens du nord regardent aisément les gens du midi comme des êtres passionnés et insensés, comme des enfants qui n'arriveront jamais à l'âge d'hommes. Des êtres passionnés, oui, mais moins insensés qu'on veut bien le croire: ce qui est souvent merveilleux dans ces natures, c'est la clairvoyance qu'elles gardent au plus fort de leur désir; une fois ce désir conçu, leur esprit prend sa plus grande netteté et sa plus grande pénétration, pour arriver à le satisfaire. Quelqu'un qui a connu M. de Villèle et qui le vit, dans une crise, très-irrité contre ses adversaires, l'entendit dire ce mot caractéristique: « Je leur ferai voir ce que c'est qu'un Gascon qui se possède » ; il tint parole, et comptez bien qu'il n'était pas une exception, que ces méridionaux, qui ont l'air d'être menés par une sorte de démon, se possèdent quand ils le veulent, et que cela est vrai surtout de l'Italie, qui est la terre des politiques. Le cœur ardent, la tête froide, on va loin avec cela : on est maître de tous ceux qui n'ont pas de passions ou qui se laissent conduire par elles. La force des politiques est de compter avec le temps ; les choses humaines ont un flux et un reflux qui couvre alternativement et découvre les mêmes rivages, et fait de lui-même, sans peine, ce que nous nous épuiserions vainement à faire. Les ma-

rins novices, quand leur embarcation est à sec, travaillent inutilement pour la mettre à l'eau ; les marins expérimentés se couchent au fond de la barque et attendent le flot. Attendre le flot, quelle science ! et comme on la sait dans de certains pays !

Mais il n'est pas même nécessaire de calculer si précisément. Ce monde est si changeant qu'il présente sans cesse un nouveau visage, et qu'un jour ou l'autre il présentera un visage favorable. A mesure que l'on vit, on est de plus en plus frappé de la bizarrerie, de la bigarrure des événements, du caprice qui les amène et les remmène, et compose la grande comédie de l'univers. Ainsi se forme cette sagesse déliée, qui sourit à la disgrâce parce qu'elle ne la regarde pas comme éternelle, et qui ne se désespère pas comme ceux qui ont cru naïvement que la fortune était honnête.

A la surprise que nous avait causée la tenue du peuple italien, il faut donc joindre maintenant le coup de politique qui vient de survenir. Puisqu'on nous réduit au rôle d'observateurs, au moins ne manquons pas d'observer ; nous apprendrons enfin ce qu'il n'aurait pas été inutile de connaître au commencement, les vrais instincts des puissances dont on a prétendu régler les destinées. Il n'est pas certain que l'Italie et que Rome se privent volontiers de la papauté. L'Italie a été autrefois la tête d'une monarchie universelle, et quand on a été cela, il est difficile de se réduire à n'être qu'une nation ; or, la papauté lui rend, sous une autre forme, cette monarchie universelle qu'elle n'a plus. Quant aux Romains, supposé même qu'ils n'eussent pas la foi, qu'ils me sem-

blent avoir, les plus bornés doivent concevoir que le Pape est leur plus belle antiquité et se rendre compte de ce qu'ils perdraient en le perdant. D'un autre côté, le Pape hors de Rome, quelque part qu'il soit, se sentira toujours en exil. C'est l'histoire qui a lié l'une à l'autre ces grandes existences. Il est vrai qu'à cette heure l'ancienne forme de leur union est devenue impossible ; mais si une union d'une autre espèce doit intervenir, qui ne voit que c'est l'ouvrage le plus délicat, que les mains des étrangers sont trop inexpérimentées et trop rudes pour y travailler utilement, et que c'est aux parties intéressées à essayer une situation nouvelle, à faire ce que nous faisons nous-mêmes tous les jours dans nos relations changeantes? On ne s'arrange bien que lorsqu'on est entre soi.

En attendant ce que l'avenir nous fera connaître, ce qui vient de se passer est déjà curieux et assez piquant. Je me rappelle avoir vu dans un jardin italien une invention tout à fait ingénieuse. Une balançoire tentait le promeneur ; quand il y était assis et suffisamment lancé pour ne pas en descendre à sa volonté, des jets d'eau partaient des deux côtés, qui l'arrosaient à chaque montée et à chaque descente ; il était confus, et ses compagnons ne manquaient jamais de se placer devant lui pour jouir de sa confusion ; mais tout à coup partaient d'autres jets d'eau qui arrosaient les railleurs, ce qui consolait beaucoup la victime ; alors, comme tout le monde était pris tout le monde, moitié moqueur, moitié moqué, finissait par rire des autres et de soi, et c'était, en vérité, ce qu'il

il y avait de plus sage. La question romaine a de ces plaisirs[1].

(Mai 1865.)

[1] Voilà bientôt vingt ans que nous sommes à Rome ; où en est la réconciliation entre l'Italie et la papauté ? Nous avons trop oublié, dans cette intervention en Italie, l'exemple de notre intervention en Espagne, en 1823 : à quel point notre présence surexcita les discordes, et l'incroyable apaisement qui se fit à notre départ, comme il paraît aujourd'hui se faire au Mexique. L'étranger, dans un pays divisé, est comme un corps étranger dans une plaie : il l'empêche de se fermer.

(Note de 1868.)

XI

MAHOMET ET LE CORAN

L'histoire de Mahomet[1] a été, de notre temps, complètement renouvelée par les travaux de MM. G. Weil, Caussin de Perceval, William Muir et A. Sprenger; on est remonté aux sources, on a consulté celles qui existaient, on en a découvert de nouvelles, et maintenant les origines de l'islamisme et la vie de son fondateur sont parfaitement connues. Le renouvellement dont nous venons de parler s'est opéré surtout dans les vingt ou vingt-deux dernières années; mais, pour être juste, il ne faut pas oublier que la première idée de recourir aux documents authentiques appartient à un Français, naturalisé plus tard en Angleterre, Jean Gagnier, dont le livre parut en 1732. MM. Muir et Sprenger ont étudié en pays mahométans; celui-ci a habité quinze ans dans les contrées musulmanes de l'Inde supérieure, fondant ou soutenant des écoles, créant un journal qui a beaucoup

[1] *Mahomet et le Coran*, précédé d'une Introduction sur les devoirs mutuels de la philosophie et de la religion, par M. Barthélemy Saint-Hilaire, membre de l'Institut. Un volume in-8. Didier.

réussi et en a suscité une douzaine d'autres également prospères, enfin amassant une énorme collection de manuscrits et de livres qui forment un inestimable trésor. M. Barthélemy Saint-Hilaire a pensé que le moment était venu de faire connaître au public français le Mahomet de l'histoire, et de le substituer au Mahomet de la fantaisie. Il continue dans ce volume ce qu'il a commencé dans son livre sur *le Bouddha et sa religion*[1], l'entreprise de nous familiariser avec les religions de l'Orient; c'est une veine très-heureuse ouverte à son érudition et à sa philosophie. Je laisse de côté pour aujourd'hui la préface, qui, par l'importance des questions qu'elle soulève, demande une étude à part, et ne m'occuperai que de Mahomet.

Le chapitre intitulé : *l'Arabie avant le mahométisme* expose les circonstances au milieu desquelles le mahométisme a paru, et ce qui préparait les esprits à le recevoir. Placez dans la presqu'île arabique de nombreuses tribus adonnées aux soins des troupeaux ou au commerce, perpétuellement en guerre. Chaque année des caravanes marchandes partent du sud pour la Syrie et la Mésopotamie; elles voyagent les armes à la main; forcées de s'éloigner du centre, qui est à peu près inaccessible, elles longent la mer, à l'ouest ou à l'est, surtout à l'ouest; elles y ont quelques stations importantes où elles trouvent de l'eau et renouvellent leurs provisions; par-dessus toutes les autres sont la Mecque et Yathrib, depuis Médine. La Mecque est autre chose encore qu'une station importante. Par une de ces conventions heureuses

[1] Un volume in-8°. Didier

qui se retrouvent souvent dans les pays en proie à la guerre, il s'était établi une trêve de quatre mois que l'on ne violait point sans sacrilége ; pendant cette trêve il se tenait des marchés où on venait de tous les points de l'Arabie ; Ocâzh, près de la Mecque, était un de ces marchés ; on y réglait ses différends, il y avait des concours de poésie où le prix était donné par toute l'assistance, et le vainqueur pouvait voir sa pièce de vers transcrite en lettres d'or sur les murs de la Caaba de la Mecque. Cette ville enfin était un lieu saint, de tous le plus vénéré : on attribuait la construction de la Caaba à Abraham lui-même ; la source de Zemzem était celle que l'ange Gabriel avait fait jaillir du sol pour désaltérer Ismaël et sa mère, prêts à mourir de soif : la pierre noire incrustée dans un des angles du temple, pour marquer le point de départ des tournées des pèlerins, avait été apportée des cieux par Gabriel. Le respect attaché au temple s'étendait à la vallée entière, qui formait une enceinte sacrée, le Haram. Du reste, si le lieu était consacré par une tradition commune, chaque tribu, en entrant dans le Haram, y apportait sa croyance particulière et y logeait ses dieux ; au temps de Mahomet il y en avait près de quatre cents, et, comme dit M. Sprenger, c'était une religion fédérative.

Par ces divers caractères, la Mecque était un endroit privilégié, marqué pour l'histoire future de l'Arabie. Un politique, Cossavy, avait compris cela. De tribu en tribu, la garde du temple avait passé à celle des Coraychites, à laquelle Cossavy appartenait. On n'avait pas osé bâtir dans le Haram, il y bâtit une ville, se fit con-

struire un palais où se tenait le conseil de la Confédération. Outre cette présidence du conseil, c'était lui qui remettait, dans l'occasion, le drapeau confédéré, qui répartissait les fonds de secours consentis pour les pèlerins, lui qui distribuait l'eau entre les habitants de la ville et conduisait les cérémonies religieuses ; enfin il possédait un droit qui s'étendait jusqu'aux limites de l'Arabie : il réglait le calendrier, il fixait l'époque de la trêve. Ce pouvoir considérable fut entre ses mains pendant près d'un demi-siècle. Ses dignités se divisèrent, mais elles restèrent dans sa famille jusqu'au grand-père et aux oncles de Mahomet. Ajoutons enfin qu'il s'était formé entre quelques-unes des principales familles coraychites une ligue du bien public, pour réprimer les violences exercées sur les faibles, ligue consacrée par le serment, et qui faisait reconnaître ses arrêts, dans l'absence d'une justice énergique.

On le comprend, pour qui devait jouer un rôle en Arabie il n'était pas indifférent d'être né à la Mecque et dans la famille des gardiens du Haram ; mais achevons. L'Arabie était divisée en plusieurs religions : elle comptait des juifs, des chrétiens, surtout des idolâtres; de tout temps il y avait eu quelques hommes qui, par delà le christianisme et le judaïsme, prétendaient se rattacher à la foi d'Abraham; ils s'appelaient Hanyfes, croyaient à un Dieu unique, à la volonté de qui est due une absolue soumission, ce que l'islam signifie; Abraham et Isaac, dans le mémorable sacrifice, étaient les modèles de cette soumission. Mahomet fut en rapports suivis avec quatre Coraychites qui avaient déserté le

culte des idoles pour chercher une vie meilleure, principalement avec Zeïd le poète, qui prêchait à ses compatriotes un culte et une morale plus purs, et dont les prédications ont passé dans le Coran.

Telles étaient les circonstances politiques et religieuses au milieu desquelles naquit Mahomet. De bonne heure orphelin, n'ayant jamais connu son père, privé de sa mère dans ses premières années, demeuré ainsi seul et pauvre, longtemps réduit à garder les troupeaux, puis associé à ses oncles dans leurs expéditions de commerce ou de guerre, chargé enfin de la conduite des caravanes, on le voit dans sa grave jeunesse, à la fois fort et doux, sobre, chaste, désintéressé, bienveillant, fidèle à sa parole, doué d'un jugement précoce ; sa fidélité le faisait appeler « l'homme sûr » et lui donnait un grand crédit dans la ligue que nous avons rappelée; son jugement faisait de lui un arbitre respecté. Toutes ces qualités le destinaient à une grande influence dans les actes civils et politiques de sa tribu; mais il avait quarante-deux ans, que le réformateur religieux n'avait pas encore percé. Il accomplissait les exercices de la religion selon la règle commune; pourtant ces exercices ne lui suffisaient pas :

« Chaque année il se retirait, comme les personnages les plus dévots de la Mecque, sur le mont Hira, pendant les mois de la trêve, et là, dans une grotte étroite, qui avait servi à bien d'autres ermites avant lui, il s'abandonnait à ses réflexions, peut-être même à ses extases, dans le silence le plus absolu et dans la tranquillité la plus profonde, sous un climat brûlant, au milieu d'une nature aride et desséchée par un soleil inaltérable. Il ne sortait de la solitude que pour

aller de temps à autre chercher dans sa maison les aliments indispensables, et il se hâtait de revenir à ses chères méditations. On conçoit quelles excitations ce régime de vie devait causer à une organisation telle que la sienne; il paraît qu'il eut dès lors ces inspirations ardentes d'où plus tard il tira le Coran. »

Un jour enfin la crise éclata; M. Barthélemy Saint-Hilaire raconte ce moment tragique où paraissent d'une manière saisissante la sombre ardeur du Prophète et la foi et la grâce de sa chère épouse Khadidja.

« Il semble bien constaté que c'est précisément dans un rêve que Mahomet crut avoir la première révélation de sa mission future. L'ange Gabriel lui apparut durant son sommeil, tenant et lui donnant un livre qu'il lui enjoignait de lire. Mahomet résista trois fois à cet ordre, et ce ne fut que pour éviter les violences de l'ange qu'il consentit enfin à lire ce qui lui était présenté. A son réveil, il sentit qu'un livre avait été écrit dans son cœur; c'est l'expression dont il se servait lui-même, si l'on en croit la tradition, pour rappeler cette apparition merveilleuse. Il en fut profondément troublé, et, après avoir raconté à Khadidja le rêve qu'il venait d'avoir, il retourna sur le mont Hira, livré au désespoir et à l'égarement. Il se croyait possédé des esprits malins, et il allait peut-être s'ôter la vie en se précipitant du haut d'un rocher, pour se délivrer du mal affreux qu'il redoutait, quand une voix descendue du ciel, et qu'il prit pour celle de l'ange, lui dit : « O Mahomet, tu es l'envoyé de Dieu et je suis « l'ange Gabriel. » Puis, levant les yeux, il vit l'ange sous une forme humaine et il put le suivre quelque temps du regard jusqu'à ce qu'il le perdît de vue à l'horizon. Cependant Khadidja, effrayée de sa longue absence, après l'agitation où elle l'avait laissé, avait envoyé des gens à sa recherche. On le découvrit bientôt, et, rentré près de sa femme, il lui fit part de sa vision nouvelle avec une émotion qu'il ne pouvait calmer. Khadidja le rassura de son mieux, et comme elle

ne pouvait mettre en doute la parfaite sincérité de son mari, qu'ell connaissait depuis de si longues années : « Dieu est mon appui, dit elle ; il ne permettra pas que tu aies le malheur d'être un poète auque personne ne doit avoir confiance, ni un possédé des Djinns. Tu di toujours la vérité ; tu ne manques jamais à ta parole ; nos parents l savent aussi bien que moi. Celui qui tient la vie de Khadidja entre se mains m'est témoin que tu seras le prophète de cette nation. Rassure-toi et bannis le trouble de tes esprits. »

Le mahométisme était fondé; il avait son premier disciple. A partir de là, Mahomet prêcha sa doctrine, et l Coran est le recueil de ses prédications. Elles furent d'abord secrètes, puis, quand elles transpirèrent, elles soulevèrent de violents orages : les Coraychites idolâtres, gardiens de la Caaba, résistaient de toutes leurs forces à ce nouveau culte, qui leur enlevait leurs honneurs, et ils auraient tué Mahomet s'il n'avait appartenu à leur ligue. Averti par cette inimitié, il usait de prudence, et s'adressait aux étrangers, aux marchands de Médine, rivaux de ceux de la Mecque, qui étaient moins surveillés dans leur patrie. Dans une entrevue avec douze de ces convertis, il leur fit prêter un serment resté célèbre dans l'histoire de l'islamisme, et qui fut renouvelé plus tard dans une réunion plus nombreuse; enfin il choisit douze apôtres pour préparer sa venue, fit émigrer par petites troupes les musulmans de la Mecque, et s'enfuit à Médine, comme on sait, en 622. Il y avait dix ans qu'il avait déclaré sa mission pour la première fois; il avait cinquante-deux ans à cette date. Il organisa le culte et unit les musulmans émigrés et les musulmans indigènes dans une même famille, pour prévenir de

dangereuses rivalités. La rivalité entre les idolâtres de la Mecque et les musulmans de Médine croissait; elle amena en 624 la bataille de Bedr, où l'ardeur des nouveaux croyants suppléa à leur petit nombre. Vainqueur dans cette bataille, qui fut gagnée par ses soldats pendant qu'il était en prières, il combattit intrépidement à la bataille d'Ohod, y fut défait et blessé, se releva de cet échec dans de nombreux assauts où il se montra grand général, et eut la joie de soumettre la Mecque et de la convertir.

Comment se conduisit-il dans ces temps violents? Les historiens hésitent sur le jugement qu'il faut porter de lui. Si, à la bataille de Bedr, il insulte les morts, dans cette scène de haine où, penché sur le puits qui contient leurs cadavres, il les appelle par leur nom, s'il ordonne aussi le meurtre de deux de ses ennemis personnels, il montrera souvent des instincts plus généreux : il arrêtera la colère d'Omar qui, après avoir été un idolâtre fanatique, était devenu un musulman fanatique; il rétractera le vœu qu'il avait fait de mutiler trente Coraychites comme un des siens avait été mutilé; il fera grâce à un misérable, envoyé pour l'assassiner, à la femme qui a essayé de l'empoisonner, au secrétaire infidèle qui a falsifié ses récitations, au poète qui a attaqué l'honneur de sa femme Ayesha, et à l'homme brutal qui a causé la mort d'une de ses filles; il défendra de déshonorer les cadavres, de tuer les femmes, les enfants, les serviteurs, et d'exterminer les vaincus, selon le droit en vigueur; il arrêtera la convoitise de bandes avides de pillage; enfin, malgré quelques actions cruelles, on le trouvera, pour

l'humanité, à une distance infinie au-dessus des peuples qu'il conduisait. Sa mort est belle : « Musulmans, dit-il,
» si j'ai frappé quelques-uns d'entre vous, me voici : qu'il
» me frappe à son tour. Si je l'ai blessé dans son hon-
» neur, qu'il me rende à cette heure injure pour injure. Si
» j'ai enlevé à quelqu'un ce qui lui appartenait, qu'il re-
» prenne son bien sur tout ce que je possède, et qu'il ne
» craigne pas d'irriter ainsi ma haine, car la haine n'a
» jamais été dans mon cœur. » Chacun gardant le silence, il répéta ce qu'il venait de dire, et comme un homme de la foule lui réclama une légère somme d'argent, jadis prêtée, il la lui fit restituer aussitôt, en ajoutant : « Il vaut mieux avoir à rougir dans ce monde-ci
» que dans l'autre. »

Quelle était donc la religion que Mahomet avait apportée? Une religion qui a ceci d'étrange, qu'elle est sans miracles et sans mystères. Sans miracles, en effet, si on ôte l'intervention de l'ange Gabriel, qui inspire le prophète; du reste, ce prophète n'a aucune puissance sur la nature; aucun signe merveilleux n'atteste sa mission. Non seulement il ne prétendait pas faire de miracles, mais il ne permit pas de croire qu'il en fût fait en son honneur. Ainsi, lorsqu'il perdit son fils Ibrahim, le seul enfant mâle qu'il eût, ce qui rendait cette perte encore plus cruelle, une éclipse de soleil étant survenue ce jour même, on voulut voir dans cette rencontre un signe du ciel ; il arrêta court cette interprétation : « Le soleil
» et la lune ne s'éclipsent ni pour la mort ni pour la
» naissance de qui que ce soit. Ce sont des merveilles
» divines par lesquelles Dieu manifeste sa puissance,

» afin qu'on le craigne. Quand vous voyez une éclipse, » mettez-vous en prière, et restez-y jusqu'à ce qu'elle » soit passée. »

La religion nouvelle n'avait pas davantage de mystères. Rien n'est plus simple : pour toute métaphysique, un Dieu unique, providence, la vie future, avec la séparation des bons et des méchants; pour toute morale, la résignation, la prière, la tempérance et l'aumône. C'est, comme on le voit, le judaïsme relevé par la croyance formelle à l'immortalité, un mélange de la Bible et de l'Évangile, comme dans l'esprit de Mahomet se confondait la vénération pour Abraham et pour Jésus. Tel est l'islamisme, ou plutôt telle est la matière de l'islamisme; l'âme est dans le Coran, dans la parole qui verse partout le torrent et la flamme. Mahomet a, comme le dit son historien, fondé une religion, un peuple et un empire; l'empire est tombé, il reste un peuple et une religion : le peuple arabe, qu'il a révélé à lui-même, et une religion de cent millions de fidèles, que nul effort ne paraît encore entamer.

M. Barthélemy Saint-Hilaire a réhabilité le mahométisme, non pas en le comparant au christianisme, mais en le comparant aux croyances et aux mœurs du temps où il parut; il parle aussi de Mahomet avec une grande admiration, sans s'abstenir de condamner sévèrement certains actes de sa vie. Ce qu'il met hors de doute, c'est sa sincérité. Il voit en lui un homme tourmenté par une maladie nerveuse, crédule aux songes et en proie à des hallucinations; puis, dans ce malade, il place un esprit de premier ordre, qui donne sa forme à ces songes et à ces hal-

lucinations par lesquels il s'exprime comme dans une langue extraordinaire. On se rappelle la scène étrange que nous avons rapportée : l'ange Gabriel déposant le Coran dans le cœur de Mahomet, qui se débat contre la peur des démons et déclare à Khadidja le tourment qui l'obsède; M. Barthélemy Saint-Hilaire en parle avec un juste sentiment :

« Dans l'état actuel du monde religieux où nous sommes, nous comprenons peu ces anxiétés et ces bouleversements des âmes en quête de nouvelles croyances. Parce que nous ne sentons plus ces tempêtes, nous nous les représentons mal dans les autres temps, où nous ne vivons que par l'histoire. Mais quand elles s'élèvent dans ces grands cœurs et dans ces puissants génies, l'aspect éclatant de la vérité qu'ils aperçoivent les éblouit et les transporte hors de toutes les voies de l'humanité. Le contact de l'infini, qu'ils ont un instant entrevu, les transfigure; ils ne se croient plus et on ne les croit plus des hommes comme les autres. De fait, il n'y a point là d'erreur ni surtout d'imposture. Ces chefs des humains diffèrent du vulgaire, ainsi que dans une armée le général diffère des soldats qui le suivent et lui obéissent. »

A ce jugement on reconnaît notre siècle, toute une philosophie, qui a pénétré dans l'homme plus avant qu'on ne l'avait fait, et a vu à l'origine des religions autre chose que des trompeurs et des dupes. Mais auparavant on était si loin des idées qui ont maintenant prévalu, l'origine des religions était si naturellement attribuée à l'imposture par leurs ennemis, et leurs amis avaient si bien cette accusation devant les yeux, que la préoccupation où l'on était des deux parts a donné naissance à la plus singulière méprise. Averroès, au dou-

zième siècle, avait écrit quelque part, dans son arabe : « les théologiens des trois religions, » entendant par là celles de Moïse, de Jésus-Christ et de Mahomet ; par un contre-sens, on traduisit « les bavards des trois religions, » et on lui attribua le mot des *trois imposteurs*. Désormais, ce fut le mot qui, pour les hérétiques, exprima le dernier fond de leur pensée, et le crime qu'on reprocha à tous ceux qu'on voulait perdre. Le mot devint un livre. « Vingt personnes, dit M. Renan [1], parmi lesquelles Averroës, Frédéric III, Boccace, Arétin, Servet, Giordano Bruno, Spinosa, Hobbes, Vanini, ont été successivement les auteurs de ce livre mystérieux que personne n'a jamais vu (je me trompe, Mersenne l'a vu, mais en arabe), qui n'a jamais existé. » Ce ne fut qu'au milieu du dix-huitième siècle que l'idée vint de remplir le titre du livre ; on ne fit rien que de misérable. Aujourd'hui, heureusement, on n'en est plus là.

Tout le temps qu'on étudie le mahométisme, on est frappé de ce singulier paradoxe d'une religion qui est, dans son ensemble, très-saine, et du triste état où sont réduites les nations qui l'ont adoptée. Comment résoudre cette contradiction ? On pourrait y arriver en réfléchissant qu'un seul vice dans une doctrine, comme dans une personne, est capable de corrompre plusieurs vertus, et que la doctrine elle-même devient funeste si elle s'empare si fortement des esprits, qu'elle y détruit l'homme pour ne plus laisser que le croyant. Ici le vice

[1] *Averroës et l'Averroïsme*, 2e édition, un volume in-8, Michel Lévy. — Voir aussi, sur les origines de l'islamisme, les *Etudes d'histoire religieuse*, un volume in-8, 6e édition, Michel Lévy.

particulier que nous avons en vue est la polygamie, le fatalisme peut-être ; le mal radical est le fatalisme ; arrêtons-nous à les considérer.

Je ne sais pas au juste quelle part il convient d'attribuer au fatalisme dans la décadence des peuples musulmans ; je ne sais pas bien non plus jusqu'où va ce fatalisme, car enfin il est difficile de le pousser jusqu'au bout et de le pratiquer à la lettre ; quelque disposés qu'ils soient à se remettre de tout sur la Providence, on voit tous les hommes faire les mêmes actions : ils sèment, ils labourent, ils bâtissent, ils éteignent les incendies, ils essaient de se guérir s'ils sont malades, ils se battent (les musulmans se sont assez bien battus); et des gens qui font ces choses ne sont pas des fatalistes absolus ou du moins des fatalistes bien conséquents. Nous avons vu des chrétiens, comme les jansénistes et les calvinistes, exagérer la doctrine de la grâce et de la prédestination, établir une sorte de fatalisme du salut, et pourtant il y a peu de partisans du libre arbitre qui aient travaillé à leur salut avec autant d'énergie, ce qui prouve que l'homme ne peut se passer d'agir, et que, lors même qu'il attend son sort des décrets de Dieu, il ne peut s'empêcher d'y mettre du sien, de travailler pour que ces décrets soient ce qu'il désire.

Le fatalisme ne cause donc pas autant de mal qu'il le devrait si les hommes étaient conséquents, et en Angleterre ou en France, chez des peuples très-agissants, l'islamisme le plus dur au libre arbitre n'aurait pas de graves dangers ; mais il resterait à examiner si les peuples qui ont adopté le mahométisme avaient en eux le ressort qui

est en nous, si la conscience de la liberté était aussi forte chez eux que chez nous, et si une religion qui affaiblissait ce ressort, qui allait dans le sens de leur instinct, au lieu de le corriger, ne risquait pas de leur être nuisible. Ramenée à cette mesure, l'influence de l'islamisme aurait sans doute sa part dans la décadence des peuples mahométans.

Quant à l'influence de la polygamie, on n'en est pas aux conjectures. Il n'y a pas une famille partout où il y a un père, une mère et des enfants ; il y faut quelque chose de plus : il faut que la femme soit femme, c'est-à-dire une compagne respectée, et non une favorite ou une esclave ; la famille, telle que la fait la polygamie, avec un maître qui ne connaît que son caprice et des enfants dont il sait à peine le nombre et le nom, n'est pas la famille, c'est un troupeau. Ce que la famille vraie suscite de force et de dévouement avorte dans la polygamie, et c'est une grande perte pour l'âme humaine, une grande perte aussi pour la société. L'effet naturel de la famille est que, partout où elle paraît, il se forme un centre qui vit de sa vie propre, il naît un monde. Sans doute ce petit monde n'est pas indépendant : il entre dans l'autre ; mais, en y entrant, il en reste distinct, et un Etat constitué ainsi n'est pas une communauté qui absorbe les individus, une armée ou un couvent, c'est la société civile, notre société. Il y avait beaucoup à apprendre, en fait de morale domestique, à des peuples qui tuaient les filles à leur naissance et même les enterraient toutes vives ; Mahomet interdit cette horrible coutume ; mais il n'interdit pas la polygamie, il se contenta

de la réduire, et, par malheur, dans ses dernières années, il l'autorisa de son exemple, jusqu'à l'abus, qu'il justifiait par une communication du ciel.

Par delà le fatalisme, plus ou moins logique, et la polygamie, plus ou moins étendue, le principe incomparablement le plus actif du mahométisme est le fanatisme des peuples qui l'ont adopté. M. Barthélemy Saint-Hilaire, qui ne le nie pas, ne paraît pas lui donner toute sa portée, et cite avec trop de complaisance les passages du Coran où la tolérance est recommandée. Oui, il y a des versets qui respirent la tolérance : « Ne faites point » violence aux hommes à cause de leur foi. » — « Obéis» sez à Dieu et à son prophète. Si vous êtes rebelles, son » ministère se borne à vous prêcher la vérité. » Il est même dit : « Combattez vos ennemis dans la guerre en» treprise pour la religion ; mais n'attaquez pas les pre» miers : Dieu hait les agresseurs. » Mais ce précepte ne rassure pas entièrement, car la question de savoir qui a attaqué le premier est aisément indécise, et, quelques lignes plus loin, on trouve cet autre précepte : « Com» battez vos ennemis jusqu'à ce que vous n'ayez plus à » craindre la tentation, et que le culte du Dieu unique » soit établi. » La nécessité d'échapper à la tentation peut mener bien loin, jusqu'à l'extermination de ceux qui vous tentent. La pensée dominante du Coran est que les infidèles qui résistent à être éclairés sont pervers, que Dieu les hait, ruine les empires qu'ils ont élevés sur la terre, et les attend dans une autre vie, où il se vengera en les précipitant dans le feu de l'enfer. « Le Seigneur » ne pardonnera point aux idolâtres. Il remet à son gré

» tous les autres crimes ; mais l'idolâtrie est le plus » grand des attentats. » — « Ceux qui blasphèment contre » l'islamisme recevront la peine de leur impiété. » — « L'orgueilleux qui s'écartera de l'islamisme, et qui re» niera la vérité, sera dévoué aux flammes éternelles. » Il nous semble qu'il est impossible d'attribuer à Dieu de tels sentiments sans que celui qui veut lui plaire les partage et commence à exécuter la justice qui doit s'achever plus tard. Comment aurait-il des scrupules d'humanité à l'égard d'un être qui n'est plus un homme et duquel il a été écrit : « L'incrédule qui refuse de croire » à l'islamisme est plus vil que la brute aux yeux de » l'Éternel. » Il y a donc une guerre qui est la guerre sainte, la guerre contre les infidèles, pour les convertir ou les punir, et Dieu, qui ne trompe pas, promet aux combattants le Paradis, avec ses jardins et ses fleurs et ses éternelles délices.

On voit clairement en quoi le mahométisme diffère ici du judaïsme et du christianisme. Les juifs n'ont pas l'idée du prosélytisme : ils sont le peuple de Dieu ; ils ne veulent pas communiquer ce privilége, ils ne naturalisent personne, ils sont une caste fermée, ils sont l'aristocratie du monde et n'ont que du mépris pour le reste des nations, qui sont les peuples des faux dieux ; quand ils rencontrent ces nations, ils ne songent qu'à les détruire. Les chrétiens ont un prosélytisme ardent : ils croient, eux aussi, être le peuple de Dieu, mais un peuple qui se recrute de toutes les nations de la terre et aspire à n'en faire qu'une seule nation. Pour accomplir ce dessein, les chrétiens ont un seul moyen, la parole,

qui éclaire les esprits et touche les cœurs; tel était du moins le premier christianisme et le vrai. Les mahométans, au contraire des juifs, ont le prosélytisme; au contraire des chrétiens, ils exercent ce prosélytisme par le fer et par le feu; ils sont les soldats de Dieu, soldats terribles, qu'on a vus à l'ouvrage.

Ce combat à outrance contre tout ce qui n'admet pas l'islamisme est le premier effet du fanatisme mahométan; un autre effet est la persécution intérieure contre la science indépendante. En général, on ne connaît guère les mahométans que par les Turcs, et cela est injuste, car il n'y a aucun rapport entre le génie grossier de ces derniers peuples et le fin génie des Arabes, qui sont bien aussi des mahométans. N'oublions pas que ces Arabes ont eu pendant quelque temps le dépôt des connaissances grecques et latines, perdues ailleurs, et l'ont transmis à l'Europe. Un jour le mouvement des esprits s'est arrêté; c'est le fanatisme mahométan qui a fait cela, ce qu'un autre fanatisme, celui de Philippe II, devait faire plus tard pour l'Espagne. M. Renan, dans son livre sur *Averroës et l'Averroïsme*, a raconté cette triste histoire. Sous Hakem, l'amour des belles études avait établi entre les chrétiens, les juifs et les musulmans une rare tolérance; mais lorsque Almansour eut usurpé l'autorité du fils d'Hakem, il jugea qu'il était politique d'accabler la mémoire de ce kalife et de s'appuyer sur les haines des imans et du peuple contre les savants; il fit rechercher les livres amassés par Hakem; on les brûla, on les enterra sous des décombres, on les jeta dans des puits et des citernes, au nombre, dit-on, de

quatre-vingt mille, ne gardant que les livres de théologie, de grammaire et de médecine. Il y eut, sous des kalifes moins barbares, un instant de repos, et on trouve, vers le milieu du douzième siècle, des philosophes en faveur à la cour; mais la disgrâce survint, et un autre Almansour, par un caprice contre la philosophie, ordonna une nouvelle destruction des livres savants, n'exceptant que la médecine, l'arithmétique et l'astronomie élémentaire. L'émir, dans son décret, déclare « que » Dieu a créé d'avance pour le feu de l'enfer les impies » qui osent dire que la raison seule peut nous donner » la vérité. » Les philosophes furent persécutés, obligés de cacher leurs études, jetés en prison, et même mis à mort, comme il arriva à tel philosophe de Séville.

Si de la science on passe à la vie, à la vie civile, on trouve que le fanatisme encore l'a étouffée dans un cercle de fer; car le Coran n'est pas seulement une religion, c'est aussi un code civil, non pas, comme le remarque M. Barthélemy Saint-Hilaire, que Mahomet l'ait voulu, mais parce que la foi des croyants y a cherché une règle de toute la vie privée et publique. Disons-le, il n'est bon nulle part que le droit civil s'appuie sur le dogme. Le dogme prend l'homme intérieur, dans ses rapports avec Dieu et l'éternité; le droit civil ne prend que l'homme extérieur, dans ses rapports passagers avec ses semblables; il arrive de là que le juste et l'injuste ne sont pas les mêmes pour ces deux autorités et que le dogme déclare criminelles un grand nombre d'actions indifférentes pour le droit civil. De plus, la foi est immuable et elle ne saurait se prêter aux changements iné-

vitables que le temps apporte dans les relations des citoyens. Le véritable arbitre du droit civil n'est pas un dogme rigide, c'est une raison flexible ; la France et le monde moderne l'entendent ainsi; aussi ils sont le monde moderne et la France. On conçoit de quelle conséquence est cette erreur pour la société mahométane : elle l'a immobilisée.

Impitoyable au dehors et au dedans pour tout ce qui n'est pas le Coran, le mahométisme s'est mis lui-même hors la civilisation. Un esprit civilisé est un esprit ouvert, à toutes les idées que la réflexion suggère ou qui viennent du dehors ; la prétention de posséder à un moment la perfection absolue, de savoir tout ce qui sera jamais su, de faire mieux toutes choses qu'on ne les fera jamais et de n'avoir rien à emprunter à personne, cette prétention juge celui qui l'a. Notez que ces deux éléments, le travail sur soi-même et les acquisitions étrangères, n'ont pas toujours été nécessaires au même point. Autrefois, un peuple qui s'isolait du reste n'était pas incivilisé pour cela, s'il avait une intelligence active : les Grecs auraient été séquestrés de l'univers, qu'ils avaient en eux-mêmes de quoi s'en passer, tant ils étaient une race vivante; mais aujourd'hui cela ne se pourrait plus : toutes les parties du monde sont dans une étroite communication ; si l'une se meut, il faut que les autres se meuvent; celles qui vont moins vite sont arriérées et celles qui ne remuent pas mourront, ou plutôt elles ne mourront pas, et bon gré mal gré il faudra qu'elles vivent. Concevez-vous, par exemple, sous ce règne de l'économie politique, un Lycurgue blanc, jaune

ou noir, qui interdise le commerce à son peuple et ressuscite à cet effet la fameuse monnaie de fer? Qu'a fait de la Chine la grande muraille où elle s'est enfermée? et que lui est-il arrivé quand elle a cru effrayer l'artillerie de la France et de l'Angleterre avec ses dragons de carton peint? Voyez chez les nations avancées l'émulation des armes et des vaisseaux, et le réveil de l'Italie, et le malaise de l'Espagne, et la crise terrible des États-Unis, et la Turquie qui ne dure que par artifice, et Rome agitée dans ses ruines, et la France qui ne peut s'asseoir! Comment ne pas reconnaître ici la force des idées modernes, un sang nouveau qui coule dans les veines de l'humanité et une vie plus jeune qui cherche son équilibre? C'est la civilisation.

Nous ignorons quelles épreuves elle réserve au mahométisme, mais dès maintenant on sait ce qu'il est : c'est un monde immobile et fermé. L'islamisme a été trop puissant : au lieu de pénétrer dans les populations pour y déposer un germe de vie, il les a fondues à son souffle ardent en un dur métal qu'il a frappé de son empreinte ; c'est une médaille admirable, mais c'est une médaille, et je connais quelque chose de supérieur : la plante vivante, qui charme l'homme de ses fleurs et de ses feuilles et le nourrit de ses fruits.

L'histoire du mahométisme peut nous avertir. Il y a un grand prestige dans le spectacle d'une religion qui commande en même temps à la croyance, à la science, à la morale et à la politique, enfin à tout l'homme, qui discipline la société comme l'individu et fait régner partout l'unité; une si belle logique captive notre rai-

son. Les religions ont facilement, on le sait, des ambitions pareilles; car, comme elles croient qu'il n'y a pas d'ordre en dehors de leur principe, elles sont portées à croire que rien ne doit échapper à ce principe; celles même qui, en naissant, paraissent être des doctrines tout intérieures et n'affecter que le gouvernement des âmes, passent aisément au-delà. Le christianisme n'était d'abord qu'une règle spirituelle; le catholicisme a entendu prendre les âmes et les corps, et il a presque réussi au moyen-âge; lorsque le protestantisme, à son tour, a acquis un peu de force, il a montré la même prétention, et on a vu Calvin gouverner Genève, comme le catholicisme avait essayé de gouverner l'univers. La civilisation a brisé tous ces empires, sans détruire l'instinct qui tend à les réformer : s'il y a un catholicisme qui accepte l'idée moderne, l'absolue séparation de la foi et de la loi, et l'absolue liberté de la science, il y a aussi un autre catholicisme qui se repaît de l'illusion qu'il pourra restaurer un régime parfaitement fini; il se trahit de temps à autre par d'étranges saillies. On comprend par l'exemple de l'islamisme ce qui arriverait s'il devenait le maître : le monde se glacerait entre ses mains.

Terminons en remerciant M. Barthélemy Saint-Hilaire d'avoir éclairé d'un jour si vif cette imposante figure du prophète arabe, d'avoir étudié si profondément un des plus grands hommes qui aient paru, et de nous avoir encouragés par son exemple à de semblables entreprises. Quand on cherche à s'expliquer les principales révolutions politiques, religieuses, philosophiques, révo-

lutions de tout ordre que l'histoire rapporte, on trouve d'abord un peuple, c'est-à-dire une certaine nature d'esprits, puis un mouvement qui le travaille, presque toujours enfin une âme dans laquelle cette nature et ce mouvement se rencontrent avec plus de puissance que dans les autres, et où ce peuple se reconnaît. Celui qui n'a pas vu que ces âmes sont grandes ne sait rien d'elles ; mais s'il l'a vu, il ne sait pas tout : il lui reste à y pénétrer aussi avant que possible, à chercher par quoi elles excellent. C'est une des plus belles recherches qu'on puisse se proposer, car elle nous met dans la plus haute société de ce monde ; et elle n'est pas chimérique, car si grands que soient ces hommes, ils sont des hommes. Lors donc que nous parlons de leur raison, de leur imagination, de leur sentiment, nous entendons ce que ces mots veulent dire ; ils ont des facultés plus énergiques que les nôtres, mais ce sont nos facultés ; ils ont la vue plus perçante que nous, mais ils voient avec nos yeux. L'étude des grands hommes n'est, au vrai, qu'une étude de l'homme en grand : ce qui est imperceptible chez les médiocres éclate ici ; ainsi dans un orage il n'y a pas un élément de plus que dans la nature tranquille ; ce qu'il y a de plus, c'est l'éclair et la foudre. Ne nous laissons pas détourner de cette étude par une timidité mal placée, parce que nous craindrions d'être trop petits pour embrasser de si vastes objets ; soyons humbles pour nous tant que nous voudrons, ne soyons pas humbles pour la science humaine. Lorsque, dans le roman de Voltaire, dans son *Micromégas*, le nain de Saturne se trouve devant le géant de Sirius, il n'affecte pas la taille de ce

géant, mais il croit aux mathématiques, et s'en sert pour le mesurer; nous, de même, quand nous sommes en présence d'un génie, sachons bien que nous ne sommes pas ses égaux, sachons bien aussi que la science humaine a les moyens de calculer ces grandeurs, par la philosophie, le goût et l'histoire, qui sont ses mesures. Ceux qui nous interdisent absolument de tels objets sont très-durs pour les pauvres mortels, et j'aime encore mieux les bouddhistes, qui prétendent que le grand homme se reconnaît à trente-deux signes particuliers et quatre-vingts signes accessoires; ils ne nous ôtent pas du moins l'espérance, et, quoiqu'il ne soit pas facile de constater ces cent douze caractères, secondaires ou essentiels, dans un individu, pourvu qu'on travaille beaucoup et qu'on vive longtemps, on peut encore se flatter de l'idée qu'on est sur le chemin. Du reste, je crois peu qu'on réussisse à nous empêcher d'étudier les grands hommes; nous continuerons probablement de croire que si nous connaissons leurs paroles, leurs écrits et leurs actes, ce qui était avant eux, ce qui a été après eux, ce que le temps a fait de ce qu'ils ont fait, il n'est pas impossible de se former une idée approchante de leur génie. Je crois aussi que ces recherches continueront d'être profitables à ceux qui auront le courage de les entreprendre. L'étonnement que la grandeur excite en nous nous a été donné pour enflammer nos esprits du désir de la connaître et pour élever nos cœurs; elle ne nous a pas été donnée assurément pour nous plonger à perpétuité dans une stupeur sans mouvement et sans pensée; on dira ce qu'on voudra, il y a, Dieu merci, encore quelque diffé-

rence entre le respect et la superstition, entre la religion et le fétichisme, entre l'admiration et l'hébétement.

(Juillet 1865.)

XII

RAPPORT

SUR L'ÉTAT ACTUEL DE L'ENSEIGNEMENT SPÉCIAL ET DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

EN BELGIQUE, EN ALLEMAGNE ET EN SUISSE[1]

Il avait été promis que la France serait pourvue d'un vaste enseignement professionnel; une loi a été voté sur ce qu'on a appelé l'enseignement secondaire spécial; ce n'était pas ce qu'on attendait, et les esprits ne s'étaient pas émus pour cela. En définitive, sauf la permission accordée aux colléges municipaux qui y verraient leur intérêt d'abandonner l'instruction classique pour une instruction moins haute, on n'a rien fait de nouveau : l'enseignement qu'on a créé existait déjà d'une existence quelconque; on a décrété qu'il vivrait, ce qu

[1] *Rapport sur l'état actuel de l'enseignement spécial et de l'enseignement primaire en Belgique, en Allemagne et en Suisse*, par M. Baudouin, inspecteur général de l'instruction primaire. Un volume in-4°; Paris, 1865. Imprimerie impériale.

ne suffit peut-être pas pour qu'il vive réellement, et on l'a doté d'un programme, ce qui ne grèvera pas le budget. L'opinion demandait la fondation d'un enseignement populaire, préparant à peu de frais la classe ouvrière aux professions de l'agriculture, du commerce et de l'industrie; l'école primaire lui paraissait insuffisante, et elle désirait, sous un autre nom, quelque chose comme les écoles primaires supérieures, reconnues par la loi de 1833, comme l'École Turgot, actuellement en vigueur. Le législateur a bien senti ce désir, il a senti aussi qu'il ne le contentait pas; il a bien vu que l'enseignement annexé aux lycées laissait toute une population en dehors, justement celle qui s'agite pour arriver; aussi on a mis dans la loi un article (article 9), qui permet aux écoles primaires libres d'élever leur enseignement par l'introduction du dessin d'ornement et d'imitation, des langues vivantes étrangères, de la tenue des livres et des éléments de géométrie. Ainsi on engage les autres à faire ce qu'on regarde comme nécessaire et qu'on ne fait pas soi-même. Cela nous semble doublement regrettable. Nous somme fâché que l'État se désintéresse de l'enseignement populaire, qu'il n'ose pas faire quelques sacrifices, dont il serait bientôt récompensé par le développement de l'agriculture, du commerce et de l'industrie française, car, pour parler le langage du budget, sans oublier l'honneur national, qui est aussi en cause, il nous semble que l'instruction est un excellent placement. Nous ne sommes pas non plus sans inquiétude quand nous nous demandons qui occupera la place que l'Etat laisse vide; s'il ne se trouvera pas des maîtres qui,

attentifs à offrir aux familles ce qu'elles veulent, une préparation directe aux professions, donneront aux enfants, grâce à cette faveur, des idées et des sentiments qui ne sont pas les nôtres ni ceux de notre société et créeront des influences dont on sera embarrassé plus tard. Pour qui réfléchit, il y a là un sujet de sérieuses réflexions.

Après de telles considérations, nous sommes peu jaloux de disputer sur le nom que l'enseignement actuel a pu recevoir; bornons-nous à dire qu'il ne nous paraît pas heureux. La loi l'appelle enseignement secondaire spécial; le mot a plu à la Commission, parce qu'il est vague; nous aussi, nous reconnaissons qu'il est vague, sans être aussi assuré que ce soit un mérite. La Commission a rejeté le mot *professionnel*, parce que l'enseignement qu'elle propose renferme des connaissances générales utiles à plusieurs professions, et ne tend pas à une seule, comme le font les Écoles des Arts-et-Métiers, de Commerce, des Beaux-Arts, etc. Soit; mais parce qu'un enseignement est général, ce n'est pas une raison pour l'appeler spécial, justement du même nom que les écoles spéciales, où il ne mène point. Et puisque aucun nom n'est excellent, le meilleur est celui qui se comprend le mieux; or le mot « professionnel » est dans ce cas : le premier venu qui le prononce ou devant qui on le prononce sait de quoi il s'agit; il n'est personne qui ne distingue tout de suite l'enseignement classique, qui est destiné surtout à orner l'esprit, de l'enseignement professionnel, qui vise à une profession.

Laissant ces querelles pour revenir à la loi même,

nous croyons donc qu'elle ne satisfera pas l'opinion : ce ne peut être ni le dernier mot de la société, ni le terme de l'ambition du ministre de l'instruction publique, qui ne se contente pas si aisément, mais qui n'est pas maître du budget. Quelque avis qu'on ait sur quelques-unes de ses idées, on ne saurait dire combien il est dû de respect et de sympathie à cette ardente passion du bien, qui, au commencement, a étonné notre génération très-positive et a fini par gagner ceux qui avaient souri d'abord.

M. Jules Simon, dans son discours au Corps législatif, a jugé nettement la loi sur l'enseignement secondaire spécial : « La loi une fois votée, l'enseignement professionnel restera tout entier à créer. » C'est cela même. Il est probable qu'on aura le loisir de se préparer à cette discussion future, car en France nous mettons le temps aux choses, et il n'y a guère qu'une trentaine d'années que le livre de M. Saint-Marc Girardin sur l'instruction intermédiaire dans le midi de l'Allemagne a paru, et que la question de cette sorte d'enseignement a été ouverte. Donc, d'ici à une trentaine d'années, quand la discussion viendra, nous pensons qu'on devra lire le Rapport de M. Baudouin, qui est excellent, qui est même, on peut le dire, un Rapport modèle[1]. Les faits sont exposés avec une netteté irréprochable, et l'auteur a multiplié les

[1] Voir, dans la *Revue des Deux-Mondes* du 1er juillet 1865, l'excellent article de M. Louis Reybaud sur les travaux suivants : 1° *Rapport à M. le préfet de la Seine*, par M. Marguerin, directeur de l'École Turgot, et M. Motheré, professeur à l'École militaire de Saint-Cyr, 1 vol. in-4°. — 2° *Enquête sur l'enseignement professionnel*, Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, 1 vol. in-4°.

moyens de les rendre clairs au lecteur. Les jugements sont extrêmement sobres : au lieu de promener quelque idée fixe en Belgique, en Allemagne et en Suisse, et de tout juger par cette idée, M. Baudouin s'est proposé de comprendre ce qu'il voyait, pour nous le rapporter ensuite ; il a pensé seulement qu'on ne comprenait bien aucune institution, si on n'en pénétrait pas l'esprit, et il s'est attaché à nous le montrer ; il a réservé pour la fin les conclusions qu'il a tirées de ses études, ce qu'il croit que la France emprunterait avec avantage aux peuples qu'il a visités. Le style du Rapport est partout simple et ferme; on y sent une secrète émotion lorsque l'écrivain observe les progrès qui ont été accomplis ailleurs dans l'instruction populaire, et qu'il les souhaite à son pays.

M. Baudouin se sert des cartes teintées de teintes plus ou moins foncées, pour marquer le degré d'instruction qui se rencontre en différents lieux. On sait que ce procédé a été déjà appliqué aux départements de la France; l'auteur l'emprunte en le perfectionnant d'une manière remarquable, de sorte qu'au lieu d'une comparaison vague, on a une comparaison précise. Où il a innové avec un grand bonheur, c'est dans la création d'un procédé graphique pour représenter la proportion des divers enseignements dans une classe ou dans une école : il divise une page en un certain nombre de lignes ; l'intervalle entre deux lignes représente une heure par semaine ; il colore d'une certaine couleur un ou plusieurs de ces intervalles, et applique sur cette couleur le nom d'un certain enseignement ; cela signifie que cet enseignement

occupe une ou plusieurs heures de la semaine; au-dessous il marque d'autres couleurs d'autres enseignements, et ainsi on embrasse d'un coup-d'œil la durée relative des divers exercices dans une même classe. Maintenant supposez deux, trois, quatre ou cinq classes, etc.; il n'y aura qu'à les mettre en autant de colonnes, en regard, sur la même page, et en voyant l'échelle d'une même couleur monter ou descendre, on verra tout de suite le plus ou moins de temps que chaque exercice prend dans toutes les classes de l'école.

L'auteur du Rapport ne s'est pas borné à recueillir des programmes : il a vu et il nous montre comment ces programmes sont appliqués; quand il rencontre dans un enseignement quelque habitude qui s'éloigne des nôtres, il nous fait assister à la classe même avec lui. Il a raison, rien n'est important que les derniers détails ; il en est de la circulation de l'instruction dans un pays comme de la circulation du sang dans notre corps : les gros vaisseaux le laissent passer ; il ne se revivifie que dans les plus petites cellules des poumons et ne nourrit les organes que dans les plus petites branches des artères et des veines.

Le résumé de toute l'enquête à laquelle M. Baudouin s'est livré pendant plusieurs mois est que, pour l'enseignement primaire et l'enseignement professionnel, nous avons bien des efforts à faire avant d'atteindre l'Allemagne, surtout l'Allemagne du nord, dont l'auteur parle ainsi :

« La nation allemande, fière de ses nombreuses écoles, les montre avec une maternelle complaisance. Nulle part, en effet, l'instruction

n'est répandue avec autant de profusion, donnée avec autant de désintéressement, et dirigée avec autant de soin. Le plus petit bourg a son école primaire; la plus petite ville son gymnase, ses écoles, bourgeoise et réelle, parfaitement organisés, dotés et surveillés. En Allemagne, tout le monde s'intéresse à la jeunesse : les plus hauts personnages et les plus grandes dames lui consacrent leur temps, leur fortune, leur expérience; les meilleurs écrivains rédigent des livres pour les petits enfants; les poètes ont composé, pour les leçons de gymnastique et de chant, des pièces que les plus illustres compositeurs n'ont pas dédaigné de mettre en musique. Le peuple allemand tout entier paraît convaincu que s'occuper de l'instruction de la jeunesse, c'est remplir un devoir personnel et travailler à l'avenir du pays. Chacun se fait volontiers instituteur du peuple et contribue pour sa part au progrès de l'instruction générale. »

M. Baudouin a donné plusieurs tableaux teintés pour représenter l'état de l'instruction populaire en Autriche; dans ces tableaux, les teintes foncées marquent le meilleur état de l'instruction, et les plus claires le plus mauvais état; or il est curieux de voir la couleur se dégrader, de province en province, à mesure que l'on s'éloigne de l'Allemagne; cela en dit plus que de longs discours. Lorsque, après avoir visité ces pays d'Allemagne et de Suisse, florissants d'instruction, on rentre chez soi, on est modeste et un peu attristé; on éprouverait une profonde douleur si on ne savait combien notre pays va vite dès qu'il se met en chemin. M. Baudouin n'est ni plus humble ni plus fier qu'il ne faut, et il termine son travail par cette juste profession :

« Quant à moi, j'estime que je n'aurai perdu ni mon temps, ni ma peine, si je contribue, même pour ma faible part, à détruire ces idées de supériorité universelle que notre amour-propre natio-

nal se plaît à nourrir secrètement, à inspirer le désir de reprendre en instruction le premier rang qu'en toutes choses nous sommes depuis longtemps habitués à ne laisser occuper par personne, et à faciliter une transformation scolaire que le progrès moderne appelle et que les conditions nouvelles de la société rendent désormais urgente, indispensable. »

Je ne puis résister à dire un sentiment que j'ai eu tout le temps que j'ai lu le raport de M. Baudouin sur l'enseignement primaire de l'Allemagne et de la Suisse. J'envie à ces pays leurs nombreuses écoles et leurs nombreux écoliers; mais il y a une chose que je leur envie encore, et qui me touche tout à fait, c'est ce qu'il y a d'aimable dans leur enseignement; et qu'on voudrait transporter dans le nôtre; j'en donnerai plusieurs exemples.

En voyant les classes allemandes coupées toutes les heures ou tous les trois quarts d'heure par des récréations, on a honte de notre barbarie, qui renferme des enfants dans une classe trois heures de suite, trois heures le matin, trois heures le soir, à un âge qui est ivre de mouvement; et on ne comprend pas qu'on ait pris, pour les soumettre à ce régime, précisément les enfants français, qui sont les plus pétulants de la création. Je sais ce qu'on répond : « Les enfants ne font pas pendant » tout ce temps la même chose; les études varient, et » l'une repose de l'autre. » Vous croyez? Ainsi, quand vous étiez au collége, déjà grands, les classes de deux heures n'étaient pas tout ce que vous pouviez supporter, et vous auriez accepté qu'on y ajoutât une heure, pourvu qu'on y ajoutât un autre travail! Notez que dans

les écoles primaires cette variété d'exercices dont on parle est souvent en effet très-marquée, et qu'il y a des classes où l'on varie du catéchisme à l'arithmétique ou à la grammaire. Décidons-nous, je vous prie, à multiplier les récréations[1] et cessons de les regarder comme du temps perdu : quelques instants de relâche, qui rafraîchissent les corps et les esprits, sont du temps gagné.

Une fois la durée de la classe ainsi coupée, il reste à l'employer ; les Allemands l'emploient à des exercices bien plus divers que les nôtres. On le sait, l'enseignement de nos écoles primaires se compose d'une partie obligatoire et d'une partie facultative ; la partie obligatoire comprend l'instruction morale et religieuse, la lecture, l'écriture, les éléments de la langue française, le calcul et le système légal des poids et mesures ; la partie facultative, pour laquelle il faut une autorisation du Conseil départemental, comprend l'arithmétique appliquée aux opérations pratiques, les éléments d'histoire et de géographie, des notions des sciences physiques et d'histoire naturelle applicables aux usages de la vie, des instructions élémentaires sur l'agriculture, l'industrie et l'hygiène, l'arpentage, le nivellement, le dessin linéaire, le chant et la gymnastique. On peut assurer que l'enseignement de presque toutes les écoles primaires de la France est réduit à la partie obligatoire ; dans quelques-unes seulement, surtout dans les écoles des villes, il s'est introduit quelques branches de l'enseignement facultatif, le chant, de l'arithmétique appliquée, de la

[1] Voir, plus loin, mon article de septembre 1866.

géographie et de l'histoire. Nous n'avons pas besoin de recommander le chant, qui jouit de la faveur populaire; mais on admettra que l'arithmétique appliquée, n'est inutile nulle part, et que ni l'histoire de France, ni la géographie de la France, avec quelque idée des principales divisions du monde, des grandes mers, des grandes chaînes de montagnes et des grands cours d'eau, n'est une science superflue. S'il y a encore des personnes qui regardent le dessin comme un objet de luxe, il y en a d'autres, et tous les jours en plus grand nombre, qui ne le disent plus; le dessin paraît enfin ce qu'il est réellement, un exercice de première nécessité, et M. Michel Chevalier, dans une séance récente du Sénat, a justement demandé qu'au lieu de n'être enseigné dans aucune école, il le fût dans toutes nécessairement. Pour prendre ensemble le reste de l'enseignement facultatif, songez à tout ce qu'il peut fournir, en passant, d'instructions précieuses, faciles et agréables, et d'opérations où on se porterait avec une vive ardeur. Le nouveau projet de loi sur l'enseignement primaire rend l'enseignement de l'histoire et de la géographie obligatoire; c'est un premier pas, que d'autres suivront certainement. Comme je suis assuré que les enfants des écoles primaires ne liront pas le *Journal des Débats*, je dirai ce que je pense de l'enseignement qui est donné dans ces écoles : il est abstrait, il est monotone, il est ennuyeux. Il s'étale dans l'analyse logique. Les esprits qu'il forme excellent à manier cet instrument puissant : ils décomposent un discours avec justesse, déterminent exactement la nature de chaque mot et les rapports que

ces mots ont les uns avec les autres; mais c'est à perpétuité le même instrument et le même jeu; le mécanisme est admirable; ce serait au mieux si ceux qui s'en servent ne devenaient pas machines à leur tour. Qui nous délivrera de la scolastique?

Quand on aura coupé et varié les classes, il restera à les animer, à faire agir les élèves. J'entends les faire agir de toute leur personne, de leur corps et de leur intelligence. De leur corps, cela se peut quand on s'y prête. L'enfance est toujours en mouvement; nous nous fâchons contre cette activité, les Allemands en profitent: ils ont mis entre les mains de leurs petits écoliers des cubes, des rectangles, des bandes de diverses couleurs, avec quoi ils composent une multitude de figures extrêmement variées, quelques-unes charmantes, que M. Baudouin a données dans son Rapport. Quand les enfants sont plus âgés, le nivellement, l'arpentage, le dessin remplaceraient ces occupations enfantines. Enfin, quand même les exercices seraient de pure intelligence, il serait assurément possible de mettre l'intelligence en action plus qu'on ne le fait dans nos écoles où le maître seul agit. Il s'épuise pour faire taire les élèves; que ne prend-il la même peine pour les faire parler? Que de maîtres on étonnerait chez nous, et à bien des étages, si on leur disait que la meilleure discipline est d'intéresser les élèves, et que les élèves ne s'intéressent longtemps qu'à ce qu'ils font eux-mêmes? Au lieu de cette parole qui tombe monotone sur des enfants distraits, quel bon et vrai principe de rendre les écoliers actifs, de les associer tellement à la classe que ce soit eux, pour ainsi dire, qui la

fassent! Quel mouvement alors! quelle ardeur! quelle émulation! et comment est-il possible de tuer tout cela, de le tuer si bien que nos enfants si ouverts, après nous avoir fatigués de leur curiosité, finissent par n'être plus désireux de rien savoir? Était-ce donc là le but des études? Je voudrais transcrire ici plusieurs conversations entre maître et élève, que M. Baudouin a reproduites et qui rappellent l'aimable méthode de Socrate; peut-être donneraient-elles l'idée ou le goût de les imiter; mais que demandé-je? et que regretter dans un enseignement comme le nôtre, qui ne compromet pas une minute la majesté de l'instituteur français ni l'ordre public? En fait d'enseignement, comme de plusieurs autres choses, nous sommes habitués à entendre le mot que l'on sait de l'officier instructeur à sa troupe : « Le plus beau mouvement du soldat, c'est le repos. »

On voit quelle réforme nous désirerions qui fût introduite dans nos écoles, à l'imitation des pays dont M. Baudouin nous a entretenus : nous voudrions couper, varier, vivifier les classes. Pour tout dire, en un mot, l'idéal de l'enseignement français est le régiment, avec la sainte discipline et les esprits en uniforme; l'idéal de l'enseignement allemand, c'est la famille. De là une méthode libre et familière, qui se plie aux mouvements de ces jeunes âmes, les place en pleine nature, leur fait voir les choses, leur donne l'envie de s'en approcher pour les connaître, et les invite à marcher en les soutenant légèrement. Mais que de soins il faut prendre pour enseigner ainsi! Il est bien plus commode de s'en tenir à la routine, qui va toute seule, cette bonne routine. De-

puis qu'il y a des Français, c'est elle qui les élève, et il est à croire que de sitôt elle ne perdra pas le privilége de les élever.

Ce n'est pas une raison pour qu'on la respecte, et il faudra bien qu'elle disparaisse à la fin. Il y a eu un temps, et il a été long, où les petits enfants étaient enfermés dans des maillots qui comprimaient leurs membres et les empêchaient de se mouvoir et et de se fortifier ; cette coutume a enfin cessé, et pour cela il n'a pas fallu moins que l'éloquence d'un homme de génie, de J.-J. Rousseau. Il a emporté avec lui son éloquence, mais les âmes les plus humbles peuvent avoir la même sympathie qu'il a eue pour de pauvres créatures que l'on tourmente gratuitement, et il est difficile de ne pas l'avoir lorsque, entrant dans une école, on voit des enfants immobiles pendant de longues heures sur des études sans attrait. On commence enfin à s'émouvoir en leur faveur; parmi ceux qui agitent les réformes, on commence à penser qu'il est mal de gâter cet heureux âge par des barbaries inutiles, comme s'il n'y avait pas assez des chagrins que la vie ne manquera pas de leur apporter ! on se met enfin à défendre cette nation des enfants, qui ne peut pas se défendre elle-même. Que la politique se rassure, elle ne déroge pas en s'occupant de cela. Quand elle a fait les grandes choses auxquelles elle se plaît, il lui reste à faire quelque chose d'aussi grand, ce que l'humanité inspire : compatir à ceux qui souffrent; ce que l'honneur exige : protéger les faibles; ce que le christianisme recommande sans cesse : aimer les petits.

Mais, hélas! cette espérance d'une réforme si belle dans l'instruction n'est peut-être que l'illusion d'un homme qui rêve en écrivant. Comment ne rêverait-il pas? s'il est vrai que la vie intellectuelle n'est pas tout pour tout le monde, et qu'il y a place pour bien des songes dans une existence sans action. Travailleur solitaire, en tête-à-tête avec lui-même, devant ce papier qui lui montre ses fautes et qu'il rature impatiemment, toujours mécontent de ce qu'il a écrit, trop sincère pour qu'un peu de réputation le contente, jetant ses idées comme les graines au vent, sans savoir où elles tomberont, sur la terre ou sur la pierre, ni si elles lèveront; aux prises avec un public invisible, il voudrait voir ce public; plutôt que ces auditeurs auxquels il a peu à apprendre, il choisirait les esprits les plus simples, qui sont les plus avides; il choisirait les vérités les plus simples, qui sont les plus solides; il voudrait se sentir pénétrer dans ces esprits, y éveiller l'intelligence et la lire dans les yeux d'un enfant.

(Août 1865.)

XIII

DE L'ABUS DES CONCOURS

On nous permet de nous préoccuper de l'instruction publique, par une ancienne habitude et un souci de bon citoyen, qui se dit combien cette question est importante; on sait aussi que nous ne sommes pas suspect de mauvais vouloir envers l'administration actuelle ; nous pouvons donc sans crainte indiquer ce qui chez elle nous inspire quelque inquiétude, une disposition à la fois honorable et périlleuse, l'imagination dans le bien. Ainsi en ce moment elle s'est éprise du concours et désirerait l'appliquer partout, ce qui est trop. Voici, en effet, son idéal en partie réalisé, en partie espéré. Dans l'instruction primaire, concours cantonal entre les élèves des écoles communales, concours d'arrondissement entre les lauréats des cantons, concours de département entre les lauréats des arrondissements. On ne parle pas encore d'un concours général entre les lauréats des départements. Dans l'instruction secondaire, concours entre les lycées d'une même académie, concours entre les lycées de tous les départements, concours entre les

lycées de Paris et de Versailles, concours entre les lycées de Paris et ceux des départements. Il semble qu'il soit malaisé de pousser le concours plus loin ; mais on a prévenu les lauréats futurs du concours général de 1867, pour Paris et les départements, que leurs travaux, quels qu'ils soient, seront envoyés au comité de l'Exposition universelle, et on invite les autres nations à en faire autant. Nous ignorons si ces nations accepteront le défi ; en tout cas, il nous semble qu'après cela on sera au bout des concours, à moins qu'on ne mette à la tête de l'instruction publique un des philosophes ou des savants qui croient à la pluralité des mondes habités (l'idée est maintenant en faveur), et que les spirites, par un coup de maître, ne nous fassent parvenir les compositions des lycées de Jupiter, de Saturne, d'Uranus et de la planète Le Verrier, ce qui constituerait enfin une véritable Exposition universelle. Nous comptons qu'arrivé là on s'arrêtera ; jusqu'à ce qu'on y soit arrivé, il manquera toujours quelque chose, un je ne sais quoi, à nos plus vastes concours, et, fussent-ils composés de toutes les nations de la terre, il leur restera un faux air de concours cantonal.

Le concours, tout le monde l'avoue, est un principe d'émulation ; mais cette émulation peut être plus ou moins bien entendue; elle peut, par exemple, exciter les concurrents à perfectionner toutes leurs facultés ensemble, ou à perfectionner une faculté au détriment des autres ; elle peut faire des spécialités ou des hommes ; elle peut aussi, au lieu de rester l'émulation entre les élèves, devenir une émulation entre les maîtres, qui, pour obtenir

des primes, fabriqueraient des produits artificiels, ainsi qu'on prépare pour les Expositions des sujets chez qui on a développé une partie utile, aux dépens des parties inutiles, comme est la tête généralement ; en un mot, des créatures auxquelles le créateur n'avait pas pensé. Il y a deux sortes de préparations au concours : l'une large, l'autre étroite. La première consiste à former librement l'intelligence elle-même, qui, une fois forte, porte sa force où elle veut ; la seconde consiste à faire de cette intelligence une machine, avec la perfection d'une machine. Le premier moyen est plus avouable, le second est plus expéditif ; c'est celui que nous voyons appliquer tous les jours à la confection des bacheliers pressés ou attardés, celui que leur inspire leur instinct. Or n'est-il pas à craindre que l'instinct des maîtres ne leur inspire le même procédé pour obtenir de prompts résultats, et qu'ils ne sacrifient la préparation large à la préparation étroite ? Les prix de classe ont ceci de bon que nul n'y brille s'il n'a travaillé également en tout, que chacun y donne sa mesure entière, et pour ainsi dire ses dimensions. Si quelques lauréats des concours se montrent supérieurs dans tous les exercices, nous les félicitons sincèrement, mais ce ne saurait être qu'une exception ; la loi est qu'en vue du succès au concours, chaque élève fasse principalement, quelquefois uniquement, ce qu'il fait le mieux et néglige plus ou moins le reste.

De même qu'un maître est tenté de développer exclusivement, dans un élève, la faculté qui promet davantage pour le concours, il est aussi tenté d'accorder beaucoup

plus d'attention aux élèves à succès qu'aux élèves ordinaires. Nous ne connaissons rien de plus regrettable. L'enseignement public doit avant tout se proposer d'élever au même niveau, le plus haut possible, les esprits et les âmes ; s'il récompense, comme il est juste, le talent, il n'exige que la bonne volonté, il la suscite et l'encourage ; un maître est comme un père, qui a la même affection pour tous ses enfants, mais qui aide davantage les plus faibles.

Dans cette course aux prix d'éclat, il y aura quelque chose qui certainement souffrira : c'est la simple éducation, car elle ne figure pas et ne peut pas figurer aux concours ; elle n'a ni grammaires, ni dictionnaires, elle se forme lentement, par une action insensible ; elle commence à fleurir dans l'école, mais elle n'a toute sa force qu'après, dans les épreuves de la jeunesse et de toute la vie. Un maître qui se préoccupe de l'éducation ne consentira jamais à courir le grand chemin, droit et sec, des concours ; il prendra son temps, il en perdra ; la meilleure leçon qu'il donnera à ses élèves sera de leur montrer qu'il ne songe pas à lui, aux succès qu'ils peuvent lui rapporter, mais à eux seuls, et qu'aussi désirable que soit le talent, il y a quelque chose au-dessus. Nous craignons donc qu'en vue des concours un maître ne soit tenté de choisir un élève entre les élèves, une faculté entre les facultés, et de sacrifier l'éducation à l'instruction ; nous disons qu'il sera tenté, rien de plus, mais c'est trop. Si les maîtres qui occupent déjà une haute position, par conséquent indépendante, et qui se soutiennent ou s'avancent par d'autres services, ont de

la peine à résister à la tentation, on sent à quel point elle sera forte pour les autres, qui n'ont que ce moyen de se tirer de l'obscurité.

Ne croyons pas qu'en superposant les concours on ajoute une récompense à une récompense; non, on détruit l'une par l'autre. Quand il n'y a de prix que les prix de classe, ils ont toute leur valeur, ils contentent ceux qui les obtiennent et excitent les désirs de ceux qui ne les ont pas obtenus; mais si on crée un concours au-dessus de celui-ci, les prix, tout à l'heure si estimés, se ternissent; on n'a plus d'yeux que pour ces couronnes plus brillantes, et elles se terniront à leur tour si on institue un concours supérieur à celui-là. Lorsque revient, chaque année, cette solennité des colléges, qui devrait être une fête sans nuage pour les enfants, les maîtres et les familles qui ont fait leur devoir, s'il est arrivé que le collége n'ait pas eu de succès dans un concours de plus grand apparat, la fête est gâtée, on est triste, on est honteux; l'élève accompli qui a emporté tous les prix de sa classe est comme humilié; il ne paraît plus qu'un sujet estimable, qui pourra se distinguer dans une localité, mais qui n'ira pas loin et ne connaîtra pas la gloire. Gardez votre gloire et laissez à ces enfants la bonne joie d'avoir bien fait; laissez-les applaudir par les camarades qui ont été tous les jours de l'année leurs témoins et leurs rivaux; laissez-leur les ambitions modestes, l'ambition d'avoir un nom dans le petit monde où ils vivent et de se faire bien connaître là où ils sont connus.

Nous nous prenons souvent à réfléchir combien les

concours, leurs succès retentissants et le classement qu'ils opèrent donnent une idée fausse du monde réel. Quelle renommée subite, quelle situation hors ligne pour une bonne composition ! Et après, que de mal il faut se donner pour arriver à se faire remarquer un peu, sans assurance de l'être ? N'eût-il pas été plus utile de proportionner la récompense au mérite, de la choisir humble comme lui, et même d'enseigner au mérite qu'il n'y a pas toujours une récompense toute prête qui l'attend ! Osons montrer aux enfants la vérité, que ces pompes officielles leur cachent. Il y a un grand concours, universel et perpétuel, celui de la vie, qui a lieu tous les jours entre tous les hommes venus de toutes parts. Il importe seul ; c'est pour celui-là qu'il faut préparer des hommes de bonne volonté, qui travaillent avec courage et qui sachent être contents ailleurs qu'au premier rang.

(Août 1865.)

XIV

DE L'ABUS DES GRANDS COLLÉGES

Les Français ont la manie de vouloir corriger les abus, et rien ne les corrige de cette manie; du reste, c'est la folie la plus innocente : on se fait plaisir et on ne fait tort à personne, pas même aux abus. C'est pour cela que nous nous permettons sans scrupule d'inviter l'Université à certaines réformes. Dernièrement, nous la priions de se défier de son penchant à exagérer les concours, et de substituer à cette excessive émulation de briller la bonne et toujours bonne émulation de savoir, en animant encore, s'il est possible, ses leçons; nous demandions dans l'enseignement de ses écoles primaires et de ses colléges plus d'intérêt et moins de gloire; si elle consent à cette première réforme, ne pourrait-elle pas aussi se défier du goût invétéré qu'elle a pour les établissements nombreux, et ne trouvera-t-elle pas qu'il vaut mieux multiplier ses maisons dans le pays que de multiplier ses élèves dans une même maison? Il n'est pas besoin de dire que si, dans l'organisation actuelle,

le traitement des fonctionnaires dépend, pour une part, du chiffre de la population d'un collége, il devrait en être indépendant, et qu'on devrait avoir la permission de faire le bien des élèves sans faire en même temps le mal des professeurs.

On entend sans cesse parler de maison prospère, de collége florissant ; il est probable que le même mot ne signifie pas la même chose pour tout le monde. Pour un économe ou pour la commission des finances d'un conseil municipal, il signifie un beau budget ; pour un ami de l'enseignement laïque ou ecclésiastique, il signifie que l'opinion publique penche du même côté que lui ; pour ceux qui demandent à l'éducation de conduire aux diplômes ou aux écoles, il signifie que cet établissement produit beaucoup de bacheliers ou fait recevoir beaucoup d'élèves à l'École Polytechnique, à l'École de Saint-Cyr, etc. Rien de tout cela n'est méprisable ; nous estimons comme il est juste les succès aux examens, la faveur de l'opinion et les budgets en bon état ; mais, si vous voulez, songeons un peu moins à la maison et un peu plus à ceux qui l'habitent ; or, nous n'apprenons rien à personne en rappelant qu'une petite maison ne se gouverne pas comme une grande ; qu'à mesure qu'elle s'étend, elle se gouverne par des règles de plus en plus générales, que les individus disparaissent de plus en plus et s'effacent devant l'ordre général ; un administrateur se transforme nécessairement avec l'empire qu'il administre, et, à un moment, il devient comme les dieux, dont on a dit qu'ils s'occupent des grandes choses et négligent les petites. Il n'y a qu'un malheur,

lorsqu'il s'agit d'un collége, c'est que ces petites choses sont les dispositions toutes personnelles des enfants, leurs bons et leurs mauvais sentiments, la force et la faiblesse de leur caractère, enfin ce qu'ils donnent de prise pour les saisir, l'accès qu'on trouve en eux quand on pense qu'il vaut la peine d'y pénétrer, et que si l'ordre général est un bien considérable, la plus humble des âmes n'est pas d'un moindre prix.

Notre collaborateur et ami, M. Xavier Raymond, racontait l'autre jour, dans ses articles sur les escadres cuirassées de la France et de l'Angleterre, que dans nos batteries de frégates les noms des personnes ont été remplacés par des nombres qui indiquent une multitude de choses à la fois : « Ainsi, dit-il, en prenant un » chiffre au hasard, il se trouvera que le nombre 1865 » veut dire un tribordais qui mange à tel plat, qui est » attaché à telle pièce, qui occupe telle place dans la » manœuvre sur le pont, qui est chaloupier ou grand » canotier, fusilier ou timonier. » Quand nos lycées auront acquis les vastes proportions qu'on rêve pour eux, il nous semble que le procédé de la marine de l'État leur sera utilement appliqué et que l'administration y aurait tout avantage. Ce même nombre 1865, par exemple, pourrait signifier qu'un élève est interne, de la division des petits, des moyens ou des grands ; qu'il est dans telle classe de sciences ou de lettres ; qu'il joue dans telle cour, mange dans tel réfectoire, dort dans tel dortoir, qu'il est catholique, israélite ou protestant, enfin quelque chose comme sa longitude et sa latitude, tout ce qu'il est nécessaire de connaître pour savoir, à une mi-

nute donnée, où il est, et empêcher qu'il ne se perde. Combien un chiffre est supérieur à un nom de famille et à un petit nom, qui disent bien quelque chose à un père, à une mère, à des frères, des sœurs et des amis, qui parlent bien d'intelligence et de caractère, de ce qu'on appelle une personne, mais qui embrouillent la tête d'un administrateur! Nous avons l'air de plaisanter, au fond il n'en est rien : un proviseur est un homme, comme un colonel; il n'est capable de classer dans son esprit qu'une quantité donnée d'individus, et de moins en moins à mesure qu'il se les retrace avec plus de détails. Lors donc qu'on l'oblige à classer dans son esprit une trop grande quantité d'individus, il y réussit à condition de ne prendre de chacun d'eux que quelques notions sommaires, celles qui intéressent l'ordre général de la maison, et il est parfait dans son art, quand le nom de l'élève arrive à ne plus signifier pour lui que ce que signifie cet admirable chiffre 1865, ou tout autre pareil; là où il y avait une personne, il y a maintenant une abstraction, un nombre, un compartiment, un carton.

Le vrai problème de l'éducation publique est de trouver un moyen terme entre la discipline du régiment et les mollesses, les gâteries de la famille; car la discipline du régiment n'est pas faite pour des enfants, et les mollesses de la famille ne font pas des hommes. Avec les grandes agglomérations d'élèves, il n'y a plus à chercher ce moyen terme : tout va au commandement. Je sais que chez nous cette régularité, cette marche au tambour ne manque jamais son effet, et que pour quel-

ques Français, c'est un des plus beaux spectacles de la création; mais d'autres sont moins enthousiastes: ils voudraient pour cet âge tendre, pour ces âmes incertaines et pliables en tous sens, une main à la fois ferme et flexible, une direction tempérée de raison et de bonté, qui, attentive aux personnes, à leurs diversités originelles, aille toucher sûrement dans chacune le ressort que la nature y a mis. Qui de nous, dans son enfance ou sa jeunesse, n'a senti le besoin d'une telle direction, et s'il l'a rencontrée, n'en a gardé un vif souvenir, plein de reconnaissance? Qui de nous aussi ne souhaite de retrouver cela pour ses enfants?

Nous ne voulons pas presser ces considérations, que nos lecteurs achèveront aisément. Si elles sont justes, la conclusion pratique qui nous paraît en devoir sortir, c'est qu'au lieu d'accumuler les élèves dans un collége, l'Etat et les villes feraient bien de multiplier les colléges, en les invitant à se rapprocher autant que possible de ce modèle naturel : une famille bien ordonnée.

(Octobre 1865.)

XV

CHRISTIANISME ET CIVILISATION

La librairie Hachette publie une nouvelle édition du livre *Christianisme et civilisation*, par M. l'abbé Sénac, ancien premier aumônier du collége Rollin. Je n'ai pas l'honneur de connaître M. l'abbé Sénac ; mais il me semble le connaître après avoir lu la page suivante, où l'honnêteté et la bonté parlent avec le charme le plus touchant. Il se reporte au temps où, nommé aumônier dans un collége de Paris, chargé d'enseigner la religion à des intelligences éveillées, il se représentait les difficultés de la tâche qu'il avait à remplir :

« C'était une œuvre ardue pour mon âge. Et comme, par mes principes et par mon caractère, je n'aurais pas accepté un enseignement dédaigné, et moins encore un ministère stérile qui en aurait été la conséquence naturelle, je mis dans cette œuvre toute mon âme, et Dieu sait ce qu'elle m'a coûté de travaux et de nuits sans sommeil. Je l'ai poursuivie pendant trente-trois ans dans cette maison que j'avais adoptée comme une famille, tenant mon âme soigneusement fermée à toute idée ambitieuse ou même étrangère. J'éprouve ici une joie atten-

drie à dire que ces braves enfants m'ont fait trouver ces années très-courtes par les consolations dont ils ont récompensé et encouragé mon ministère et par la tendre sympathie dont ils n'ont cessé de m'entourer. S'il nous était donné de remonter la vie, c'est avec eux que je voudrais recommencer ma carrière ; et ce sentiment vrai leur doit être un témoignage non équivoque qu'ils me l'ont rendue heureuse. Ils savent si leur vieil ami aime ces réunions annuelles où il se trouve avec plusieurs représentants de nombreuses générations qui ont passé par ses leçons et par ses soins dévoués. »

Il y a environ une trentaine d'années, la querelle religieuse était vive dans le monde : d'un côté, des catholiques qui repoussaient la civilisation comme ennemie du christianisme, de l'autre côté, des philosophes, des libéraux, qui repoussaient le christianisme comme ennemi de la civilisation ; ici on attestait Rousseau et Voltaire, là Joseph de Maistre, Bonald et Lamennais. Il existait dès lors des partisans de l'intolérance et de la théocratie, qui croyaient ces belles doctrines si nécessaires au bonheur du genre humain qu'ils brûlaient du désir de les répandre ; ils ont eu des enfants que nous voyons et qui nous édifient à leur tour. M. l'abbé Sénac était contraire aux deux opinions : il aimait en même temps le christianisme et la civilisation, et quoique sa foi religieuse fût fondée sur d'autres preuves, il regardait comme une preuve et une gloire du christianisme que cette doctrine, toute-puissante pour le salut, fût aussi associée à tous les progrès des sociétés humaines.

Il entreprit de réfuter Joseph de Maistre, Bonald et Lamennais, de combattre l'intolérance et la théocratie ;

il rendit ce grand service à la religion de la dégager de funestes alliances. Il ne paraît pas s'être repenti ; il redonne en 1865 l'ouvrage de 1837, fortifié encore, et il a le bonheur ou le malheur, comme on voudra, de retrouver les mêmes circonstances où il a écrit autrefois : toujours un parti religieux qui croit faire merveille en identifiant sa cause avec les causes les plus décriées.

Selon notre auteur, ce parti a le tort de n'être pas de son temps, et de ne rien comprendre à ce que le christianisme est venu faire en ce monde. Dans la société antique, l'individu appartient à l'État : point de liberté personnelle, point de propriété, point de religion indépendante, c'est-à-dire la pure barbarie ; le christianisme affranchit l'individu, l'émancipe de l'Etat, proclame qu'il existe pour lui-même et n'appartient qu'à sa conscience ; il met ainsi dans le monde le germe de la vraie civilisation. Le principe chrétien disparaît dans le moyen-âge, où la théocratie ressaisit l'individu échappé au despotisme païen ; mais ce n'est qu'une dérogation d'un moment, et dans ce moment elle a été utile, elle a été une éducation un peu rude du genre humain, qu'il fallait traiter violemment pour briser la forme antique où il avait été captivé. Enfin la théocratie disparaît à son tour quand elle a fait son ouvrage ; la liberté individuelle revient, le christianisme est restauré, et la civilisation avec lui. C'est là que nous en sommes.

M. l'abbé Sénac contemple ce principe avec amour : il y voit la promesse de grands changements qui arriveront dans le monde, il voit même le monde changer sous ses yeux, et il est transporté d'enthousiasme devant

cette aurore d'un meilleur jour. Plus d'un lecteur ne partagera pas sa confiance : mais on ne peut en être témoin sans en être touché : « Oui, n'être plus possédé » par la société et se posséder soi-même, ce fait si simple, » mais si grand, puisqu'il change notre existence tout » entière, ce fait constitue lui seul, en dernière analyse, » la révolution qui tire notre siècle des voies communes » et le rend unique entre les siècles. » Il esquisse les changements que ce principe commande, et s'enchante de ce tableau : « Voilà l'ordre qui s'avance et qui doit » s'établir et régner dans la société humaine. Toute âme » généreuse le salue avec transport, parce qu'elle le voit » sortir de la raison et de la justice éternelle, porter » partout avec lui la paix parmi les nations, la concorde » parmi les citoyens de la même patrie, et dans le cœur » de l'homme l'amour de ses semblables. » On lui objecte les désordres qui se passent sous nos yeux ; il ne les nie pas, mais il croit qu'ils existaient autrefois comme maintenant, et que maintenant ils sont plus connus qu'autrefois, parce que la publicité amène tous les secrets au jour ; d'ailleurs, si le mal existe, le bien existe aussi, et jamais le mal n'a été moindre ni le bien plus grand ; quel avenir est-il interdit d'espérer lorsque les plus excellents sentiments du cœur humain, faussés par les lois, reviennent à la vérité de la nature ? « Cet » avenir approche, il touche aux portes du présent. » Voyez l'homme porter partout l'amour du vrai, du » bien, faire éclater partout sa vie nouvelle. Sont-ce là » des symptômes de dépérissement ? »

Voilà comme pense et parle notre auteur. Nous le

répétons, plus d'un lecteur ne partagera pas sa confiance; mais quand on croit, on espère; quand on croit à Dieu, on croit aussi qu'il fera triompher le bien du mal, et cette attente convient à un chrétien, qui ne peut admettre que le christianisme soit venu dans le monde pour n'y rien changer. L'espérance est aussi religieuse que la foi. Du reste, M. l'abbé Sénac a bien placé sa foi et son espérance, quand il s'est attaché au principe de la liberté individuelle; il était impossible de mieux voir le principe que porte la société moderne et dont elle prend conscience à la fin. Nulle part nous n'avons rencontré cette conscience plus nette que dans le livre dont nous parlons; c'est en effet là dans toute sa simplicité notre cher libéralisme, qui n'est que la nature et le droit. Il ne suffit pas à notre auteur que l'arbre ait ses profondes racines, il veut qu'il fleurisse, qu'il produise les sciences, les lettres, les arts, la richesse, l'industrie, tout ce qui constitue la civilisation. Goûtons donc le plaisir d'être d'accord avec lui sur les points essentiels, et ne disputons pas sur quelques détails de peu d'importance. Il a dit on ne peut mieux que « la société est faite » pour assurer à ceux qui la composent la jouissance des » droits attachés à la nature; » qu'importe qu'il soit un peu injuste pour la société antique, qu'il accuse trop complaisamment d'avoir méconnu tous les droits? On lui pardonne aussi de traiter trop durement l'enseignement philosophique qui se formait en France il y a une trentaine d'années, lorsqu'il appelle la philosophie « le » plus grand bien que l'homme ait pu se donner. »

Ne faites pas à M. l'abbé Sénac ce vulgaire compli-

ment qu'il est moderne : il vous répondrait qu'il est ancien, qu'il date d'avant le moyen-âge, du temps de l'Évangile. Il est même à craindre qu'il ne paraisse trop vieux à plusieurs personnes, qui depuis le commencement de ce siècle, ont désiré qu'on leur rajeunît ou qu'on leur rafraîchît un peu le christianisme. Il n'aime pas les vaines cérémonies et les agréments du monde dans le culte chrétien ; il va plus loin : il combat, et vivement, le *Génie du christianisme*. Il n'admet pas que ce soit une bonne preuve de la vérité d'une religion de montrer qu'elle est plus poétique que les autres ; il n'est pas assuré non plus que le christianisme soit plus poétique que le paganisme, et pourtant le christianisme est pour lui la vérité. « Quoi donc, dit-il éloquemment, la » vérité n'est-elle pas belle ? Eh ! qu'est-ce que c'est que » la beauté, sinon le rayonnement de la vérité ? Mais » cette beauté, tout intellectuelle, n'apparaît qu'aux yeux » de l'esprit pur, et ce n'est qu'en le ravissant qu'elle » enchante l'imagination par l'éclat immortel du vrai » qui tombe d'en haut sur elle. » Cette sévérité chrétienne, qui, soit dans le culte, soit dans la démonstration, parle à l'esprit pur, repousse toute autre séduction que celle de la vérité sur les âmes et n'accepte pas les surprises de l'imagination et des sens, cette sévérité chrétienne, disons-nous, a la saveur d'un ancien temps, avant que la dévotion fût devenue plus féminine et méridionale.

M. l'abbé Sénac est aussi gallican, et le déclare par cette belle profession de foi :

« Dans cette édition, comme dans la première, je maintiens, sur le

gouvernement de l'Église, la théologie qui s'enseignait partout de mon temps. Je m'y suis confirmé par l'étude approfondie des grands organes de l'Église et surtout de saint Augustin et de Bossuet. Elle s'est appelée gallicane, sans doute parce qu'elle a été exposée et soutenue par l'épiscopat français du grand siècle avec un éclat de science, de talent et de conviction, qui sera son éternel honneur. Qu'on efface ce mot, je le veux bien, et il ne m'a jamais paru juste, parce qu'on ne doit jamais circonscrire la vérité, même sous le prétexte très-honnête d'honorer, en lui donnant son nom, un pays ou un corps qui l'a proclamée et servie. La vérité n'est pas plus française aujourd'hui qu'elle n'était grecque ou latine au temps de saint Paul. Sa patrie à elle, c'est l'entendement divin où elle habite éternelle et immuable, et d'où elle envoie sa lumière aux esprits qui s'ouvrent à elle... La doctrine de Bossuet et de l'épiscopat du dix-septième siècle, en tant que vérité, n'était donc point gallicane, mais catholique, et ce n'est qu'à ce titre qu'elle était la vraie doctrine. Bossuet aurait eu beau consacrer de la triple autorité de son génie, de sa science et de sa vertu, un enseignement religieux, il ne lui aurait pas donné pour cela ce caractère de vérité qui commande la foi. Mais lorsqu'on le voit, sur la constitution et le gouvernement de l'Église, se faire, avec tout l'épiscopat français de son siècle, l'organe pénétré et consciencieux jusqu'au scrupule de l'enseignement perpétuel de l'Église, des décisions des conciles généraux, des écrits des Pères les plus accrédités et de la tradition entière, on sent qu'il marche sur le sol ferme de la vérité, et on le suit avec cette sécurité de foi que la certitude de la possession de la vérité engendre... Cette doctrine a disparu depuis une trentaine d'années... »

Nous n'avons pas à dire si M. l'abbé Sénac a tort ou raison d'être gallican : ce sont des querelles d'intérieur où nous ne sommes pas heureusement forcé d'intervenir ; il nous paraît même que cette querelle n'est pas aussi grave que nous l'entendons dire, car, bien que

l'ultramontanisme soit aujourd'hui en faveur, avant cette époque il y avait un clergé qui était gallican, et qui malgré cela n'était pas hérétique, et il y a maintenant encore quelques prêtres et quelques laïques chrétiens qu'il serait difficile de retrancher du nombre des fidèles, quoiqu'ils soient gallicans. Mais laissons de côté la question d'orthodoxie, où nous ne prétendons aucune compétence, et disons ce qui, dans ces querelles de famille, nous intéresse, nous du dehors. Si les gallicans sont des catholiques prêts à reconnaître pour pape l'empereur ou le roi du pays où ils sont, nous n'avons aucun penchant pour eux ; si, sans aller jusque-là, ils sont des esprits faibles, éblouis par le prestige du pouvoir qui est en place, et de médiocres courages, incapables de résister à ce pouvoir, même quand leur conscience commande, ils nous inspirent peu d'intérêt ; mais si le gallicanisme est simplement une doctrine qui tempère l'autorité du pape par l'autorité des conciles, et ôte à l'Eglise la forme de la monarchie absolue pour la rapprocher de la forme de la monarchie représentative, on ne s'étonnera pas qu'il y ait dans la société de la sympathie pour une sorte de gouvernement qui a de l'analogie avec celui qu'elle aime chez elle ; enfin, cette société, qui a ses bons et ses mauvais jours, ses douleurs et ses joies, comprend difficilement qu'on y soit insensible, ou qu'on se réjouisse quand elle s'afflige et qu'on s'afflige quand elle se réjouit, parce qu'on a des intérêts différents des siens ; elle suspecterait donc une religion qui, des citoyens, ferait des étrangers, et elle verrait plus favorablement une religion qui inspirerait l'amour de la

patrie. Le patriotisme est l'orthodoxie des nations, et on comprendra que la France soit bien disposée pour le gallicanisme, si être catholique gallican veut dire qu'en même temps qu'on est catholique on est aussi Français.

Enfin, ce qui, dans le livre de M. l'abbé Sénac, achève de nous reporter à d'autres temps, c'est cette situation de plus en plus rare d'un homme qui, avec sa foi politique et religieuse, n'est entré dans aucun parti, ni pour le suivre, ni pour le commander. On distingue aujourd'hui si un homme est catholique ou s'il est du parti catholique. Nous savons comment s'est formé ce parti : il s'est formé sous le drapeau de la liberté d'enseignement et il a vaincu par son habileté et son énergie ; nous l'en avons nous-même félicité de bon cœur. Il a subsisté après la victoire : il avait à gagner la pleine liberté d'association, plus difficile à gagner, parce qu'elle alarme aisément la puissance publique, comme il a paru dernièrement encore lors de l'affaire de la Société de Saint-Vincent-de-Paule. Dans cette épreuve, il n'a pas eu à se plaindre de l'opinion libérale, qui, attachée aux principes et incapable d'une mauvaise jalousie, a défendu chez d'autres une liberté dont elle jouit peu ; pourtant l'opinion libérale n'est pas sans quelques griefs envers lui. N'y a-t-il pas eu, en effet, des circonstances où il a traité pour lui seul, sans se préoccuper des autres, peut-être à leur détriment? Puis la société a craint un peu en voyant dans son sein une autre société, fondée sur des principes qui ne sont pas toujours les siens, et dont les membres sont liés par une amitié si forte, qu'aussitôt que l'un d'eux est entré dans un poste distingué, il s'y

ennuie d'être seul et y introduit le reste, en sorte qu'avant peu ils promettent d'arriver tous à tout. Ils pensent sans doute que, pour faire la guerre, il est bon de s'emparer des hauteurs; mais ils ont paru quelquefois aimer les hauteurs pour elles-mêmes, dans des occasions où n'était point engagée la liberté des chrétiens, et ils en ont durement repoussé tel honnête homme, du plus grand mérite, M. Littré, je le nomme, qui ne venait pas de chez eux, et à qui l'opinion s'intéressait pour son mérite et son honnêteté. Nous ne voudrions pas avoir l'air de vouloir leur rien apprendre et n'avons pas le droit de leur donner des conseils; mais nous croyons qu'ils ne peuvent guère poursuivre ainsi sans danger. Le nom de parti catholique n'est pas bien vu partout: on trouve étrange qu'une religion soit un parti, surtout une religion qui se nomme elle-même universelle; puis il semble que ce soit assez d'un parti libéral, quand il l'est véritablement comme celui qui existe aujourd'hui, et qu'il suffise à chacun de la liberté qui lui revient dans la liberté de tout le monde; enfin un grand nombre d'hommes qui goûtent le talent et l'énergie partout où ils les trouvent, et qui les ont encouragés dans le parti catholique à ses débuts, reculeraient probablement si ce parti devenait une minorité oppressive, parce qu'ils voudraient bien, si c'était possible, être généreux sans être naïfs. M. l'abbé Sénac n'est pas du parti catholique, il est catholique tout simplement.

(Septembre 1865.)

XVI

LA LITTÉRATURE DU COLPORTAGE [1]

Le 30 novembre 1852, M. de Maupas, ministre de la police générale, établit une commission permanente pour l'examen des livres du colportage; M. Charles Nisard y fut appelé comme secrétaire-adjoint; il examina les petits livres que le colportage répandait partout, et cet examen lui fournit la matière d'une *Histoire des livres populaires*, qui, publiée en 1854, et considérablement augmentée, est devenue la nouvelle édition que nous annonçons aujourd'hui.

Si on en croit le *Manuel* de M. Brunet, le premier almanach, sous le nom de *Grand Compost des Bergers*, a été imprimé à Paris en 1493; mais l'idée d'une publication populaire n'a rencontré sa vraie forme que dans le *Petit Liégeois*. Aussi on a inventé depuis le *Double*, le *Triple*, le *Véritable Double*, le *Véritable Triple Liégeois*, sans compter qu'il y a un grand nombre de *Véritables Doubles* et de *Véritables Triples*, et des imitations à l'in-

[1] *Histoire des livres populaires et de la littérature du colportage*, par Charles Nisard; deux vol. in-18. 2e édition. Dentu.

fini, sous toute sorte de titres. Voilà, j'espère, ce qu'on appelle un succès, et qui devra rendre modestes les écrivains de notre temps qui ont eu le plus de vogue. Le premier *Liégeois* que l'on connaisse, et qui porte le nom de Mathieu Laensberg, date de 1636; on y trouve, dit notre auteur, les douze signes célestes gouvernant le corps humain, les époques les plus favorables pour couper les cheveux, prendre médecine, etc., avec des prédictions générales et particulières sur les variations du temps et sur les événements. On voit ici l'idée-mère de ce genre de publications, celle qui en a assuré la fortune; l'almanach est éternel parce qu'il répond à deux grandes passions de l'homme, la préoccupation de la santé et la curiosité de l'avenir, et qu'il affirme sans l'ombre d'un doute.

On voudrait connaître sûrement l'écrivain qui a fondé toute cette nouvelle littérature; par malheur, on est plongé ici dans l'incertitude des origines, et non seulement on ne sait rien de précis sur Mathieu Laensberg, mais on n'est pas même sûr qu'il ait existé, malgré le portrait si connu qu'on a de lui en tête des petits volumes. Deux autres personnages lui sont associés dans l'almanach qui porte son nom; ce sont Nostradamus et Moult. César Nostradamus, dit-on, naquit en Provence, étudia la médecine à Montpellier, exerça à Agen et se fixa dans son pays, à Salons. Tracassé par ses collègues jaloux de son talent médical, il s'enferma dans la retraite et y composa un almanach qui réussit tellement qu'il fut contrefait; enflammé par ce début, il prit son vol et publia des prédictions sous forme de quatrains;

ce sont les fameuses *Centuries*, dont les sept premières parurent à Lyon en 1555; il les fit suivre de trois autres, qu'il dédia au roi Henri II et à la reine Catherine de Médicis, et présenta en personne à cette reine, dont il avait la confiance, puis il rentra à Salons, où il vécut dans la plus grande considération, visité par les souverains, et où il mourut en 1566. Comme il est impossible à un esprit d'inventer une absurdité qui ne trouve un autre esprit qui la comprenne, Nostradamus eut des disciples; ils expliquèrent clairement tout ce qui dans le maître avait pu paraître obscur, et ainsi se fonda une renommée qui n'est pas près de finir. Quant à Moult, il est absolument inconnu; seulement, par un ingénieux artifice, de même qu'on avait présenté les prédictions de Mathieu Laensberg comme confirmant celles d'un plus ancien prophète, Nostradamus, de même on présenta les prédictions de Nostradamus comme confirmant celles d'un certain Moult, plus ancien encore, par quoi on reculait la naissance de ces prédictions et on leur donnait l'air d'antiquité qui, dans ces choses, est d'un si grand poids. Une tradition conservée aussi dans ces almanachs est celle du format, du papier, des images, et d'une admirable négligence :

« Dans l'*Almanach magique et anecdotique* de M. Hinzelin, au-dessous d'un portrait de M. Ledru-Rollin sortant des mains du coiffeur, ayant la lèvre dédaigneuse et le regard altier, on lit cette devise : « Je m'aperçus que ma femme avait une jambe de bois. » Or il s'agit ici d'un certain Paul Legrand qui fait lui-même sa biographie, où il n'est pas plus question de M. Ledru-Rollin que s'il n'existait pas. Sous le buste d'un personnage à l'air doux, calme et bé-

nin, on lit : « Je m'élançai comme un tigre sur Mauclaire. » Une scène, représentant Louis-Napoléon au moment où il décore un paysan, a pour épigraphe : « Les officiers de police l'arrêtèrent. » Enfin un grand paysage, représentant la chute d'une immense cataracte, offre pour légende ces mots : « Son visage encore enfantin était déjà » sillonné de rides. »

Donc, pour ne pas mentir à son origine, tout almanach populaire est tenu d'annoncer le beau et le mauvais temps, et de pronostiquer les principaux événements du monde un an d'avance. Pour ces dernières pronostications, il faut oser prédire des choses improbables, annoncer qu'il arrivera un grand changement dans un État, ou qu'il mourra un grand personnage, et laisser aux lecteurs le soin d'appliquer la prédiction à tel personnage et à tel État, sans compter les prédictions après coup, qui sont encore les plus sûres. Mais surtout qu'on n'oublie pas les prédictions météorologiques. Arago a raconté la mésaventure de l'Académie des Sciences de Berlin, qui, ayant voulu, par respect pour elle-même, supprimer de son almanach les prédictions de la pluie et du beau temps, ne fit plus ses frais et fut forcée de rétablir ces belles prophéties; il en est arrivé de même à une Société catholique, non pas à Berlin, au dix-huitième siècle, mais en France, il y a dix ans. Les almanachs à venir feront donc bien, s'ils veulent être vendus, et c'est ce que d'ordinaire ils se proposent, d'annoncer le beau temps et la pluie; si même ils consentent à me croire, ils feront bien d'annoncer plus de pluie que de beau temps. Quand le temps est beau, nous en jouissons sans y penser, comme nous jouissons de la

santé et de la bonne fortune : ce sont choses qui nous semblent aisément être toutes naturelles et auxquelles on est vite acclimaté. Qu'un prophète ait prédit qu'il fera beau, que nous serons bien portants et que nos affaires iront bien, lorsque cela arrive, nous ne le remarquons seulement pas ; mais c'est différent quand il pleut, différent aussi quand nous sommes malades ou dans le malheur, car rien de tout cela ne survient sans que nous le remarquions, souvent avec une irritation profonde, et nous ne manquons pas de remarquer aussi les prédictions qui s'y rapportent. Laissons le soleil et les zéphyrs aux poètes : la richesse des almanachs, ce sont les orages, les averses, les inondations ; ils sèment le vent et ils récoltent l'argent.

M. Ch. Nisard s'est donné le plaisir de mettre Mathieu Laensberg, Moult et Nostradamus en contradiction les uns avec les autres et avec eux-mêmes, quand ils annoncent le temps qu'il fera dans une même année et décrivent le caractère des gens qui naîtront dans un même mois ; c'est un plaisir sans danger, car il reconnaît lui-même que, depuis dix ans qu'il a publié ces observations, aucun de ces almanachs n'a perdu de son crédit ; je ne serais pas étonné qu'il y eût une quantité de bonnes gens qui continuent de croire aux trois almanachs indivisiblement.

Dans son dépit contre les sottises météorologiques des anciens almanachs, notre auteur est heureux qu'ils soient renversés par un pouvoir nouveau. Mon Dieu, oui ! Mathieu de la Drôme a détrôné Mathieu Laensberg ; c'est la branche cadette qui détrône la branche aînée ;

mais, en définitive, c'est toujours la même dynastie, la dynastie des Mathieu, et toujours le même peuple. Pour moi, j'avoue ma préférence pour les anciens almanachs, et je ne me console pas de voir disparaître des nouveaux toutes ces indications si précieuses de ce qu'il convenait de faire aux différents jours des différentes lunes. On lisait en regard du jour de l'année : *Bon saigner, bon sevrer les enfants, bon semer et planter*, et, la veille des Rois, *bon battre sa femme;* au moins on savait ce qu'on avait à faire. La nouvelle science a eu aussi le tort de rompre avec les signes du zodiaque, dont chacun domine une des douze parties de notre corps. Quand une d'elles vient à pécher, on aime à savoir à qui s'en prendre. Quel agrément de pouvoir dire : Ce n'est pas ma faute, c'est la faute du Bélier.

Nous croyons rendre service au livre de M. Ch. Nisard en apprenant qu'on y trouvera, pour la pratique des sciences occultes, de la magie et de la sorcellerie, de précieux renseignements. Il existait dans l'ancien répertoire du colportage une collection de *grimoires*, où se conservaient les formules nécessaires pour entrer en relation avec les esprits; M. Ch. Nisard nous apprend que l'administration et les tribunaux interdisent ces livres qui menacent de devenir de plus en plus rares, et il se croit obligé d'en donner le plus grand nombre d'extraits possible; il se rassure en songeant à la classe de lecteurs à laquelle il s'adresse, classe assez éclairée pour n'avoir rien à craindre de ces révélations. Cette pensée suffit aussi à nous rassurer; du reste, notre commerce avec le monde surnaturel n'est plus le même qu'autrefois : on

ne fait guère plus aujourd'hui de pactes avec le diable, et même c'est étonnant comme on parle peu de lui. La sorcellerie nouvelle diffère prodigieusement de l'ancienne sorcellerie : elle a quitté en général les campagnes, qui rapportent peu, elle est venue à la ville chercher fortune et elle l'a trouvée; elle n'est plus occulte : elle s'étale dans le somnambulisme, les tables parlantes et le spiritisme; les esprits de l'autre monde auxquels elle a affaire ne sont plus des esprits infernaux : ce sont les âmes des morts, quelquefois les âmes les moins farouches, celles de Ninon et Cléopâtre, ou bien encore des esprits en disponibilité, qui veulent bien venir aux soirées où on les invite et jouer avec le monde à des jeux innocents.

Notre auteur a été plus sobre en analysant les recueils de facéties où régnait une gaieté ultra-gauloise; il se contente de mentionner d'autres livres inavouables, qui circulaient partout il n'y a pas longtemps encore. Il se félicite avec raison que ces grossièretés ne soient plus exposées aux yeux du peuple; il proteste qu'elles ont disparu. En est-il bien sûr? Je serais disposé à croire qu'elles n'ont pas disparu, mais qu'elles ont émigré. Elles ont été habillées de beau papier et de beau style, et, déguisées ainsi, elles ont pénétré dans la société élégante, qui les reçoit pour se désennuyer. On a quitté la bure pour la soie; on a pris de meilleures manières et un plus joli nom : on s'appelait Lison autrefois, on s'appelle aujourd'hui Emma ou Fanny; on a même été reconnue sous un costume carthaginois.

On trouve dans les deux volumes de M. Charles Nisard

des pièces qu'on ne saurait trop où chercher et qui méritaient d'être conservées. De ce nombre est l'*Accusation correcte du vray pénitent, où l'on enseigne la manière qu'il faut éviter et celle qu'il faut suivre en déclarant ses péchés*, publiée en 1724 par un missionnaire jésuite, le P. Chaurend. Avant d'arriver au pénitent modèle, on passe par plusieurs espèces de pénitents, qui ne disent rien, qui ne disent pas assez ou qui disent trop, et il y a là de jolies scènes, notamment le dialogue entre le confesseur et la pénitente qui dit trop, entame à son aise la conversation, raconte les péchés des autres, fait des histoires sans fin, s'accuse de ce qui n'est pas péché, et veut employer son confesseur à arranger toutes ses petites affaires. Signalons aussi dans nos deux volumes la vie d'Anthelme Collet, de Cartouche, de Mandrin, de Jean Bart, de Gargantua et du Juif-Errant; les complaintes de Geneviève de Brabant; de l'Enfant prodigue, du Sacrifice d'Abraham, de Marie-Magdeleine, de Joseph, de Judith, de Pyrame et Thisbé, de Michel Morin, de Fualdès, l'histoire des quatre fils Aymon, celle de Grisélidis, la célèbre Danse macabre, la touchante légende du bonhomme Misère; ajoutons la Civilité chrétienne et honnête, un dictionnaire d'argot et un Parfait secrétaire.

Un curieux chapitre et très-instructif du livre de M. Ch. Nisard est celui où il rapporte les éditions des romans et contes modernes répandus par le colportage; on trouve dans cette catégorie *Télémaque*, « tiré chaque année, en moyenne, à dix mille exemplaires, » *les Aventures de Robinson*, *les Voyages de Gulliver*, *Paul et Virginie* et *la Chaumière indienne*, *les Mille et une Nuits*, *les*

Mille et un Jours, *les Contes* de Perrault, *Gil Blas* et *le Diable boiteux*. A côté de ces ouvrages figurent *les Contes* de mesdames d'Aulnoy et Leprince de Beaumont, *Bélisaire*, *les Incas*, *Numa Pompilius*, *Estelle*, *Galatée*, *Gonzalve de Cordoue*. Mais nous avançons vers notre époque : voici les œuvres et même les chefs-d'œuvre de madame Cottin, comme dit la couverture; puis Ducray-Duminil, avec *les Petits orphelins du hameau*, *Victor ou l'Enfant de la forêt*, *Cœlina ou l'Enfant du mystère*, etc.; de madame Daubenton, la célèbre *Zélie ou le Désert;* enfin le *Joseph* de M. Bitaubé, avec le portrait du héros du livre, reproduit ici, tome II, page 505.

Que de réflexions cette liste fait naître! D'abord, comment croire à la gloire, quand on songe à la destinée de madame Cottin et de Ducray-Duminil, qui ont pu espérer légitimement qu'ils seraient colportés à l'immortalité? Puis, quelle différence entre les générations! comme elles comprennent différemment les sentiments de l'âme, et par exemple l'amour! Verrait-on aujourd'hui Némorin, au lever de l'aurore, attendant sous la fenêtre d'Estelle endormie, et tenant dans la main un nid de tourterelles? Aujourd'hui Némorin fumerait sous la fenêtre d'Estelle. Enfin, qui sait l'empreinte que les premières lectures ont laissée dans notre esprit, les idées que nous tenons de là et que nous conservons encore dans un âge mûr? Notre haine de l'intolérance pourrait bien venir du quinzième chapitre de *Bélisaire;* il est difficile de goûter l'expédition du Mexique quand on a lu *les Incas;* certains mécontentements que nous laissent toujours les meilleurs gouvernements actuels s'expliquent assez dans

des hommes qui ont trop vécu avec *Numa Pompilius*, et quand il vous prend envie de devenir premier ministre pour réformer les finances et corriger des abus aussi anciens que les Pharaons d'Égypte, on se demande avec inquiétude ce qui peut rester encore en nous du *Joseph* de Bitaubé.

On cherche en France un livre populaire, un de ces livres qui sont dans toutes les mains, auxquels on revient sans cesse, tellement ils répondent aux idées et aux sentiments de la nation, enfin un livre qui, au besoin, tiendrait lieu de tous les autres; on ne le trouve pas. La Bible, qui tient cette place chez plusieurs peuples protestants, est peu lue ici par diverses raisons : elle n'est permise qu'avec discrétion par l'autorité religieuse; les croyants croient sur la parole de l'Église et ne sentent pas la nécessité d'interroger curieusement le texte sacré pour savoir ce qu'il renferme; il y a d'ailleurs un grand nombre d'incrédules; les passions d'une sombre énergie que la Bible respire, et qui ont prêté leur accent à tant de passions humaines, sont aussi trop fortes pour nos mœurs; on a peu le goût de la vie intérieure; ajoutez qu'on est du monde, qui vous impose de vous occuper de ce qui l'occupe, de l'événement, de la pièce et du roman du jour; avant de s'appartenir, on appartient à cette société aimable et égoïste, qui n'aime que ce qui lui sert, ce qui sert à animer sa vie, et qui donnerait plusieurs vertus pour une qualité.

Un autre obstacle à ce qu'un livre soit partout populaire en France, c'est la différence de goût qui existe entre les différentes classes de la société. Dans une classe

plus raffinée, ce goût est difficile, délicat, aisément blessé, plus ami des nuances que des couleurs tranchées, et effrayé par les trop grands mouvements ; le peuple n'a pas ces timidités. Sans doute il est capable de s'enthousiasmer pour le grand et le simple; mais, à défaut de cela, il goûte le gigantesque, le tourmenté, le violent, le drame et le mélodrame ; il aime ce qui déclame, en littérature, en architecture, en peinture, en sculpture, en politique ; aussi il ne chôme point, et, Dieu merci, on le sert à son goût. Songez-y, esprits honnêtes, qui ne consentez pas à déclamer, parce que vous respectez le public et que vous vous respectez vous-mêmes, si vous avez le génie, vous pouvez tout vous permettre, même d'être vrais ; sinon, sachez que votre royaume n'est pas de ce monde, que ce monde n'appartient pas à ceux qui veulent l'art sans faste et le bien sans bruit.

Je ne vois donc pas de livre populaire, c'est-à-dire qui soit lu partout et toujours. Celui qui approche le plus de cette condition est peut-être encore le *Télémaque;* il a des mérites agréables à bien des Français : un beau style, des aventures, des amours, d'admirables leçons de justice et d'humanité et des utopies ; il a un peu perdu de sa faveur dans quelques régions depuis un certain nombre d'années, depuis qu'on a pu craindre que Salente ne fût transportée à Paris.

Je n'espère pas trop, je l'avoue, que le livre en question se fera : un livre éternellement le même n'est pas pour une nation qui change éternellement. On verra plutôt une succession d'ouvrages qui auront de la vogue

chacun à leur tour et chacun dans leur monde, parce qu'ils rendront chacun un moment de notre physionomie mobile; et ils auront diverses destinées : tandis que la plupart, après un instant brillant, disparaîtront à jamais, quelques-uns resteront vivants : ce sont les ouvrages des maîtres qui ont peint sous l'apparence passagère l'air familier de la nation ou les grands traits de la nature humaine, et qui ont donné à leur couleur un éclat solide.

En attendant, il convient de proposer à toutes les classes de lecteurs les ouvrages variés des plus grands artistes, et de les habituer à s'y plaire; on fera bien, si on se préoccupe surtout de former les lectures du peuple, d'ajouter aux livres qui charment son imagination les livres utiles à la vie; ce n'est pas assez d'avoir rayé du colportage les mauvaises lectures, il faut en mettre de bonnes à la place. La Société Franklin, secondée par d'honorables maisons de librairie, notamment par la maison Hachette et la maison Hetzel, y travaille; si elle réussit, comme je l'espère, elle aura bien mérité de l'avenir. D'ici là, ce qui se répand davantage, ce sont les journaux à cinq ou dix centimes; il y en a pour tous les jours de la semaine. Le fond constant est le roman, à quoi se joignent quelques anecdotes et quelques descriptions de procédés industriels. Depuis une couple d'années, il y a une lecture qui est devenue populaire, celle du *Petit Journal*. Grâce à une organisation extrêmement habile de messagerie et de crieurs, il arrive dans les derniers villages, à toutes les maisons, à toutes les oreilles; c'est la lecture qui vient trouver le lecteur.

Un peu de conversation, qui a ses bons et ses mauvais jours, beaucoup d'événements dramatiques ou plaisants, suffisent à une feuille qui, en fait de science, n'estime que les faits divers; il y manque une toute petite chose, la politique, dont il paraît qu'on se déshabitue aisément. Cette lacune a été comblée par *le Moniteur universel du soir*, qui, par une générosité de l'Administration, donne aux Français, pour la plus modique somme, les faits politiques et l'opinion qu'ils en doivent avoir. Comme on sent bien le progrès des temps, quand on compare à l'ancien almanach, qui devait suffire à tant d'hommes toute une année, et leur versait un si grand nombre de mensonges au milieu de quelques vérités, la feuille actuelle, qui se renouvelle chaque jour, et leur apporte la vérité officielle! *Le Moniteur universel* à un sou, c'est, autant dire, la science mise à la porte de tout le monde, l'enseignement gratuit des adultes et la vie intellectuelle à bon marché, en attendant l'autre.

(Novembre 1865.)

XVII

DICTIONNAIRE DES CONTEMPORAINS

Puisque, en ce moment, chacun recommande quelque livre d'étrennes, je recommanderai le *Dictionnaire des Contemporains*, dont la maison Hachette publie une troisième édition, entièrement refondue et considérablement augmentée. Il est permis d'en faire l'éloge, quoiqu'on y figure, car on y est en assez nombreuse compagnie, et ce n'est pas précisément ici une continuation de Plutarque. J'ai vu quelque part un ouvrage qui s'appelait, je crois, *Histoire des Hommes illustres, célèbres ou fameux ;* on n'aurait pas osé se chercher dans les deux premières catégories, et on aurait été peu flatté de se rencontrer dans la troisième ; on est plus à l'aise avec le *Dictionnaire des Contemporains*, qui a ajouté à ces trois catégories une quatrième, celle des hommes connus. Il y a plusieurs façons d'être connu et plusieurs degrés ; quant à être contemporain, c'est encore ce qui est le moins difficile.

Avant ce dictionnaire, recommandé par le nom de l'auteur et le nom de l'éditeur, la biographie contemporaine a été une spéculation souvent peu honorable,

mais généralement lucrative. On a employé tantôt l'intimidation, tantôt la faveur : les uns menaçaient de la notoriété publique des personnes qui avaient intérêt à rester dans l'ombre, et se faisaient payer pour ne pas faire de biographie; les autres flattaient les gens plus ou moins connus de l'espoir de figurer dans un recueil d'une grande publicité, et les invitaient à faire eux-mêmes leur biographie ou à corriger celle qu'on leur présentait; après, venait invariablement une facture où ils étaient taxés à tant pour leur collaboration, et, par un renversement bizarre, c'était eux qui soldaient les droits d'auteur; il fallait être assez riche pour payer sa gloire. Le *Dictionnaire des Contemporains* a tué ces honnêtes industries. Je m'imagine que, lorsque on commence un ouvrage comme celui-ci et qu'on écrit de toutes parts pour obtenir des renseignements, il arrive d'ordinaire ces deux choses : on ne reçoit pas de notice de ceux à qui on en demande et on en reçoit de ceux à qui on n'en demande pas. Puis, à qui se fier sur une personne? à la personne même ou à l'étranger? L'un est en mesure d'être bien informé, mais il est sujet à être prévenu en sa faveur; l'autre a la chance d'être moins prévenu et aussi moins bien informé. Il y a là une difficulté extrême, et, quand on y songe, on ne s'étonne pas que M. Vapereau ait commis quelques erreurs; on s'étonne justement qu'il n'en ait pas commis davantage.

J'ai rencontré un exemple assez curieux de ces erreurs involontaires. Le *Dictionnaire universel d'Histoire et de Géographie* de M. Bouillet jouit d'une réputation universelle aussi, et la mieux méritée; quand il parle de géo-

graphie, on est sûr que les lieux n'ont point changé de place, et s'il est question de la géographie de la France, de la France actuelle, il est facile de savoir au juste ce qui en est. Eh bien ! dans la dix-neuvième édition encore[1] lisez l'article *Arcachon*. Vous arrivez du pays où vous avez vu un bassin qui a quelquefois trois lieues de large, et quelque chose comme vingt lieues de tour, des profondeurs d'une centaine de mètres ; vous avez entendu dire qu'on songe à en faire un magnifique port de refuge, et vous êtes bien aise d'avoir des renseignements précis ; naturellement vous ouvrez votre Bouillet : vous y apprenez que c'est une lagune dont une Compagnie a entrepris le desséchement. Et ce n'est pas par hasard que le dictionnaire dit cela ; il y tient : dans la première édition, de 1842, il avance simplement que c'est une lagune ; on lui aura dit qu'il y avait un vice d'information à cet article ; plus amplement informé à l'édition suivante, il ajoute la Compagnie qui a entrepris le desséchement ; et la lagune et la Compagnie tiennent bien, même dans l'édition approuvée à Rome. Pourtant il n'y avait qu'à s'enquérir sur les lieux : ce n'est certainement pas un bassin gascon qui dirait qu'il est une lagune. Et voilà comment, avec la plus vaste instruction et de la meilleure foi, on induit le monde en erreur. Combien de gens regretteront de n'avoir pas d'actions dans l'affaire ! Combien d'autres regretteront de n'avoir pas eu l'idée de cette spéculation, parmi les gens d'esprit de notre temps qui entreprennent avec tant de bonheur le desséchement des actionnaires !

[1] L'erreur a été corrigée dans la vingtième.

On pourra conclure de là qu'il convient d'être indulgent pour quelques erreurs que M. Vapereau a pu commettre, et les fautes de la géographie excuseront les fautes de la biographie. Même, son travail fût-il parfait, il ne le serait qu'un jour, et pour qu'il fût au courant de ce qu'il se passe, il faudrait qu'il y eût une édition tous les matins : c'est la photographie d'une figure qui change sans cesse.

Pour moi, pendant que ce dictionnaire s'est fait, j'ai été ravi de n'avoir pas à le faire. Il y a pourtant quelque chose qui m'aurait plu : ç'aurait été de connaître la correspondance à laquelle il a donné lieu et les matériaux sur lesquels il a été composé, le bien qu'on a dit de soi, le mal qu'on a dit des autres, précisément ce que M. Vapereau a élagué de son volume ; il y avait là les éléments d'un dictionnaire qu'on aurait pu appeler : *les Contemporains peints par eux-mêmes*, et qui serait bien amusant. M. de Sacy raconte que de son temps, lorsqu'il suivait l'audience, les femmes citées en témoignage sur un fait commençaient généralement ainsi : « D'abord, monsieur » le président, moi, je suis bonne. » Il est à parier qu'une multitude de notices disent comme cela, qu'elles sont des développements de nos propres mérites, des variations brillantes sur ce thème favori : « D'abord, » monsieur le rédacteur, moi, je suis un homme d'es- » prit ; » — « d'abord, monsieur le rédacteur, moi, je » suis un grand citoyen ; » on entend cela, pour peu qu'on ait l'oreille fine. Quand on ouvre le dictionnaire pour lequel ils ont composé leur notice, on se les représente comparant avec stupeur ce qu'il leur a été accordé

d'espace à ce qu'ils en avaient pris, et leur dithyrambe à cet extrait de l'état civil.

Oh! ce dictionnaire de M. Vapereau et ce dictionnaire de M. Bouillet, ce répertoire des vivants et ce répertoire des morts, que de réflexions ils font faire! Combien peu de ceux qui figurent dans celui-là figureront dans celui-ci! Combien il faudra que ce volume soit pressé, quel travail il devra subir pour être si terriblement réduit: à dix pages dans cinquante ans, à cinq dans cent ans, à une page dans deux siècles! Et c'est nous qui serons broyés ainsi, nous qui, à cette heure, nous étalons au soleil et passons notre vie à nous disputer quelques pouces de place! Ils sont là sur ma table ces deux volumes, ils se touchent; mais, un soir d'hiver, lorsque le jour baissait et que ma chambre n'était plus éclairée que par la lueur vacillante du feu, je les ai vus s'écarter et entre les deux coulait un large fleuve aux eaux noires, semblable au Styx; la barque y était; il y avait sur le rivage une foule innombrable, « plus serrée que les oiseaux qui émigrent aux premiers froids; » ils se heurtaient et se renversaient pour entrer dans la barque, d'où le passeur les chassait, parce qu'ils ne pouvaient pas payer le prix du voyage. J'étais, moi aussi, sur le rivage, à l'écart; lorsque la foule se fut dissipée, je me présentai à mon tour, avec grande crainte, car je craignais de n'avoir pas l'obole qu'il fallait, et j'offrais au passeur toute ma petite fortune; je lui disais: « Je vous en prie, recevez-moi:
» voici un peu de morale, qui a diverti quelques honnê-
» tes gens pendant quelques heures; voici tout autant de
» philosophie, car je crois que les âmes survivent aux

» corps, et j'ai fait la chasse aux sorciers qui font la » contrebande des esprits. Y en a-t-il là pour une obole? » S'il en manque, prenez-moi toujours avec vous : je » rame; j'aiderai à passer les autres. » Le passeur détourna la tête; une ombre voisine eut pitié de moi et me dit : « Il ne vous entend seulement pas; n'ayez qu'une obole; mais faites-la sonner. »

Le succès du *Dictionnaire des Contemporains* n'est plus maintenant douteux : la nécessité de cette troisième édition, après quatre ans à peine d'existence, le prouve assez; mais le succès ne suffit pas, et nous espérons que la presse et le public reconnaîtront tout ce qu'il est dû d'estime à l'auteur pour avoir achevé avec tant de conscience un ouvrage qui ne sert aucune passion ni aucun intérêt. Nous nommerons volontiers, puisqu'il les a nommés dans sa préface, ceux qui l'ont aidé dans son travail, MM. Belin de Launay, Victor Chauvin, et M. Ferdinand Herold, un homme très-dangereux et à ménager, croyez-moi, « l'homme le mieux informé des innombrables dé- » tails biographiques qu'embrasse l'histoire contempo- » raine. » Tel qu'il est, le *Dictionnaire des Contemporains* est un livre dont on ne peut plus se passer.

(Décembre 1865.)

XVIII

M. VANNSON

L'Université vient de faire une perte bien sensible dans la personne de M. Vannson, professeur de mathématiques spéciales au lycée de Versailles. Je tiens à dire quelques mots de lui, parce que je l'ai pratiqué pendant près de vingt ans, et que chaque année je l'appréciais mieux.

J'ai connu des hommes qui avaient autant d'esprit; je n'en ai pas connu qui en eussent davantage. Dans chaque circonstance il trouvait le mot juste et piquant, du tour le plus original ; c'était une verve intarissable, sans empressement, sans apprêt, sans effort, j'ajoute, comme le meilleur éloge, sans la moindre méchanceté. Dans cet homme d'esprit il y avait une âme. Quel patriotisme ardent! quelle vive sympathie pour tous les opprimés! Les misères humaines et aussi les grandeurs humaines, le courage, le désintéressement, la bonté, la générosité, le touchaient profondément; on lisait dans ses yeux et dans sa voix l'émotion qu'il tâchait de ne pas trahir.

Il était né avec les aptitudes les plus diverses. Égale-

ment curieux et également capable de science et de littérature, il fut longtemps sans choisir entre les deux; une fois qu'il avait gagné pour suffire à sa vie, il se donnait le plaisir de travailler librement, de satisfaire tous les goûts de son intelligence, de sentir que cette intelligence profitait par de pareils exercices. Il atteignit ainsi l'âge de quarante ans. A ce moment, pressé par un devoir impérieux, il comprit la nécessité de prendre un grand parti et se proposa l'agrégation des sciences mathématiques; il y fut nommé le premier dans un brillant concours. Cette nomination lui ouvrit le lycée de Versailles, où la mort l'a trouvé.

C'était un vrai professeur. Ennemi des procédés artificiels par lesquels on fournit aux écoles du gouvernement des sujets hâtifs, sans vigueur; incapable d'admettre que l'on fît de l'instruction une chose mécanique, en même temps qu'il donnait aux jeunes gens la science, il formait en eux l'esprit mathématique, qui vaut mieux que la science même; aussi, pendant sa longue carrière, il a peuplé les écoles du gouvernement et les services publics de sujets bien préparés, qui, partout où ils ont été, ont vite pris leur rang. Quant à cette autre partie du professeur, à l'intérêt sérieux qu'il porte à ses élèves, tous lui rendront justice, et ceux qui, il y a quelques semaines encore, recevaient ses leçons, n'oublieront pas le spectacle qu'il leur a donné. Préoccupé de ne pas laisser son cours en souffrance, il a soutenu contre le mal qui le détruisait une lutte silencieuse et terrible; il ne s'est couché que terrassé, et sa classe a été la constante pensée qui tourmentait sa fièvre.

Avant que survinssent ces cruelles épreuves, tout entier à son cher enseignement et à des travaux de haute science, qui ont paru dans des Annales de mathématiques, où il faut espérer qu'on les recueillera, il ne désirait rien, ni avancement, ni distinction, et, lorsque la décoration de la Légion-d'Honneur vint le chercher, il n'y avait que lui qui ne l'attendît pas. Lorsqu'on songe à tant de si remarquable intelligence employé au service de chaque jour, comme on se prend à déplorer qu'il n'ait pas été transporté dans une situation plus haute, avec du loisir pour produire tout ce qu'il y avait en lui ! Il est bien vrai, quiconque s'est usé à enseigner la jeunesse n'a rien à regretter : il a occupé utilement sa vie ; mais si on réfléchit à ces libéralités mystérieuses de la Providence, qui doue à plaisir certains esprits, et à cet autre mystère de la destinée, qui retient ces facultés dans l'ombre ou les tire à la lumière, on se demande avec inquiétude ce que l'enseignement a consommé de richesses naturelles, s'il ne fait pas souvent ce qui se fait dans un autre art, où l'ouvrier brise des pierres de prix et les réduit en une poussière qui lui sert à en polir d'autres. Cette fois il n'y a pas à en douter, la pierre qui a servi à cet usage était d'un grand prix.

Oui, on peut le redire sans rien de cette complaisance que l'on a envers ceux qui ne sont plus, la mort de M. Vannson est une grande perte pour l'Université ; mais cette perte même ne saurait se comparer au deuil d'une famille qui lui a été une société si intelligente et si tendre, qui lui a donné et a reçu de lui tout le bonheur que renferment ces profondes affections. Puisse-t-elle trouver

quelque soulagement à sa douleur en lisant ce témoignage sincère et le discours d'adieu que notre ami M. Anquetil a adressé, au nom du Lycée de Versailles, à un ancien collègue, avec la plus touchante éloquence !

(1864.)

M. LE COMTE D'HAUTEFEUILLE

M. le comte d'Hautefeuille vient de mourir à Versailles [1], et avec lui a fini une ancienne famille française. Né à Caen le 7 janvier 1770, il entra dans sa quinzième année au service, et remplit les fonctions d'aide de camp près de son père. Il se souvenait d'être monté dans les carrosses le même jour que M. de Châteaubriand ; il assista aux fêtes de Cherbourg quand Louis XVI s'y rendit ; il allait souvent faire sa cour à Versailles, et était admis

[1] Le 21 septembre 1865.

aux petites réceptions de la Reine. Imbu des idées libérales de la jeune noblesse, mais royaliste fervent, il vit avec effroi les excès de la Révolution, émigra, fit partie de l'armée des Princes, et quand cette armée fut dissoute, se retira à Stockholm, où il fut admis dans les hussards de la garde du Roi. Il était à Stockholm lorsque Gustave IV fut contraint d'abdiquer, et il observa avec curiosité une cour et un pays dont il aimait plus tard à s'entretenir. Il revint définitivement en France en 1811. Napoléon ayant, en 1813, réorganisé les gardes nationales, pour rendre toutes les troupes disponibles, il fut nommé colonel de la garde nationale de Caen, conserva cet emploi sous la Restauration, le quitta aux Cent-Jours, pour ne pas signer l'Acte additionnel, le reprit après Waterloo, et fut bientôt nommé, dans l'armée, colonel d'état-major. Elu député du Calvados, il siégea de 1816 à 1824, et assista comme gentilhomme de la chambre au sacre du roi Charles X. En 1830, il se démit de toutes ses fonctions et se retira, avec de très-modestes revenus, dans sa propriété de Saint-Vrain.

L'existence n'a pas été facile à ceux de notre nation qui, ayant âge d'homme en 1789, ont vécu jusqu'à nos jours, s'ils n'ont pas apporté en naissant une conscience complaisante, qui fût aux ordres de la fortune. L'existence de M. le comte d'Hautefeuille fut donc très-bouleversée par les événements politiques ; les chagrins privés ne lui furent pas non plus épargnés : il a vu tomber tant de monde, tant des siens autour de lui ! Heureusement, la Providence, qui l'avait assez éprouvé, fit grâce à ses dernières années ; elle lui prépara dans sa famille

des asiles entre lesquels il se partageait, et où l'on disputait de respect, de soins et d'affection qui ont charmé et prolongé sa vieillesse.

C'est là que se pressait près de lui toute une société, à qui on ne peut rappeler que bien incomplétement celui qu'elle a connu. Il a eu cette rare destinée de mourir à quatre-vingt-seize ans, entier de cœur et d'esprit. Son esprit, en effet, n'a pas un moment cessé d'être présent. Il était au courant des affaires publiques, et comme il avait toujours attaché un grand prix aux lettres, il était au courant des ouvrages remarquables qui paraissaient: il se les faisait lire ou les lisait lui-même, il faisait copier ce qu'il avait trouvé de meilleur pour le relire à son aise; aussi sa conversation était sans cesse nouvelle. Quelque opinion que l'on eût, on causait sans crainte avec lui; car bien qu'il fût de feu dans ses sentiments, sa politesse était si exquise, qu'il n'usait jamais d'une autorité qui lui eût été naturelle, et au-devant de laquelle tout le monde fût allé, par un juste respect. Mais il y avait chez lui plus que cette politesse dont nous parlons; on sentait un homme qui avait réfléchi, qui avait douté peut-être, qui comprenait combien il est facile à la raison humaine de se tromper, et qu'on peut être dans des convictions contraires avec une loyauté égale. En dehors de ces conversations sérieuses, il était prêt à toute causerie, toujours avenant et aimable, plein de finesse, de bonne grâce et d'enjouement; en vrai Français qu'il était, une bonne conversation lui faisait oublier son âge et ses maux, et lui donnait un jour de vie. Aussi, comme il recherchait ceux qui lui appor-

taient ce plaisir, et que de grâces il a rendu à notre Emile Deschamps, l'homme excellent, le charmant causeur ! N'oublions pas un commerce léger de petits vers (car nous parlons d'un homme du dix-huitième siècle), et une correspondance d'un naturel accompli.

De même que son esprit, son cœur a toujours été présent : il n'oubliait rien de ce qui intéressait les personnes qui le visitaient, et rien des attentions qu'elles avaient pour lui. Je ne parle pas des pauvres, qui savent seuls ce qu'il a donné. Sa foi religieuse était profonde; mais il n'entendait pas renoncer aux principes sur lesquels vit la société moderne. En politique, il résistait à tout ce qui était excessif ; mais on comprend qu'entre l'excès de la liberté et l'excès de l'autorité il penchât vers le second parti : il était dominé par les souvenirs de sa jeunesse; il avait vu la Terreur et ne voulait plus la revoir. Du reste, sa nature n'était pas celle d'un politique contemplatif ; il était prêt à payer de sa personne : lorsque en 1848 (il n'avait alors que soixante-dix-huit ans), il apprit que la poudrerie du Bouchet, proche de Saint-Vrain, était menacée, il prit son fusil de chasse et marcha au danger avec son fils.

L'âge lui avait ôté la force sans lui ôter l'ardeur : il était tout vivant dans ce lit et ce fauteuil où se passait désormais son existence; il ne voyageait plus que de Paris à Versailles, et chaque printemps nous le ramenait. Il aimait Versailles, où l'on est plus près qu'à Paris les uns des autres, et où l'on croit sentir qu'on tient plus de place dans l'existence de ses amis. J'ai eu l'honneur de l'y voir souvent dans ces dernières années.

Lecteur assidu du *Journal des Débats*, il avait bien voulu remarquer ce qu'il y avait de sincérité et de modération dans les écrits d'un de ses plus humbles rédacteurs; il semblait prendre à tâche de réparer, par la vivacité de son affection, le temps que j'avais perdu à ne pas le connaître, et cette haute amitié m'était un encouragement qui me manquera.

Il s'est éteint dans cette douce retraite, où il ne sera point oublié. Il était prêt : il savait que la durée de sa vie était exceptionnelle, qu'il n'avait plus depuis longtemps déjà que des jours de grâce, et qu'il ne devait pas compter qu'il en serait ajouté un grand nombre à ceux-là; aussi il acceptait avec reconnaissance ceux qui lui étaient donnés, et il attendait sa fin prochaine avec fermeté. Quand la mort est venue, il a bien compris que c'était elle et n'a pas détourné les yeux; il l'a remerciée d'être douce envers lui, en lui épargnant les grandes souffrances, et en lui permettant de prendre congé de ceux qu'il avait aimés. Ses dernières journées, dont on a pieusement noté le souvenir, sont des plus touchantes: une clairvoyance complète, une parfaite sérénité, et la simplicité pareille, pas une plainte, pas un spectacle; quand on essaie de le tromper sur son état, des réponses où il se joue avec sa grâce accoutumée; enfin rien qui ne convienne à la dignité de la mort, avec le calme d'un sage qui sait ce que vaut la vie, qui n'estime de la terre que les bons cœurs qu'il y a rencontrés, et qui va ailleurs les retrouver ou les attendre.

Elle disparaît tous les jours cette génération qui a fait les grandes guerres et vu la grande Révolution;

quelle forte race, celle qui a pu traverser de semblables épreuves ! et en même temps, que c'est bien notre race française, finement et fièrement trempée, comme l'acier ! On ne peut contempler avec indifférence les témoins subsistants d'événements inouïs, et on ressent un singulier respect devant ceux qui ont été constamment modérés dans ces époques violentes et qui ont rapporté d'une si longue route leur honneur entier.

Tel a été M. le comte d'Hautefeuille.

(1865.)

XIX

DE LA DÉCENTRALISATION

Nous devons au gouvernement, qui a promis une loi sur les conseils municipaux et de département, et au projet de Nancy, qui a produit une grande émotion dans le public, la réimpression d'un très-intéressant volume de M. le baron de Barante : *De la décentralisation en* 1829 *et en* 1833 [1], avec une préface de son petit-fils, M. Robert de Nervo : *Quelques mots sur le projet de Nancy*, préface qui est un intelligent commentaire du livre, à notre présent usage. Il n'y a pas à se le dissimuler, la décentralisation est à l'ordre du jour, et non seulement le pays la demande, mais il commence à savoir ce qu'il désire. Ainsi, quand on a transporté la décision de certaines affaires des ministres aux préfets, et qu'on a appelé cela décentraliser, le pays a cru qu'on ne l'avait pas bien compris, et on transporterait la décision des préfets aux sous-préfets, qu'il ne serait pas encore con-

[1] Un vol. in-18. Paris, Douniol.

tent; il paraît qu'il voudrait faire ses affaires lui-même.

Quand on fera une loi sérieuse de décentralisation, pour s'y préparer, il sera utile de lire le volume de M. de Barante; les principes essentiels sont là, dans l'opuscule de 1829, posés avec une remarquable justesse; ils ont inspiré les progrès qui sont survenus depuis et inspireront ceux que l'on attend. Espérons que les esprits seront mûrs pour cette discussion; toutefois nous ne sommes pas sans quelque inquiétude. Il convient de distinguer beaucoup entre l'expérience des choses humaines et l'expérience des affaires humaines. Pour avoir la première, il suffit d'ouvrir les yeux, de regarder le cours des événements qui passent par-dessus nos têtes; le solitaire le plus retiré en est capable, et cette contemplation est philosophique par excellence; pour avoir l'expérience des affaires humaines, il faut s'y mêler, y mettre la main, apprendre par quels ménagements elles se conduisent, quels secours la nature donne à ceux qui la consultent et quels échecs elle fait subir à ceux qui la négligent. La France a plus qu'aucune autre nation l'expérience des choses humaines, car elle a vu assez de révolutions; mais il n'y aurait pas à s'étonner si elle avait moins l'expérience des affaires humaines, car si elle a changé de tuteurs, elle n'a guère changé de tutelle.

Nous prendrons un exemple chez des hommes qui sont certainement parmi les plus éclairés de ce temps, parmi les rédacteurs du projet de Nancy. Pour éviter les erreurs qu'un administrateur, un préfet ou un sous-préfet peut commettre, quelques-uns des rédacteurs pro-

posent de donner une part d'administration aux corps délibérants, aux conseils de canton ou aux conseils généraux; ils créent un comité permanent, chargé de surveiller l'exécution des décisions de ces conseils. Comment ne voient-ils pas l'inconvénient d'une pareille institution ? Un comité sentira vite qu'une action veut un homme, et les membres se partageront le pouvoir, chacun étant maître dans son département et n'intervenant pas dans celui de ses collègues. On n'aura donc pas obtenu ce qu'on désirait, mais on aura fait un mal certain, car du moment qu'un seul agit et que tous sont responsables, c'est comme si personne ne l'était, et tel qui n'aurait pas osé signer seul une décision, la prend hardiment quand son nom est confondu avec les noms des autres. Quelquefois ce sera l'incapacité qui s'abritera ainsi, quelquefois la passion, et la passion terrible dans des temps extraordinaires, lors des triumvirats et des comités de salut public, lorsqu'on se passe réciproquement des victimes, par esprit de concession mutuelle et de bonne confraternité. Nous n'augurons rien de si tragique des comités substitués aux sous-préfets et aux préfets ; mais ces exemples montrent en grand la vérité de ce principe : Pas de pouvoir sans responsabilité. Du reste, le système qui plaît à une partie des rédacteurs du projet de Nancy a été déjà essayé ; il l'a été en Prusse, où il a fallu l'abandonner ; il l'a été en France, sous l'empire de la Constitution de 1791, qui avait créé des Directoires de département et de district ; l'épreuve qui en a été faite ne doit pas donner envie de recommencer.

Nous touchons ici le plus important problème politi-

que, celui de la responsabilité. On a généralement une façon matérialiste de la concevoir : on entend qu'un pouvoir qui aura été coupable pourra être cité devant une Cour de justice et condamné. Certainement il y a de pareilles choses écrites dans la loi, et on a vu de petits fonctionnaires poursuivis avec autorisation du Conseil d'Etat, quoique cela ne soit pas permis tous les jours ; mais si on parle des ministres, ils ne sont guère mis en jugement que le lendemain des révolutions, lorsque les révolutions s'occupent d'eux, et elles n'intentent guère ces jugements que pour manifester leur clémence. Quant aux souverains responsables, il est certain que le droit de les accuser est écrit ; il y a seulement quelques difficultés de procédure. Tranquilles de ce côté, ils sont, comme nous tous, responsables devant le destin.

A cette responsabilité des grands jours il serait bon d'en substituer une de tous les jours ; M. de Barante l'a on ne peut mieux définie : « la nécessité d'être surveillé » et contredit par de libres délibérations. » Ajoutons, pour être complet, « d'être surveillé et contredit par la » libre expression de l'opinion publique. » Dans ces conditions vraies, la responsabilité est un frein intérieur : c'est une pensée qui empêche de tout oser ; on réfléchit avant de prendre une décision qu'il faudra être prêt à défendre et dont on aura l'honneur ou le blâme. Quand l'honneur est sincère et que le blâme est libre, personne ne joue avec la responsabilité.

L'écrit de 1829, composé, comme sa date l'indique, la veille d'une révolution, est une vive peinture de la France à cette époque. On sent le souffle libéral qui

devait renverser la monarchie de la Restauration. « Toute » autorité se corrompt et s'affaiblit lorsqu'elle est absolue et lorsqu'elle n'admet pas régulièrement la discussion de ses actes. » — « Le libre vote de l'impôt, la » discussion publique, la triple volonté nécessaire pour » la loi, la responsabilité des ministres, le droit de pétition, la liberté de la presse, composent un système de » défense autour des droits des citoyens. » Et ceci contre les ministres, à qui l'avertissement fut inutile : « Ils livreront l'administration à un parti, et alors elle sera » partiale. Pour avoir justice, il faudra professer telle » ou telle opinion, ou, en mettant les choses au mieux, » il y aura une justice large et libérale pour les uns, » étroite et hostile envers les autres... L'administration » sera comme une vaste ligne de circonvallation qui environnera le gouvernement représentatif, en défendra » les avenues à l'opinion publique, en étouffera les principes, et plus tard pourra en détruire jusqu'à la forme.» La France d'alors souffrait d'un mal déjà ancien, de la terrible centralisation qu'avait conçue le génie de l'Empereur. Le *Journal des Débats*[1] disait ces jours-ci, on ne peut mieux, que sous Napoléon « le citoyen fut transformé en administré ; » M. de Barante allait au principe du mal : dans l'administré il voulait ressusciter le citoyen ; ce n'est pas sa faute s'il n'a pas réussi.

Il nous semble que le livre de M. de Barante est aussi une excellente école pour former chez nous l'esprit pratique, qui est si précieux et qui manque quelquefois dans notre histoire ; la prochaine loi sur les conseils mu-

[1] 27 décembre.

nicipaux et de département sera un sujet où ce qu'il est entré de cet esprit dans la nation pourra se montrer. Voyons clairement ce qui est. La commune est réelle, le canton est réel : ils représentent une communauté d'intérêts ; l'ancienne province était réelle : elle était fondée sur des ressemblances de mœurs ; le département et l'arrondissement sont artificiels, découpés plus ou moins arbitrairement dans la France ; seulement le département, considéré comme une personne capable de posséder et de gérer sa fortune, a peu à peu acquis une existence réelle qu'il n'avait pas d'abord, tandis que l'arrondissement est resté et paraît devoir rester une expression administrative. Voilà donc sur quel terrain on aura à se tenir. On trouvera dans le livre de M. de Barante et dans le projet de Nancy d'utiles indications pour la création d'un conseil cantonal, qui devrait, ce nous semble, non pas substituer son action à celle des communes, comme le réglait la constitution de 1795, mais être auprès des sous-préfets, et par eux auprès du conseil de département et de l'administration supérieure, un organe compétent des vœux des populations.

S'il y a de tels rapports entre les habitants d'une même portion de territoire, commune, canton ou département, une bonne loi sera celle qui fortifiera l'existence du département, du canton ou de la commune, et qui fera que les citoyens en aient un sentiment plus vif ; par conséquent aussi la meilleure loi électorale serait la loi qui tiendrait compte de cela et qui enverrait ensemble au scrutin ceux qui ont par quelque point une vie commune ; la France électorale devrait être calquée sur la

France réelle. A ce point de vue, on ne saurait trop regretter ce qu'il a été introduit de factice dans les circonscriptions électorales, et que l'arbitraire, qui avait découpé les départements, ait découpé les villes même, comme on l'a vu aux dernières élections municipales. Nous admirons ce qu'il y a d'ingénieux dans ces procédés : tantôt on marie des gens qui ne se connaissent pas, pour empêcher qu'ils ne s'entendent : tantôt on les choisit d'humeur contraire, pour paralyser ceux que l'on craint, et on ajoute aux électeurs des villes des électeurs des campagnes, comme on mettrait de la terre à leurs souliers, pour les empêcher d'aller si vite. Nous le répétons, c'est fort ingénieux, mais on ne fait pas cela sans causer au pays un certain malaise, par le sentiment qu'il a d'une situation fausse, et ce malaise est de toutes les choses ce qu'il y a de plus fâcheux. On demande toujours que les élections municipales soient purement municipales, que les élections locales soient purement locales ; c'est fort bien ; mais toutes les circonstances ne se prêtent pas également à ce qu'il en soit ainsi. Supposé que la politique eût sa juste place, elle se désintéresserait des élections locales et ne songerait point à les dénaturer ; au contraire, si la politique n'avait pas la place qu'elle doit avoir, elle se mettrait partout.

Nous nous arrêtons, il le faut, car nous n'en aurions pas fini de sitôt avec le livre de M. de Barante. Ce livre introduit dans le monde des publicistes un nom nouveau qui ne manquera pas d'éveiller l'intérêt. Le jeune auteur de la préface est certainement un libéral ; si on demande quelque indication de plus, nous la trouvons, à

ce qu'il nous semble, dans le passage sur « le général » de La Moricière, ce grand citoyen dont la France et » l'Eglise pleurent la perte. » Il y a des sujets d'éloge et des manières de louer qui sont une signature et une date ; c'est ce qui se passe en ce moment pour le général de La Moricière, que ses nouveaux amis entourent avec tant d'empressement qu'ils risquent de le cacher un peu au reste de la nation ; les dernières années de sa vie lui auront valu une fortune inattendue : il était un héros français, on en fera un saint du calendrier romain. Avec cette nuance, M. Robert de Nervo est un bon défenseur de notre cher libéralisme, qui va vraiment très-bien.

(Janvier 1866.)

XX

L'ANGLETERRE AU XVIII[e] SIÈCLE [1]

Cet ouvrage contient, on le sait, avec des Études sur Bolingbroke, H. Walpole, Junius, Burke et Fox, une introduction jusqu'ici inédite, qui, écrite en 1852, inspirée, comme le livre de M. de Montalembert sur l'*Avenir politique de l'Angleterre*, par la vue du pays et le souvenir de la France, est, comme ce livre, d'un admirable accent.

Nous prions le lecteur qui ouvrira les Etudes dont nous venons de parler, de ne pas s'effrayer si elles lui demandent quelquefois une attention suivie, et nous comprendrons à notre tour qu'il ait des moments d'hésitation. Nul ne peut exiger que nous nous intéressions également à toute l'histoire parlementaire de l'Angleterre au dix-huitième siècle; nous savons si peu notre propre histoire parlementaire des trente et quelques années de ce siècle-ci, et même nous tenons si peu à la sa-

[1] *L'Angleterre au* XVIII[e] *siècle,* par M. Charles de Rémusat, de l'Académie française, 2 vol. in-18, nouvelle édition, Didier.

voir! il ne faut pas moins que MM. Guizot, de Viel-Castel et Duvergier de Hauranne pour nous y intéresser. Les influences qui forment et dissolvent les majorités, les changements de ministères, ce ménage de gouvernements de discussion, qui passionne si vivement les contemporains, parce qu'à l'amour et à la haine des principes se joignent l'amour et la haine des personnes, ces mille événements quotidiens, au bout de quelques années, se perdent dans l'ensemble et ne nous diraient plus rien si l'histoire n'avait ses réhabilitations et ses vengeances. Quoique M. de Rémusat sache cela, il a entrepris de retracer la vie parlementaire de l'Angleterre au dix-huitième siècle; il en a fait comme le fond sur lequel il a peint les portraits de ses personnages; il a voulu écrire l'histoire et n'a pas consenti à sacrifier aux faiblesses du public; mais si ces détails de la vie intérieure du gouvernement anglais risquent par eux-mêmes de languir, ils empruntent un singulier attrait à la personne de l'historien, qui, retrouvant ici le jeu des idées et des passions qu'il a vu ailleurs et auquel il a été mêlé, nous donne de précieuses leçons de politique; il prend, pour les donner, la juste autorité qui lui appartient:

« Pourquoi, dit-il, ne pas en convenir? On s'imagine que ceux qui ont vécu depuis trente ou quarante ans au cœur des affaires de la France, ont appris la langue que parle l'histoire d'Angleterre. Les sentiments et les pensées qui animent les acteurs ou les témoins de ces scènes appelées restauration ou révolution, la vie des partis, le monde parlementaire, sont des choses qu'ils doivent connaître, au moins par expérience. Il peut être aujourd'hui très-inutile de savoir tout cela; mais enfin ils le savent, et il leur manque la flexibilité d'esprit nécessaire pour apprendre autre chose. Peut-être leur passera-t-on

d'oser écrire sur ce qu'ils pensent connaître, de profiter d'une expérience qui, dit-on, doit finir avec eux, et de parler de ce dont ils se souviennent avant que ce soit tout à fait oublié. Les hommes d'aujourd'hui seront plus heureux : dispensés d'un laborieux apprentissage, ils recueilleront sans avoir semé ; leur destinée ne leur coûtera nul effort ; ils jouiront du bonheur de leur patrie sans y être pour rien, et s'étonneront qu'on ait pris avant eux tant de souci de choses aussi indifférentes que les affaires publiques. »

C'est plaisir d'entendre parler ainsi ; aussi bien on ne trouvera ni un plus libre esprit, ni une âme plus élevée. M. de Rémusat est le même partout : en politique, il dédaigne d'être chef dans un parti s'il faut s'y enfermer, et se contente de recommander à tous de comprendre et d'aimer le pays ; en philosophie, il n'est pas un chef d'école, s'il faut presser des hommes de souscrire à un système sur sa parole ; mais il encourage par son exemple tous ceux qui se dégagent des formulaires et qui écartent les opinions convenues pour aller à la vérité.

Essayons, nous aussi, de la voir telle qu'elle est et, puisqu'il s'agit ici de l'Angleterre, où on va « chercher » le gouvernement, comme on cherche les arts en Italie, » osons proposer une réflexion. Il nous semble que, dans les essais qui ont été faits chez nous pour imiter l'Angleterre, il y a eu une commune méprise, qui persiste encore et à laquelle il est temps de renoncer. Ce qu'on a regardé d'abord comme l'essence de la Constitution anglaise, ç'a été son gouvernement, ses trois pouvoirs, son roi et ses deux Chambres, la pondération de la royauté, de l'aristocratie et de la démocratie ; à quoi il n'y avait qu'un malheur, c'est que l'aristocratie manquait en France et qu'une aristocratie est ou n'est pas, mais qu'on

ne la fait pas. On s'obstina à en faire une, et on ne parvint qu'à composer une assemblée qui, sous divers noms, n'a jamais réussi à exister et n'a jamais gêné personne, ni les gouvernements quand ils sont debout, ni les révolutions quand ils sont par terre. Cette première idée de créer une aristocratie n'en a pas moins continué de préoccuper les esprits, de leur paraître le nœud du problème de la liberté politique ; on l'a vue encore, il y a quelques mois, se produire devant le Corps législatif ; on voulait cette fois créer une aristocratie naturelle, fondée sur la propriété, et, pour que la société se constituât, on voulait abolir l'article du Code civil qui fractionne les héritages ; par malheur, on tient encore chez nous que les biens des pères doivent être partagés également entre les enfants, comme l'affection ; on goûte peu une politique qui choisit la famille pour y mettre l'inégalité et la discorde, qui sont assez ailleurs, et qui s'en va gâter ce que nous avons tout simplement de meilleur en France.

Au lieu de copier plus ou moins heureusement les dehors de la Constitution anglaise, il serait utile d'entrer dans son principe et de s'en pénétrer ; or tout est ici : en Angleterre, il y a une vie publique, c'est-à-dire les affaires du pays sont les affaires de tout le monde ; il y a une large information, une large discussion ; on n'y a pas inventé que l'information est un manque de patriotisme et la discussion un manque de confiance, une ingratitude envers le gouvernement. Voilà dans quel élément jouent les pouvoirs, l'élément résistant sur lequel ils s'appuient pour marcher, et voilà bien, en fait de

politique, quelque chose d'essentiel, de réel et de plein. On n'a pas imaginé non plus en Angleterre que le pays doive s'occuper pendant un temps de ses affaires et se reposer après; on n'a pas conçu cette sorte d'action politique qui, à l'instar de nos tragédies classiques, se passe en quelques heures dans le vestibule d'un palais; l'action y est constante et répandue partout, comme la vie dans notre corps. Espérons qu'on le comprendra enfin : la liberté n'est pas une question de poids et de ressorts dans un mécanisme solitaire, c'est une question de milieu; elle n'est pas dans telle ou telle nature de gouvernement, elle est dans la vie publique ; avec la vie publique, il n'y a pas de gouvernements intolérables ; sans la vie publique, tous les gouvernements se valent à peu près : il n'y a plus que des forces qui se précipitent dans le vide.

S'il existe encore des personnes qui s'imaginent que la liberté est un luxe, que le gouvernement représentatif, avec la tribune et la presse, est un gouvernement de journalistes et d'avocats, qu'ils aiment parce qu'ils y brillent, ces personnes ont tort : la liberté n'est pas un luxe, elle est le nécessaire; la liberté, c'est la sécurité, dont tout le monde a besoin, tout le reste encore plus que les avocats et les journalistes. Le bruit de la parole publique peut quelquefois fatiguer les hommes qui travaillent, et elle mérite quelquefois leur mépris, quand elle est un vain amusement; mais elle est autre chose que cela : dire que les affaires se font par la parole, c'est dire qu'elles sont discutées avant d'être faites, que les intéressés sont entendus, qu'ils auront la permission de

se défendre pour maintenir leur situation actuelle, ou du temps pour se préparer à une situation nouvelle, et qu'ils ne seront pas frappés sans être avertis.

Nous recommandons vivement l'ouvrage de M. de Rémusat à ceux qui s'intéressent encore à la politique; pour d'autres, il y a d'autres objets, et plusieurs des personnages qu'il a peints nous touchent par bien des côtés. Bolingbroke, par exemple, ne saurait nous être indifférent, car son nom se trouve mêlé au nom de plusieurs personnes de notre dix-huitième siècle, et surtout à celui de Voltaire. Voltaire l'a vu pour la première fois en France, dans le domaine de la Source, à la fin de 1721, et paraît avoir reçu une forte impression de cette visite; il l'a revu en 1726, en Angleterre, après son affaire avec le chevalier de Rohan, et on sait que les deux ans qu'il passa dans ce pays ne furent pas des années perdues, car il en rapporta ses *Lettres sur les Anglais*. Il avait voulu dédier *la Henriade* à Bolingbroke, il lui dédia son *Brutus*, et couvrit souvent de cette autorité ses attaques contre les religions positives et ses travaux en faveur de la religion naturelle.

Le nom d'Horace Walpole se rattache, en France, à celui de Mme du Deffand. Comme le dit M. de Rémusat: « En fait de roman, la question ordinairement posée est » celle-ci: « A-t-on eu raison d'en aimer le héros? » C'est ce héros qu'il essaie de nous faire connaître, dans une fine étude où le modèle est serré de près. Il l'a représenté dans son château de Strawberry-Hill, d'un air que l'on sent qui est vrai, et c'était probablement le véritable Walpole: celui qui nous est donné dans les lignes

suivantes : « Il n'est grand en rien, supérieur que dans » ses lettres, mais il est lui-même en tout, et la distinc- » tion ne lui manque en aucune chose. Quand on aura » dit qu'il était un peu sec, un peu dédaigneux, un peu » difficile; quand on aura ajouté qu'il n'était pas exempt » de prétention ni d'exigence, que sa nature délicate le » rendait irritable et ôtait à son commerce le charme de » l'abandon, la part du mal sera faite, et, franchement, » dans ce qu'on appelle le monde, est-ce là un fardeau » bien lourd à porter ? » M. de Rémusat le défend contre Macaulay, qui l'accuse d'être tout affectation, en opposant à ce jugement celui de son amie, et ajoute : « Ce » n'est pas toujours se tromper sur quelqu'un que de » l'aimer. » Il croit que Walpole a apprécié et aimé Mme du Deffand, quoiqu'il redoutât les vivacités d'une amitié passionnée, qui risquait d'avoir pour confidents les commis de la poste aux lettres et les personnages à qui ils procuraient ces distractions. Mais s'il fut dur pour elle (les hommes le sont aisément), il lui fut un loyal ami, et, vivante et morte, il lui fut fidèle. Il était venu quatre fois pour elle à Paris ; après elle il n'y revint plus. « Il était insupportable, d'accord, dit son bio- » graphe, il n'était pas indifférent. » M. de Rémusat a cité une de ses lettres (à lord Chute, 1743), qui, outre qu'elle est piquante, dénonce un curieux rapport entre son esprit et celui de son amie et une sympathie par où ils ont pu se rapprocher :

« Oh! mon cher Monsieur, ne trouvez-vous pas que les neuf dixièmes de ce monde ne sont bons qu'à vous faire désirer d'être du dixième restant? Je suis si loin de m'accoutumer à l'humaine espèce

en vivant avec elle, que ma férocité naturelle et ma sauvagerie ne font qu'empirer chaque jour. Ils m'excèdent, ils me fatiguent; je ne sais que faire d'eux, je ne sais que leur dire. J'ouvre à grand bruit les fenêtres, et je me figure que je manque d'air. Quand je puis me sauver, je me déshabille et je crois avoir encore du monde dans mes poches, dans mes cheveux, sur mes épaules... C'est, j'en ai peur, que je deviens vieux; mais il me semble à la lettre avoir tué un homme qui s'appelait Ennui, car son spectre est toujours devant moi. »

Voilà un cri à la du Deffand. Du reste, je ne sais pas au juste si le principe de l'ennui, chez tous les deux, était le même. Ce que l'on sait le mieux, c'est que Mme du Deffand, par ses fautes et par la cruauté de la destinée, avait fait une triste expérience de la vie; qu'elle vivait dans un siècle qui lui plaisait peu, ayant le goût trop grand et la raison trop sérieuse pour se contenter des petites productions et de la philosophie superficielle du jour, étant femme et sincère, c'est-à-dire avide d'aimer et méprisant tout ce qui n'était pas cela. Quant à Walpole, il est moins transparent. Il a écrit et répété: « Le monde est une comédie pour l'homme qui pense, une tragédie pour l'homme qui sent. » Avait-il pleuré à cette tragédie, ou était-il décidé à n'y pas pleurer? On peut croire qu'il n'y avait pas été insensible et que la tragédie lui avait gâté la comédie. Il paraît s'être créé des goûts pour remplacer les passions, et avoir éprouvé que les amusements n'amusent jamais longtemps; il paraît s'être fait un certain équilibre artificiel, que tout menaçait de rompre et pour lequel il entra en effroi lorsque Mme du Deffand se précipita vers lui avec son impétuosité française.

Des divers personnages que M. de Rémusat a étudiés,

Fox est celui qui attire davantage : il mérite notre reconnaissance pour avoir aimé notre pays et être resté fidèle à notre révolution, malgré ses erreurs et ses crimes ; il éveille encore la sympathie qui se déclara pour lui lorsque, étant venu en France en 1802, à une représentation de *Phèdre*, toute la salle se leva pour lui faire honneur. C'est là que Napoléon et lui se virent pour la première fois ; on a conservé, et M. de Rémusat le rapporte, le souvenir de leurs relations et du charme qu'ils exercèrent l'un sur l'autre ; on retrouvera ici ce que M. Thiers a raconté, la fière réponse qu'il fit à celui qui, devant un globe terrestre, s'étonnait du peu de place qu'y tenait l'Angleterre : « Oui, c'est dans cette île si » petite que naissent les Anglais, et c'est dans cette île » qu'ils veulent tous mourir. Mais, ajouta-t-il en étendant » les bras autour des deux océans et des deux Indes, » mais, pendant leur vie, ils remplissent ce globe entier » et l'embrassent de leur puissance. » Pour arriver à être l'homme qu'il fut dans la seconde moitié de sa vie, Fox eut à se dégager des fâcheux engagements de la première : en politique, il se détacha de la cour et devint le grand libéral que l'on connaît ; quant à sa vie privée, il eut à oublier l'éducation paternelle. Son père avait ce singulier système d'inoculation morale qui consiste à donner une maladie certaine pour éviter une maladie incertaine ; conformément à cette idée, « il conduisit le jeune Fox à Spa, afin qu'il s'inoculât l'amour du jeu ; il réussit si bien, qu'il dut payer une fois 3 millions 500,000 fr. de dettes. Il fallut, pour guérir Fox de cette funeste passion, qu'une grande passion, celle du bien public, le saisît

tout entier ; quand cela arriva, il s'arrêta net sur la pente qu'il descendait ; il comprit ce que dit bien M. de Rémusat : « Que la réputation privée est une force et un de- » voir de la politique. »

Nous nous séparons à regret de ces fortes études sur l'Angleterre, de ce livre d'un sage que l'exil et la disgrâce n'ont ni converti ni aigri. On raconte qu'on demanda un jour à M. Molé pourquoi les hommes politiques sont si vite fatigués, et qu'il répondit : « C'est qu'ils ne savent pas s'asseoir ; » un mot d'une admirable vérité. Sans doute l'activité fatigue, mais elle calme aussi, parce que l'âme y est dans son élément ; ce qui est insupportable, c'est après qu'on a conduit les affaires, de songer qu'on a encore la force de les conduire et que cette force est inutile, de s'exaspérer en vain contre le train des choses; de souhaiter qu'elles aillent mal, afin d'être nécessaire, de s'apercevoir qu'elles vont sans nous, et de penser qu'elles peuvent continuer d'aller ainsi, de s'agiter à vide, de s'épuiser en efforts pour ressaisir le pouvoir perdu, de le voir se rapprocher pour s'éloigner encore, de rouler en haut son rocher qui retombe, d'être attaché à la roue qui tourne toujours ; il y a là de cruelles souffrances, et il vient à l'idée que Tantale, Ixion et Sisyphe étaient des politiques qui ne savaient pas s'asseoir. Il en est d'autre sorte, ceux qui, n'attendant rien pour eux, ont toutes les grandes ambitions pour leur pays, même lorsque leur pays semble ne plus les avoir, et qui le suivent avec émotion dans les vicissitudes par où il passe. Nous ne disons pas qu'ils soient sûrs d'être plus heureux que les premiers, car ils

ne sont pas maîtres des événements, mais du moins ils ont de plus nobles chagrins.

Il se peut, après tout, qu'ils aient pris le meilleur parti, car qui sait si cette fierté résignée d'un bon citoyen n'est pas encore ce qui touche le plus certainement ceux qui l'ont méconnu ? Le peuple français est un peu comme Assuérus qui, dans une nuit d'insomnie, se fait lire les archives de son règne, et y voit qu'un honnête homme lui a jadis rendu un grand service et qu'il l'avait oublié; il lui tarde que le soleil se lève pour réparer son injustice. Nous aussi, nous semblons parfois avoir oublié comme lui ; notre terre française paraît bien légère pour que quelque chose y prenne racine, et d'ailleurs il arrive de temps en temps de si violentes secousses, qu'on dirait que tout ce qui était sur pied a été arraché et que ce soit une création nouvelle; mais comme, en définitive, ce pays ne cesse jamais d'être sensible à l'intelligence, au dévouement et à l'honneur, il se souvient enfin de ceux en qui il les avait trouvés, il les reconnaît avec plaisir fidèles à eux-mêmes, et c'est ce qui fait qu'après bien des années, on voit de certains noms refleurir.

Mais qu'importent, en vérité, qu'importent nos personnes, et un peu plus ou un peu moins de dignités renfermées dans ce court espace entre notre matin et notre soir? Nous nous imaginons trop volontiers que le monde commence et finit avec nous. Mon Dieu! non, il ne commence pas avec nous: avant que nous fussions, il y avait bien quelques idées justes et quelques sentiments vrais, ce qui fait durer les sociétés humaines; quand nous ne serons plus, et que les principes sur les-

quels nous avons vécu seront ruinés, il s'en élèvera d'autres sur lesquels d'autres hommes vivront à leur tour. Que n'a-t-on pas pensé lorsque la féodalité est tombée, et lorsque l'ancien régime est tombé, et lorsque le suffrage restreint est tombé, et lorsque des institutions et des hommes sont tombés ! Pourtant la France vit encore, et elle n'est pas près de finir. Ce qui vaut mieux que de pleurer sur elle, c'est de démêler d'un œil ferme ce qui dans son passé est passé, l'irréparable, l'irrévocable, et ce qui ne disparaît qu'un moment pour reparaître plus tard, de ne pas confondre une lumière qui s'éclipse avec une lumière qui s'éteint, de rappeler cela obstinément autour de soi, d'enseigner à chacun ce dont il a besoin, aux uns la confiance, aux autres la résignation. M. de Résumat est l'homme de notre temps qui a le plus de ce courage, avec un désintéressement dont on est fier de retrouver quelque chose en soi. On a beau avoir souffert, quand on a quelque foi dans le cœur, on répète bravement la parole de Gœthe : « Marchons à l'avenir » par-dessus les tombeaux ! » Marchez par-dessus les nôtres, jeunes gens, s'il est écrit là-haut que notre destinée est achevée, et soyez doux envers nous, car nous avons espéré, dans des temps difficiles, et nous n'avons pas été jaloux de vous.

(Janvier 1866.)

XXI

LES ALPES SUISSES

M. Rambert, professeur à Lausanne, l'auteur du livre sur *Corneille, Racine* et *Molière*, qui a été remarqué en France, publie *les Alpes suisses*[1] ; il a formé le dessein de décrire les Alpes de son pays, et commence dans ce volume, qui fera désirer les autres. Celui-ci se compose de quatre morceaux : les Plaisirs des grimpeurs, Trois jours d'excursion, une Nouvelle et les Plantes alpines.

La Nouvelle que le livre comprend est une touchante histoire, dont le fond est vrai, à ce que l'auteur assure : c'est l'histoire d'une famille de *flotteurs*. Le flotteur conduit à travers les torrents les arbres que le bûcheron a abattus ; on conçoit qu'il doit y avoir là des courses fantastiques, de rudes chocs, de prodigieux enchevêtrements, des dégagements semblables à des débâcles, et à tout moment le danger de mort pour les hommes qui jouent à ce terrible jeu. Une pauvre femme y avait perdu son mari ; il lui restait un fils, qu'elle voulait éloigner du métier où le père avait péri ; mais le métier fut plus fort, l'enfant aussi devint flotteur, et lui aussi fut tué

[1] Paris, librairie de la Suisse romande, 33, rue de Seine.

par un arbre et emporté par le torrent. Depuis lors, la mère est en proie à une idée fixe : elle veut toujours aller à l'entrée de la gorge « où Joseph l'attend. » « Comme » j'étais là, dit l'auteur, songeant à cette lugubre his- » toire, il me vint à l'esprit que Rose Tonie n'était peut- » être pas folle. Sans doute sa raison s'est abîmée dans » une seule et unique pensée, mais dans une pensée qui » doit être juste, car si le Dieu qu'elle prie a réellement » pitié des malheureux, il faut bien que Joseph l'attende. » Rose Tonie ne se trompe que de lieu. »

Venons au fond même du livre de M. Rambert. Il a dépeint le plaisir de grimper, qu'il connaît par expérience et sent vivement. Il le compare peut-être trop minutieusement au plaisir du jeu, il presse trop les ressemblances, et cette comparaison trop raffinée n'ouvre pas bien un livre remarquable par la franchise des impressions ; mais il dit on ne peut mieux que dans les ascensions on a une jouissance particulière à se sentir vivre, que l'air nous porte, que le corps est plus léger, l'esprit plus libre, et que tout ce qui pourrait l'assombrir se dissipe comme par enchantement. Il a raison aussi de dire qu'il faut vivre avec les Alpes, et il en parle en homme qui a vécu avec elles : il représente d'une façon saisissante leur genre de beauté et la grandeur des lignes qui montent et les effets de la lumière qui s'y joue ; il n'y a pas de rhétorique, il y a un vrai talent de peintre ému dans la description des diverses couleurs qui illuminent le Muveran, l'aurore, le midi, le soleil qui se couche, les reflets de l'occident et les lueurs de la lune,

avec les accidents qu'apportent à toutes ces colorations les changements des jours et des saisons.

Mais, hélas! qui de nous peut vivre avec les montagnes? Nous ne faisons que les apercevoir en passant, nous ne voyons guère que ce que tout le monde voit, nous ne le voyons que pendant deux ou trois mois, toujours les mêmes mois de l'année; quand nous y avons trouvé quelque beau lieu haut et sauvage qui nous séduit, nous souhaitons d'y passer le reste de notre vie, et fort heureusement la Providence ne nous exauce pas, car dans ce même moment les hommes qui habitent ces hauteurs soupirent après la plaine, qu'ils appellent « le bon pays. » C'est l'histoire éternelle du cœur humain.

M. Rambert parle des Alpes avec un sentiment que ne peuvent avoir les voyageurs qui les traversent : ce sont ses Alpes, sa patrie, et leur beauté le remue au fond du cœur ; aussi quand, après une rude ascension, il arrive au haut des Clarides et contemple la vue immense qui se déroule autour de lui, il y a un côté qui l'attire et le captive : « Oh! c'était bien la Suisse, avec ses vallons, » ses contours, ses plis et ses replis, et dans chacun quel » souvenir! C'était le berceau de sa liberté, le sol natal » de sa poésie, et cette terre sacrée semblait heureuse et » désirable entre toutes. »

La partie du livre intitulée *les Plantes alpines* me semble charmante, parce qu'elle est traitée avec amour. Rien de sec ni d'une fausse couleur, partout une science vraie sans étalage, un sentiment profond de la beauté de cette végétation des montagnes, des expressions vives, justes et délicates pour la peindre. Quelle variété,

quelles surprises pour le botaniste dans un pays où à chaque changement de hauteur, de terrain, d'exposition, correspond une flore nouvelle! quelle richesse dans des prairies où, couché tout de son long, on atteint avec la main trente ou quarante espèces! quels parfums et quel éclat prennent les plantes dans l'air vif et la pure lumière! quel ravissement dans l'idée qu'on est le seul qui verra et qui touchera cette fleur solitaire qui n'a été effleurée que par le vent! Voici la rose des Alpes, la simple églantine non encore altérée par la culture, les orchidées « qui semblent nées d'un mariage entre une » fleur et un insecte, » la fête des narcisses au mois de mai dans le pré d'Avant, au-dessus de Montreux, le rhododendron, qui pour les enfants des Alpes expatriés est la patrie, et leur donne le mal du pays, l'anémone, la tribu des gentianes, la céleste paradisie, la saussurée odorante, la renoncule, l'androsace, le myosotis, la saxifrage, et d'autres à l'infini. « Pour qui donc tout ce » luxe? » demande l'auteur, et il répond justement : « Pour personne. La nature est un artiste. Elle ne tra- » vaille pas pour le seul plaisir des yeux; elle donne » essor à son génie, et peu lui importe qu'on applau- » disse. »

La limite où à cette heure la végétation s'arrête reculera. Elle est marquée par les lichens; mais ces lichens, « ébauche végétale, végétation immobile, » sont les pionniers du désert :

« Ils se collent au rocher comme une moisissure et y dessinent des arabesques compliquées, vertes, jaunes ou rouges, où l'on reconnaît encore l'influence du soleil de la montagne. Rien n'est plus remar-

quable que la tenacité et l'énergie de résistance de cette informe végétation. Ni le froid ni la neige ne l'arrêtent. Elle supporte tout; elle résiste à tout ; aucune pierre n'est trop ingrate pour elle, et toujours elle poursuit son œuvre, qui est d'attaquer la roche, de pénétrer dans ses plus imperceptibles fissures, d'en décomposer lentement l'extrême surface, et de la préparer pour les espèces plus brillantes qui viendront à leur tour. Il s'accomplit ainsi un travail obscur, mais immense. Les lichens sont un premier labour, et leurs débris eux-mêmes, toujours attachés à la pierre, constituent bientôt un détritus, une mince couche féconde, un premier sol nourricier. Qu'il vienne seulement quelques chaudes années, et les saxifrages, les androsaces s'établiront aussitôt dans les anfractuosités qu'ils auront préparées, et le désert sera refoulé. »

Pendant que ces infiniment petits fertilisent les Alpes, d'autres infiniment petits tendent à les détruire ; ils font leur œuvre plus active encore que la poudre, les glaciers et les avalanches. Ecoutons M. Rambert :

« La nature n'y emploie que des agents dont la faiblesse semble dérisoire en présence de l'immensité de l'œuvre ; mais elle les emploie sans relâche, les fait agir sur tous les points à la fois. Il aurait fallu à l'homme bien des charges de poudre pour détacher du roc une masse équivalente à ce qui tombait sous nos yeux ; à elle, il lui a suffi d'un printemps, et elle ne s'est servie que des gouttes d'eau, tour à tour gelées et dégelées, qui s'infiltraient dans les fissures de la pierre. Elle ronge, elle lime, elle creuse ; il n'y a pas un rocher qui résiste. C'est une question d'années ou de siècles. Il n'y a pas un seul pic qui ne porte sur ses flancs les marques visibles de la pioche des siècles, et l'annonce écrite en grands caractères de sa ruine totale et certaine. Qui sait combien déjà se sont écroulés sans qu'il en reste de traces ? Les plus fières cimes ne sont que les plus ébranlées, et leur hardiesse même est le signe d'une destruction plus avancée. Les Alpes passeront comme un accident. Bien avant que les hommes se fatiguassent

à les percer, le Temps, qui a de plus longues pensées, a entrepris de les anéantir. »

C'est la loi : la nature et l'humanité se démocratisent, les hauteurs s'affaissent, les vallées s'exhaussent, le niveau gagne ; c'est le travail des forces imperceptibles qui ne se reposent jamais, ici la goutte d'eau, là l'ouvrier et le paysan.

Donc, dépêchons-nous d'aller visiter les Alpes pendant qu'elles existent encore. Dans une centaine de milliers d'années, il sera peut-être trop tard.

(Mars 1866.)

XXII

DU ROMANTISME POLITIQUE

Nous venons de lire un volume intitulé : *Du Romantisme politique*[1], par M. Louis Joly; nous connaissions ses livres sur le *Principe des nationalités* et sur *la Fédération*. Il ne nous arrive pas toujours de partager ses idées ; mais il met à les défendre un talent réel, et puis, s'il conseille une politique étrangère qui ne nous paraît pas pouvoir être celle de la France, un désintéressement des affaires extérieures qui nous semble peu désirable, il part du moins d'un bon sentiment : il veut que notre pays songe enfin à lui-même, à assurer chez lui les bonnes institutions qu'il est impatient de porter ailleurs. « Aussi bien, dit-il, un libéralisme belliqueux et vague ne peut plus nous convenir; les sentiments qui l'inspiraient ont cessé de nous animer, et nous n'aurions plus les mêmes excuses pour les mêmes passions. Nous n'avons pas vu les chariots de l'ennemi camper sur nos places, ni la berline de voyage qui ramenait la légitimité passer

[1] Garnier frères, rue des Saints-Pères et Palais-Royal.

entre deux rangs de soldats humiliés ; nous ne connaissons que par l'histoire les douleurs de l'invasion. Mais nous avons vu d'autres malheurs, assisté à une autre défaite, contemplé d'autres vaincus ; et la réparation que nos pères demandaient à la victoire, nous l'attendons de la liberté. » On reconnaît la génération à laquelle l'auteur appartient ; on avouera aussi que cette génération mérite d'être écoutée. Comme elle a incontestablement le droit de vivre, ceux qui l'ont précédée n'ont pas le droit de lui imposer leurs passions, qu'elle n'a pu connaître. Du reste, qu'elle le sache bien, ces passions n'ont plus partout la même force. Ainsi on admire la haine intraitable de M. de Boissy et du général Husson contre les Anglais, mais on se borne à l'admirer sans y entrer trop avant. Nous le déclarons pour notre compte, nous n'avons jamais brûlé du désir de conquérir l'Angleterre, et si ces deux honorables sénateurs venaient à partir pour cette expédition, nous ne nous engageons point à les suivre.

Autre chose sont les passions, autre chose sont les idées ; si les hommes emportent avec eux leurs passions, ils n'emportent pas nécessairement leurs idées, qui peuvent avoir une vérité plus durable qu'eux. Nous craignons que M. Louis Joly n'ait un peu trop confondu les unes avec les autres, et nous proposerons quelques correctifs à quelques-unes de ses assertions.

Il critique vivement le principe des nationalités, et il est certain qu'on peut faire des objections terribles à ce principe ; que de fois l'histoire le dément ! Elle montre sans cesse ou une nation qui se divise en plusieurs, ou

plusieurs qui se réunissent en une ; le monde, tel qu'il est à cette heure, n'a pas été fait d'autre sorte ; or plusieurs États ainsi formés sont visiblement en repos. Eh bien ! malgré cela, il nous semble que le principe reste vrai ; seulement, entendons-nous. Il ne suffit pas, pour être une nation, d'avoir son histoire à part, ou d'habiter entre des frontières bien tracées : il faut quelque chose de plus, il faut une âme qui ait conscience d'elle-même ; partout où il y a une conscience il y a une nation. Il arrive quelquefois que cette conscience s'éteint, et on trouve dans le monde tel qu'il est actuellement constitué, des nations qui se sont complètement fondues dans celle où elles ont été incorporées, soit que leur nature fût moins résistante, soit que le peuple qui les a reçues eût un don spécial pour se les assimiler ; mais il y a aussi des nations sur lesquelles ni la violence, ni la douceur, ni les années ne peuvent rien, et qui, absorbées par un puissant ennemi, ne sont, s'il est permis de le dire, ne sont jamais digérées, demeurent dans son sein toutes vivantes et frémissantes. Telle a été la Lombardie; telles sont la Vénétie et la Pologne. La Lombardie a été délivrée; plût à Dieu que la Vénétie le fût ! Quant à la Pologne, on ne peut y penser sans un serrement de cœur.

Passant à un sujet voisin, M. Louis Joly se moque spirituellement de ce qu'on appelle aujourd'hui « les aspirations nationales. » Ici encore nous sommes et nous ne sommes pas avec lui. Nous sommes avec lui pourvu qu'il distingue entre les aspirations selon que leur objet est au dedans ou au dehors, entre un peuple qui, croyant être

mal, cherche à être mieux, et un peuple qui convoite le bien d'autrui. Dans ce dernier sens, les aspirations nationales ne sont que les appétits nationaux, qui sont quelquefois très-grands, et qui iraient loin s'il n'y avait quelque part une force extérieure qui les modère. Qui n'a pas de ces aspirations? La Russie aspire vers la Turquie et l'Inde, sans compter le nord ; la Prusse et l'Autriche aspirent vers le Sleswig-Holstein ; le loup de la fable aspirait vers l'agneau. M. Louis Joly dit très-bien : « Notre époque pourra se vanter d'avoir singulièrement » accru la somme de ces mots vagues qui servent à » tromper et à entraîner les masses, en couvrant du » manteau du patriotisme les combinaisons d'une poli- » tique peu scrupuleuse. »

Dans un livre de discussion sur la politique extérieure on rencontre, cela va sans dire, une discussion sur le principe de non-intervention ; elle ne manque pas dans celui-ci, et même elle en est la partie la plus saillante. Nous ne nous en plaignons pas, car il y a encore un bon nombre de Français à qui il plairait que la France se vouât à la guerre de propagande et qu'elle ne rentrât pas chez elle jusqu'à ce qu'elle n'eût plus rien à faire pour le bonheur du genre humain. Il est utile de leur rappeler de temps à autre que, dans leur vaste amour pour l'univers, ils n'oublient que leur pays. Au lendemain de la révolution de Juillet, leur fièvre se réveilla, il fallut en arrêter le transport. M. Thiers leur disait à la Chambre des Députés, le 9 août 1833 :

« La propagande pendant la paix, oui, Messieurs ; mais la propagande pendant la guerre est une chimère, une sottise. Croyez-vous

que la liberté arrive par les baïonnettes autrichiennes, qu'on la voie venir avec plaisir avec un tel cortége? Non, Messieurs, si la liberté nous était ainsi venue en juillet, l'aurions-nous acceptée? Je veux la liberté, je la souhaite autant que personne ; je ne l'eusse pas acceptée des mains des Autrichiens ! (Mouvement à gauche.) Ce sentiment, il faut le supposer aux autres peuples. Quand vous irez leur porter la liberté, ils pourront vous remercier du présent, mais non pas de la manière dont il sera fait. Je conçois que la liberté arrive dans les journaux, dans les lettres, que tous les peuples se nourrissent de ce qui se passe à Paris ; mais lorsque nous irons bivouaquer dans leurs champs, au pied de leurs villes, les étrangers ne béniront pas nos efforts. »

Et M. de Rémusat, quelques jours après :

« On a dit que le principe de notre gouvernement et le principe des gouvernements absolus, sont en opposition, qu'il y avait une contradiction logique entre ces deux principes. Or, comme les deux principes s'excluent, comme la logique est absolue, comme nous ne pouvons nous arrêter à la douzième ou à la treizième conséquence, il s'ensuit que c'est une guerre d'extermination, une guerre universelle, éternelle, qu'on nous propose d'entreprendre. Vous prenez la tâche de convertir à main armée l'Europe entière, jusqu'à ce que le dernier gouvernement absolu succombe en Europe. (Rumeurs à l'extrême gauche.) Bien plus, il faut aller plus loin que le continent européen : il faut aller de contrée en contrée jusqu'aux confins de l'Asie ; car là aussi il y a des gouvernements absolus à convertir à coups de canon. (Rire général.) Et même, si nos honorables adversaires sont conséquents avec eux-mêmes, ils ne peuvent s'arrêter en chemin ; je ne sais si, à la douzième ou à la treizième conséquence du principe, il ne faudra pas aller plus loin que les frontières de l'Asie. (Rires nouveaux. — Exclamations à l'extrême gauche.) Il ne faudra pas nous arrêter à l'Allemagne, à la Pologne, à la Russie, pour réaliser la monarchie représentative universelle ; il faudra

réaliser le rêve des conquérants! Je ne dis pas que ce soit notre intention, mais c'est la conséquence du principe... On nous propose de recommencer la lutte où Napoléon a échoué. L'entreprise serait bien grande, oui, bien grande pour ceux qui la conseillent. Je ne verrais pas sans effroi recommencer la guerre contre l'Europe avec les mêmes armées... et Napoléon de moins. » (Sensation.)

Voilà, dans ces discours, le vrai patriotisme, le patriotisme intelligent; nous refusons seulement de souscrire aux paroles du général Sébastiani quand il disait : « La propagande, au nom de la liberté, n'est pas » moins odieuse que celle qui s'exerce dans l'intérêt du » despotisme. » Il y avait évidemment là un excès, car les deux propagandes ne sont pas égales : si la propagande pour le bien est mauvaise, la propagande pour le mal est mauvaise deux fois.

Aujourd'hui, pour revenir à notre temps, le principe de non-intervention paraît être généralement reconnu ; mais la diplomatie, qui se contente d'avoir la religion des principes sans en avoir la superstition, la diplomatie a trouvé le moyen de n'être pas gênée par celui-ci. On n'intervient plus chez un peuple étranger pour le contraindre de choisir un gouvernement plutôt qu'un autre, à Dieu ne plaise! on intervient au nom de la paix générale, qui est le premier des biens, qui est menacée s'il existe quelque part un mauvais gouvernement, c'est-à-dire qui ne peut pas durer. Il ne reste plus qu'à déterminer ce que c'est qu'un mauvais gouvernement, ce qui est facile : c'est celui qui est contraire à celui dont nous jouissons, et qui naturellement est éternel. Il est bien entendu que les petits États sont les seuls à qui il

ne soit pas permis d'avoir un mauvais gouvernement; les autres ont là-dessus toute licence, et nous n'avons pas appris qu'on eût menacé la Russie d'aucune intervention, quoiqu'elle pratique quelque chose comme le communisme en grand. L'expédition française à Rome comptera dans l'histoire des interventions, et il nous semble qu'elle ne servira pas à les accréditer. Malgré le temps qu'elle aura duré, elle n'aura pas fait précisément ce qu'elle voulait, et peut-être aura-t-elle fait autre chose. Il faut avouer ausi qu'elle présentait des conditions singulières : pendant que le gouvernement français prêchait au Pape de couronner l'édifice, les soldats français devaient prêcher aux Romains l'amour du gouvernement clérical; on se représente difficilement ce que de tels ministres ont dû opérer de conversions par des conversations de dix-huit années.

L'auteur du *Romantisme politique* est si ennemi des interventions, qu'il ne les admet que dans le cas de défense personnelle, lorsque le mal fait à un autre peuple risque de nous atteindre. Il constate que le droit des gens est en ce moment réglé par la force; il le regrette, et, en le regrettant, il croit que cela sera encore longtemps ainsi; mais, pour changer cet état de choses, il compte uniquement sur la paix, qui lie les nations les unes aux autres par les intérêts qu'elle fait naître. Et nous aussi, nous croyons que la paix aura cette action bienfaisante; mais nous n'avons pas la longue patience dont notre écrivain est pourvu. Faut-il donc, d'ici à ce que l'œuvre de la paix soit achevée, livrer le monde aux caprices des violents? La conscience se révolte à cette

idée : autant vaudrait dire que si dans une rue ou sur une grande route nous voyons un fort attaquer un faible, nous n'avons qu'à passer notre chemin, confiants dans l'avenir, qui créera des intérêts communs à ces deux hommes et les rapprochera si bien par le commerce, qu'ils perdraient à se voler ! On ne fait pas tous ces beaux raisonnements : on secourt le faible et on est content de soi. Il en est de peuple à peuple comme il en est d'homme à homme : il y a une justice, et quand elle est violée, celui qui peut s'opposer et qui ne s'oppose pas, fait mal. S'il allègue qu'il est seul, on lui demandera pourquoi il est seul, et ce que c'est que la politique, si elle n'est pas l'art de n'être pas seul à un moment donné. On dit que les peuples doivent chercher leur intérêt, et on a raison ; il en est de même des individus, qui doivent aussi travailler à leur propre fortune ; mais ni les uns ni les autres n'ont le droit de tout se permettre. Au-dessus de l'intérêt, il y a la justice et l'honneur. M. Louis Joly, en parlant des intérêts des peuples, ajoute aux intérêts matériels les intérêts moraux ; qu'il y mette hardiment cette justice et cet honneur que nous venons de nommer : le premier défend de tout faire, le second de laisser tout faire, et plus on est puissant, plus on est responsable : une grande nation est diminuée quand on ose impunément de certaines choses devant elle.

M. Louis Joly est un polémiste d'avenir, qui a une dialectique et un style fort exercés, mais une raison trop dure. Il sait se faire lire ; toutefois, en le lisant, on sent au fond de soi-même quelque chose qui est froissé ;

sans savoir bien quoi, on devine qu'on le trouverait, si on cherchait un peu, et cela empêche qu'on ne se livre à lui. Puis on est fâché de trouver cette raison trop dure, dont nous parlions, chez un jeune écrivain, car il est jeune, et qui soutient ces idées évidemment parce que ce sont les siennes. Il commence par où souvent on finit; espérons qu'il finira par où d'autres commencent. Qu'il se rassure pour le moment : le vent n'est pas au romantisme politique; il est au classique pur. Aujourd'hui, quand une nation loyale et vaillante, mais faible, est victime, les autres, à l'imitation du chœur antique, assistent à l'action en gémissant; encore leurs gémissements doivent-ils être discrets pour ne pas être importuns; don Quichotte est bien mort, et la sagesse de Sancho fleurit.

(Août 1866.)

XXIII

EN MAI

Arcachon aussi prépare son Exposition universelle, qui sera maritime, naturellement : il exposera tout ce qu'il pourra réunir des animaux et des végétaux qui peuplent la mer, et présentera une collection des instruments de pêche de tous les pays ; un *aquarium*, plus grand que celui du Jardin d'Acclimatation de Paris, et dont l'eau et les habitants seront fort aisément renouvelés, permettra de voir librement le monde étrange du fond des eaux, ces fantastiques zoophytes, qui sont les fleurs de la mer. Nous espérons bien qu'on y verra la fameuse pieuvre qui a fait tant de bruit; on pourrait toujours la mettre sur le programme. De belles souscriptions officielles, jointes aux souscriptions particulières de la Société qui a formé l'entreprise, permettent d'assurer que le projet s'exécutera.

Voilà donc ce que verront les étrangers qui arriveront au 1er juillet, et il y a de quoi les tenter ; mais, le dirai-je? oui, je le dirai, bien bas, de peur qu'on ne m'écoute, la vraie saison de ce pays est le printemps ; ces lieux où

tout le monde va sont charmants quand il n'y a personne ; alors on s'y promène, on y respire à l'aise, on les possède à soi tout seul ; il est vrai qu'il faut se contenter des feuilles nouvelles, des fleurettes des champs, des genêts et des ajoncs en fleur ; mais il est vrai aussi que ces genêts et ces ajoncs sont splendides et qu'au soleil ils éclatent comme des gerbes d'artifice. La description de ces plaisirs si simples effraiera probablement un certain nombre de lecteurs ; pourtant c'est quelque chose d'avoir la solitude quand on veut, et quand on veut une tranquille intimité ; on pourrait aussi ajouter à la musique des oiseaux un peu de la musique des vieux maîtres, qui ont chanté comme eux, par instinct, pour dire leurs joies et leurs désirs, non pour faire de l'effet sur le public et occuper les journaux.

Le printemps est peu connu. Nous ne parlons pas des paysans, qui le voient assez, mais qui sont sans doute moins touchés de ses merveilles, parce que le sentiment qu'elles font naître s'affaiblit par l'usage ; nous parlons du reste de la nation. Les fonctionnaires, qui en sont une partie considérable, le barreau, les collégiens et les étudiants ne connaissent guère que l'automne, le temps des vacances ; les gens d'affaires n'ont le loisir de quitter leurs comptoirs et la Bourse qu'à la chaude saison des eaux ; les journalistes attendent, pour partir, que les Chambres soient fermées, les gens de lettres, que la saison littéraire soit finie ; tout cela nous conduit assez loin. La société mondaine des femmes qui échangent l'existence agitée de Paris et des villes contre l'existence plus calme de la campagne, cette société est peut-être

celle qui connaît le plus le printemps ; elle est aussi très-disposée à le goûter, par une certaine délicatesse que donne la culture, par le contraste entre ce que l'on quitte et ce que l'on prend ; au sortir de la vie artificielle et excitée des salons, la simple nature et la verdure naissante ont un moment de douceur inexprimable, qui serait le plein bonheur, s'il pouvait durer, si le cœur humain était capable de repos, si, après avoir éprouvé l'enthousiasme des plus beaux lieux, il ne rêvait vite d'y placer ses sentiments et ses passions. Enfin, pour être juste, n'oublions pas, parmi les visiteurs du printemps, quelques visiteurs égarés que son charme attendrit.

La plupart d'entre nous, qui avons reçu l'éducation classique, ne connaissons guère des choses que ce que nous en avons dit. Nos compositions de collége sont un excellent exercice pour dégourdir l'esprit et la main ; quand on aura plus tard quelque chose à dire, elles donneront une facilité merveilleuse pour l'exprimer : viennent les idées, on a la parole ; mais il faut convenir aussi que la parole vient quelquefois avant les idées. J'ai souvent, dans ma tendre enfance, chanté la mer, les montagnes et le rossignol en vers latins ; j'en ai bien eu honte lorsque plus tard j'ai vu les montagnes et la mer, et je me souviens de mon profond étonnement lorsque, un jour, entendant un oiseau qui jetait un long appel, suivi de roulades capricieuses, je demandai quel oiseau c'était et qu'on m'apprit que c'était un rossignol. J'ai continué depuis à faire de semblables découvertes, et à chaque découverte de ce genre, me dépouillant de quelque convention, j'ai fini par ne plus estimer d'autre

style que celui qui est la vraie impression des choses sur un esprit sincère.

Arcachon donc, en ce moment, sauf quelques familles qui y ont cherché un plus doux hiver, n'est guère peuplé que de propriétaires. Ne nous y trompons pas, s'il y a de belles propriétés, il y a quelque chose de plus beau que les plus belles propriétés, c'est le propriétaire, j'entends le petit propriétaire, celui qui a tout son empire sous ses yeux ; on le reconnaît au sécateur, qui est son sceptre, à son pas assuré, qui semble enfoncer dans le sol, à son regard satisfait, à la manière dont il dit de quelques brins d'herbes « mon bois ; » dans ses moments de modestie, il dit : « mon petit bois. » Ne nous moquons pas de lui et portons-lui envie : on n'est content de rien dans ce monde qu'à condition de croire que ce rien est tout.

Les trois jeunes hommes de La Fontaine ont grand tort de reprocher au vieillard de planter au lieu de bâtir. Bâtir n'est pas à l'usage de tout le monde : il y faut de l'argent, il en faut maintenant beaucoup ; au contraire, on est toujours assez riche pour planter ; et puis si l'on a fait des fautes en bâtissant, elles restent ; en jardinage, les « écoles » sont aisément réparées, on en est quitte pour placer mieux ce qu'on a mal placé, pour ressemer ce qui n'est pas venu, pour changer ses plans à volonté, et à peine en a-t-on imaginé un qu'on le réalise. Ainsi font les enfants avec le sable, auquel ils donnent toutes les formes et dont ils ne se fatiguent jamais, parce qu'il obéit à toutes leurs fantaisies.

Il n'y a ici que de petits jardins, et c'est le mieux. Si

le jardin est trop grand, il devient une administration, vous vous occupez moins du jardin que du jardinier; c'est le contraire quand il est de médiocre étendue. Qui le possède a de vrais plaisirs, il connaît chaque plante par son nom et son histoire; il sait quand elle a été mise en terre, quand elle a donné ses premières fleurs: celle-ci était de bonne venue, elle a pris tout de suite et va bien ; celle-là a d'abord souffert et ne s'est acclimatée que peu à peu; on l'a enfin sauvée, et la voilà partie maintenant. Et puis leur histoire est une part de votre histoire : combien de souvenirs qui s'y rapportent ont une place dans votre propre vie! Quel est celui qui a planté cet arbre ou cet arbuste? Où est-il? Et l'affection qui vous unissait, où est-elle? a-t-elle profité avec les années, ou un mauvais vent l'a-t-il déracinée ou séchée sur pied? Le cœur humain a tant besoin de bonheur qu'il est faible et superstitieux : il attache sans raison à des objets étrangers ses espérances et ses craintes, à la santé d'une plante la durée du sentiment de l'ami qui l'a plantée, comme s'il y avait laissé quelque chose de son âme.

Le grand mérite d'un jardin est qu'il y a toujours quelque chose à faire: il ne vous laisse pas un instant de repos ; la nature sauvage est là toute prête qui vous guette; si vous vous endormez, elle avance, détruit votre travail et met le sien à la place, des fougères et des ronces, quand encore elle met quelque chose et ne laisse pas le sol nu. Il faut donc lutter sans cesse contre elle, il faut aussi lutter contre les animaux malfaisants, et on ne s'imagine pas combien il s'excite de colères, combien

il naît de haines implacables dans l'âme d'un propriétaire. Voici les fourmis innombrables, que vous brûlez, que vous écrasez, et qui semblent renaître et appeler à leur aide toutes les fourmis de la création ; voici l'escargot, avec ses yeux en télescope, qui s'étale après les pluies et ronge les feuilles et les fleurs ; voici les myriades de pucerons, qu'il s'agit d'enfumer, et, par-dessus tout, le terrible ver blanc, l'ennemi invisible, qui s'enfonce sous terre, dévorant la racine des plantes, qui tout à l'heure étaient pleines de vie et qu'on voit tout à coup languir et mourir.

Mais à côté des haines il y a les amours, la complaisance particulière pour tout ce qui vient chez nous, le contentement d'agir et la bonne joie de créer quelque chose, sans négliger le plaisir d'humilier un peu ses voisins. C'est aussi, pour prendre un des côtés les plus sérieux, une douce école de sagesse pour la politique enfiévrée. Dans la politique, nous ne savons jamais au juste ce qu'il nous est interdit d'espérer, et il y a des accidents qui semblent hâter singulièrement les choses ; celui qui sème et qui plante ne peut compter sur rien de tel, tout est écrit d'avance : le germe mis en terre lèvera à telle saison ; l'arbre planté fera sa crue chaque année et s'arrêtera quand il aura la taille de son espèce. Nous pouvons faire ici ce que nous voulons ; la nature aussi fait ce qu'elle veut : nous pouvons transplanter des arbres tout grands, ils resteront au même âge. Quand on travaille de moitié avec la nature, on apprend la patience et la résignation, vertus peu plaisantes, mais très-profitables, qui nous épargnent bien des maux ; au contraire,

la politique nous apprend l'impatience et la révolte. Ah ! pourquoi ne comprenons-nous pas que là aussi il y a des lois contre lesquelles nous sommes impuissants, qu'il faut compter avec le sol, avec les saisons, avec le temps ? Pourquoi ne comprenons-nous pas que là aussi il n'est pas bon de planter les arbres tout grands, et, si petite que soit une graine, pourquoi n'avons-nous pas confiance en la force mystérieuse qui la fera germer ? Vraiment, il y a des jours où il me semble que notre pays commence à entendre cela. Mais où me laissé-je entraîner ? Ne suffirait-il pas de dire, après Voltaire, que le mieux en ce monde est de cultiver son jardin ?

(Mai 1866.)

XXIV

LA GUERRE ET L'OPINION

Nous ignorons, comme tout le monde, ce qui arrivera de la guerre actuelle, jusqu'où elle doit s'étendre et combien de temps elle doit durer ; nous sommes réduits à faire des vœux, que nous faisons très-ardents, pour tout ce qui pourra la restreindre et l'éteindre ; mais il nous semble qu'elle a présenté, à ses commencements, des symptômes qu'il est bon de constater. Il se produit en effet chez plusieurs peuples, et des plus grands, une opinion qui résiste à la guerre ; des idées qui les auraient mis autrefois hors d'eux-mêmes les touchent encore, mais n'ont plus assez de force pour les transporter. Nous ne disons pas que, s'ils sont lancés dans l'action, ils resteront ce qu'ils étaient d'abord : si ce n'est pas la passion qui souffle la guerre, il se peut que ce soit la guerre qui souffle la passion ; nous disons seulement que la résistance aura existé, ne fût-ce qu'un moment, qu'elle a une cause et que cette cause est quelque chose de nouveau et de considérable qui est bien digne d'examen.

Il faut que la religion et la philosophie l'avouent, ce

ne sont pas elles qui accomplissent surtout ce progrès. Sans doute, elles ont l'honneur d'avoir prêché l'amour de la paix et la haine de la guerre, mais on les écoutait peu ; pendant qu'elles prêchaient, la physique travaillait, l'industrie naissait, la vapeur supprimait les distances et versait les populations les unes chez les autres, les montrant les unes aux autres, formant les relations personnelles, contre lesquelles les animosités sauvages ne tiennent point ; l'électricité créait sur toute la surface du globe cet immense entrecroisement de paroles qui volent ; ainsi le commerce, le crédit privé, le crédit public, ont tellement fondu les intérêts, qu'aucun peuple ne peut plus profiter ou souffrir tout seul, et que son bien et son mal sont sentis partout : le monde, autrefois composé de parties étrangères, est devenu un corps organisé comme le corps humain, qui est un. Quoi d'étonnant qu'il se trouble quand il voit la guerre qui vient, le mouvement général qui se paralyse et la circulation qui s'arrête ? La guerre, c'est la grève ; or, une société laborieuse, comme est la nôtre, ne peut se mettre en grève sans un dommage universel. C'est une vérité qui, certaine avant d'être connue, connue d'abord par quelques hommes seulement, paraît enfin pénétrer dans tous les esprits ; c'est elle qui produit en ce moment la résistance à la guerre.

Et à mesure que cette vérité se répandra, la résistance augmentera. Ainsi les politiques solitaires, qui n'avaient qu'un signe à faire pour mettre l'univers en feu, ces politiques auront à compter désormais avec une puissance nouvelle ; ils voudront prendre leur vol, ils senti-

ront un poids qui les retarde, le poids d'une nation à soulever. C'est sans doute quelque chose de rassurant pour l'avenir de penser que les fantaisies individuelles, les caprices des puissants ne pourront plus autant se permettre ; que l'ambition, l'orgueil, l'humeur d'un personnage n'auront plus la liberté, dont ils ont abusé, pour le tourment du genre humain. L'opinion universelle, qui se forme sous nos yeux, fera, ce nous semble, dans la société des nations ce que fait le suffrage universel dans une nation particulière: elle supprimera les petites questions au profit des grandes, qui intéressent la vie ; de telles masses ne sentent pas les vents légers et ne s'agitent que sous d'énormes pressions.

Jusqu'à nouvel ordre, jusqu'à ce que les peuples aient nommé le fameux tribunal qui doit juger tous leurs débats, il faudra bien se contenter de ce que pourra l'opinion. Qu'il nous suffise de savoir qu'elle est contre les criantes injustices, un peu parce qu'elles sont injustes, beaucoup parce qu'elles menacent sans cesse le repos public, et qu'une violence contre quelqu'un qui ne l'accepte pas est un danger permanent pour tous. Cette opinion, en apparence si faible, armant les uns, désarmant les autres, ôtant la confiance à ceux même à qui le mal profite, a déjà depuis quelque temps bien travaillé : elle a arraché la Grèce à la Turquie, la Belgique à la Hollande, la race noire à la race blanche, l'Italie à l'Autriche ; elle arrachera certainement la Pologne à ses maîtres.

Rendons à chacun ce qui lui est dû, et après avoir attribué une large part aux intérêts dans le progrès qui

s'accomplit, reconnaissons ce qui revient à la raison générale. Cette raison se défait peu à peu de bien des préjugés. Même dans les classes de la société où les passions nationales raisonnent le moins, nous commençons à admettre qu'un Anglais, un Autrichien, un Prussien, un Russe, peut être un homme, que, s'il n'est pas Français, c'est un malheur, mais non pas un crime, et un crime pour lequel il soit nécessaire de le tuer; les autres, de leur côté, commencent à se former la même idée de nous, et ainsi, il s'établit, de peuple à peuple, une tolérance qui révolte les grands patriotes, mais qui est bien précieuse au genre humain. Donc chaque nation peut continuer de croire qu'elle est la première nation du monde et qu'auprès d'elle les autres sont bien peu de chose; mais elle ne peut plus exiger que les autres soient de son avis, sous peine de mort. Et à mesure que nous voyons mieux l'homme dans l'homme, la sympathie naturelle que ses misères éveillent en nous se fait jour. Certainement, chacun de nous a ses amitiés, a ses haines; avant le combat nous faisons des vœux pour un peuple contre un autre; mais quand le combat est fini et que les bulletins nous apportent des nombres de dix, de quinze, de vingt mille morts, nous ne considérons plus qui ils sont, nous ne songeons pas à nous réjouir de ce qu'il en est tombé plus de ceux-ci que de ceux-là: nous ne voyons qu'une seule chose, l'horreur de ces massacres; nous ne sentons qu'une profonde pitié pour tant de maux; nous nous représentons les blessures, les douleurs, la fièvre, la soif, l'abandon, les regrets de la vie, l'amertume de mourir loin des siens, et, par contre-

coup, dans les villes et les villages, les inquiétudes, les chagrins, les désespoirs. Ce sont toutes ces pensées, ce sont tous ces sentiments qui forment, à l'heure qu'il est, une immense conspiration de gens qui ne se connaissent pas, qui ne se voient pas, qui ne se parlent pas, le grand, le véritable Congrès de la paix.

Si quelqu'un doute que la raison générale s'éclaire et que les mœurs générales s'adoucissent, qu'il considère comment elles ont changé en peu d'années. En veut-il des exemples frappants ? qu'il examine où en est la doctrine de l'assassinat politique et la doctrine du droit absolu du vainqueur sur le vaincu. Aujourd'hui, grâce à Dieu, l'assassinat politique est discrédité : il paraît ce qu'il est, atroce, redoutable et inutile ; il contraste avec la douceur croissante des mœurs ; puis quelque réflexion, qui pénètre une peu partout, fait comprendre que si chacun tue ceux qui le gênent, on rentre dans l'état sauvage ; enfin l'expérience enseigne que si on souffre de la présence d'un homme, le mal est plus profond, qu'il est dans les entrailles mêmes de la société qui porte cet homme ; que Marat, par exemple, n'était pas à lui seul toute la Terreur, puisque après sa mort elle a continué plus terrible. Voilà comment on juge maintenant cet acte ; mais on ne l'a pas toujours si sévèrement jugé, mais il n'y a pas longtemps que le jugement des esprits sages a dompté les esprits exaltés. De même pour le droit de la guerre. Il a irrémédiablement perdu sa rigueur : il s'y est glissé de la pitié pour les vaincus, soit que l'humanité entre insensiblement dans les cœurs, soit qu'en songeant à l'instabilité de la fortune, on pré-

voie qu'on pourra être vaincu un jour, soit que ces deux causes, comme il est probable, agissent ensemble et se fortifient l'une et l'autre.

Si la raison publique fait de tels progrès, pourquoi n'en ferait-elle pas encore un, et ne rejetterait-elle pas la guerre? Déjà elle ne croit pas tout ce qu'on lui dit dans les proclamations solennelles qui précèdent les hostilités; elle sourit quand elle voit des politiques, qui savent parfaitement qu'ils veulent garder ou avoir le bien d'autrui, attester la Providence, soutien de l'innocence opprimée, et lui demander la victoire; elle sourit aussi, quand elle voit la même Providence pressée de la même façon par les partis opposés, et, après la bataille finie, le *Te Deum* chanté dans les deux camps. Aussi bien, il n'y a que cela qui égaie un peu la guerre; on se prend à craindre que, considérant un jour le scepticisme des esprits, le peu d'effet que produit l'usage du merveilleux dans leurs pièces, les politiques ne viennent à y renoncer, et que ces évocations de la Providence ne disparaissent de la tragédie comme les songes des tragédies classiques ont disparu.

Concluons, si vous voulez bien. Au moment où tant de nations sont sur pied, acharnées les unes contre les autres, et où chaque jour nous apporte la nouvelle de quelque engagement meurtrier, il semble qu'on devrait croire que les hommes sont dégoûtés de la paix et qu'ils ont repris leurs anciennes fureurs; nous le dirons pourtant, dût cette assertion paraître paradoxale ou ridicule: la guerre s'en va. Nous ne prétendons pas que le prestige de la force est usé, son rôle fini, nous ne la calomnie-

rons même pas, nous ne l'accuserons pas de ne faire jamais que le mal ; nous prétendons seulement que le travail et l'humanité prennent dans nos sociétés modernes une place plus grande qu'autrefois, et qu'elles réclament la paix; nous ne croyons pas que le monde va désormais rester en repos, nous croyons qu'il cherche un nouvel équilibre, qu'il le cherche où il est, et qu'il le trouvera.

(Juillet 1866.)

XXV

UN ANNIVERSÂIRE A NANCY

Décidément les anniversaires n'ont pas de bonheur chez nous depuis quelque temps. Il y a deux ans, à Paris, on allait fêter entre gens de lettres l'anniversaire de la naissance de Shakspeare, quand est survenue une défense de l'administration: ces jours derniers, à Nancy, pareille mésaventure est arrivée. Il s'agissait de fêter la réunion de la Lorraine à notre pays ; réunion dont l'histoire a été racontée par M. le comte d'Haussonville, « un » des fils de la vieille Lorraine et un des meilleurs ci- » toyens de la France moderne, » comme dit M. Saint-Marc Girardin. A cette occasion on avait offert à l'Académie de Nancy les bustes de plusieurs hommes illustres nés en Lorraine : le duc de Choiseul, le général Drouot, le comte de Serre, et ceux de Fontenelle et de Montesquieu, qui furent correspondants de cette Académie. L'Académie française, à laquelle Fontenelle et Montesquieu ont aussi appartenu, fut invitée à la fête : elle délégua M. Saint-Marc Girardin, alors directeur, et M. le prince de Broglie, alors chancelier: M. Saint-Marc Gi-

rardin devait parler au nom de l'Académie française. Trois jours avant la séance, M. le Préfet Podevin exprima le désir que cette séance fût ajournée. Par malheur, il est difficile d'ajourner des anniversaires ; puis celui-ci ne revient que tous les cent ans, et c'était le premier ; aucun des assistants ne pouvait raisonnablement se flatter qu'il se rattraperait sur le deuxième ; bref, après bien des incertitudes, on renonça à la fête projetée ; elle manqua aux plaisirs du 14 juillet, aussi, ce jour-là, personne ne douta que la Lorraine fût réunie à la France.

Nous ne voulons pas médire des feux d'artifice et des harangues officielles. Pour ne parler que des feux d'artifice, sans doute ils ont quelque monotonie : ils se répètent un peu, et les mêmes pièces reviennent avec les mêmes effets ; on s'attend trop à l'embrasement final du temple de la gloire et aux lettres de feu où les révolutions ne changent que l'alphabet; pourtant nous sentons qu'une réjouissance nationale serait incomplète sans cela ; nous y sommes habitués comme nous sommes habitués aux ifs de notre enfance, qui étalent leur enthousiasme immuable à la porte des édifices publics, quel qu'en soit le locataire. Donc gardons les feux d'artifice, les ifs et les harangues officielles ; mais pourquoi vouloir absolument amuser les Français et ne pas leur permettre de s'amuser eux-mêmes, pourvu qu'ils le fassent innocemment?

Nous sommes convaincu que la fête de famille préparée par l'Académie de Nancy avait ce caractère. Ni M. de Margerie, un des plus honorables fonctionnaires de l'U-

niversité et qui a d'anciennes racines dans le pays, ni M. Saint-Marc Girardin, ce me semble, ne méditaient un *pronunciamiento ;* on ne fait pas généralement des émeutes académiques en France, comme on fait des émeutes militaires en Espagne; personne n'aurait poussé le fameux « Suivez-moi ! » de *Guillaume Tell.* Mettons les choses au pis, supposons que M. Saint-Marc Girardin, tenté par le malin esprit qui a jadis tenté Voltaire dans ces environs, eût fait une épigramme, franchement on aurait eu bonne grâce à accepter cela de quelqu'un dont M. Sainte-Beuve a dit si justement que « sa raillerie même est agréable ; » on pouvait supporter cette liberté, qui est bien une liberté française et qui a quelquefois consolé des autres.

Nous avons sous les yeux le discours de M. Saint-Marc Girardin : il est charmant; il l'eût été encore plus s'il eût été prononcé ; il y a des choses qui ont besoin d'être mises en situation, qui n'ont toute leur valeur que si on se représente le visage et les mouvements du public qui les entend; ceci, par exemple :

« L'influence et le pouvoir des lettres étaient une de ces grandes espérances du temps. Que ne devaient-elles point faire ! quelle félicité ne devaient-elles pas procurer à l'humanité ! Écoutez un instant quelques passages du discours que vous adressait votre fondateur en 1751. Il examinait tous les genres de société qui existent dans le monde et il en indiquait les inconvénients. La société politique ? Elle développe la diversité des caractères et la contrariété des intérêts. — La société militaire? Mais un corps d'armée ne se rend utile que par sa propre destruction et ne devient célèbre qu'aux dépens de l'humanité. — La société religieuse? Est-elle toujours d'accord avec l'intérêt de l'État? — La société de commerce? Est-elle toujours conforme à l'é-

quité? — La société d'éducation? Les Universités n'enseignent pas l'art de faire toujours un bon usage des sciences qu'elles professent. — La société du monde? Mais le monde n'est-il jamais trompeur et jamais ennuyeux? — La société de la famille? Que de frères qui se disputent! que d'époux qui s'aiment peu! — Quelle est donc, dit Stanislas, en finissant cet examen critique de tous les genres de sociétés, quelle est l'espèce de société qui pourrait suppléer aux défauts de toutes les autres, leur servir de modèle, leur donner le ton, devenir souverainement utile aux hommes, rendre un État florissant, procurer sa gloire, perpétuer son bonheur et ramener dans l'univers l'harmonie et la paix? Ce serait celle, à mon avis, qui réunirait les arts, les sciences et les vertus. (*Œuvres du Philosophe bienfaisant*, vol. IV, p. 30.)

» Votre modestie, messieurs, continue M. Saint-Marc Girardin, vous empêche peut-être de vous reconnaître : cette société supérieure à toutes les autres, ce sont les Académies. C'est surtout l'Académie Stanislas, devant laquelle le philosophe bienfaisant faisait lire ce discours; et l'Académie, disent les Mémoires du temps, l'applaudissait beaucoup, quoique le roi eût gardé l'anonyme, comme le gardent les rois.

» Voulez-vous qu'au lieu d'être un portrait, ce tableau ne soit qu'un idéal? Oui, c'était là ce que l'esprit du temps attendait plus ou moins des Académies; il se figurait qu'elles devaient un peu avoir part au gouvernement de la société, et contribuer au bonheur de l'État. Nous avons tous beaucoup rabattu du programme du bon roi. Nous pratiquons de notre mieux les arts, les sciences et les lettres. Quant aux vertus, nous tâchons de les découvrir, si elles ne se découvrent pas elles-mêmes, et nous les couronnons. Surtout nous ne voulons pas donner le ton aux autres sociétés, ni à la politique, ni à la militaire, ni à la religieuse. Nous savons que le pouvoir ne sied pas aux Académies; nous nous contentons de la liberté. »

Il y a une poétique, amie de l'ordre, qui, redoutant

les impressions trop vives pour le spectateur, quand une chose menace de produire cet effet, la met en récit, au lieu de la mettre en scène. Boileau l'a dit, après Horace:

> Mais il est des objets que l'art judicieux
> Doit offrir à l'oreille et reculer des yeux.

C'est naturellement la poétique des préfets et celle de M. le préfet de la Meurthe. Il aura pensé que la scène de l'Académie serait un spectacle trop violent pour ses administrés, et il a eu l'attention de la reculer de leurs yeux. Voilà pourquoi nous sommes ici refaisant le récit de Théramène, sans le « monstre furieux » et les « replis tortueux, » que nous n'avons pas, en conscience, retrouvés dans l'Académie de Nancy.

(Avril 1866.)

XXVI

LES FRANÇAIS DE LA DÉCADENCE

M. Henri Rochefort publie *les Français de la décadence*[1], qui sont, il nous semble, son premier ouvrage ; il est dédié malicieusement à la commission du colportage qui, « en refusant si souvent l'estampille à mes » articles, a fait plus que moi pour leur succès. » On voit que le jeune écrivain n'est pas un cœur ingrat. On peut continuer à faire connaissance avec lui, en lisant son livre. Il déteste les cantates, ce qui indique qu'il n'aime pas la poésie officielle, et qu'il pourrait bien aimer l'autre ; il se moque des drames à fortes émotions, où le bourreau et les coups de canon jouent un si grand rôle, et de cette passion du public pour la nouveauté, qui fait que les auteurs renchérissent sans fin sur les inventions précédentes. Pour prouver que ce n'est pas par indigence d'idées qu'il s'abstient de prendre part à ce concours, il nous donne le canevas d'une pièce de son crû qui renferme des situations tout à fait neuves ; il a quelque souci de la dignité des gens de lettres, et paraît un peu jaloux quand il compare les succès littéraires aux succès de tel cheval de course ou de tel mulet « immontable ; »

[1] *Les Français de la décadence*, par M. Henri Rochefort. — Un vol. in-18. Librairie centrale, 24, boulevard des Italiens.

du reste, il est modeste : il ne se croit aucune mission providentielle ; il ne pense pas que le soleil se lève exprès pour lui ; dans un temps où chaque homme en renom est convaincu qu'il a « son peuple, » il n'affiche pas cette prétention ; si cela arrivait, il en serait même embarrassé, car, dit-il, il ne suffit pas « d'avoir un » peuple, encore faut-il lui donner quelques petites » satisfactions de temps en temps ; » il ne paraît pas jaloux d'être chargé du bonheur de tant de personnes ; il est doux de caractère : il assure que s'il faisait partie du jury, il acquitterait tout le monde, même les avocats ; il n'est pas fanatique : « J'ai, dit-il, beaucoup à travailler, » et je ne pourrais guère être fanatique que de dix heures » à midi, ce qui est insuffisant, un vrai fanatique devant » l'être depuis le matin jusqu'au soir ; » en revanche, il ne croit pas tout ce qu'on lui dit : il ne veut pas s'abonner au *Journal de l'Immaculée Conception*, malgré la prime d'un mois d'indulgences plénières ; il a tellement peur d'être trompé, qu'il se tient en garde contre les Mémoires posthumes ; il y voit, dans la plupart des cas, un artifice de la vanité d'un homme qui, plus ou moins médiocre pendant sa vie, tient le public en haleine par les révélations qu'il promet : « Le jour où le » manuscrit est mis en vente, le lecteur s'aperçoit qu'il » est volé ; mais le défunt a toujours eu quinze ans de » bon ; » il ne se fait pas fort de prouver que tous les usages admis sont parfaitement raisonnables : il n'enverrait pas les compositeurs qui ont obtenu le premier prix étudier la musique à Rome ; il n'a pas même deviné pourquoi il est défendu aux avocats de plaider en mous-

taches ; enfin, ce qui semble révéler chez lui un vrai philosophe qui n'a pas conscience de lui-même, c'est qu'il prétend ne pas tout savoir : « Il serait inutile, dit-» il, de venir me réveiller à six heures du matin pour » me demander les motifs de cet état de choses, attendu » que dès aujourd'hui je déclare que je les ignore. » Plus d'un homme grave, qui ne l'avouera pas, approuvera cette profession de foi et sourira en lisant ceci : « Nous » avons tous l'habitude de traiter ces questions comme » les médecins traitent les maladies, avec des formules » toutes faites. Si on se donnait la mission de changer » toutes les étiquettes erronées qui sont depuis des » années collées sur nos usages comme sur des bocaux » de pharmacie, on ne tarderait pas à se faire la réputa-» tion d'un homme qui sape les sociétés par leurs bases.»

Veut-on un exemple de ces étiquettes conservées religieusement ? Il y a un dialogue infaillible entre ceux qui offrent une haute place et celui qui l'accepte; ceux qui l'offrent ne manquent pas de dire qu'ils savent combien c'est un lourd fardeau, mais ils invoquent le dévouement de la personne; celui qui accepte ne manque pas non plus de reconnaître combien le fardeau est lourd, mais il promet le dévouement qu'on lui demande; quoique ce dialogue soit très-ancien, il ne paraît pas vieillir, car à chaque fois il se renouvelle, et des deux côtés, depuis l'origine, on garde le même sérieux. Le gros du public est touché ; mais le chroniqueur, qui est essentiellement un homme qui réfléchit, fait ici ses petites réflexions. Notre chroniqueur, par exemple, quoiqu'il soit jeune, ayant entendu assez souvent les discours

dont nous venons de parler et les retrouvant encore à l'avénement d'un des plus nouveaux souverains de l'Europe, traduit à sa manière le langage de l'orateur qui vient, au nom de la nation, supplier qu'on la gouverne :

« Voici une jolie couronne en or, enrichie de diamants, avec douze ou quinze millions de liste civile. Ensuite tout le monde ici sera trop heureux de vous obéir au plus léger signe, et si vous avez un chat, un chien ou un perroquet, on s'empressera autour de lui comme s'il avait aussi le droit de distribuer les décorations. De plus, on ne parlera de vous qu'à la troisième personne, et, au lieu de vous dire simplement : Comment vous portez-vous ? on vous dira : Comment votre Majesté se porte-t-elle ? Nous n'ignorons pas tout ce qu'il y a de pénible à toucher quinze millions par an, à porter une couronne enrichie de diamants et à être entouré d'hommages de toutes sortes ; mais résignez-vous à ce sacrifice ; acceptez ce fardeau, Sire, acceptez-le. »

On dit souvent qu'il n'y a plus de conversation en France, comme autrefois. C'est vrai, si on entend la conversation rangée, les fauteuils en cercle, une question proposée, et quelques personnes, comme qui dirait des premiers sujets, qui se renvoient la réplique, bref, une imitation de la tragédie classique ; oui, cela est bien mort ; mais comment croire que la libre conversation soit morte ? Nous ne serions donc plus la nation qui, curieuse de toute nouveauté, l'oreille et les yeux toujours ouverts, n'aime à rien voir et rien entendre qu'à la condition d'en pouvoir parler ? Rien n'occupe un moment l'attention, qu'il ne naisse un mot juste, un mot piquant qui, aussitôt né, vole et fait le tour de la France ; d'où donc vient-il ? N'y a-t-il donc plus qu'un Français qui ait de l'esprit pour tous les autres, et s'enferme-t-il pour

faire ces mots charmants, ou n'est-ce pas qu'ils pétillent dans les esprits excités par la causerie, et qu'ils partent comme la mousse du vin ? Assurément il y a des temps moins favorables que d'autres à la conversation, et tels sont les temps où une autorité tutélaire a réglé tout ce que les citoyens doivent faire, dire et penser ; eh bien ! malgré cela, sitôt que quelques-uns de ces citoyens se réunissent, l'esprit français est avec eux. Un pédant voulait mettre l'histoire romaine en quatrains : elle ne s'y prête guère ; s'il s'en trouve un autre pour accomplir ce projet, je promets de ne pas acheter son livre ; mais notre histoire à nous rit quelquefois davantage, et elle se fait un peu tous les jours en quatrains, qui servent plus tard à compléter la vérité officielle.

S'il n'y avait plus de salons, il resterait, ce semble, encore les revues et les journaux, qui disent tous leur mot sur toutes les choses du jour ; c'est la grande conversation universelle, intarissable, qui est bien cela, en effet, par la nouveauté des sujets, la liberté du ton, de l'allure et du langage. Grâce à elle, rien ne fait quelque sensation qui ne soit atteint au passage et n'emporte le trait. Je plains les peuples qui ne rient pas : embaumés dans le solennel, ils ne remuent pas, ils sont morts. Ils nous prennent probablement en pitié : tant de vaines pensées, tant de sentiments contraires, tant de paroles inutiles ! et il est certain que tout cela est méprisable ; mais enfin que voulez-vous ? Il faut bien vivre, et vivre c'est se mouvoir. Il n'est pas précisément nécessaire que les idées de toute espèce qu'apporte la causerie de chaque jour se logent dans notre esprit, il suffit qu'elles le tra-

versent, qu'elles l'éveillent et donnent l'étincelle en passant; une fois éveillé et excité, il est capable de faire des ouvrages qu'on ne méprise plus. On est souvent agacé par ces plaisanteries insipides qui courent les rues de Paris, nous poursuivent dans les départements, et qu'on a le déplaisir d'entendre répéter par une foule d'individus qui se croient la fine fleur de l'esprit parisien, parce qu'ils répètent d'un air d'intelligence des mots privés de sens; oui, cela agace, mais on est étonné quand on voit le parti que la malice française tire de ces sottises, les applications plaisantes, imprévues, qu'elle en fait, le tour original par lequel elle les ramène; enfin, tout ce que les sots n'entendent plus. Nous ne sommes jamais en France sans quelqu'un de ces refrains. En somme, au milieu d'un certain nombre de mots charmants, il y en a de douteux, et il y en a de mauvais; mais le tout va ensemble et empêche notre nation de s'endormir. A son tour, elle réveille les autres : elle les fournit de nouveautés de toute sorte; si elle ne travaille pas toujours pour l'éternité, elle fait passer les moments, et la vie se compose de moments. Représentez-vous un peu dans quel état de stagnation seraient les modes dans tout l'univers si les femmes françaises venaient à disparaître; eh bien! il pourrait arriver quelque chose de pareil si on venait à supprimer un certain nombre de littérateurs dont on ne voit pas d'abord l'utilité : ils produisent des romans, des pièces de théâtre, des fantaisies, qui s'étalent et se renouvellent perpétuellement aux vitrines des libraires, que Voltaire appelait des marchands de modes; ils pourvoient à la grande consommation des esprits. Je

le confesserai, puisque je suis en veine d'optimisme et disposé, moi aussi, à acquitter tout le monde, il me semble qu'on dédaigne injustement chez nous tels ou tels de nos romanciers, parce qu'ils sont médiocres. Ils ont leur usage : après avoir fait plaisir aux abonnés de plusieurs journaux, ils passent à l'étranger, où ils entretiennent la tradition de la supériorité française. Quiconque a un peu voyagé avouera que si nous étions réduits à nos classiques immortels et à des romanciers comme Alfred de Musset, Mérimée et George Sand, ou à quelques fins artistes de cette époque, nous ferions une assez triste figure à l'étranger ; on ne soupçonne pas quels sont les articles les plus demandés pour l'exportation littéraire, et ce que nous avons de grands hommes *extrà muros :* « Pauvre homme en deçà des Pyrénées, grand homme au delà ! » Après tout, ces écrivains ne manquent pas d'habileté pour fabriquer un roman, enchevêtrer des incidents, compliquer des situations, ce qui passe aisément dans toutes les langues, et, à vrai dire, leurs livres n'ont qu'un seul tort, le tort de laisser croire qu'ils sont écrits en français.

Ce n'est pas ici le lieu de dire du mal de la grande littérature, des grands journaux : ils parlent bien de ce dont ils parlent, mais ils ne parlent pas de tout ; il y a des choses qui ne s'aperçoivent pas du premier étage, et qui ne se voient comme il faut qu'au rez-de-chaussée. Si on ne lisait que les colonnes d'en haut de la haute presse, il y a toute une société dont on n'aurait pas l'idée, qui existe pourtant ; on apprend ailleurs à connaître le demi-monde féminin, le demi-monde littéraire, la Jeu-

nesse des élégances convenues, les travers de la société polie, qui a sans doute ses préjugés, ses vanités et ses contradictions. Quel dommage si nous perdions tout à coup dans la grande et dans la petite presse, toute notre littérature légère, les chroniques qui saisissent au vol la *comédie contemporaine*, tout ce fourmillement de plumes alertes, avisées et espiègles, qui raisonnent et déraisonnent si plaisamment !

Voulez-vous que nous laissions de côté les préjugés, et que nous disions tout haut ce que nous nous disons à nous-mêmes, quand nous sommes de bonne foi ? Il n'y a que deux espèces de journaux : ceux qui ont de la conscience et ceux qui n'en ont pas, ceux quiont de l'esprit et ceux qui n'en ont pas. Il est temps de décider si les journaux sérieux sont ceux qui disent légèrement des choses sérieuses ou ceux qui disent sérieusement des choses de peu de sens. Nous trouverions peut-être, en cherchant bien, quelques exemples de ceux-ci ; mais nous aimons mieux citer des exemples des autres. Ne rendent-ils pas quelques services aux lettres et aux mœurs, quand ils poursuivent, comme M. Jules Vallès, les réfractaires, les bohêmes de la littérature, ou, comme l'écrivain qui nous occupe, « les filles de marbre et les gentilshommes » de carton ? » Avons-nous oublié que, dans les crises politiques et sociales que la France a traversées il n'y a pas encore vingt ans, une feuille du titre le moins grave, *le Charivari*, a persécuté les idées fausses, de sa plume et de son crayon, avec une verve intrépide ? C'est à cette bonne guerre que se sont formés MM. Taxile Delord et Clément Caraguel. M. Henri Rochefort, qui appartient

encore à la petite presse, y porte un bon sens spirituel qui nous charme. Il dit dans ce livre des *Français de la décadence* : « Allez aussi loin que vous le permettra le » reculement des barrières, vous aurez beau sonner à » toutes les portes en demandant si on n'a pas un mora- » liste dans la maison, on vous répondra presque par- » tout : Nous avons des lampistes, des fumistes, des ébé- » nistes, nous n'avons pas de moraliste. Qu'appelez- » vous moraliste? Est-ce un état qui fait du bruit? » La boutade est jolie ; malgré tout, il nous semble que dans la maison de M. Henri Rochefort il y a un moraliste, et nous souhaitons qu'il fasse beaucoup de bruit.

(Août 1866.)

XXVII

L'INTERVENTION EN ESPAGNE

M. Minssen continue courageusement la traduction de l'*Histoire du dix-neuvième siècle depuis les traités de Vienne*[1] par M. Gervinus : il nous donne aujourd'hui le neuvième volume, qui nous paraît offrir un grand attrait, car il traite de l'invasion française en Espagne en 1823. Une note nous apprend que M. Gervinus se propose de pousser son travail jusqu'à la chute de la seconde République française. C'est un plaisir un peu sévère, mais un plaisir pour les bons esprits, de lire, dans le livre d'nn étranger qui se préoccupe uniquement de la vérité de l'histoire, le récit des événements que nous avons vus et que nous avons sentis ; il nous semble alors que nous recommençons à vivre la même vie, mais avec une autre âme, plus clairvoyante et moins passionnée.

[1] *Histoire du dix-neuvième siècle depuis les traités de Vienne*, par G.-G. Gervinus, traduite de l'allemand par J.-T. Minssen, professeur agrégé au lycée de Versailles, professeur-adjoint à l'École militaire de Saint-Cyr. — Tome IX[1]; Lacroix, Librairie internationale.

[1] Le dixième volume vient de paraître : une partie est consacrée au Mexique, une autre à Bolivar.

C'est bien là le progrès que l'âge doit nous apporter : il ne doit pas nous désintéresser des choses, mais enlever la part d'injustice que nous mettons dans nos sentiments quand les choses sont présentes, et que nous sommes sous leur coup.

Combien d'émotion a excitée dans son temps l'invasion française en Espagne ! Eh bien ! que ceux qui ont passé par là consentent à y repasser ; ils ont beau tout savoir, ils apprendront encore : ils apprendront l'équitable mesure d'approbation et de blâme qu'il convenait de donner à cette intervention. Rappelons-en les actes principaux. Ferdinand VII détestait la Constitution qu'il avait jurée ; il n'était pas besoin que l'on encourageât sa mauvaise volonté ; c'est pourtant ce que faisaient les puissances étrangères réunies à Troppau et à Laybach ; aussi, au moment même où se tenait ce dernier Congrès, il se tramait à Madrid une contre-révolution qui fut dénoncée par un ouvrier imprimeur, et dont on saisit les pièces. Les anarchistes, qui provoquent partout les réactions, étaient secrètement excités, et les agents étaient payés pour soulever des troubles ; on vit un individu qui avait jeté des pierres contre la voiture royale recevoir une pension « comme récompense des services rendus par » lui au roi. » Les modérés dans le pays, dans les Cortès et au ministère se sentaient sans force, entre les violents des deux partis extrêmes, ceux de la royauté absolue et de la liberté absolue, ceux du château et des sociétés secrètes, les *serviles* et les *exaltés*. Pendant ce temps, le clergé, travaillant pour lui-même, se révoltait contre les lois qui limitaient son indépendance. Comme dit un

auteur espagnol, il se ceignit les reins « afin de main-
» tenir avec l'épée de saint Paul ce que les clés de saint
» Pierre n'avaient pu garder ; » il lança les *guerillas de la foi*, à la tête desquelles étaient les moines et les curés ; le premier signal fut donné par le curé Merino. Des événements extérieurs eurent leur contre-coup en Espagne et animèrent encore les esprits. Ce fut le succès de la contre-révolution en Italie, la chute de Naples et du Piémont, et, en France, le ministère Villèle remplaçant ce ministère Richelieu, dont la politique extérieure, toute de modération, avait été condamnée par la Chambre ; les soulèvements espagnols sur la frontière paraissaient de plus en plus appuyés par les autorités françaises.

La nouvelle Chambre de 1822 appartenait aux exaltés : elle le montra en choisissant pour président Riego ; dès que la session fut close, le parti absolutiste essaya de prendre sa revanche : il y eut un soulèvement parmi les gardes du corps en faveur du *roi pur*, et des représailles populaires contre les gardes du corps. Le roi ordonna au Conseil d'État d'examiner si en ce moment, où sa vie était en danger, le pacte social du mois de mars n'était pas dissous, et s'il n'était pas rentré dans ses droits tels qu'ils avaient existé avant cette époque. Le Conseil d'État, s'appuyant sur son serment à la Constitution, rappela à Ferdinand que si le pacte se rompait, ce n'était pas à la nation que serait la faute. Le roi le fit convoquer au château, avec les ministres et les commandants militaires, pour ronouveler sa question. Les ministres se refusèrent à entrer dans cette discussion, et le roi se résolut dès lors à un coup d'État. Par mal-

heur pour lui, les gardes du corps furent repoussés, et alors, changeant d'attitude, il s'humilia devant les ministres qu'il avait fait retenir et insulter dans son palais, joua une scène de réconciliation avec Riego, sévit contre ses amis battus, et écrivit à Louis XVIII une lettre autographe où il implorait sa protection et protestait du désir qu'il avait de donner à l'Espagne des institutions représentatives.

On s'était trompé sur les desseins de M. de Villèle : il ne désirait pas que la France intervînt en Espagne; malgré cela, on marchait en ce sens ; les ultra-royalistes de la Chambre et des salons, qui ont chez nous une grande influence, poussaient à cette intervention. Un des plus ardents pour cette démarche était Mathieu de Montmorency, que Louis XVIII ne plaça pas sans scrupule ni au ministère ni au Congrès de Vérone. C'était, dit M. Gervinus, « un petit esprit, plein d'entêtement silencieux. » Il provoqua la Note-circulaire du 14 décembre, qui annonçait à l'Espagne la répression prochaine. Il avait justifié les craintes du roi ; rappelé à Paris, il dut offrir sa démission, et fut remplacé par Chateaubriand. La situation était faite ; Chateaubriand y entra volontiers : il pensa que la position de la France se relèverait singulièrement en Europe, si on y revoyait ses armées, qu'elle serait plus en vue si elle était seule, et que ce serait en même temps un coup de fortune pour la Restauration, de montrer qu'elle était assez maîtresse de ses soldats, pour les faire servir à une contre-révolution. C'était calculer juste, à condition de ne pas

se préoccuper des intérêts de l'Espagne, à laquelle on semblait se dévouer.

La Note-circulaire du Congrès, tombant en Espagne, avait produit l'effet auquel on pouvait s'attendre; les réponses furent très-dures, et lorsque les ambassadeurs demandèrent leurs passeports, on y joignit les lettres d'envoi les plus blessantes. Les ressources dont on disposait pour soutenir ce langage étaient médiocres ; il aurait fallu un soulèvement national dont les éléments n'existaient pas. On résolut de livrer Madrid et de transporter le gouvernement à Séville ; quatre corps d'armée furent confiés à Abisbal, Morillo, Ballesteros et Mina. La France expédia des troupes sous le commandement du duc d'Angoulême. A peine parti, on s'aperçut de la négligence de l'administration pour les transports et les approvisionnements, et il y eut un moment de terreur panique ; à ce moment parut un habile homme, Ouvrard, qui promit de fournir toutes les provisions nécessaires, et le duc conclut un marché avec lui. L'argent dont Ouvrard avait les mains pleines fit accourir partout les marchands espagnols au-devant de nos soldats, et créa une abondance inouïe. Le moyen d'action employé avait si bien réussi pour les approvisionnements, qu'on résolut de l'appliquer ailleurs, de prodiguer l'or et de ménager la poudre, selon le conseil de l'abbé Liautard ; on tenta d'abord Abisbal, qui céda, et la route vers Madrid fut ouverte. On s'y reposa quelques jours, le temps de voir la populace briser les tables de la Constitution, et on poussa vers Séville. Le roi fuyait malgré lui devant l'armée de qui il attendait sa délivrance. Il avait pré-

texté la goutte pour ne pas se rendre à Séville, mais les Cortès l'avaient obligé de partir, sur un certificat des médecins. La nouvelle des événements de Madrid avait précédé les Français à Séville et découragé les constitutionnels ; on résolut de transporter le gouvernement plus loin encore, à Cadix ; à ce moment la résistance de Morillo et de Ballesteros tomba, comme celle d'Abisbal. Riego tenta une entreprise hardie pour maintenir les troupes de Ballesteros et rejoindre Mina ; contraint de fuir à l'approche des Français, il leur fut livré et conduit à Madrid, où il fut plus tard exécuté. Cependant l'armée française avançait vers Cadix, que lui ouvrirent la prise du Trocadero et quatre millions distribués à propos par Ouvrard. Il ne restait plus en armes que l'honnête et intrépide Mina, qui dut cesser une résistance impossible.

Le roi avait signé une déclaration de pardon, d'oubli, de promesses libérales ; il était libre, mais plein de colère ; par malheur, il trouvait une partie de la nation prête à tout oser et une autre prête à tout supporter. On vit promptement que dans ce concert entre lui et nous, si nous avions notre idée, il avait la sienne, qu'il poursuivait obstinément : cette idée était le rétablissement de son autorité sans contrôle. Avant la guerre, lorsqu'il s'était décidé au coup d'État que nous avons vu échouer, il avait autorisé le marquis Mataflorida à former une régence à Urgel, qui venait d'être pris ; cette régence avait publié, le 15 août 1822, une proclamation qui annonçait ses desseins ; elle avait formé un ministère, noué des relations diplomatiques, négocié en France un

emprunt et des secours armés. C'est cette régence que Mina dispersa et qui se retira à Bayonne, puis à Toulouse. Naturellement, si nous ne l'aimions pas à cause de son zèle fanatique, le roi l'aimait à cause de cela même. Nous avions obtenu de lui l'autorisation d'une nouvelle junte d'un esprit plus modéré ; elle ne rencontra qu'un obstacle, une contre-autorisation envoyée à Mataflorida, et qui approuvait les actes passés, présents et futurs de la régence d'Urgel. Fort de cet acte royal, Mataflorida avait nettement refusé au duc d'Angoulême de se démettre de ses fonctions, et avait été interné à Tours. Après le passage de la Bidassoa, le duc forma la junte d'Oyarzun, composée des gens qu'il croyait être les plus dociles ; cette fois, ce fut la junte qui le trompa, et, à peine installée, proclama le rétablissement de l'état de choses du 7 mars 1820. Elle leva un corps d'armée, où se pressèrent en première ligne « le rebut des brigands royalistes et la lie de la populace espagnole ; » on imagine difficilement ce que le pays eut à souffrir de ces troupes infernales. Le duc d'Angoulême en fut effrayé : il institua à Madrid une nouvelle junte, qu'il composa avec toute l'attention possible et qui suivit exactement l'exemple des deux autres : elle décréta largement la destitution, la confiscation et la mort ; tous les fonctionnaires nommés pendant la durée du régime constitutionnel furent cassés ; ceux qui avaient été nommés auparavant et qui étaient restés en place, furent soumis à l'examen d'un tribunal de purification : « sur le témoignage de trois per- » sonnes bien pensantes ; on excluait de la purifica- » tion tous ceux qui avaient, d'une manière quelconque,

» offensé le roi ou la religion, ou ceux qui laissaient » craindre que leurs sentiments ne fussent trop tièdes » dans l'avenir. » Ajoutez l'annulation des lois votées et des emprunts contractés depuis le mois de mars 1820, le rétablissement des couvents supprimés, le retour de leurs biens sans restitution des sommes d'achat, et la remise de tous les biens nationaux ou inaliénables qui avaient été vendus.

On conçoit aisément quel régime fut inauguré par ces décrets et les excès que les Français virent accomplir à l'ombre de leur drapeau. Aussitôt que le roi fut libre, il déclara non avenus tous les actes du gouvernement constitutionnel et ratifia toutes les ordonnances des juntes d'Oyarzun et de Madrid ; l'Espagne fut livrée à une terreur absolutiste et théocratique, sous les ordres de Victor Saëz, confesseur du roi et son premier ministre, qui fonda, dit-on, la société de l'*Ange exterminateur*. Louis XVIII s'émut ; il écrivit à Ferdinand une lettre à laquelle celui-ci ne fit aucune attention. De nouveaux décrets furent portés, « afin qu'on vît disparaître à ja- » mais du sol espagnol même la pensée la plus éloignée » que la souveraineté pût résider ailleurs que dans la » personne royale ; » il était dit que « le roi était résolu » à conserver dans toute leur plénitude les droits légaux » de sa souveraineté, sans en livrer ni en ce moment, » ni à aucune autre époque, la moindre parcelle à des » Chambres ou à de semblables institutions, qui répu- » gnaient aux lois et aux mœurs espagnoles. » Des révoltes causées par tous ces actes furent réprimées et amenèrent de nouvelles exécutions.

Voilà le triomphe qu'avait obtenu la France et dont elle était assez embarrassée; de plus, le gouvernement espagnol s'était pris d'amitié pour la Russie, dont les principes lui convenaient mieux; il nous restait un dernier désagrément à subir : c'était de voir ce gouvernement se corriger en quelque manière dès que le dernier de nos soldats serait parti, afin qu'il fût bien clair que nous n'étions pour rien dans cet amendement, et que notre présence n'avait servi qu'à l'empêcher. « A peine, » dit M. Gervinus, le roi eut-il commencé à régner » comme roi véritable et non comme chef de parti, que » toutes les choses qui, durant la présence des Français, » n'avaient pu se débrouiller, s'arrangèrent pour ainsi » dire d'elles-mêmes. Une tranquillité et une sécurité » plus grandes se répandirent dans le pays ; un peu de » tolérance se fit remarquer dans les choses politiques et » religieuses. »

Nous avons choisi à dessein cette guerre d'Espagne, pour y montrer le spécimen d'une espèce d'intervention, la propagande armée. Dans celle-ci, tout est on ne peut plus clair. On va combattre les mauvais principes qui tourmentent une autre nation, entreprise digne de la plus haute philosophie ; pourtant on n'est pas possédé du pur amour du bien : comme on a chez soi un peu de ces mauvais principes, ce sont ceux-là qu'on hait le plus, ceux-là qu'on veut frapper, et l'intervention extérieure n'est, en définitive, qu'une expédition au dedans ; on est ainsi tombé de la philosophie dans la politique. Encore faudrait-il que ce fût de bonne politique ; mais on ne fait en rien ce qu'on a voulu faire : on dé-

chaîne la contre-révolution, qui ne nous écoute plus; on perd son influence sur la nation envahie, sur ceux qu'on a vaincus et sur ceux qu'on prétend modérer; on empêche, par cela qu'on s'en mêle, une conciliation qui se fait toute seule quand on ne s'en mêle plus; enfin, un beau jour, on tente chez soi ce qu'on a tenté chez les autres, et on tombe.

On dit qu'il y a encore en Espagne des préjugés contre les Français; nous espérons qu'ils disparaissent; mais soyons justes, comment n'auraient-ils pas existé? Il suffit que dans ce pays on se souvienne des deux invasions de 1808 et de 1823. On connaît maintenant, par l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*, les odieux ressorts que Napoléon fit jouer, dans quel piége il fit tomber à la fois la royauté qu'il prétendait sauver et la nation qu'il prétendait affranchir. Franchement, il n'y a pas là de quoi nous être reconnaissant, et ce souvenir suffirait à gâter le bienfait d'une bonne administration et du Code civil, deux choses que nous portions avec nous et que l'on eût pu garder malgré leur origine. Quant à l'invasion de 1823, dont l'effet fut de restaurer l'ancien régime que nous voulions détruire quinze ans auparavant, ce n'est pas non plus de ce service que l'Espagne peut nous remercier. Ajoutez, pour ne rien omettre, la défiance d'un peuple susceptible devant nos beaux esprits français, qui ne manquent guère une occasion de se faire valoir devant les nations étrangères et de leur imprimer un profond sentiment de leur infériorité à notre égard.

L'Espagne n'est pas une nation morte, c'est une na-

tion paralysée par un mauvais sort. Elle garde encore la forme monastique que lui a imposée Philippe II; elle porte encore sur ses épaules la chape de plomb que l'Inquisition lui a mise et qui l'étouffe; laissez-la se dégager, respirer et revivre; elle n'est pas usée, comme tel ou tel peuple, qui ne dure que par artifice et sur qui les remèdes ne peuvent plus rien : elle a une sève âpre, qui n'a besoin que d'être corrigée par la culture moderne. Il semble aussi qu'il y a dans la nature espagnole un excès qui l'empêche de voir nettement les circonstances où elle se trouve et d'y agir avec justesse : elle met l'imagination dans la vie. Ainsi, tout dernièrement, un de ses amiraux se tuait, parce qu'il avait été vaincu par des ennemis plus nombreux, et un autre bombardait solennellement une ville sans défense. Quand on entre dans la langue espagnole, si on s'essaie dans le *Don Quichotte*, comme on y est invité, on éprouve une première impression très-forte : c'est le contraste entre l'ironie du fond et la pompe de la langue qui y est appliquée; cette pompe fait singulièrement ressortir cette ironie : on a l'idée de la disproportion qu'il peut y avoir entre l'âme et la réalité, la disproportion des sentiments et du courage avec les choses, qui sont ou trop grandes ou trop petites, et en considérant cela, on est partagé entre la raillerie et la sympathie. A quoi Cervantes pensait-il en écrivant son livre? Sans doute à la chevalerie de son temps; mais, si on osait croire qu'il est possible de lire dans ces profonds esprits, est-il sûr qu'il n'ait pas pensé à quelque chose de plus que la chevalerie contemporaine, nous voulons dire à son pays, à son Espagne, à ce qu'il y a

dans l'âme espagnole de grandeur démesurée, qui ne regarde pas où elle se dépense, et qui, toute pleine d'une héroïque naïveté, va constamment de la tragédie à la comédie, sans s'asseoir enfin dans le milieu? L'Espagne a assez souffert de son mal ; gardez-vous pourtant de la mépriser, en comparant son ancienne fortune à sa fortune présente. Elle a possédé le monde et l'a perdu ; mais elle a su garder un bien plus précieux, sans lequel il n'y a plus d'honneur à vivre : elle a défendu à travers tout son indépendance.

(Août 1866.)

XXVIII

UNE CIRCULAIRE DE M. DURUY

On sait que M. le ministre de l'instruction publique a autorisé les proviseurs de Paris et de Versailles à envoyer au lycée du Havre, pendant les vacances, les élèves qui devraient passer ce temps au collége; le lycée de la Rochelle est autorisé de même à recevoir les élèves du ressort académique de Poitiers, et le ministre se déclare prêt à généraliser cette mesure; il a pensé que « le » séjour de quelques enfants dans de grandes maisons » vides de jeux et de travail est fort triste, » et il désire « changer cette tristesse en plaisirs utiles au corps et à » l'âme. » Tandis que des enfants vont à la mer, d'autres, du centre de la France, du sud et de l'est, pourraient aller aux montagnes, dans les Pyrénées, les Alpes, la Suisse et l'Auvergne, en excursions. Et qui empêcherait que ce qui se fait aux vacances de septembre se fît aux vacances de Pâques? Cela même a été essayé deux fois avec succès par le directeur du collége Rollin. M. Duruy ajoute : « Ce que je prescris pour le temps des

» vacances, je suis disposé à le faire durant les études » mêmes. L'Université, qui n'est qu'une grande famille, » peut avoir des lycées d'hiver et des lycées d'été, pour » les enfants dont la constitution délicate exige des » soins et un régime particuliers. Ainsi quelques-uns de » nos lycées de l'Ouest recevraient, de juin à octobre, » pour un temps déterminé, les enfants à qui l'air des » côtes ou les bains de mer seraient recommandés ; ceux » de Nice, de Pau et de Montpellier donneraient une » hospitalité attentive, durant la saison rigoureuse, aux » élèves qui auraient besoin d'un climat plus doux. »

Nous avons été très-heureux de lire cette circulaire, qui, nous l'espérons, ne restera pas à l'état de circulaire. Sur ce qui intéresse la santé et la vie des enfants, il ne saurait y avoir de discussion ; quant aux excursions pour les bien portants, nous n'ignorons pas qu'elles peuvent offrir quelques difficultés, qu'il y faudra tout un apprentissage pour les maîtres. Ils avaient l'habitude de parler aux élèves au nom du règlement et ne sont pas faits à l'espèce de commerce qui naît des courses en commun : ils auront à maintenir leur autorité et à la rendre plus flexible, ce qui leur demandera beaucoup de tact, mais n'a rien d'impossible ; certainement ils gagneront à connaître les enfants dans cette vie plus libre où les caractères se montrent, ils apprendront quelles prises ils peuvent avoir sur eux ; ils découvriront sous l'uniforme des natures diverses qu'ils traiteront diversement, enfin ils seront de toute façon plus près des enfants, ce qui est bon pour les conduire.

Il y a de moins en moins, il y a encore des professeurs convaincus que l'enseignement n'est pas efficace si on n'y ajoute quelque rudesse; c'est leur manière d'enfoncer les leçons dans les esprits. Ils rappellent ce père de famille qui, donnant à son fils un précepte de morale, lui donna en même temps un soufflet, afin que le soufflet gravât le précepte. Passe pour une fois; mais franchement ce n'est pas une méthode, et il n'y aurait pas de mal à varier un peu le procédé, à essayer, par exemple, ce que le goût pour le professeur peut inspirer de goût pour l'enseignement à ces esprits impressionnables et mobiles, qui ne savent qu'aimer ou haïr à l'excès, et qui aiment ou haïssent les lettres, l'histoire, la philosophie, les sciences, selon le maître qui les leur apprend.

Nous dirons donc à la famille et au collége : Faites à vos enfants une provision de souvenirs. Vous prenez de la peine, vous vous imposez des sacrifices, vous ne les cachez pas aux enfants, et vous avez raison : il faut qu'ils sachent qu'on ne s'épargne pas pour eux ; cependant ne vous en tenez pas là. Quand vous aurez obtenu d'eux ou que vous serez en voie d'obtenir ce qui est nécessaire dès maintenant, c'est-à-dire la discipline, le travail et le caractère, contentez un peu cette curiosité, cette imagination, ce sentiment, cet inquiet désir de vivre qui s'agite en eux : qu'ils voient, qu'ils entendent, qu'ils se meuvent, qu'ils agissent, qu'ils soient en fête ; le temps que vous croyez perdu n'est pas du temps perdu. Il ne serait pas perdu, quand même tout cela ne servirait qu'à animer l'existence de la maison et du col-

lége, à encourager à bien faire; mais ces premiers plaisirs goûtés par des âmes avides ne s'effacent pas aisément. Lorsque les jeunes gens, devenus des hommes, sont jetés dans le monde, aux prises avec la vie, qui est pour nous tous un combat, ils se reportent obstinément vers les temps qui ont précédé; là, ils retrouvent la famille, son affection, sa douceur et ses joies, comme un paradis perdu; puissent-ils retrouver quelque chose de la famille dans le souvenir de la maison où ils ont été élevés, confondre dans un même sentiment de reconnaissance tous ceux qui les ont faits ce qu'ils sont, se représenter avec charme l'épanouissement des jeunes années, leur intelligence et leur âme qui s'ouvraient dans un air ami, le respirer encore et s'y rafraîchir! J'aime l'enfance; elle m'attire, je l'envie, et pourtant elle m'inspire comme une certaine tristesse, lorsque, considérant cette existence légère, ces joies faciles et ces chagrins à fleur d'âme, je songe à ce que l'avenir fera peut-être de tout cela; aussi je voudrais exiger d'elle inflexiblement ce que la raison exige, rien de plus, ne pas gâter son bonheur, afin que si les mauvaises années doivent venir, celles-ci du moins soient réservées.

L'Université nous permettra-t-elle de le lui dire? elle est comme la philosophie : elle parle à la raison, elle donne des idées et des principes, ce qui est excellent, mais abstrait; il semble qu'elle dédaignerait de s'adresser à l'imagination et au sentiment, comme à des facultés inférieures, sans songer à la puissance de certaines impressions qui, endormies au fond de l'âme,

plus tard se réveillent et décident plus d'une fois de ce que nous sommes. Elle traite un peu trop les enfants en purs esprits ; or, ils ne le sont pas, ni les hommes non plus : ce que nous appelons la partie fugitive des choses est souvent la seule qui reste, parce qu'elle produit en nous un ébranlement qu'un souffle fait renaître. Nous le confesserons à notre honte : nous avons assisté, dans notre enfance et notre jeunesse, à bien des distributions de prix, où nous avons entendu de très-beaux discours, qui nous prodiguaient les meilleurs conseils ; ingrats que nous sommes, nous les avons oubliés, mais l'odeur des chênes et des lauriers est toujours là qui nous monte à la tête. Nos écoliers de maintenant ne connaîtront pas ces faiblesses : le papier ayant remplacé le laurier et le chêne, ils oublieront les couronnes et se souviendront des discours.

Nous avons attendu, pour appuyer sur le point faible de l'Université, qu'elle le sentît elle-même et se mît en mesure de se corriger; qu'elle continue hardiment et nous pardonne de l'avertir encore de ce qui peut lui manquer. Elle a une tradition constante : chaque fois qu'elle veut montrer à ses élèves qu'elle les aime, elle crée un nouveau concours ; elle a de temps en temps de tels accès de tendresse ; en ce moment même elle est dans une de ces crises. Assurément l'émulation est une bonne chose, elle est un puissant ressort d'éducation ; mais elle a ses inconvénients quand elle est exclusive et trop poussée : elle n'existe guère qu'entre les premiers, et à mesure que les concours s'élèvent les uns au-dessus

des autres, le nombre de ces premiers se réduit. Deux choses pourraient servir à corriger ce défaut : ce sont l'intérêt de l'enseignement et l'émulation avec soi-même. L'intérêt de l'enseignement est très-puissant sur les esprits et sur tous les esprits ; c'est le moyen naturel d'action, que les moyens artificiels les plus violents ne sauraient remplacer. Nous ne savons pas précisément ce que feront pour les études historiques des colléges les concours établis récemment par M. Duruy, mais nous doutons qu'ils fassent autant que les traités qu'il a composés ou confiés à d'habiles professeurs. L'intérêt est la vie des classes, la vie universelle. Ajoutez-y l'émulation avec soi-même, l'amour-propre et l'honneur, mobiles du progrès. Il n'y a guère de natures assez médiocres pour que ces mobiles n'y agissent pas quand des maîtres consciencieux s'appliquent à les exciter, et il n'est rien de meilleur que d'habituer les enfants à bien faire, sans compter qu'une couronne descendra immédiatement sur leur tête, leur fallût-il être satisfaits de l'approbation de quelques-uns ou d'un seul ; car lorsqu'ils seront des hommes, il leur faudra plus d'une fois être satisfaits de moins et se payer par le témoignage de leur conscience.

Puisque M. Duruy est dans les excellentes dispositions dont sa circulaire témoigne, nous lui présenterons une requête en faveur des pauvres petits enfants des écoles primaires qui, pendant trois heures le matin et pendant trois heures le soir, sont tenus à leur banc immobiles [1].

[1] Quelques jours après, M. Duruy voulait bien me dire qu'il faisait droit à cette requête, et il accordait aux enfants des écoles primaires

En conscience, c'est une cruauté. Pourquoi ne pas couper ces longues classes par de courtes récréations, qui détendraient les corps et les esprits ? Il y a là une réforme qui doit tenter un homme de cœur. Nous ne disons pas qu'elle donnera la popularité : dans deux ou trois ans, les enfants s'imagineront que les choses ont toujours été ainsi, ils oublieront sans doute le ministre qui a fait cela et le vieux professeur qui l'a prié de le faire ; mais cette fois on sera sûr qu'on a fait le bien. L'Université est paternelle, on le sait ; qu'elle ose être un peu maternelle.

(Septembre 1866.)

un quart d'heure de récréation le matin et un quart d'heure le soir. Je l'en remercie très-vivement.

(Note de 1868.)

XXIX

LE XVIII[e] SIÈCLE

Le dix-huitième siècle continue d'occuper le dix-neuvième. M. Michelet a, comme on sait, publié un nouveau volume de son *Histoire de France*, la première partie du règne de Louis XV[1], de 1724 à 1757. Doué d'une pénétration, ou plutôt d'une lucidité singulière, pour saisir la vie partout où elle est, ses éléments et son jeu, il voit germer dans cette moitié du dix-huitième siècle ce qui sera plus tard la Révolution française et que tout le monde verra alors. M. Ludovic Lalanne, attiré aussi par ce siècle si curieux, a extrait des *Mémoires secrets*, dits de Bachaumont, un journal anecdotique qu'il a appelé *Marie-Antoinette, Louis XVI et la famille royale* [2]. Nous avons rarement sous la main les trente-six volumes qui composent ces Mémoires et le loisir d'y chercher ce qui concerne le sujet en question ;

[1] *Louis XV*, un vol. in-8°. Chez Chamerot et Lauweyrens.

[2] Un vol. in-18. Chez Frédéric Henri, Palais-Royal, 12, galerie d'Orléans.

M. Ludovic Lalanne a fait ce choix. Comme on retrouve bien les Français dans ce volume :

« 15 juin 1774. — L'enthousiasme au sujet du nouveau règne continue à se manifester, soit par la satire du règne précédent, soit par des acclamations sur l'actuel.

« 23 juin 1774. — On raconte que M. l'abbé de Sainte-Geneviève, se trouvant à dîner dans une maison, des jeunes gens l'entreprirent et le turlupinèrent sur sa sainte, dont la puissance paraissait bien nulle aujourd'hui, dont la châsse avait été découverte et descendue si inutilement (pour la maladie de Louis XV). Il les laissa dire, et quand ils eurent fini tous leurs reproches : « Eh bien ! Messieurs, qu'avez-» vous à reprocher au Ciel ? répondit-il, est-ce qu'il n'est pas » mort ? »

Marie-Antoinette est acclamée dès qu'elle se montre; les femmes, ne sachant comment témoigner leur amour pour elle, achètent des robes de soie puce, parce qu'elle a acheté une robe de soie puce, et à peine les ont-elles portées qu'elles en achètent d'autres, couleur des cheveux de la reine; mais quelques mois s'écoulent et c'est un déchaînement de pamphlets qui fait pressentir la terrible catastrophe. Nous voudrions bien que M. Ludovic Lalanne prît encore un peu de peine pour nous en épargner, et qu'il recueillît de la même manière ce qui regarde le clergé, les Parlements, etc., afin de faire défiler devant nous les divers acteurs du drame qui se joua à cette époque.

M. Jules Barni, actuellement professeur à l'Académie de Genève, y a fait un cours public sur l'*Histoire des idées morales et politiques en France au dix-huitième*

siècle; ce cours lui a fourni la matière de deux volumes, dont il nous donne le premier dans la *Bibliothèque d'histoire contemporaine* de Germer-Baillière. On retrouve ici les qualités que l'auteur avait déployées dans son enseignement des colléges de Paris et dans ses grands travaux sur la philosophie allemande : une admirable netteté d'idées et de style, une fermeté de convictions que les événements n'ont point atteinte, une honnêteté et une élévation de sentiments qui ne sont pas d'honorables dehors, ce que la rhétorique appelle des mœurs oratoires, mais le fond même de la personne. Le volume actuel contient Bernardin de Saint-Pierre, Montesquieu et Voltaire ; le suivant contiendra Rousseau, Diderot et d'Alembert[1].

On saisit ici le dix-huitième siècle à l'œuvre, et on en conçoit une grande idée quand on considère ce qu'il avait à faire et ce qu'il a fait. En religion, depuis la révocation de l'édit de Nantes et l'ordonnance de 1715, il était admis en principe qu'il n'y avait plus de protestants en France. Si dans l'intérieur de l'Église catholique il s'élevait des différends, si les jansénistes, par exemple, essayaient de lutter, le roi leur enjoignait le silence (1784). La philosophie n'était pas à son aise : une ordonnance de 1757 condamnait à mort « tout auteur d'écrits tendant à émouvoir les esprits. » La politique n'avait pas liberté de s'exercer sur un grand nombre de sujets : une déclaration du roi faisait « défense » d'écrire et d'imprimer aucuns écrits, ouvrages et pro-

[1] Le volume a paru. (Note de 1868.)

» jets concernant la réforme de l'administration ou des » finances. » S'aventurait-on à écrire, malgré ces menaces, le livre, avant de paraître, devait obtenir l'approbation des censeurs nommés par le directeur de la librairie ou par la Sorbonne, celle du lieutenant de police et celle de la chambre syndicale des libraires. Le livre avait-il paru, il avait à craindre : les arrêts du Conseil d'Etat, l'Index de la Sorbonne, les dénonciations des assemblées du clergé, les décrets du Parlement, les lettres de cachet.

On voit que la condition des écrivains n'était pas douce alors, quand ils se mêlaient de penser librement, qu'il y avait bien des obstacles entre leur pensée et le public auquel ils voulaient parler et qu'ils voulaient convertir; et ce mémorable exemple devrait bien nous apprendre à tous que lorsque une idée vraie a jailli dans un esprit, il n'est pas de force ni d'habileté qui soit capable de l'empêcher de se répandre : elle renverse et noie ceux qui la compriment.

L'âme du dix-huitième siècle, c'est l'*humanité*, c'est-à-dire une vraie sympathie pour la nature humaine, l'idée de ses droits et le désir de son bonheur, la révolte contre les injures qu'on lui fait, contre les injustices et les maux qu'on lui inflige. Ainsi il combat l'intolérance religieuse, le gouvernement arbitraire, l'esclavage, le servage, les entraves au commerce et à l'industrie, l'inégalité artificielle, la torture, la cruauté des peines, la guerre et ses barbaries, et il rêve la perfectibilité de notre espèce. Sans doute il s'est trompé en croyant que les

hommes étaient assez mûrs pour le gouvernement de la raison ; mais il a bien vu que c'est à la raison qu'il appartient de gouverner, et il a vivement représenté l'idéal vers lequel le genre humain marche, quoiqu'il semble souvent s'arrêter ou retourner en arrière.

Soyons reconnaissants au dix-huitième siècle, car nous n'allons que par le mouvement qu'il nous a donné. Quand on essaie, sous prétexte d'ordre public, d'interdire la liberté de philosopher, c'est l'esprit du dix-huitième siècle qui résiste : il sourit quand on applique en 1866 une loi de 1814, qui punit le travail du dimanche, et qu'on a oublié d'abolir, parce qu'on la croyait abolie ; il ne tardera pas à affranchir les cultes ; il dépassera le libéralisme de ces grands libéraux qui admettent comme légitime toute religion que l'administration a reconnue, et du reste donnent à chacun pleine licence de croire ce qu'il veut, pourvu qu'il n'en dise rien à personne. Quant à la liberté politique, si elle n'est pas définitivement fondée, et nous ne prétendons pas qu'elle le soit, la faute n'en est pas au dix-huitième siècle ni à la Révolution, qui en vient. Nous ne saurions admettre, comme on le répète trop souvent, que la Révolution a fondé l'égalité sans fonder la liberté, qu'elle a fortifié la centralisation et achevé de détruire les forces individuelles, qui sont la vie.

En ce qui regarde la centralisation, il nous paraît juste de distinguer les temps et les régimes. La Convention nationale, par exemple, n'est qu'un pouvoir exceptionnel, une dictature contre la coalition européenne.

Le Consulat n'est pas le légataire universel de 89 : il ne prend dans le passé que ce qui lui convient, et organise la France sur le principe unique de l'égalité. Lorsque, dans sa proclamation du 24 frimaire an VIII, Bonaparte disait : « Citoyens, la Révolution est fixée aux principes » qui l'ont commencée, elle est finie, » il lui plaisait de ne se souvenir que de la nuit du 4 août. Enfin, ni dans un cas ni dans l'autre, la centralisation n'était un fait nouveau : elle était le travail de plusieurs siècles précédents, comme Tocqueville l'a établi dans son livre sur l'*Ancien Régime et la Révolution ;* elle n'est pas seulement une tradition, elle est, dans une certaine mesure, une nécessité constante, et si nous proposons d'en supprimer un peu, c'est qu'il y en a trop et que la France n'est pas exposée à ce que ce bien lui manque.

Nous reconnaissons donc volontiers que la Révolution n'a pas détruit la décentralisation ; mais « les principes qui l'ont commencée, » pour parler comme le premier Consul, ne sont pas seulement ceux dont il parle, il y avait bien aussi quelque chose qui était les principes de 89 ou la Déclaration des droits de l'homme. L'homme a des droits imprescriptibles : la liberté, la propriété ; le but de toute association politique est de les garantir. La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui ; aussi l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi ; la loi est l'expression de la volonté générale ; elle n'a le

droit de défendre que les actions nuisibles à la société. Telle est, dans son fond, la célèbre Déclaration des droits de l'homme; si elle contient l'égalité, elle contient aussi sans doute la liberté; et la Constitution de 1791, qui a proclamé la liberté, était bien dans l'esprit de la Révolution française et du dix-huitième siècle, d'où elle est sortie.

Voilà les principes de 89; ils n'ont pas beaucoup servi, mais nous leur devons quelque reconnaissance, car toutes les fois que nous avons été libres, c'est par eux que nous l'avons été. Il faut les faire vivre, et c'est à quoi l'école libérale s'est vouée; par ses protestations, par ses travaux, par ses combats, elle empêche qu'ils ne passent à l'état de principes honoraires. Longtemps encore il sera utile de rappeler les hommes du fétichisme des mots à la religion des choses; mais nous prions ceux qui s'appliquent à cette bonne œuvre, de songer que les choses sont exprimées par des mots ; qu'il peut être dangereux de discréditer ces mots-là, quand il n'y en a pas d'autres meilleurs ; qu'il vaut encore mieux qu'ils existent que s'ils n'existaient pas ; que, même mal entendus, ils frappent pourtant des oreilles qui finissent par les comprendre, et que, lorsque nous sommes prêts à nous endormir, ce sont eux qui nous remettent sur pieds.

(Octobre 1866.)

XXX

UNE TRADUCTION DES BUCOLIQUES

M. André Lefèvre publie une traduction en vers des *Bucoliques* de Virgile [1]. Nous sommes on ne peut plus loin de repousser les traductions en prose d'ouvrages en vers : il y a en ce genre des travaux d'un tel mérite que le genre même sera toujours justifié ; nous pensons seulement que la poésie est ce qu'il y a de plus naturel pour traduire la poésie. Une traduction en prose peut être comparée à la gravure d'un tableau : elle conserve du modèle la forme, le mouvement, la lumière, elle n'en rend pas la couleur ; c'est une grande perte. Pourtant, comme une bonne gravure vaut mille fois mieux qu'une mauvaise reproduction d'un tableau, parce qu'un trait noir exact est infiniment préférable à des couleurs fausses, aussi il vaut mille fois mieux une bonne traduction en prose d'un poëte qu'une prétendue traduction en vers, où un peintre en bâtiment se permet de prendre une œuvre de génie pour y appliquer ses décors.

[1] *Virgile et Kalidasa*, traduits en vers par André Lefèvre. Un vol. in-18. Hetzel.

Tout est pour le mieux quand c'est un poëte qui traduit un poëte; or M. André Lefèvre a fait ses preuves dans *la Flûte de Pan* et dans *la Lyre intime*. La nature de ses principes littéraires le portait vers l'antiquité, et, dans l'antiquité, vers des écrivains comme Virgile :

« Rien, dit-il, n'est beau sans harmonie ; rien n'est harmonieux sans mesure, et l'art vrai n'admet rien d'*énorme*. Sa *fonction*, c'est d'être proportionné. Ses lois ne sont point tyranniques, parce qu'elles sont justes ; elles ne sont pas étroites à ce point de ne pas céder quelque peu au vigoureux effort qui les élargit sans les vouloir briser. Comme les bottes-fées qui, tout à l'heure distendues par les puissantes jambes de l'ogre, s'appliquaient aisément aux pieds mignons du Petit Poucet, les lois de l'art s'accommodent, également souples, également fortes, aux génies les plus divers : témoin la Grèce, l'Italie et la France ; ce n'est point à nous de les répudier. »

Une fois qu'il eut rencontré l'homme en qui il trouvait ces principes accomplis, M. Lefèvre lui appartint :

« Depuis longtemps épris des *Bucoliques* de Virgile, je me promettais de tenter quelque jour une copie, une réduction du modèle que j'aime. La première forme de mon étude peut bien être reportée à dix ans ; je n'ai cessé depuis de l'amender chaque année, ou, mieux, de la refaire. En reste-t-il même une ligne aujourd'hui ? Peu à peu, ce qui était un plaisir devint une obsession ; Tityre, Damétas, Palémon, Galatée, s'emparèrent de tous mes instants, me dérobèrent à l'entretien de mes amis ; mon sommeil même se peupla

De satyres dansants qu'imite Alphésibée.

» Et maintenant, adieu, nymphes et pasteurs ! Le grand jour met les rêves en fuite, et la publicité va me délivrer de vous. Toutefois, on ne vous oubliera pas ; sans doute même un jour on vous rappellera, si, éclairé par le temps et la critique, on espère imiter mieux l'harmonie de vos chansons. Mais, pour aujourd'hui, adieu ! »

Et nous, nous lui disons courage, car nous aimons cette modestie devant les maîtres de l'art. Du reste, elle va avec sa profession de foi. Celui qui croit à des règles est disposé à être modeste, quand il compare ses ouvrages à la vraie perfection; au contraire, celui qui croit qu'il n'y a pas de règles est content de tout ce qu'il fait, et la liberté absolue de l'art produit l'infatuation, qui est odieuse.

Il y a eu, il y a peut-être encore d'honnêtes gens qui s'imaginent que la poésie consiste dans l'emploi d'une langue poétique, et que cette langue poétique se compose de mots d'élite, de mots qu'on ne met pas à tous les jours. C'est ainsi que certains musiciens ont fait consister la musique dans la traduction exacte, par des mouvements plus ou moins vifs, de certains mots musicaux; leur art s'étendait entre des limites précises, entre les larmes avec les alarmes et les bocages avec les ramages. Il serait vraiment fâcheux que, l'une de ces deux écoles existant, l'autre manquât : elles auraient été dépareillées; au contraire, les deux forment un tout complet : ce sont les musiciens de ces poëtes et les poëtes de ces musiciens.

A cette passion et à ce travail dont nous venons de voir le témoignage, nous devons une traduction des *Bucoliques* de Virgile, fidèle, presque littérale, et, malgré cela, qui ne sent pas sa traduction, tant elle a de liberté et tour à tour de grâce et de feu. On lira en outre avec beaucoup d'intérêt l'étude qui la précède et les notes où sont rapportés les vers de nos poëtes qui se sont souve-

nus des *Bucoliques*. *Le Nuage messager*, de Kalidasa, dont M. Edouard Foucaux a dirigé et revu l'interprétation, termine d'une façon piquante ce joli volume, en rapprochant de la sobriété de Virgile la poésie plus diffuse de l'auteur indien.

Il nous semble que la lecture et la traduction des poëtes étrangers a une utilité particulière, que la lecture des poëtes indigènes ne saurait offrir au même point. Quand nous lisons un de nos poëtes, en même temps que nous goûtons ses perfections, comme il est inévitable qu'il lui manque quelque chose, nous sentons aisément cela, et il ne nous arrive qu'une poésie affaiblie, dont l'effet sur nous est aussi affaibli. Au contraire, quand nous lisons les poëtes étrangers, tandis que nous sommes frappés de quelques beautés de premier ordre, de celles qui appartiennent, pour ainsi dire, à la langue universelle, les petits défauts qui les accompagnent nous échappent, et comme nous ne voyons jamais qu'à travers un certain vague la forme qui les contient, nous avons le sentiment d'une perfection indéfinie qui nous ravit. Il n'est pas indifférent de l'avoir aperçue, il n'est pas non plus indifférent d'avoir fait effort pour la saisir et l'exprimer dans la langue que l'on parle, par exemple dans la nôtre, avec son inexorable clarté. On sort de là plus poëte qu'auparavant ; seulement il faut bien adresser son amour, à Virgile ou à Dante, comme M. Lefèvre ou M. Ratisbonne.

On croit trop souvent que la poésie est un mensonge, qu'elle altère tout ce qu'elle touche ; on se trompe : elle

n'est pas un mensonge, elle est la vérité même, mais la vérité plus forte que celle de la vie vulgaire ; elle découvre au fond des choses leur être caché, la parcelle de pure flamme qui y dort ; elle l'excite et la fait rayonner, comme il arrive chez nous que l'âme, vivement excitée, rayonne à travers le corps ; la poésie est un éclat : elle ne défigure pas les objets, elle les transfigure, et la langue qu'elle parle, c'est la langue magique, par laquelle le charme opère.

Nous ne sommes pas de ceux qui médisent de la poésie de notre temps. Il est vrai qu'elle n'a ni école ni chefs, et cette grande liberté désoriente un peu nos Français, qui adorent les classifications ; mais si l'on ne va plus en rang refaire des excursions classiques, conduits par des guides officiels, si chacun suit sa libre fantaisie, combien, dans ces courses errantes, on a découvert de sentiers non frayés et de recoins solitaires ! Nous avons bu l'eau de la même source, mais nous l'avons prise plus haut, quand elle a encore la fraîcheur de la terre d'où elle sort et le parfum des herbes où elle est versée.

(Octobre 1866.)

XXXI

ÉTUDES SUR LA LITTÉRATURE CONTEMPORAINE

La librairie Michel Lévy publie la troisième série des *Études sur la Littérature contemporaine*[1], de M. Scherer. Il a écrit dans ce livre : « Pour être quelque chose, » il faut être soi, et l'être avec un certain abandon ; » il ne s'est pas contenté de donner ce conseil aux autres, il l'a pris pour lui-même, et c'est ce qui explique en partie l'intérêt qui s'attache à lui. Cet intérêt vient aussi d'ailleurs, car ce n'est pas tout d'être soi, il faut encore être quelque chose. Il nous semble que ce nouveau volume est le digne frère des précédents ; nous y retrouvons les qualités habituelles de l'auteur mûries par la pratique.

Il parle une langue très-pure qui, un peu altérée un moment à l'étranger, a vite repris ici sa limpidité ; il a un style net, sobre, rapide, incisif, sans l'ombre de recherche et d'artifice. Il a raillé, dans ce livre même, les

[1] Un volume in-18.

écrivains qui se mettent à exécuter toute espèce de « va-» riations brillantes sur le premier thème venu ; » il pouvait les railler, car il n'est pas de leur école : on sent, à chaque ligne, le sérieux de l'homme pour qui le fond est tout, l'ardeur qui se contient pour serrer la vérité de plus près, le goût sévère qui n'est content que lorsque la forme s'applique à l'idée avec justesse. Lisez, comme modèle de sagacité dans l'analyse psychologique, *Châteaubriand et le congrès de Vérone;* lisez aussi, dans l'article sur M. de Sacy, la comparaison qu'il fait entre l'ancienne critique littéraire et la nouvelle; dans l'article sur M. Prevost-Paradol, le passage où il dit ce que c'est que la langue française, ce qu'elle était et ce qu'on en a fait; nous ne résistons pas à prendre, dans l'étude sur madame du Deffand, cette belle page, qui est d'un maître :

« L'ennui prend des formes diverses. L'âge surtout y fait de grandes différences. L'ennui de la jeunesse est celui qui provient d'une force sans règle, d'une activité sans but, d'une passion sans objet, des efforts confus. L'espace est là si vaste, les rêves qui descendent des régions de l'inconnu sont si brillants, que la réalité en souffre nécessairement. Il arrive aussi parfois que l'adolescent n'attend déjà plus rien : il est comme désespéré d'avance, comme blasé sans avoir joui encore; l'ennui, dans son âme, n'est autre chose que le vide des aspirations infinies. L'ennui, plus tard, sera plus amer. L'homme fait a mis la vie à l'épreuve : l'inconnu lui a livré ses secrets, l'infini a abaissé ses horizons; il sait désormais à quoi s'en tenir. A l'entraînement de la lutte a succédé une sorte de résignation froide ou de découragement dédaigneux. Le succès n'est pas pour le plus digne. L'amour, la gloire, la puissance, la richesse, les

plaisirs, rien ne tient tout ce qu'il avait promis. Il faut si peu de science pour conduire le monde! Qu'est-ce qui est vrai? qu'est-ce qui est faux? L'expérience laisse-t-elle un principe debout? C'est ainsi que l'homme, parvenu au milieu de la vie, la mesure une dernière fois à l'échelle de l'idéal, et ne peut réprimer un sourire d'amertume en comparant le rêve de sa jeunesse avec l'expérience de sa maturité. Mais déjà les années s'ajoutent aux années. Les ombres s'allongent sur la plaine. Nous pouvons compter ce qu'il nous reste de jours. La vie n'est plus devant nous, elle est déjà derrière. Le terme en est trop rapproché pour permettre encore de ces illusions d'optique qui la faisaient fuir dans un lointain incommensurable. Nous en embrassons le cours. Nous en touchons la fin. C'est dire que nous n'avons plus rien à lui demander. Elle est vide, nous le savons, et elle ne le serait point par elle-même, qu'elle le serait pour nous. Il vaudrait la peine de vivre, que nous ne sommes plus à temps pour le faire. L'ennui de la vieillesse, c'est le sentiment que rien n'est réel, parce que rien ne dure. C'est le retour que fait le néant sur lui-même en s'avouant sa propre vanité. »

Mettez sous l'écrivain une raison vigoureuse et souple, qui est à l'aise dans la métaphysique, se reconnaît dans les abstractions d'Hegel et saisit sans effort les délicatesses de la morale et de la littérature; mettez aussi beaucoup d'esprit, quand il lui plaît d'en avoir, et il n'en a qu'où il convient; une érudition très-sûre, qui lui a permis de relever à l'occasion bien des fautes et de pas donner prise sur lui; en histoire religieuse, une compétence très-rare dans ce pays; sur toutes les questions une critique très-ferme, sans engagements ni ménagements et singulièrement pénétrante; puis, avec cette critique souvent terrible, de touchants mouvements d'une âme à

qui les âpres plaisirs de la science ne suffisent point. Ces diverses qualités ont attiré à la parole de M. Scherer une considération qui était très-légitime, quand même il ne s'y serait pas joint celle qui s'attache à la personne.

Les circonstances aussi lui ont été favorables : il est venu à propos, au moment où la critique s'introduit en France et a encore toute sa saveur. On parle beaucoup de la critique dans notre temps; quelques-uns même sont prêts à croire qu'elle y est née. Ils se trompent : la critique n'est pas nouvelle; ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on a eu l'idée de vérifier des faits, d'examiner la réalité et la valeur des témoignages; l'érudition française, pour ne parler que de celle-là, ne nous a pas attendus pour faire ses preuves en ce genre; mais ce qui est vrai, c'est qu'après Kant, Wolf et les exégètes allemands, la critique ne pouvait pas être ce qu'elle était avant eux. Elle avait osé mettre en doute la véracité de l'esprit humain, l'unité de l'*Iliade* et l'existence d'Homère, nier l'authenticité de parties considérables de l'Ancien et du Nouveau Testament, enlever à Moïse des livres qu'on lui attribue, défaire et refaire la vie de Jésus; pour appuyer ces audaces, elle avait employé la méthode d'examen à toute rigueur. A vrai dire, elle n'a été entièrement elle-même que lorsqu'elle a pris son entière liberté; au point où elle est maintenant, on peut la définir un instrument de précision qui s'applique à tout. On comprend la curiosité que ses travaux excitent et l'autorité qu'ils obtiennent; quelque opinion que l'on doive se for-

mer plus tard sur un sujet, on tient à connaître ce qu'elle pense là-dessus, et elle est une puissance avec qui l'on compte.

Le tempérament de la France est en train de changer. Nous rappelons ce qu'il est en quelques mots. Il y a chez nous, à chaque époque, un ensemble de croyances qui s'impose avec une force singulière : il se compose de vérités humaines et de vérités convenues, qui essaient de s'identifier avec celles-là, de se faire passer pour éternelles et universelles. On tient sans doute aux premières, mais on se rassure en pensant qu'elles se défendent toutes seules ; nous n'en prenons pas de souci, sachant qu'elles ne peuvent pas périr ; quant aux autres, malgré les airs que nous affectons, nous sommes moins rassurés ; aussi, dès qu'on les atteint si peu que ce soit, nous jetons les hauts cris.

Lorsqu'on recommanda à Louis XIV un personnage pour lequel on sollicitait la faveur royale, il le repoussa comme janséniste. « Lui, janséniste! sire ; il ne croit seulement pas en Dieu ! — Ah ! c'est différent. » La société française est comme Louis XIV. Nous livrons la morale, pourvu que l'on respecte nos mœurs : nous consentons que l'on donne la plus injuste origine à la société, parce que dans cet anathème commun on n'atteint pas nommément l'une quelconque de nos distinctions sociales. Dites que la propriété est un vol ; mais, s'il vous plaît, pas de nouvel impôt. Un gouvernement existant ne se fâche point contre quelqu'un qui proscrit tout gouvernement : une légère opposition lui est autrement importune ; il est même assez flatté si, dans la proscription

générale, on lui reconnaît quelque mérite que les autres n'ont pas, et il y a telle métaphysique qui est de la plus fine politique. En somme, celui qui désire vivre tranquille fait bien de ne toucher à rien ; s'il est décidé à se compromettre, eh bien! qu'il s'attaque aux principes certains ; mais, s'il s'attaque aux autres, qu'il renonce à la paix pour le reste de ses jours.

Peu d'entre nous s'y exposent. La sagesse de la nation dit à chacun de nous : « Il faut être comme tout le monde ; » et quand on a entendu répéter cela depuis sa plus tendre enfance, on s'accoutume aisément à croire qu'à l'extérieur et à l'intérieur, dans nos sentiments et nos pensées comme dans nos vêtements, nous devons nous soumettre à la règle établie, et que le but de la vie est de réaliser autant que possible en nous le Français irréprochable. Ce respect de l'opinion s'impose encore plus quand on désire quelque distinction publique. Or, y a-t-il beaucoup de Français qui ne désirent pas quelqu'une de ces distinctions? Qui de nous n'est pas candidat? Mais, même sans cela, nous sommes si sociables que nous cherchons naturellement à nous mettre en harmonie avec ceux qui nous entourent, et que, pour ne pas les blesser, nous émoussons bien des angles de nos esprits, c'est-à dire que nous retranchons de nos opinions précisément ce qu'il y a de nous.

Voilà bien, ce nous semble, comment les choses se passent d'ordinaire. Oui, mais tant de concessions n'ont pas lieu sans qu'on s'avoue intérieurement qu'elles ont à la fin quelque danger, et que la vérité peut souffrir de ces ménagements infinis. De là, chez plus d'un esprit

sincère, un secret plaisir, quand d'autres font ce qu'il ne fait pas, et, pensant hardiment, osent dire tout ce qu'ils pensent. Aux esprits sincères se sont joints les esprits que la nouveauté amuse, et le succès est aux témérités. Il y a même à faire une remarque importante, c'est que si l'on se permet d'être hardi, il ne faut pas l'être une seule fois, mais toujours. Une hardiesse unique s'attache au souvenir d'un homme et marque son nom; s'il s'en permet plusieurs, l'une couvre l'autre, et toutes ensemble caractérisent un esprit original; nous en connaissons à qui cette tactique a valu la réputation d'hommes forts, qui est le plus bel éloge auquel un écrivain puisse aspirer. Dans ce temps positif, tout ce qui n'est qu'un principe est discutable, et un auteur ne peut guère se déconsidérer que par une erreur de géographie.

Grâce à Dieu, il y a encore ici des hommes qui écrivent naïvement, sans songer à étonner le public et à le gagner par là; M. Scherer est de ce nombre. Nous ne nous engageons pas, il s'en faut, à approuver toutes leurs opinions; mais ils ont donné un bon exemple: après eux, on regardera la vérité plus en face.

(Octobre 1866.)

XXXII

GALERIE DES ACADÉMICIENS

M. G. Vattier publie, à la librairie Amyot, une *Galerie des Académiciens*, dont nous avons les trois premières séries [1]. Ces études ont paru dans la *Correspondance littéraire*, et elles ont été très-remarquées dans un recueil où écrivaient MM. Ludovic Lalanne, Laurent Pichat et G. Servois. On n'attend pas de nous que nous reprenions tous les hommes jugés ici, pour les juger à notre tour; mais si nous aimons peu à faire la critique des vivants, nous aimons beaucoup à la lire, et le public est probablement comme nous. Lorsque Pigalle vint à Ferney pour sculpter Voltaire, et que les gens du pays le virent déballer ses instruments, ils se disaient les uns aux autres, à ce que Voltaire écrit : « Tiens, tiens, on va le disséquer; ce sera drôle ! » Nous sommes tous un

[1] Elles comprennent MM. Sainte-Beuve, Mérimée, Ponsard, Saint-Marc Girardin, Michelet, Ingres, de Vigny, Legouvé, Feuillet, Beulé, Cousin, Dumont, de Sacy, de Montalembert, Sandeau, Viennet, Renan.

peu des gens de ce pays-là. Hâtons-nous de prévenir les lecteurs qu'ils risqueront de se tromper sur les intentions de M. Vattier, comme les habitants de Ferney se trompèrent sur les intentions de Pigalle; M. Vattier, lui aussi, prétend sculpter et non disséquer : reste à savoir s'il a saisi ou non ses modèles.

La lecture de ces petits volumes présente un autre intérêt : M. Vattier a rencontré des académiciens de tous les âges, il a pu suivre les aventures de la poésie entre M. Viennet et M. Legouvé ou M. Ponsard, et les variations du roman entre M. Mérimée et M. Sandeau ou M. Feuillet, et même, en étudiant un seul romancier, observer les changements qu'ont apportés en lui les années; aussi, ce ne sont pas uniquement les hommes qui passent devant nous, ce sont, avec les hommes, les générations et leurs goûts dominants, c'est ce mobile public français, à qui il faut plaire à son heure.

Il serait difficile de ranger M. Vattier dans une école: point de physiologie, de biographie, que l'indispensable, guère d'histoire et peu de dogmatisme. Il a des principes, mais très-larges; il pense qu'il y a un art et un style, mais que l'art et le style ont plus d'une forme; il pense qu'il y a un cœur humain, mais plus varié que souvent on ne se l'imagine; c'est un homme de goût qui rend raison de son goût. Sa critique ressemble par là à celle qui se fait dans le monde; comme celle du monde aussi, elle est élégante et sévère. Nous faisons nos réserves sur un bon nombre de ses conclusions; mais il a, en passant, des jugements singulièrement justes; il dira, par exemple, de M. de Sacy : « Aimer les choses dont

» on parle et ne parler que de celles-là, c'est le secret » pour bien dire » ; ou bien : « L'homme est toujours » derrière le critique ; je me trompe, il est devant » ; ceci sur M. de Montalembert : « Il a des colères, des hai- » nes, des invectives, des intempérances et des violences » de langage, des emportements de bile, de véritables ac- » cès de rage à la Saint-Simon. Seulement, notons une » différence toute à son honneur : c'est en plein soleil, » à la face des gens, qu'il exhale ses colères, au lieu de » les assouvir à huis clos, de les concentrer dans un livre » posthume.» Voici quelques lignes où l'art d'un de nos écrivains est bien caractérisé : « M. Mérimée s'attache à » la réalité comme les statuaires antiques voyaient la » nature, avec une manière large et un grand style. Le » style, il le porte dans sa conception première aussi » bien que dans la forme, dans les grandes proportions » de l'ensemble comme dans les moindres détails. » M. Viennet, qui est traité avec beaucoup de faveur dans la galerie de M. Vattier, sourira en lisant ce passage : « Si l'on posait à M. Viennet la question de Louis XIV à » Boileau : Quel est le plus grand poète de ce siècle ? il » répondrait : Moi, et cela en toute sincérité, avec con- » viction, sans excès d'orgueil ni fausse modestie, sans » vouloir se surfaire, en regrettant tout au plus de déso- » bliger M. Lebrun ou M. de Pongerville. »

Mais nous nous rappelons que nous nous sommes interdit de juger les personnes, et nous aimons mieux trancher une question générale que le livre de M. Vattier soulève constamment, la question de savoir s'il y a ou s'il n'y a pas des règles de l'art et par conséquent des

règles de la critique. Beaucoup de gens professent ou inclinent à croire qu'il n'y en a pas. Il s'est passé tant de choses en une quarantaine d'années; l'invasion des littératures étrangères a tellement ébranlé le dogmatisme de l'ancienne critique française, tellement bouleversé sa rhétorique et sa poétique, qu'on n'ose plus dire: Ceci est bien, ceci est mal, et qu'on est prêt à tout accepter. Pas nous, du moins : quand nous nous représentons tranquillement les résultats de ces grands combats littéraires, il nous semble que la critique n'y a pas péri, mais qu'elle s'y est retrempée, qu'elle s'est élargie dans cet effort. Sortons du vague, prenons une question particulière, celle où on a dépensé le plus d'ardeur, celle de la tragédie. La première attaque des novateurs de 1830 est terrible et semble devoir tout emporter. Pour le fond, ils repoussent les unités de temps et de lieu et l'observation étroite de l'unité d'action; ils veulent plus de liberté dans le choix des sujets, dans la manière de les traiter plus de mouvement et de vie, une plus vraie représentation des caractères individuels, de l'existence humaine, où la tragédie et la comédie se mêlent, et des mœurs des temps et des pays où la scène se passe; ils rejettent les procédés mécaniques de la tragédie classique, les confidents et les songes; pour la forme, ils donnent plus à l'action et moins à la parole, ils ne veulent plus de la tirade, ils proscrivent les vers, surtout l'alexandrin, que Beyle appelle un *cache-sottises;* ils bafouent le langage solennel, ils effacent la distinction des mots en nobles et roturiers, et ils permettent à l'écrivain tous les mots et tous les tons. Il est rare, en ce

monde, de faire tout ce qu'on veut. Certainement ils ont fait quelque chose : ils ont chassé les confidents, ils ont nui aux songes, ils ont discrédité la pompe, ils ont réhabilité un grand nombre de mots condamnés par l'étiquette, aboli la règle qui emprisonnait le poète dans la limite des vingt-quatre heures et d'un même vestibule; ils lui ont obtenu la permission de prendre ses sujets partout où il les trouve ; ils lui ont imposé plus de vérité historique, ils ont introduit sur la scène plus de personnages et d'événements; mais ni l'unité d'action, ni l'unité de ton, ni l'usage des vers, n'ont été atteints dans cette guerre ; on touche là le fond résistant.

Nous voyons maintenant ce qu'on ne voyait pas aussi bien alors : le sens du mot *classique*, vénéré par les uns, honni par les autres. Un certain système tragique était admis au dix-septième siècle; dans ce système, il y avait à la fois, comme il arrive de toutes les choses où l'homme met la main, du naturel et de l'artificiel; le naturel frappait en se montrant, et l'artificiel était caché par le génie des artistes, qui, au lieu de se modeler sur ces constructions factices, avec sa libre humeur et la vigueur de sa sève, poussant de tous côtés des jets indociles à travers ces charpentes maladroites, les couvrait de feuilles et de fleurs; mais dès que le génie manque, l'artificiel paraît, dès que la sève manque, la charpente est à nu.

On en était là après Corneille et Racine, à plus forte raison, plus d'un siècle après eux ; de jeunes esprits le sentirent et, croyant que ce système était mort tout entier, cherchèrent la vie ailleurs; ils eurent toute sorte

de torts : ils confondirent souvent les grands tragiques avec leurs successeurs, et ne distinguèrent pas, dans le système tragique, ce qui avait péri et ce qui était immortel; mais ils forcèrent la tragédie d'en finir avec de certaines formes usées, de se rattacher plus fortement à la nature et de viser à un art supérieur. Qu'elle y soit arrivée ou non, ce n'est la question ; elle y tend, cela suffit pour constater qu'une révolution a passé par là.

Ainsi les conservateurs se trompaient en exigeant que la tragédie restât toujours ce qu'elle avait été dans un certain temps; ils se trompaient aussi en exigeant qu'elle restât ce qu'elle était dans un pays, dans le nôtre. La tragédie française nous donne le spectacle de l'âme aux prises avec elle-même, s'isolant, s'analysant en une sorte de monologue, et disant ce qu'elle éprouve dans un langage choisi, éloquent et ému; c'est très-bien; mais pourquoi n'y aurait-il que cette unique manière d'entendre la tragédie? Pourquoi ne verrait-on pas aussi l'âme aux prises avec le monde, avec la vie, avec la destinée, pourvue de qualités bonnes ou mauvaises pour le combat, plus agissante que parlante, découvrant naïvement ses actions, comme cela se passe en effet? Pourquoi, au lieu de retrancher de la scène toutes les circonstances qui n'intéressent pas directement le sujet, ne pas présenter simplement l'existence comme elle va, fort mêlée de fantaisie, mais reconnaissable à ce mélange même, plonger le spectateur en pleine réalité, lui en donner l'impression énergique, puis, à travers tous ces événements, en faire passer un

que l'œil suit avec angoisse? Le drame ainsi entendu serait le drame de Shakspeare, et quelle que soit la différence des procédés mis en œuvre, il serait beau, par les mêmes raisons qu'une belle tragédie française est belle, par la vérité.

On voit à quoi ont abouti tant de combats livrés, il y a trente ou quarante ans, autour de la tragédie : elle en est sortie vivante et plus forte. Ce qui lui est arrivé est arrivé tout pareillement au poëme épique. Une étude superficielle de l'*Iliade*, vue à travers l'*Énéide*, faisait croire qu'un poëme épique se compose essentiellement d'un héros, d'une forte dose de merveilleux et d'un certain nombre d'épisodes donnés, remarquable définition, comme on le voit, d'après laquelle *la Henriade* sera un poëme, et la *Divine Comédie* ne le sera point. En dépit des définitions, peu à peu la *Divine Comédie* monta, et *la Henriade* baissa. On le comprit à la fin : l'*Iliade* est tout simplement la représentation d'une société, de ses mœurs et de ses idées, de ses sentiments, en un mot d'une civilisation; et la *Divine Comédie* n'est pas autre chose. Sans doute, il y a une distance énorme entre les deux sociétés que ces poëtes ont retracées : ce sont d'autres hommes et d'autres dieux ; mais cela ne prouve qu'une chose, que l'*Iliade* était impossible au quatorzième siècle de notre ère, et que, s'il y a eu au quatorzième siècle un génie puissant comme celui d'Homère, il a dû faire comme Homère, peindre ce qu'il avait sous les yeux et fixer un monde.

Ainsi les genres ont des règles, et le plus violent effort contre ces règles ne les détruit pas, il les élargit;

nous croyons qu'il en est de même du style, contre lequel l'effort se porte aujourd'hui. Nous entendons partout répéter que tout style, du moment qu'il est, est bon; nous ne demandons pas mieux : cela nous donne personnellement une sécurité que nous n'avons pas toujours et la permission d'être parfait sans nous donner de mal pour l'être, ce qui est vraiment très-agréable; en temps de démocratie, l'égalité de style n'a rien qui nous choque, et comme elle nous égale d'un seul coup aux maîtres, nous consentons volontiers à cet avancement; pourtant, ayant eu le malheur d'être élevé dans d'autres idées, ces idées nous reviennent et troublent nos plaisirs. On a beau dire. Il y a un bon et un mauvais style : le bon style est une œuvre de raison, d'imagination et de sentiment; de raison d'abord, car il faut s'entendre avec soi-même, puis d'imagination et de sentiment, qui colorent une pensée et l'échauffent; en un mot, le style est une harmonie. Cette harmonie peut être troublée de deux manières différentes, soit qu'une des qualités essentielles manque ou qu'elle entre en excès. Le vrai style n'est ni une clarté terne et froide qui ne dit rien à l'âme, ni un fracas d'images et de mouvements qui ne dit rien à l'intelligence; il parle aux deux, à chacun sa langue, ou plutôt il parle à l'homme. Si l'imagination et le sentiment ne troublent pas la clarté, c'est bien, mais ce n'est pas assez; elles doivent encore se proportionner à la pensée, se mettre au même ton qu'elle, et ne se permettre que ce qu'elle permet, selon le conseil excellent de La Rochefoucauld : « On ne doit jamais se servir de termes plus grands que les choses. » S'il est vrai que le style a plu-

sieurs qualités essentielles : la raison qui lui donne la clarté, l'imagination qui lui donne la couleur, le sentiment qui lui donne le mouvement, le parfait style est celui qui porte ces trois qualités ensemble au plus haut point où elles peuvent exister, sans que l'une nuise à l'autre. Elles peuvent se nuire, en effet Pour parler de l'éclat des images, il y a l'éclat qui donne sur l'objet et l'éclat qui donne dans les yeux ; le premier fait ressortir l'objet, le second éblouit : il empêche de rien voir ou de rien voir nettement, et ne laisse à l'esprit qu'une impression qui l'étonne. Il en est de même du sentiment. Il y a une chaleur et un mouvement naturel, qui sont ceux de la vie. Le style sans passion languit ; avec la passion, au contraire, il a le geste, il a l'accent, il respire, il respire comme l'âme elle-même, il en a la santé ou la fièvre. Et encore nous ne parlons que du sentiment vrai, nous ne parlons pas du sentiment faux et de la déclamation qu'il produit ; l'art n'a plus rien à voir ici, il ne reste plus qu'une forme banale, énorme et vide, qui s'adapte à ce qu'on veut, qui a son mouvement mécanique, sans rapport avec le mouvement de la personne, dans le genre de ces machines dont nos femmes se sont affublées quelque temps.

L'excès des qualités brillantes est sûr de charmer la plus grande partie du public, qui a un sens peu délicat : il faut exagérer les qualités pour les lui rendre sensibles ; mais il y a aussi quelques personnes pour goûter le style meilleur où rien ne crie. On en a l'idée avant de le rencontrer ; quand on le rencontre, ou un style qui en approche, on est ravi, et quand on écrit, on tâche d'y

atteindre : on efface, on corrige, on se travaille, on se désespère.

Nous voudrions que M. Vattier consentît à suivre plus loin que nous ne l'avons fait ces réflexions que son livre nous a suggérées. Il nous doit une continuation de sa *Galerie des académiciens*[1]; les noms qu'il rencontrera le provoqueront à traiter les principales questions de la critique littéraire, à constater ce qui des idées d'une autre époque a péri, a subsisté ou s'est transformé. Cela ferait comme un fond à ses portraits et en relèverait encore le mérite.

(Décembre 1866.)

[1] Il aura à se défendre d'un peu de mauvaise humeur, qui tombe malheureusement ici sur un esprit charmant comme M. Saint-Marc Girardin, ou sur un critique comme M. Sainte-Beuve. Dans une nouvelle édition, il devrait retrancher, de la biographie de ce dernier, cette sotte histoire de fonds secrets, dont il n'est plus permis de parler, même pour dire qu'on n'y croit pas. Il devrait aussi ne pas mentionner, à propos du nom de M. Sainte-Beuve, tout ce qui s'est publié sous le nom de Joseph Delorme, par exemple, des couplets sur *les Environs de Paris*.

XXXIII

DICTIONNAIRE DE M. BOUILLET

Voici la vingtième édition du *Dictionnaire universel d'Histoire et de Géographie*, de M. Bouillet ; la première était de 1842 ; vingt éditions en vingt-quatre ans, c'est quelque chose. Celle-ci est une véritable refonte des précédentes : elle a demandé de grands soins à l'auteur, qui a pu la préparer entièrement avant sa mort. Pour l'avenir, il suffira de tenir le dictionnaire à jour, en y introduisant les faits nouveaux et les résultats constatés de la science, et on peut être complétement rassuré en songeant que ce travail sera fait par M. Chassang, maître de conférences à l'École Normale, le savant et consciencieux auteur de l'*Histoire du roman dans l'antiquité*.

Ceux qui ont connu M. Bouillet, et nous l'avons particulièrement connu, savent qu'il était né pour composer cet utile ouvrage. Curieux de faits, habile à les recueillir et à les classer, il se perfectionna dans cet art par le commerce de Bacon, dont il a donné une très-bonne édition ; la traduction de Plotin, qui occupa ses dernières

années, contient une multitude de rapprochements entre les doctrines de Plotin et les doctrines enseignées depuis dans les écoles ; elle permet de suivre les innombrables filets dans lesquels le fleuve s'est perdu ; un dictionnaire de mythologie fut un premier essai du *Dictionnaire universel*, dont nous voyons la fortune, fortune légitime, justifiée par les longs efforts d'un homme également instruit, méthodique et scrupuleux.

En parcourant les pages, les colonnes de ce volume, il nous venait quelques réflexions que nous osons à peine communiquer au lecteur.

On riait, au siècle dernier, de la naïveté de cette femme devant qui quelqu'un prononça le mot d'histoire universelle: « Ah ! l'histoire universelle ! racontez-moi-la donc ! » Pour la contenter à aussi peu de frais que possible, il n'y aurait eu qu'à lui réciter le dictionnaire de M. Bouillet, s'il avait existé alors, car il ne contient que le pur nécessaire : l'instruction commence au delà, et l'érudition au delà de l'instruction. Savez-vous qu'avec ou sans programme, c'est le menu ordinaire des examens du baccalauréat ès-lettres ? On n'assiste pas à un de ces examens qu'il ne semble entendre le juge dire au candidat : « Monsieur, contez-moi donc l'histoire universelle. » Et songez que cette histoire grossit tous les jours, de sorte que la condition des candidats va en empirant, et qu'on se prend de pitié pour ses arrière-petits-enfants, dont la condition sera intolérable, à moins qu'ils ne se sauvent de la science universelle par une ignorance aussi universelle. Quelques-uns commencent déjà. A cette raison générale du nombre infini de faits à

savoir, il s'en ajoute une autre, l'extrême rapidité avec laquelle le monde varie ; et vraiment on n'ose pas trop désapprouver l'écolier qui refusait dernièrement d'apprendre l'histoire et la géographie d'Europe : « Ce n'est pas la peine, disait-il, on va changer tout cela. » Heureusement, à mesure que de nouveaux faits prennent pla e, d'anciens faits sont chassés comme faux, et cela rétablit l'équilibre. Nous avons vécu sur l'idée qu'Omar a brûlé la bibliothèque d'Alexandrie, que Guillaume Tell a enlevé la pomme sur la tête de son fils, que Charles-Quint a assisté à son propre enterrement au monastère de Yuste ; et ce qui achevait de nous convaincre que ces choses ont existé, c'est qu'il n'y a pas un seul de nous, hommes ou femmes, ayant fait nos études, qui n'ayons écrit quelque belle composition là-dessus. Malgré tout, il faut y renoncer ; et il y a ainsi une seconde éducation où l'on désapprend ce qu'on a appris dans la première.

Poursuivons nos réflexions. Tel poëte de nos jours, qui a été loué par les journaux, lira dans le *Dictionnaire universel* : « Farel, poëte médiocre, mort en 1646 ; » Motin, poëte médiocre, né vers 1615, » et il se dira : « Puisque ces poëtes, qui étaient médiocres, sont connus depuis plus de deux cents ans, moi, qui ne suis pas aussi médiocre qu'eux, j'aurai donc au moins deux cents ans à être connu, et le *Dictionnaire universel* de 2066 ne manquera pas de me nommer. » Le raisonnement semble juste, mais il ne faut pas nous faire illusion. Les écrivains qui appartiennent aux âges de formation ou de perfection ont des chances de durer ; des origines, tout

intéresse ; aux époques classiques, les grands génies ont un tel éclat qu'ils en jettent sur ceux qui n'en ont pas : il n'y a rien d'obscur autour d'eux ; pour nous, nous n'appartenons ni aux origines ni à une époque classique. Nous sommes d'un temps si fécond en écrivains que la postérité ne pourra pas retenir tous nos noms et n'en gardera que les plus grands ; les autres s'effaceront peu à peu ; le papier même sur lequel nos œuvres sont imprimées, ce papier perfide tombera bientôt en poussière, et nos portraits que la lumière a peints, la lumière les effacera, de sorte qu'à un moment il ne restera rien de nous.

En attendant, réclamons près de M. Chassang pour quelques noms qui manquent et qui ont droit à être dans le Dictionnaire : parmi les musiciens, Léo et Monteverde ; parmi les peintres, deux hommes éminents, Antonio Razzi et Moro ; parmi les savants, le théologien de Wette. En parlant du général d'artillerie Eblé, le Dictionnaire dit qu'il sauva l'Empereur et les débris de l'armée, dans la campagne de Russie, en construisant, avec une promptitude surprenante, un pont de bois sur la Bérésina, ajoutant qu'il succomba peu après à l'excès de ses fatigues. C'est bien cela, mais avec quelque chose de plus, que l'*Histoire du Consulat et de l'Empire* raconte d'une manière touchante. Âgé et malade, Eblé resta plongé dans l'eau glacée, pour donner l'exemple, et il en mourut. C'est cela qui est beau et grand, d'autant plus grand qu'il a été fait simplement et est resté presque ignoré.

Il sera peut-être opportun aussi, quand il se présente

des faits encore voisins de nous, de se tenir davantage au point de vue du Dictionnaire, qui considère les événements proches et éloignés comme s'ils étaient à égale distance, dans le même lointain. Quelques parties de l'article *France* nous ont paru devoir être retouchées dans ce sens. Passons sans insister. Ailleurs nous n'avons pu nous empêcher de sourire en lisant : « Les » Français sont très-sociables, gais, spirituels, actifs, » braves, téméraires même ; on leur reproche d'être » fougueux, inconstants, vaniteux. » Il est bien doux de s'entendre dire en face qu'on est spirituel, brave, téméraire même ; mais vous êtes moins fier quand on ajoute que vous pourriez bien être aussi inconstant et vaniteux. Nous avons cherché, à l'article des Anglais et des Allemands, s'ils étaient caractérisés à leur tour et recevaient un éloge tempéré de quelques vérités désagréables ; nous n'avons rien trouvé, ce qui prouve avec quelle bonne grâce nous faisons les honneurs de notre nation. Du reste, les lecteurs n'en ont pas gardé rancune, puisque les éditions vont toujours se succédant. Est-ce que cet éloge nous est si sensible qu'il efface la critique? ou n'est-ce pas que, reconnaissant l'exactitude du portrait, nous faisons du tout deux parts, que nous nous appliquons la première et la seconde aux autres ?

Mais ce Dictionnaire, qui parle de tant de choses, nous entraînerait trop loin ; il faut résister et finir en encourageant tous ceux qui travaillent pour nous éviter de la peine.

Puisque nous remercions ceux qui travaillent pour nous éviter de la peine, remercions aussi l'*Intermédiaire*

des chercheurs et curieux[1]. Cette publication, qui dure déjà depuis trois ans, gagne chaque année dans l'estime publique. L'érudition de ses rédacteurs a établi plus d'une chose douteuse, ou rendu douteuse plus d'une chose qui passait pour établie ; mais ce qui mérite surtout d'être loué, c'est la loyauté parfaite avec laquelle elle est dirigée. Voilà une petite feuille qui paraît tous les quinze jours, qui adresse toute espèce de questions sur les morts et les vivants, qui est par conséquent en mesure de flatter, blesser ou exploiter bien des passions, et qui est si honorablement conduite qu'elle n'a pas été une seule fois soupçonnée.

On sait que l'*Intermédiaire* est rédigé principalement par le public, qui fait les questions et les réponses. Nous ne disons pas que les unes ou les autres aient toujours le même intérêt ; mais, en définitive, il y a là une enquête constamment ouverte et qui est vraiment utile. En ce qui regarde les personnes, chacun de nous peut en avoir besoin à un certain moment, et être à même de se défendre d'injustes imputations, car c'est bien assez d'avoir à se présenter au jugement dernier avec ses fautes personnelles, sans porter encore celles des autres M. de Montalembert, par exemple, n'est pas homme à prendre, par charité, celles de l'*Univers* et de M. Veuillot. Quelqu'un lui ayant attribué ces paroles : « Quand nous » sommes les plus faibles, nous vous demandons la li- » berté au nom de vos principes ; quand nous sommes » les plus forts, nous vous la refusons au nom des

[1] Dirigé par M. Carle de Rash, librairie de la Suisse romande, Cherbuliez, rue de Seine, 33.

» nôtres, » il les a retournées à qui de droit, avec l'adresse où on reconnaît sa main :

« Aujourd'hui vous êtes non-seulement désarmés, mais vous êtes enchaînés d'avance par l'adhésion que vous avez donnée, ou laissé donner en votre nom, aux moyens qui seront employés contre vous. Vous avez perdu et sacrifié volontairement le terrain où vous avez vécu et où vous étiez invincibles. Vous avez applaudi à ceux qui ont déclaré que *le bras séculier des gendarmes était de beaucoup le meilleur défenseur de la liberté de conscience* (*Univers*, 20 février 1856); à ceux qui, dans un accès d'insolent égoïsme, répondaient aux doléances des parlementaires et des républicains : *Quant à nous, nous sommes suffisamment libres*. Vous avez applaudi à ceux qui ont publiquement professé que la liberté de parler et d'écrire devait être *refusée à ceux qui ne se confessent point*. Vous avez laissé dire, par une assimilation sacrilége, que la législation actuelle sur la presse était précisément celle de l'Église, l'*avertissement* et la *suppression*. (*Univers*, 22 décembre 1855.)

» Vous savez maintenant ce que valent les libertés restreintes à ceux *qui se confessent*, et déclarées suffisantes par ceux qui comptaient en faire le privilége de leur outrecuidance. Quand vous serez *avertis* et quand vous serez *supprimés*, qui voulez-vous qui vous plaigne, qui vous défende ou même qui vous comprenne ? Personne : car personne, en France, n'admettra la légitimité de cette théorie cynique, pratiquée et justifiée par vos oracles, et qui se réduit à dire : *Quand je suis le plus faible, je vous demande la liberté, parce que tel est votre principe ; mais quand je suis le plus fort, je vous l'ôte, parce que tel est le mien*. Soutenir un pareil système, même quand on n'a pas d'antécédents, cela semble déjà passablement effronté. Mais le voir arboré par les mêmes hommes qui, il y a dix ans, professaient, applaudissaient et propageaient la doctrine contraire : voilà ce qui soulève le cœur. » (V. Œuvres complètes, t. V, p. 553.)

Nous avons réuni à dessein dans cet article le *Dic-*

tionnaire universel de M. Bouillet et l'*Intermédiaire;* l'un est de l'histoire faite, l'autre de l'histoire qui se fait. Si l'*Intermédiaire* avait toujours existé, nous aurions quelques vérités de plus et quelques erreurs de moins, ce qui est un double bénéfice.

(Décembre 1866.)

XXXIV

MÉMOIRES D'UNE ENFANT [1]

Lorsque, il y a onze ans, M. Michelet publia cet aimable petit chef-d'œuvre, *l'Oiseau*, il expliqua, dans une préface, comment il avait été conduit à l'étude de la nature, et comment ce livre était né; il disait : « Ce que » je publie aujourd'hui est sorti entièrement de la fa» mille et du foyer, c'est de mes heures de repos, des » conversations de l'après-midi, des lectures d'hiver, » des causeries d'été que ce livre peu à peu est éclos, si » c'est un livre. Deux personnes laborieuses, naturelle» ment réunies après la journée de travail, mettaient en» semble leur récolte et se refaisaient le cœur par ce der» nier repas du soir. » De ce collaborateur que l'on de-

[1] *Mémoires d'une Enfant*, par Mme J. Michelet, un volume in-18. Hachette.

vinait, la préface et le livre donnaient un certain nombre de pages remarquables, qui annonçaient celles qui paraissent aujourd'hui.

Nous sommes dans l'intérieur d'une famille. La mère est une Anglaise de la Louisiane, transportée à regret à Montauban, gardant un certain faible pour ceux de ses enfants qui lui rappellent son pays, personne de solides qualités, mais sérieuse et sévère; le père est un Français du Midi, homme d'imagination et de sentiment, l'esprit et le cœur ouvert, comme on est dans ces contrées. L'enfant, intimidée par l'attitude de sa mère, se porte vers son père, en qui elle devine une nature plus semblable à la sienne, et s'attache à lui de toute la force d'une affection ailleurs refoulée. Mais là même elle n'a que des contentements incomplets, parce que ce père ne voudrait pas prendre pour lui seul une affection qui devrait être pour deux, et craint, s'il s'abandonne, d'exciter encore une sensibilité si vive. Il circule donc à travers ces *Mémoires* un petit drame. Le fond est délicatement indiqué; les incidents se détachent nettement.

En général, nous n'avons que de rares et vagues souvenirs de notre premier âge. Dans une lettre récemment publiée[1], Lamennais raconte qu'il perdit sa mère à l'âge de cinq ans. Il n'en avait gardé que deux souvenirs : il se rappelait l'avoir vue réciter son chapelet et jouer du violon. Nous sommes loin de là avec Mme Michelet. Son livre est un singulier exemple de la force de la mé-

[1] *Œuvres inédites de Lamennais*, publiées par R. Blaize. Correspondance, deux vol. in-8°. Dentu.

moire et de l'observation personnelle. Disons mieux. Les faits ne se conservent dans notre esprit qu'à condition d'y avoir marqué une profonde empreinte, et la profondeur de cette empreinte est déterminée par ce que sont les esprits : il y en a que les événements effleurent, comme un sable léger; il y en a où tout se grave et reste, comme ces papiers *sensibles*, que la lumière peint. Nous ignorons les changements qu'ont pu apporter chez une enfant les années qui suivent celles où les *Mémoires* s'arrêtent : Mme Michelet ne nous l'apprend pas; mais l'enfant dont elle retrace les souvenirs était évidemment une nature d'exception, de la plus vive sensibilité. Un observateur pénétrant disait à une femme d'un grand cœur, que son ardeur a consumée[1] : « Votre » amitié ressemble à l'amour des autres. » C'est ici la nature féminine, avec son touchant excès. Dans de telles âmes, où l'amitié ressemble à l'amour, l'amour ressemble à l'adoration, et tous les sentiments sont d'un ton au-dessus des sentiments ordinaires; l'instrument est monté si haut qu'on est partagé entre le plaisir d'écouter ces étranges vibrations et la crainte que cet effort ne le brise. On éprouve la même impression en lisant les *Mémoires d'une Enfant*, par Mme Michelet : ils racontent la passion d'une enfant pour son père, les bonheurs, les chagrins que cette passion se fait à elle-même, et la dure épreuve de l'absence et de la mort. Il y a aisément dans la dévotion du raffinement et de l'enfantillage; il y en a dans la dévotion de notre petite fille à

[1] Je parle d'une regrettable amie, madame Ferdinand Picard, un nom inconnu du monde, connu des pauvres.

son père; la langue qui l'exprime est d'ailleurs une langue qui se subtilise, pour rendre les subtilités de la pensée; le lecteur pourra donc être étonné quelquefois; mais, en somme, il sort de ces pages l'idée d'une jeune âme qui a besoin d'aimer et qui s'essaie sur tout ce qu'elle touche, fleurs, animaux, jeune frère confié à ses soins, amie d'un moment, poupée qu'elle fabrique et anime en idée, sauf à se concentrer dans une passion exclusive qui ne devait plus la quitter.

L'enfant ne se passe pas impunément de caresses. De ceux à qui elles manquent, les meilleurs souffrent et se replient sur eux-mêmes ou se jettent ailleurs avec une ardeur fébrile, les autres désapprennent d'aimer. Les caresses n'excluent pas la discipline : elles la tempèrent, elles lui ôtent son visage farouche; il est si doux, quand on entre dans le monde, d'y rencontrer la bonté! Un spectacle odieux est celui d'une maison où les enfants commandent et les parents obéissent; mais quand chacun est à sa place, quand la raison a l'autorité, encore faut-il que l'autorité soit raisonnable. Que les parents maintiennent donc le respect qui leur est dû, qu'ils aient constamment en vue d'obtenir le travail et le bon caractère, qu'ils ne prétendent pas les obtenir en un jour et pardonnent beaucoup à la légèreté de l'âge; s'ils ne rencontrent pas dans leurs enfants d'autre résistance que celle-là, de grâce, qu'ils ne refoulent pas cette joie qui déborde. Prévoir que leurs enfants auront à traverser les temps difficiles et commencer par leur imposer des chagrins, pour les préparer à ceux qui doivent venir, c'est vraiment trop de prévoyance et de tendresse;

autant vaudrait leur dire : « Ne riez pas maintenant, car » vous pleurerez plus tard. » Qu'ils ne soient pas si sévères, la vie le sera assez ; d'ailleurs, quand viendra l'épreuve, il viendra aussi la force qui fait qu'on la supporte, et une partie de cette force sera le souvenir des bonnes années passées dans la famille, comme un rayon de soleil dans l'existence assombrie, comme une douce chaleur au cœur. D'autres parents pèchent par un autre défaut; ils aiment tant leurs enfants qu'ils ne les sèvrent jamais : ils pensent pour eux, ils veulent pour eux, ils agissent pour eux ; il ne leur vient pas à l'idée que ces enfants ont grandi depuis qu'ils sont nés, et qu'il faudra bien qu'un jour ou l'autre ils marchent seuls, qu'ils seront un jour des hommes ou des femmes, que pour apprendre à agir il n'est rien de tel que d'agir soi-même, et que le meilleur apprentissage de la liberté est la liberté. Il y a surtout en France de ces affections tyranniques qui, tourmentées par leurs excès, exigent une reconnaissance qui y soit proportionnée, et ne se croient jamais assez payées de ceux qui en souffrent.

L'enfant dont nous avons ici les Mémoires fut contrainte dans ses sentiments et libre dans ses actions ; cette liberté, qui lui a été bonne, a été bonne aussi pour le livre, dont elle varie heureusement le ton. Nous sommes jetés en pleine vie de campagne, non de campagne d'agrément, à laquelle on n'ose pas toucher, mais de véritable ferme, où il y a à s'occuper toujours. Quoique l'auteur ait un vif sentiment de la nature, elle a eu le tact de ne pas trop le montrer ici, où il s'agit des souvenirs d'un âge qui ne voit guère dans la nature que le beau ou le mauvais temps, qui

favorise ou contrarie ses plaisirs ; en revanche, on nous donne d'attachantes peintures de la vie rustique, charmante pour les enfants, qui aiment tant à agir et à agir comme des hommes. Aux premiers mois du printemps et de l'été, c'est le soin des vers à soie, c'est la cueillette des feuilles de mûrier dès le lever du soleil :

« Le ciel n'était pas toujours pour nous. Lorsque, après l'autan, le côté du midi se chargeait, il fallait prévoir. Que ferait-on si l'eau tombait sans éclaircies? Le ver à soie meurt sur la feuille trop humide. « Enfants, courez, ramassez au plus vite. » Mes frères, souples et agiles, en deux bonds étaient aux arbres. Un déluge de feuilles m'inondait. Je ramassais les sacs et les corbeilles. Rien de plus émouvant que ce travail sous l'orage. La tempête encore suspendue nous électrisait, nous mettait dans l'âme je ne sais quelle vaillance téméraire qui fait tout braver. Quand tombaient les premières gouttes de pluie, nous rentrions riches de vivres et de joie. Une montagne de verdure était là toute prête pour nos affamés. »

En juillet la moisson :

« Au clair de lune la gerbière commence. C'est là le monument du paysan et son orgueil. Il faut que l'édifice, solide de base, monte, s'il se peut, à la cime des arbres, et qu'on le voie de loin se détacher sur le ciel. Un enfant seul a le droit de le couronner, de poser la dernière gerbe. Soutenu dans l'air, il semble l'ange qui fait descendre sur la moisson la bénédiction de Dieu. »

En septembre, la récolte des fruits, des figues, des poires d'hiver, des gros raisins noirs qu'on fait sécher sur les claies, la confection du raisiné et la chasse aux champignons embaumés. En octobre, on gaulait les noix, on ramassait les feuilles sèches pour faire un bon terreau, on recueillait et on faisait sécher les graines ; on dé-

pouillait le maïs, on récoltait le miel. N'oublions pas les longues courses :

« C'est octobre qui fait la grandeur, la haute poésie de nos automnes. A la fin de ce beau mois, la campagne s'enveloppe de silence et de mélancolie. Les feuilles tombent, non de froid, mais des fatigues d'un long été. La terre vient de recevoir les pluies lourdes et chaudes de l'équinoxe.

» On voit errer sur les prés, le long des ruisseaux, des brumes indécises. Quand le soleil n'a plus assez de force pour les élever au matin, elles se concentrent en brouillards sur notre vallon. Nous nous échappions, heureux de nager, presque invisibles à nous-mêmes, dans cette mer de blanches vapeurs. Que restait-il du monde ?... A peine quelques fils de la Vierge et le bruit de nos pas. Vers midi, tout changeait. Un vif rayon perçait l'épais rideau. Le soleil, de cet entassement de nuages se faisait une gloire. Puis, tout cédait, partout le ciel bleu, une douce lumière, et dans l'air le calme, le repos du sommeil. »

Pendant ce temps, le paysan fait les labours et les semailles :

« Le matin, avec joie, nous regardions fumer le champ sous les pas des grands bœufs. Vers le soir, aux derniers rayons, nous suivions l'ombre immense de la vieille mère jetant le grain sur le sillon. Elle ne nous voyait pas, allait, venait, comme un esprit. Son geste grave, plein de grandeur, faisait abandon à la destinée. Il semblait dire à la terre : « Reçois, je te le livre. »

La campagne n'a pas seulement ses tableaux, qui attachent si fortement, elle a aussi chants qui l'animent, chants naïfs, d'une inspiration simple et touchante. Mme Michelet en a recueilli quelques-uns, avec les paroles qu'ils accompagnent ; l'un d'eux, la chanson de l'agnel, a fourni l'air d'un cantique que tout le monde

connaît; nous avons entendu la farandole sur les musettes; la chanson du laboureur est grave, rêveuse; le chant de l'épousée est d'une grande beauté.

Un autre caractère de la vie rustique est qu'on y est en vie commune avec les animaux. On a ici un échantillon de la création. Voici, chez la nourrice, la vache et l'âne; à la maison, les chiens de toute sorte, parmi lesquels le sauvage Tombo, et Moquo, le souffre-douleur, les dix-sept chats, de divers caractères et de diverses fourrures, les lapins, les poules, les pigeons, les colombes, la pie effrontée, les oiseaux qui entrent familièrement dans la maison, le moineau franc, qui ne croit pas aux mannequins et les pille. Nous ne connaissons plus cela. Enfermés dans les villes, comme nous sommes, nous connaissons de moins en moins cette vie commune avec les animaux. Chaque maison qui se bâtit, comptez qu'elle leur sera interdite par les concierges impitoyables : les chiens et les chats sont proscrits; les oiseaux, encore tolérés, deviennent rares, à mesure que l'espace où nous logeons diminue; nous en sommes réduits à contempler les allées et venues, le bâillement et l'œil fixe du stupide poisson dans son bocal. Les brames vont bien loin dans leur respect des animaux, et il fallait être saint François d'Assise pour appeler le loup « mon frère; » mais, sans aller jusque là, et essayer ce dangereux commerce, on ne peut se défendre de voir que les animaux ont de l'instinct, de l'intelligence, du sentiment, qu'ils nous entendent, nous parlent et nous répondent, qu'ils ont donc une certaine parenté avec nous, sans que nous puissions deviner le mystère qui, en leur donnant ce qu'ils ont, leur a

imposé la limite fatale. Ce qui est assuré, c'est qu'ils souffrent, et la souffrance excite la pitié. La nécessité, l'habitude nous endurcissent contre elle, mais il a fallu un effort pour la vaincre, et elle revient aisément.

Hasarderons-nous un souvenir qui fera rire les chasseurs en ce moment déchaînés? C'est celui d'un ami de notre jeunesse. Chasseur médiocre, réduit aux petits oiseaux, qui chantent ou lissent leurs plumes dans les feuilles, les attendant quelquefois avec un livre, au pied de l'arbre, lorsqu'ils ne tombaient pas morts, et cela lui est arrivé souvent, il lui fallait les étouffer de ses mains; jamais il ne put voir de sang-froid leur épouvante, sentir le frémissement de leurs membres et le battement de leur cœur; ne pouvant pourtant pas emmener quelqu'un pour achever les oiseaux qu'il avait blessés, il renonça de bonne heure à un plaisir qui ne valait pas le mal qu'il faisait à de pauvres créatures. Nous avons vu encore quelqu'un que l'on mettait au défi de tirer une hirondelle; il tira, elle tomba à ses pieds; elle n'était pas morte; il ne pouvait se consoler de l'avoir blessée; il la baignait dans l'eau fraîche, la déposait dans un nid de mousse, tant il est vrai qu'il y a en nous un fonds de sympathie pour ces vies innocentes.

Les *Mémoires d'une Enfant* se terminent par une vive et attachante biographie du père à qui ils sont dédiés ou plutôt consacrés à toutes les pages. La main tremble, la plume paraît lente et impuissante quand on essaie de rendre sur le papier les traits que l'on porte présents au dedans de soi : on craint de trahir ceux qu'on a voulu servir, et on n'achève pas sans un grand courage.

Mme Michelet l'a eu : elle a aimé son père, elle a montré combien il était digne d'être aimé ; elle lui a consacré un livre qui, de sentiment et de langue, est quelquefois trop subtil, mais peut être corrigé aisément et fera durer la mémoire d'un homme qui méritait bien de n'être pas oublié.

Chers absents, dont le souvenir est à la fois notre tourment et notre joie, vous nous voyez sans doute, mais vous voyez plus loin que nous, qui sommes absorbés par l'heure présente ; vous nous voyez sortir de toutes ces épreuves que nous croyons éternelles, entrer dans votre société et dans votre repos ; vous souriez à nos chagrins, comme nous sourions aux grands chagrins des petits enfants ; pour nous, quand nous souffrons, nous sommes contents que vous ne soyez pas là, afin que nos douleurs vous soient épargnées ; mais notre regret se réveille plus amer lorsqu'il nous arrive quelque grand bonheur, parce que nous vous cherchons vainement pour vous le dire et que nous ne pouvons en jouir sans vous.

(Janvier 1867.)

XXXV

LA PRESSE DANS LES DÉPARTEMENTS

EN JANVIER 1867

Au moment où se prépare une loi sur la presse, nous croyons utile de publier l'étude suivante, destinée à montrer quel est le vrai mal qu'il faut guérir. Si la loi répond à nos espérances, cet écrit restera comme le témoin d'un état de choses disparu.

I

On lit dans l'*Exposé de la situation de l'Empire*, présenté au Sénat et au Corps législatif en janvier 1865 : « Le nombre des journaux politiques était de 330, dont » 63 imprimés à Paris et 267 imprimés dans les dépar- » tements. Dans le cours de l'année 1865-1866, le gou- » vernement a accordé les autorisations pour la création » de nouvelles feuilles politiques, dont 2 à Paris et 2 en » province. » Il nous a semblé curieux de rechercher quels sont ces journaux de départements, à quelles opinions ils appartiennent et comment ils se répartissent à la surface de la France. Nous aurions craint d'être indiscret en demandant cela à l'administration, et nous avons

dû nous livrer à une enquête assez longue et difficile, dont nous donnons ici les principaux résultats.

Nous appellerons gouvernementaux les journaux d'une certaine catégorie, pour marquer simplement l'attitude prise, sans marquer les causes qui l'ont fait prendre. Nous savons que ces causes sont diverses. Il y a des journaux qui appartiennent entièrement à l'administration; d'autres appartiennent à des amis dévoués du gouvernement et sont moins nombreux, car le dévouement vrai est toujours rare, il est toujours un peu indépendant et parfois incommode; d'autres encore, malgré la tentation qu'ils en auraient, ne contrarient jamais l'administration, qui les tient par la faveur et la crainte : par la faveur des annonces judiciaires et la crainte des désagréments qui peuvent tomber sur une feuille indépendante, en comptant parmi ces désagréments la suspension et la mort.

Nous appellerons les journaux contraires à ceux-là journaux d'opposition. Les appeler indépendants eût été blesser ceux dont nous venons de parler. Nous entendons par Opposition le libre examen appliqué à tous les actes du gouvernement; aussi nous aurions dû exclure les feuilles qui appartiennent à des partis qui, n'ayant qu'un objet en vue, comme certaines feuilles démocratiques ou cléricales, ne sont sensibles que sur ce point, et qui, quand on les contente là-dessus, livrent le reste; mais il a bien fallu se départir de cette rigueur, quand leur opposition, quel qu'en fût le motif, a eu quelque consistance. Nous aurions dû peut-être aussi ne nommer, dans les journaux d'opposition vraie, que ceux qui

se sont signalés par leur courage; mais la liste eût été trop vite finie, et nous avons tenu compte même de la bonne volonté. Si, malgré notre désir d'être juste avec tout le monde, nous avons commis quelque erreur, nous ne demandons pas mieux que de la réparer. En ce qui concerne l'Opposition, on comprendra la discrétion qui nous a empêché de noter la couleur et la nuance.

La presse opposante paraît exister surtout à la circonférence du pays; suivons-la. Voici ce que nous trouvons : dans le département de la Gironde, *la Gironde*, *le Courrier de la Gironde*, avec son annexe *le Journal du Peuple*, et *la Guienne*, qui paraissent à Bordeaux; nous avons trouvé dans *l'Espérance de Blaye* une recommandation du tiers-parti. Dans la Charente-Inférieure, *le Courrier de la Rochelle*, *l'Indépendant de la Charente-Inférieure*, à Saintes; dans les Deux-Sèvres, *le Mémorial des Deux-Sèvres*, à Niort; dans la Vienne, *le Courrier de la Vienne et des Deux-Sèvres*, à Poitiers; à Nantes, *le Phare de la Loire* et *l'Espérance du Peuple;* à Angers, *l'Union de l'Ouest* et son annexe *l'Ami du Peuple;* au Mans, *l'Union de la Sarthe* et *la Chronique de l'Ouest;* dans la Mayenne, *l'Indépendant de l'Ouest;* dans l'Ille-et-Vilaine, *le Journal de Rennes;* dans le Morbihan, à Vannes, *le Courrier de Bretagne;* dans le Finistère, *l'Océan* et *l'Impartial de Quimper;* dans les Côtes-du-Nord, *la Foi bretonne;* dans la Manche, *la Vigie de Cherbourg;* dans le Calvados, *l'Ordre et la Liberté*, de Caen, *l'Indicateur*, de Bayeux, et *le Normand*, de Lisieux; dans la Seine-Inférieure, le *Journal de Rouen*, le *Journal du Havre* et le *Journal de l'arrondissement du Havre;* dans

le Nord, *l'Écho du Nord, le Propagateur du Nord et du Pas-de-Calais*, à Lille; *l'Écho de la frontière*, à Valenciennes, et *l'Émancipateur*, à Cambrai; à Troyes, *l'Aube;* dans la Moselle, à Metz, *le Courrier de la Moselle, l'Indépendant de la Moselle* et *le Vœu national;* à Nancy, le *Journal de la Meurthe* et *l'Espérance;* dans le Bas-Rhin, *le Courrier du Bas-Rhin;* dans l'Yonne, *la Constitution*, d'Auxerre, et *le Sénonais;* dans la Côte-d'Or, le *Journal de Beaune;* dans le Doubs, *l'Union franc-comtoise*, avec son annexe *la Feuille hebdomadaire, la Franche-Comté*, avec son annexe *le Conservateur;* dans le Rhône, *le Progrès de Lyon* et *le Salut public*. Ajoutez dans le centre, *la France centrale*, à Blois; *le Mémorial de l'Allier;* dans le Midi, le *Journal de Toulouse, le Sémaphore* et *la Gazette du Midi*, à Marseille; dans le Var, *le Toulonnais;* à Grenoble, *l'Impartial dauphinois;* à Chambéry, le journal très-clérical, *le Courrier des Alpes*. Voilà donc trente-et-un départements dans lesquels nous trouvons environ 56 journaux d'opposition, en déduisant les annexes, 51. Il reste cinquante-huit départements qui n'en ont pas, qui n'ont que des journaux gouvernementaux, ou même qui n'ont aucun journal politique[1].

[1] Reprenant le chiffre général de deux cent soixante-sept journaux annoncés par l'*Exposé*, il faut remarquer qu'il n'y a pas autant de journaux que de noms distincts, car dans quelques départements il y a plusieurs journaux qui n'en font qu'un : dans la Gironde, le *Courrier de la Gironde* avec le *Journal du Peuple;* dans Maine-et-Loire, le *Journal de Maine-et-Loire* avec *le Progrès, l'Union de l'Ouest* avec *l'Ami du Peuple;* dans le Doubs, où *l'Union franc-comtoise* et *la Francke-Comté* ont chacune deux éditions différentes; enfin dans la Marne, où *le Courrier de la Champagne, le Messager de la Champagne* et *l'Abeille rémoise* sont trois formes d'un seul et même journal.

Voilà comment la vie politique est distribuée à la surface du pays. Nous avons vu qu'elle existe surtout à la circonférence, dans le sud-ouest, l'ouest, le nord et l'est. Au centre, autour de Paris, rien. Dans le riche département de Seine-et-Marne, il n'y a même pas un journal politique; ailleurs, c'est une seule petite feuille qui paraît trois fois, deux fois, une fois la semaine : dans Seine-et-Oise, dans l'Eure, dans l'Orne, dans Eure-et-Loir, où paraît aussi une feuille du dimanche. Quand on tire vers le nord et l'est de Paris, hors des points que nous avons parcourus, il se produit ce phénomène curieux : les journaux se multiplient quelquefois d'une façon prodigieuse, sans que l'Opposition y ait la moindre part. Ainsi, dans la bande formée par la Marne, la Meuse, la Haute-Marne, les Vosges, le Haut-Rhin, la Haute-Saône, il y en a vingt, dont sept dans le département de la Marne ; dans la bande formée par l'Aisne et les Ardennes, il y en a dix; dans la bande formée par l'Oise, la Somme et le Pas-de-Calais, il n'y en a pas moins de vingt-quatre. Au-dessous de Paris, prenons tout l'espace qui s'étend entre le chemin de fer de Paris à Bayonne et le chemin de fer de Paris à la frontière, vers Neufchâtel, en réservant dans la première région, selon ce que nous avons dit, Blois, Bordeaux et Toulouse, dans la seconde, l'Yonne, la Côte-d'Or, Lyon, Grenoble, Chambéry, Toulon et Marseille ; puis des points isolés, comme l'Isère et l'Allier, il y a là quarante départements, c'est-à-dire presque entièrement le centre et le midi de la France, dans lesquels on ne trouve que soixante-six journaux politiques et pas un d'Opposition. C'est la Sologne de la presse.

Voici, sauf d'involontaires erreurs, comment la presse politique se répartit dans cette étendue de quarante départements : il y a trois journaux dans Saône-et-Loire, la Dordogne, le Cantal, le Tarn, l'Hérault et le Gard; deux dans les départements suivants : Charente, Cher, Indre, Corrèze, Loire, Landes, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées, Lot, Lot-et-Garonne, Aveyron, Ain, Jura, Alpes-Maritimes, Corse; un dans les départements suivants : Loiret, Indre-et-Loire, Creuse, Haute-Vienne, Nièvre, Puy-de-Dôme, Haute-Loire, Gers, Tarn-et-Garonne, Ariége, Pyrénées-Orientales, Aude, Lozère, Vaucluse, Ardèche, Drôme, Haute-Savoie, Basses-Alpes. Dans les Hautes-Alpes, rien.

Nous ignorons ce qu'il a pu être demandé d'autorisations pour fonder des journaux dans les départements, et nous recevrons avec reconnaissance les renseignements qui nous seront donnés là-dessus; mais, pour parler de ce qui est certain, voici quelques exemples. Dans le département de Seine-et-Oise, où il n'y a qu'une feuille politique qui paraît deux fois la semaine, et qui s'est trouvée, dans toutes les élections, du côté des candidats du gouvernement, un homme des plus honorables, l'ami et l'éditeur de Bastiat, M. Paillottet, n'a pu obtenir de fonder une feuille hebdomadaire ; dans le département de la Lozère, l'autorisation d'un journal conservateur indépendant a été refusée; dans les Côtes-du-Nord, où il n'y a plus, depuis 1852, aucun organe démocratique, M. Glais-Bizoin a fait plusieurs demandes, qui n'ont pas été écoutées. Dans l'Aude, il n'existe qu'un seul journal politique, gouvernemental, qui paraît deux

fois la semaine; six cents habitants de Narbonne ont désiré avoir une feuille où ils pussent défendre librement leurs intérêts, feuille peu politique, car la première clause était qu'elle ne représenterait aucune opinion, et les actionnaires étaient de toutes les nuances; feuille qui devait être nécessairement modérée, car parmi ses actionnaires se trouvaient des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement, des magistrats, des conseillers municipaux, des commerçants, intéressés à l'ordre; le directeur, M. Capelle, présentait assez de garanties aux plus exigeants; rien n'y a servi. Dans l'Aisne, à Laon, où il ne subsistait qu'un journal gouvernemental, ce ne sont plus six cents, ce sont six mille personnes qui sollicitent inutilement la création d'une autre feuille. L'administration, si avare en fait d'autorisations, se relâche pour elle-même de cette rigueur. Ainsi, depuis quelques mois, elle a autorisé, à Besançon, *le Courrier franc-comtois* et ses deux éditions, un journal absolument dévoué, destiné à combattre *la Franche-Comté*, dont le propriétaire, M. Latour Du Moulin, a donné quelques mécontentements. Mais ici se présente un nouvel ordre de mesures administratives : entre les journaux qu'on empêche de naître et ceux que l'on tue de mort violente[1], il y a la suppression par accident. A Laon, c'est un marché : le *Journal de l'Aisne*, feuille d'opposition, se fond dans *l'Observateur*, journal administratif.

[1] Voir *Martyrologe de la presse*, 1789-1864, par A. Germain, un volume in-18, Dumineray, rue Richelieu, 78. — *De la liberté de la presse*, avec un appendice : les avertissements, suspensions et suppressions encourus depuis 1848 jusqu'à nos jours, par Léon Vingtain, un vol. in-18. — *Histoire de la Presse*, par Hatin.

Dans les Basses-Pyrénées, qui n'ont aujourd'hui qu'un seul journal politique, il y en avait deux autrefois; le gérant du *Messager de Bayonne* est venu à mourir; le journal a été acheté par M. Portes; mais l'autorisation de le publier lui a été refusée, et le journal du gouvernement est resté seul maître du terrain. Ces deux faits suscitent des réflexions assez pénibles; on se dit à quoi tient ce qui reste de la presse d'Opposition dans plusieurs départements : à un peu d'argent qui tente des propriétaires, à une pleurésie ou à une apoplexie qui frappent les gérants. On peut encore croire que le patriotisme fera assez de progrès pour que les propriétaires soient incorruptibles, mais on ne peut raisonnablement espérer que les gérants deviendront immortels. Puis, il y a des apparitions et des disparitions qui cachent des mystères. C'est *l'Indicateur de Rochefort*, qui cesse d'appartenir à l'Opposition; dans le Bas-Rhin, *l'Alsacien*, journal clérical, parfois libéral, vient, par un événement étrange, de se perdre dans le journal officiel, le *Moniteur du Bas-Rhin*, qui a échangé son nom contre le nom meilleur d'*Impartial du Bas-Rhin*. Ainsi, naissance et décès, tout est favorable à l'administration.

Tel est l'état de la presse dans les départements. Celui qui soutiendrait que la presse parisienne suffit à combler les vides que nous avons signalés, se tromperait. Sans doute, à la rigueur, la presse parisienne, arrivant dans les départements, peut y représenter les diverses opinions politiques; mais elle n'a souvent qu'une influence bien restreinte sur les élections au Corps législatif, surtout de la façon, souvent étrange, dont les

circonscriptions électorales ont été faites[1]. Elle ne sert de rien pour les élections consulaires, municipales, d'arrondissement, de département, de rien pour la publicité des comptes-rendus des conseils municipaux et du conseil général, de rien pour la discussion de mille intérêts locaux, pour lesquels les journaux parisiens n'ont pas de place. Tant qu'il n'y aura pas une large presse départementale, les départements ne seront rien. On parle beaucoup de décentralisation; si on la veut sérieusement, voilà celle qui doit être la première.

Le régime de la presse des départements est celui de toute la presse, aggravé par l'éloignement de Paris. Comptez les prises que l'administration a sur elle[2]: l'autorisation (on a vu qu'elle n'est pas facile à obtenir pour tout le monde); le cautionnement, qui rapporte peu et est exposé aux saisies; le timbre; le don et le retrait des annonces judiciaires; la permission ou la défense de vendre sur la voie publique; les procès correctionnels, avec la prison et l'amende; l'avertissement avec la suspension et la suppression (on sait que le gouvernement y renonce). N'oublions pas la condition des imprimeurs, qui vaut la peine qu'on s'y arrête un instant. Leur nombre est restreint, il leur faut un brevet; or, un imprimeur réfléchit avant de prêter ses presses à un journal d'Opposition, et une fois qu'il s'est décidé,

[1] Voir *Carte des circonscriptions électorales*, par MM. Ferdinand Duval et Edouard Delprat, chez Lancé, rue de la Paix, 8.

[2] *Voir* les brochures : *La Presse et la Législation de 1852*, par Edouard Hervé. Bureaux de la *Revue contemporaine*, rue du Pont-de-Lodi. — *La liberté de la Presse et le Suffrage universel*, par Dupont-White, Douniol, rue de Tournon, 29.

il redoute les procès, avec l'amende et la prison ; il ne craint pas seulement de la part du journal qu'il imprime ; dès qu'on a l'œil sur lui, tout ce qu'il imprime peut le compromettre : il est si facile d'oublier une formalité ! et si, dans quelque ouvrage de moins de dix feuilles, il se glisse quelque phrase de cette terrible économie sociale, qui, avec de la bonne volonté, est partout, forte ou faible condamnation, qui tombent sur lui, compromettent son brevet, qui, après une contravention grave ou légère, peut être supprimé. Aussi, revenant au journal qui attire l'attention sur lui, il prie perpétuellement qu'on atténue, qu'on retranche, il prie et au besoin il exige; en sorte qu'il arrive ce fait curieux que la censure, qui devait être supprimée à jamais, est rétablie ; seulement, au lieu de la censure du gouvernement, on a celle de l'imprimeur. Excusons-le ; ce qu'on ne peut comprendre, c'est qu'il dorme. Un jour, tout le monde verra ce que beaucoup de bons esprits commencent déjà à voir, c'est que la responsabilité du mal, s'il a été fait du mal, doit remonter à celui qui l'a fait, à l'écrivain, et que l'imprimeur ne devrait être recherché qu'en l'absence de l'écrivain, seul et vrai coupable.

Ajoutez, si le rédacteur n'est pas propriétaire, les alarmes de la propriété, la pression qui s'ensuit, et dites s'il est facile à aucune feuille indépendante, et surtout à une feuille indépendante dans un département, s'il lui est facile de naître et de vivre.

Mais un mal profond qui travaille spécialement la presse des départements est le pouvoir donné aux préfets d'accorder et de retirer les annonces judiciaires,

pouvoir qui leur a été conféré par le décret organique sur la presse de 1852. Il serait injuste de penser que tout journal doté des annonces judiciaires est ou sera au préfet qui les lui donne : il y a tels journaux d'une importance qui commande cette attribution ; mais ce n'est pas le cas ordinaire : en général, le choix est plus libre, et alors, si on n'est pas par trop naïf, comment s'imaginer que le préfet, qui est un agent politique, oubliera la politique, qu'il partagera également ses faveurs entre ses amis et ses adversaires ? Comment ne pas voir que la jouissance des annonces est pour la plupart des journaux une tentation trop forte ? Disons la chose comme elle est : les annonces judiciaires sont une subvention déguisée et une corruption décente.

Faut-il en revenir à la loi de 1841 ? Cette loi, qui confiait la distribution des annonces à la magistrature, sacrifiait une bien grande à une très-petite chose. La justice, en effet, est une si grande chose, qu'il importe avant tout qu'elle ne soit pas soupçonnée. Or, nous sommes convaincu qu'elle apportait dans cette désignation une entière indépendance et une entière impartialité ; mais comment persuader cela aux partis et aux intérêts blessés, et empêcher que le respect qui est dû à la magistrature n'en soit atteint ? Séparons absolument la justice de la politique.

La loi qu'on attend sur la presse et qui la fait juger par les tribunaux correctionnels, est déjà, pour la magistrature, un présent assez dangereux, et elle ne doit pas être jalouse d'en recevoir d'autres semblables.

Nous concevrons que l'on recule devant le système

qui admet la liberté absolue des annonces judiciaires et légales, car il s'agit d'assurer la publicité de ces annonces, que des particuliers pourraient avoir intérêt à cacher dans des feuilles sans lecteurs; mais, on cherchera, on trouvera des moyens d'accorder cette publicité avec cette liberté [1]. Nous ne tenons à aucun système, nous tenons uniquement à voir disparaître un régime qui a tué la presse dans les départements.

II

Nous avons exposé l'état de la presse des départements et nous l'avons placée dans le régime général de la presse française; nous voudrions maintenant placer la presse française elle-même au milieu des opinions diverses qui forment comme le sol où elle croît. Ne feignons pas d'ignorer ce que nous savons, et tâchons de dire ce que tout le monde se dit à lui-même. Essayons de faire, sans l'ombre de passion, une rapide statistique des partis.

[1] Celui-ci par exemple. Qu'on laisse les annonces aller où elles voudront, mais que, de tous les journaux, elles soient centralisées dans un bulletin spécial; qu'un exemplaire des quatre-vingt-neuf bulletins soit déposé à tous les tribunaux, civils et de commerce, et que chaque bulletin départemental soit déposé, en outre, aux archives de la préfecture, des sous-préfectures et au secrétariat des mairies du département. En ajoutant à cette publicité, déjà considérable, celle des affiches et des extraits que les diverses feuilles ne manqueraient pas de donner à leurs lecteurs, on arriverait à une publicité énorme, sans comparaison avec celle qu'on a maintenant. Le premier venu, soit en recevant les bulletins des divers départements, soit en se transportant aux lieux où ils se trouvent, aurait sous les yeux un vaste état de situation, qui lui ferait connaître au vrai une multitude de fortunes particulières et la fortune du pays. Par ce moyen très-simple, on aurait les avantages de la liberté sans ses inconvénients.

Il faudrait d'abord distinguer ceux qui tiennent aux formes du gouvernement et ceux qui n'y tiennent pas; les premiers se diviseraient en dynastiques et en républicains. Dans les dynastiques on en trouverait autant qu'il y a eu de dynasties qui nous ont gouvernés. La dynastie actuelle revendique les suffrages exprimés lors de la proclamation de l'Empire et dans les élections survenues depuis; les autres partis existent à côté de celui-là, avec leur force et leur faiblesse.

Les Oppositions dynastiques ont peu de fidèles, parce que l'attachement personnel à une famille devient de plus en plus rare; puis il y a à toute restauration des difficultés qui empêchent de l'envisager avec confiance: si des princes sont ramenés par l'étranger, ils participent de la haine qui suit l'étranger; s'ils sont appelés du dedans, encore faut-il ne pas se tromper sur le moment précis, et, alors même que ce moment serait arrivé, il reste, dans l'exécution, des chances et un inconnu qui inquiètent. Il y a ici, comme on sait, deux partis. L'un attaché, un peu malgré lui, au dogme du droit divin, qui a été autrefois sa fortune, présente une idée de repos aux peuples tourmentés par les révolutions, mais il a contre lui les esprits qui repoussent les dogmes, et les rancunes qui poursuivent encore l'ancien régime; l'autre a contre lui tous ceux qui ne pardonnent pas à un gouvernement d'être tombé, et le reproche de s'être trop complu dans le jeu du mécanisme parlementaire, en supposant que le pays partagerait cette complaisance et en négligeant des classes qui se sont trouvées plus impatientes qu'on n'avait cru; mais il recevrait aisé-

ment les esprits modérés que les régimes excessifs effarouchent. Quant au parti républicain, une expérience malheureuse, encore trop récente, lui a ôté de son prestige; mais il regagnerait de la faveur s'il se trouvait des successions de souverains qui eussent des vues séparées du reste de la nation, s'ils n'avaient rien de plus cher que leur pouvoir, ou si, par leur ambition personnelle, ils troublaient le monde qui voudrait se reposer.

Au premier rang des partis qui ne tiennent pas essentiellement aux formes du gouvernement, nous rencontrons le parti démocratique. Il est extrêmement nombreux, comme on sait. Là sont les amis de la révolution, qui l'aiment surtout pour avoir proclamé l'égalité, pour avoir promis d'élever les plus humbles au niveau des plus hauts. Amis jaloux de la démocratie, ils croient aisément qu'on travaille contre elle, ou qu'on ne fait pas assez vite, et, défiants envers certaines classes qui lui ont été défavorables, ils leur ôteraient volontiers la liberté, pour leur ôter la liberté de lui nuire. Pour son compte, préoccupé d'empêcher que la révolution ne se ferme avant qu'il soit arrivé à ses fins, sans savoir toujours les moyens d'y arriver, et sans se confier suffisamment en sa force pour renverser les obstacles, il ne déteste pas d'avoir un maître, qui soit son œil et sa main.

Il s'est formé depuis un certain nombre d'années deux nouveaux partis : le parti clérical, qui date de la monarchie de Juillet, et le parti libéral, qui ne fait que naître, ou du moins de prendre conscience de lui-même. Le parti clérical est un peu, dans son genre, ce que le

parti démocratique est dans le sien : pour les deux, il s'agit d'un principe qui est le bien par excellence, ici le progrès du catholicisme, là le progrès de la démocratie, et l'on aime les gouvernements à proportion qu'ils procurent ce bien, leur laissant beaucoup de latitude pour le reste. Le parti clérical absolu, dont *l'Univers* et *le Monde* ont été les organes, a découvert sa politique avec une rare naïveté. Le parti libéral est autre. Selon lui, la societé repose sur le droit, sur la liberté individuelle, et les gouvernements n'existent que pour assurer ce droit, pour garantir cette liberté. Qu'ils fassent cela et qu'ils s'appellent comme ils voudront : le nom est indifférent. Le parti libéral est moins un parti qu'il n'est la sagesse de chacun d'eux, quand ils se résignent à accorder aux autres la liberté dont ils ont eux-mêmes besoin ; s'ils en étaient à voter, chacun se donnerait la première voix, et donnerait la seconde au parti libéral ; aussi il est plus nombreux qu'il ne paraît l'être, et il mérite qu'on le prenne en grande considération.

Vient ensuite une masse énorme, qui tient principalement à ses intérêts et à sa tranquillité, qui craint pour ses intérêts si, sans consultation préalable, le gouvernement peut prendre quelque grave mesure économique ou jeter le pays dans la guerre, et qui craint pour sa tranquillité si, faute de se prêter au mouvement des esprits, le gouvernement prépare pour l'avenir quelque éclat funeste.

Nous avons tâché de représenter très-exactement l'état des partis en France ; nous voudrions exprimer de même

les réflexions qu'il fait naître. Ce serait l'idée la plus fausse que de représenter le parti du gouvernement seul de son côté et tous les autres de l'autre côté, et ceux-ci tellement unis entre eux et contre lui que, s'il venait à quitter le côté qu'il avait pris, ils s'y transporteraient comme un seul homme, ainsi qu'il arrive au théâtre, quand de la droite et de la gauche de la scène les acteurs s'injurient ou se défient. Il n'en est absolument rien.

Si les partis hostiles sont divisés avec le gouvernement, ils sont divisés entre eux; leurs principes, leur histoire les séparent; aucun d'eux ne supporte l'idée que dans l'avenir il devrait plier devant l'autre; ils se préfèrent réciproquement le maître commun qui règne sur eux; ainsi, par jalousie et par honneur, ils restent ce qu'ils sont. On parle toujours de la coalition des partis; où donc la prend-on? Quand a-t-on vu les journaux convenant de s'entendre contre le gouvernement, en dépit de leurs opinions véritables? Est-ce sur le libre échange? Est-ce sur l'affaire d'Italie? Est-ce sur la question romaine? Est-ce sur la récente question d'Allemagne, où on a vu des journaux libéraux prendre parti, les uns pour l'Autriche, les autres pour la Prusse? D'ici à quelque temps, il sera difficile, si l'on contente le parti légitimiste, de contenter le parti républicain, et si l'on contente le parti clérical, de contenter le parti démocratique. Lorsque les journaux s'entendent pour blâmer de fâcheuses expéditions, démontrées telles par l'épreuve, et pour réclamer plus de liberté, appeler cela une coalition est un pur abus de mots: il n'y a ici

qu'une même évidence aperçue ou un même besoin senti au même moment pour tous. Ils se coalisent comme les mathématiciens sur les mathématiques, et comme les premiers venus pour manger quand ils ont faim. Le gouvernement est donc sûr, quand il agit résolûment, s'il a des partis contre lui, d'en avoir aussi pour lui ; il n'a qu'à bien choisir ceux qu'il veut avoir. Et puis, qu'il songe au grand public libre, qui n'est à aucun parti : c'est ce public qu'il s'agit de garder et d'accroître. Il n'y a qu'à arriver jusqu'à lui ; mais le gouvernement a des moyens d'y arriver ; il a la presse gouvernementale : ses journaux et ceux de ses amis, qui auront du crédit sur l'opinion toutes les fois qu'on leur attribuera une réelle indépendance ; il a une place dans tous les journaux, même les plus hostiles, par les *communiqués*, qui rectifient promptement les assertions inexactes ; par les discours de ses orateurs dans les Chambres ; par ses circulaires et ses correspondances diplomatiques ; il a, dans les grandes occasions, les jugements, connus de tout le monde. On n'est pas sans défense quand on entre ainsi partout dans le débat qui s'élève sur vous, et qu'on y entre avec l'incomparable avantage de posséder sur chaque question les informations les plus étendues, dont l'adversaire ne réunit à grand'peine qu'une faible part. Il est vrai que tout cela ne dispense pas d'avoir raison ; mais, qui que nous soyons, gouvernements ou simples citoyens, nous en sommes là, et personne ne peut s'en plaindre.

Si la France est ce que nous venons de dire, quel est le régime de la presse qui lui convient ? M. Emile de Gi-

rardin demande, dans son journal, l'affranchissement et l'impunité absolue de la presse, qu'il croit d'ailleurs impuissante [1]. Nous pensons que, sur ces points-là, il est en avance sur le pays et n'obtiendra pas ce qu'il réclame; mais, chemin faisant, il a présenté quelques observations vraies, ou recueilli des opinions considérables; on ne lira pas sans fruit l'histoire des inutiles efforts tentés par les gouvernements successifs contre cette puissance. D'ici à ce que nous soyons mûrs pour la liberté absolue, il y a des conditions que nous acceptons volontiers. Pour prouver que nous n'avons aucun parti pris contre qui que ce soit, nous déclarons que tout ne nous paraît pas également à rejeter dans le régime actuel de la presse. Lorsque les *communiqués* sont discrets, ils nous paraissent utiles et justes : tout le monde doit avoir la permission de relever un fait inexact qui l'intéresse, le gouvernement comme tout le monde, et nous ne voyons à cela que du profit. Il nous semble aussi que l'obligation pour les journaux d'insérer intégralement le compte-rendu officiel des débats des Chambres est bonne : un compte-rendu sincère nous plaira toujours mieux que les mutilations et les travestissements dont on a eu autrefois tant d'exemples.

Nous comprenons aussi qu'il y ait des jugements pour la presse, mais qu'il y ait de véritables juges, c'est-à-dire que l'administration ne redevienne jamais juge et partie. Elle se propose de ne poursuivre que les paroles

[1] *Le Spectre noir,* extrait du *Droit de la pensée,* dont il reproduit la préface et la lettre à M. Rouher. Chez Serrière, Michel Lévy, Plon et à la Librairie Nouvelle.

qui excitent à la haine et au mépris du gouvernement; elle déclare partout qu'elle accepte volontiers une discussion sérieuse et de bonne foi; nous sommes convaincu que ses intentions sont parfaitement droites, mais nous nous défions de la situation, qui est périlleuse. Les gouvernements sont des hommes; je ne dis pas des hommes comme nous, puisqu'ils nous gouvernent et que nous sommes gouvernés, mais enfin ils sont des hommes; or, interrogeons-nous en conscience: nous croyons aisément, dans nos querelles, qu'on excite à nous haïr et à nous mépriser; nous croyons difficilement qu'une discussion où l'on nous donne tort soit sérieuse; et plus nous avons voulu faire le bien, plus il nous semble que, si on nous reproche d'avoir fait le mal, on ne saurait être de bonne foi, et en punissant, nous pensons venger la justice. Donc, il y a danger de se tromper, soit dans l'exactitude de l'imputation, soit dans la mesure de la répression; le gouvernement s'y expose. Admettons qu'il n'y tombe pas; il reste toujours qu'il met l'arbitraire à la place de la loi, ce qui est fâcheux, et que le pouvoir exécutif envahit le pouvoir judiciaire [1], contre les plus expresses recommandations de la sagesse politique, qui veut que ces deux pouvoirs soient séparés. Encore est-ce mal parler du pouvoir exécutif, qu'on se représente comme une intelligence unique, placée au-dessus de nous et à laquelle tout aboutit; ici nous entendons les quatre-vingt-neuf préfets des quatre-

[1] *Voir* Laboulaye : *le Parti libéral,* un vol. in-18, Charpentier, et la brochure *les Journalistes devant le Conseil d'État,* par Edouard Laferrière, avocat. Paris, veuve Joubert, rue Cujas.

vingt-neuf départements, investis du droit de décider ce qui est répréhensible ou irrépréhensible, chacun dans sa province, de faire aux journaux une vie misérable ou de les frapper de mort. Nous ne saurions trop louer le gouvernement d'avoir renoncé à une telle juridiction.

On essaie quelquefois de faire des délits de presse des délits d'une espèce particulière, de leur donner une simplicité qu'ils n'ont point. Un acte matériel et quelqu'un qui juge avec les yeux de son bon sens si l'acte est ou n'est pas, voilà, selon une opinion, à quoi tout se réduit. On se trompe : les délits de presse sont plus compliqués que cela : ils renferment, comme les autres délits et crimes, l'acte et la pensée. Ici l'acte est public, patent; pas de difficultés là-dessus ; mais la pensée, c'est autre chose. Tout article de journal est-il coupable, parce qu'il excite à la haine et au mépris du gouvernement? Mais si les faits qu'il rapporte sont vrais, l'écrivain disparaît, ce sont les faits qui blâment; et l'on a remarqué, à ce propos, que plus les faits sont graves, plus aussi ils produisent les sentiments de mépris et de haine, et plus il était utile de les rapporter. Si les faits ne sont pas vrais, l'écrivain reparaît et est puni, justement, dit-on, durement, dirons-nous, car encore faut-il savoir s'il y a eu là malice ou erreur. Combien l'erreur est souvent sans malice, l'expérience de chaque jour le démontre. Il n'y a pas longtemps encore que le bruit d'une réduction dans les cadres de l'armée ayant couru, *le Moniteur* lui-même déclara que ce bruit était sans fondement et démentit une réduction qu'il enregistrait le lendemain; il ne fut pas puni, et le *Journal des Dé-*

bats le remarqua plaisamment. Mais, dit on, à côté des faits vrais ou faux, il y a les inductions, qui sont toujours le propre de l'écrivain. Oui, mais quand on aura mis à part la violence manifeste, qu'on arrête dans les journaux comme dans la rue, il resterait, ce me semble, à s'enquérir de la pensée, de l'intention de l'écrivain, à chercher s'il a été sérieux et de bonne foi, car, s'il a été coupable, c'est en s'écartant de ces conditions qu'il est coupable. C'est l'éternelle question que, dans les affaires criminelles, on adresse au jury, à laquelle le jury est chargé de répondre, parce qu'il descend dans les consciences : elle revient bien plus naturellement encore dans les affaires de presse, qui veulent qu'on descende dans la conscience publique, pour examiner avec quelle force elle a agi sur l'écrivain; car, en fait de presse, il n'y a pas de délit ni de crime isolé.

S'il faut absolument renoncer au jury, que, par un excès de défiance en sa propre force, le gouvernement paraît décider à ne pas accepter, et s'il faut être jugés par les tribunaux correctionnels, nous demanderons du moins, comme l'a déjà fait le *Journal des Débats*, que l'appel en matière de presse soit porté devant la Cour d'appel, deux chambres réunies : des tribunaux formés par les choix concertés du premier président, du procureur général et du ministre de la justice laisseraient planer des craintes qu'il importe de dissiper. Il va sans dire que la publication des débats judiciaires devrait être autorisée, selon le droit commun.

Avant même ces réformes, il en est que l'opinion appelle. Si le cautionnement demeure, comme garantie des

amendes, si le fisc garde le timbre, il y a certainement à changer tout le système des annonces judiciaires, à supprimer le monopole de l'imprimerie, à alléger la responsabilité des imprimeurs, mais premièrement à supprimer l'autorisation préalable. Cela jugera le libéralisme de la nouvelle loi.

On répète éternellement que c'est la presse qui a tué tous les gouvernements passés. On oublie le premier Empire, que certainement elle n'a pas tué. Puis il y a une chose qui nous frappe : quand un gouvernement est tombé, son successeur ne manque jamais de trouver d'excellentes raisons de sa chute, mais ce n'est jamais celle-là. Quand un gouvernement nouveau viendra nous dire : « Mon prédécesseur était irréprochable ; s'il » a succombé, c'est la faute de la presse, qui a été in- » juste pour lui, » alors nous accepterons les plus violentes mesures qu'il prendra contre la presse, parce qu'il faut sauver l'innocence. La presse ne tue pas les gouvernements ; elle leur survit. Les articles de journaux les plus violents ne sont pas dangereux parce qu'ils sont violents ; ils sont dangereux s'ils expriment l'opinion publique ; autrement, l'écrivain ne fait tort qu'à lui-même. L'administration est si bien dans cette idée, que, dans la plupart des cas où elle frappe un article, elle le cite, elle en cite les plus forts passages, comme il est arrivé dans le rapport qui a motivé la suppression du *Courrier du Dimanche*. Si le gouvernement agit ainsi, il suppose donc que la grande majorité de la nation est saine, à côté d'une minorité malade, et qu'il n'y a rien à craindre de quelques écrivains qui écrivent pour celle-ci,

lorsque, lui, il travaille pour celle-là. Que les gouvernements se le persuadent bien : personne ne saurait leur faire autant de mal qu'eux-mêmes; les plus violentes invectives ne peuvent rien contre eux, au prix de ce que peuvent leurs propres fautes. Quand tout le monde se tait, leurs fautes parlent, et on les entend d'autant mieux que tout le monde se tait. Voltaire assure qu'il adressait cette prière à Dieu tous les matins : « Mon Dieu, faites que mes ennemis fassent des sottises! » S'il existe des oppositions acharnées, nous leur conseillons la prière de Voltaire.

Nous voudrions convaincre le gouvernement qu'une bonne liberté de la presse n'est pas seulement notre avantage, que c'est aussi le sien.

D'abord, s'il se plaint que l'Opposition soit intéressante, qu'il n'en accuse que lui : ce qui rend l'Opposition intéressante, c'est l'inégalité du combat, du faible contre le fort. Donc, qu'il rende ce combat égal, et l'intérêt sera égal, ou plutôt il n'y aura plus qu'une discussion où la saine partie du public ne s'intéressera qu'à la vérité.

Puis, quand on examine toutes les circonstances actuelles, on voit qu'elles sont justement celles qui appellent une réforme libérale de la presse. A mesure que les origines d'un gouvernement s'éloignent, elles s'oublient et, bonnes ou mauvaises, au bout de quelque temps il ne reste plus que bien peu de personnes qui en aient le souvenir présent, et qui gardent l'enthousiasme ou la colère des premiers jours. Ainsi, à un moment, il est dégagé de ses origines et maître de ses démarches ; c'est aussi le moment de consulter avec lui-même, pour savoir quelle

conduite il doit tenir. Or, il nous semble toujours difficile qu'un gouvernement continue par les principes par lesquels il a commencé : s'il est né d'une réaction contre le despotisme, il aura donné d'abord des licences qu'il lui faudra réprimer après; s'il est né d'une réaction contre l'anarchie, il aura imposé d'abord un frein qu'il lui faudra sans doute relâcher plus tard ; car toute nation qui vit change nécessairement, comme nous, qui avons faim et qui n'avons plus faim, qui désirons tour à tour le repos pour nous reposer du mouvement, et le mouvement pour nous refaire du repos. Nous venons de lire une très-fière et leste apologie du régime actuel de la presse[1]. L'auteur constate que toutes les autres législations ont été inefficaces, et que celle ci est efficace ; il donne pour unique preuve que, depuis qu'elle est en vigueur, il n'y a plus d'émeute dans les rues. Il nous semble qu'il a conclu un peu vite. En cherchant bien, il aurait trouvé quelques autres raisons qui ne sont pas sans valeur, celle-ci, par exemple, que des partis qui peuvent en appeler au scrutin renoncent volontiers à l'émeute, et celle-ci encore, que la stratégie a rendu l'émeute plus difficile ; il n'a oublié, en somme, que le suffrage universel et la caserne universelle. L'auteur se trouve assez libre, sans doute parce qu'il a la liberté de tout dire, même qu'il est libre. L'auteur maltraite les Oppositions comme de juste; pour lui, il est content. Il est bien heureux d'être content ; nous désirons qu'il le soit toujours et, quoi qu'il arrive, nous avons confiance

[1] *La Presse périodique de* 1789 *à* 1867, par Fernand Giraudeau. Un vol. in-8°; Dentu.

qu'il le sera. Nous regrettons qu'il ait eu le petit désagrément de louer si bien la veille un régime qui devait être aboli le lendemain. On aurait pu le prévenir. Quoi qu'en aient dit les plus ingénieux apologistes, il a été difficile de maintenir un régime qui durait depuis quinze ans, en sorte que le régime était épuisé autant que la presse elle-même, tandis que la nation, réparée par des années de sagesse, est impatiente de vivre.

Plus vous examinerez cette situation, plus vous sentirez qu'une vraie extension de la liberté est opportune, et que c'est le juste point pour changer de voie. Bientôt l'expédition du Mexique sera finie ; dans les questions brûlantes qui ont si vivement ému les intérêts et les consciences, le libre échange et la question romaine, les faits accomplis ont produit un certain apaisement ou créé des forces nouvelles qui suffisent à arrêter les forces contraires. L'accueil qui a été fait à ce projet de conscription, où il y a beaucoup d'appelés et trop d'élus, particulièrement à l'article qui permettait de lever la réserve par un décret, cet accueil a montré que l'opinion publique désire être plus consultée, et que la nation désire qu'on ne dispose pas d'elle sans l'avertir ; on ne saurait donc concevoir un ensemble de circonstances qui se prêtent plus aisément à un essai de réforme.

Le grief le plus universel contre le gouvernement est le grief des citoyens qui n'ont pas assez de liberté individuelle, et celui de la nation, qui n'a pas un contrôle suffisant sur ses propres affaires ; une réforme libérale du régime de la presse fera tomber ce grief.

Nous ne prétendons point que la presse reconnais-

sante n'usera à l'avenir de sa liberté que pour louer le gouvernement sur toutes choses, et même qu'elle n'abusera pas plus d'une fois de la liberté ; certainement elle trouvera à critiquer ; mais si le gouvernement est sage, il n'aura pas à redouter la critique et il l'appellera. Notre collaborateur, M. Léon Say, a dit heureusement : « Il n'y a que ce qu'on comprime qui éclate. » De la presse contrainte à la presse libre, il n'y a pas seulement la différence que l'une est contrainte et que l'autre est libre : en changeant de condition, la presse change de caractère, de même qu'une eau contrainte dort ou bondit, et qu'une eau libre coule également. Il en est ainsi de la vie politique, parlementaire et électorale : si elle n'a pas son action constante, elle est tantôt nulle, tantôt surexcitée. Conclure, de violences momentanées, contre la presse et la vie politique, c'est mal conclure : cela ne prouve que contre le régime auquel elles sont soumises.

Rien ne modère comme une action régulière, rien ne calme comme une fonction. La presse peut avoir une fonction, assurément ; elle peut, elle doit être la grande enquête toujours ouverte sur les faits et les intérêts publics, enquête contradictoire, où tout le monde a quelque chose à apprendre, citoyens et gouvernements : citoyens, qui ont à se dégager de mille passions qui les aveuglent ; gouvernements, qui se plaignent de ne pas connaître la vérité.

On cherche un remède aux révolutions ; le voilà. Du reste, la France n'est plus si révolutionnaire qu'on veut bien le dire. Elle l'est, si on entend que la France moderne date de 1789 et qu'elle tient à son origine, si on

entend encore qu'elle ne veut pas rester immobile, qu'elle veut marcher et que son gouvernement la précède ou la suive ; elle n'est pas révolutionnaire, ou elle l'est de moins en moins, si cela signifie que, tous les quinze ou vingt ans, elle a besoin de descendre dans la rue pour changer le gouvernement, les choses et les hommes. Il y a quatre-vingts ans qu'elle joue à ce jeu, qui n'a plus les charmes de la première nouveauté ; on n'est plus si naïf qu'au début ; on commence à le soupçonner : les révolutions ne sont pas la panacée universelle, elles ne donnent pas tout ce qu'elles promettent ; elles ne résolvent pas toutes les questions, ne suppriment pas toutes les souffrances, ne réalisent pas tous les progrès ; il n'y a de parfaitement sûr que les maux qu'elles produisent ; quant aux biens, ils sont douteux. et il faut les acheter chèrement ; enfin les intérêts qui se sont si fort développés chez nous depuis quelque temps, le commerce et l'industrie, réclament obstinément le repos, ils repoussent pareillement la guerre et la révolution. Ce que la France demande à tout gouvernement, c'est donc qu'il dure, sachant qu'il ne peut durer que s'il s'adapte à la nation, à ce qu'il y a de plus vrai dans son esprit et son instinct.

(Janvier 1867.)

XXXVI

LA FONTAINE ET LES FABULISTES[1]

Nous ne recommencerons pas une étude sur La Fontaine, après M. Saint-Marc Girardin ; elle est faite et admirablement faite; mais quand même nous ne prendrions pas l'intérêt que nous prenons aux succès de l'auteur, nous serions heureux de dire combien nous avons été charmé par un livre vraiment littéraire, qui, après ce régime de politique forcée que l'on traverse, vous repose et vous rafraîchit. Ce n'est pas qu'on ne retrouve la politique chez La Fontaine, dans son monde de loups et d'agneaux, de renards, de lions et de mouches du coche; du moins les personnages s'y nomment de leur nom, et si la politique est là, elle y est en comédie, tandis que nous, nous l'avons en tragédie.

On ne se lasse jamais ni de lire La Fontaine ni d'en entendre parler. M. Saint-Marc Girardin a bien expliqué pourquoi la fable est populaire et pourquoi La Fontaine est le plus populaire des fabulistes :

[1] *La Fontaine et les Fabulistes*, par M. Saint-Marc Girardin. — Deux volumes in-8°, Michel Lévy.

« Avec cet heureux don qu'il avait de tout sentir et de tout aimer, il a renouvelé l'apologue. L'apologue ancien ne s'intéressait qu'au sens et à la moralité; point au récit, point aux personnages. Il ne s'agissait que d'enseigner une vérité morale et de l'enseigner d'une façon vive et spirituelle. Peu importait l'aventure et peu les personnages. La Fontaine changea tout. Il se mit à se prendre d'intérêt pour les bêtes, pour les arbres, pour tout enfin; ou plutôt il prit intérêt à l'homme, qui est le vrai héros de toutes ses fables sous des noms divers, tantôt loup et tantôt agneau, tantôt chien et tantôt renard, tantôt cerf et tantôt cheval, mais toujours homme, c'est-à-dire victime de ses fautes et dupe de sa vanité. »

Avec le goût que nous avons pour La Fontaine aujourd'hui, nous ne pouvons comprendre que Boileau n'ait pas parlé de lui dans son *Art poétique*; on a même supposé que c'était l'effet de la jalousie; M. Saint-Marc Girardin repousse finement cette supposition :

« L'idée de mettre la fable, comme genre de poésie, à côté de la comédie, de l'ode, de l'élégie, n'entrait dans l'esprit de personne... Quand on y regarde de près, on voit que, loin d'avoir oublié la fable à cause de La Fontaine et par une mesquine jalousie, c'est à cause de la fable qu'il a oublié La Fontaine... La Fontaine a réhabilité et relevé la fable par le charme de son génie; il l'a fait entrer dans la poésie, et c'est à cause de La Fontaine que nous nous étonnons maintenant que la fable n'ait pas sa place et son rang dans l'*Art poétique*. Personne n'en a été surpris au dix-septième siècle. La fable appartenait alors à la poésie légère, c'est-à-dire à ce genre de poésie que rien ne définit, que rien ne règle, et dont La Fontaine est le grand maître avant Voltaire... Ce n'est que peu à peu, et avec le temps, que le dix-septième siècle comprit la perfection de ces petits drames qu'on continuait d'appeler des fables, et qu'il s'avisa qu'il avait un grand poète dans un petit genre. Le genre même ne parut plus petit, traité

par un pareil homme... J'ai voulu expliquer l'oubli de Boileau, quoique je lu en veuille un peu... »

On le sent à toutes les pages, à toutes les lignes de ces deux volumes, l'auteur est là dans un sujet de prédilection : il contente à la fois son goût pour la littérature et pour la morale; il commente les fables de La Fontaine, il reprend l'histoire de la fable avant son fabuliste, il la suit après dans tous les pays, et ce lui est un sujet perpétuel de curieuses comparaisons et de piquantes découvertes. Il a les deux parties du moraliste qui sont souvent divisées. Un moraliste est, on le sait, quelqu'un qui enseigne la morale, c'est aussi quelqu'un qui étudie les mœurs; or morale et mœurs sont deux choses bien différentes : la morale règle le cours des passions et des actions humaines; les mœurs sont le cours même de ces passions et de ces actions, et celui qui les connaît connaît l'homme. M. Saint-Marc Girardin se plaît également à observer et à conseiller, et il tire la leçon de l'observation, ce qui la rend flexible, humaine et aimable; ce n'est pas un rhéteur, c'est un honnête homme qui a vécu et qui propose aux autres la sagesse qu'il s'est formée pour lui-même.

Elle est la vraie. La plupart de nos erreurs viennent de croire les événements et les hommes trop conséquents. Les hommes le sont peu, M. Saint-Marc Girardin en est convaincu; aussi n'est-il pas de ceux qui les estiment ou les méprisent tous également, ou qui les jugent par une seule action; il pense qu'on n'est pas juste pour eux lorsqu'on n'est pas indulgent. Il applique la même douceur aux affaires humaines. Quand on veut les ap-

précier équitablement, il faut croire au bien et ne pas croire à la logique; il faut croire que le bien arrivera, et ne pas croire qu'il arrivera en droit chemin. Ceux qui croient à la fois au bien et à la logique sont irrités ou fanatiques : ils se fâchent contre les événements ou veulent les violenter; cette dernière espèce est la terrible espèce qu'on a vue assez à l'œuvre, et de qui Dieu nous préserve dans l'avenir! Il y a aussi des gens qui ne croient ni au bien ni à la logique : ils examinent où va l'eau et la regardent aller en se jetant dans le courant, qui les porte. Les premiers sont les indifférents, dont la doctrine est excellente pour bien digérer, bien dormir et mener une douce vie; les seconds sont les habiles, les politiques, les maîtres de la terre : ils se retrouvent sur pied sous tous les régimes; ils vivent dans les honneurs, parfois même presque honorés, pourvu que la fortune malicieuse ne mette pas trop souvent leur talent à l'épreuve, ou que, dans un accès de brutalité, elle ne leur inflige pas de ces rudes échecs qui discréditent un artiste. Celui qui, mieux inspiré, croit au bien et ne croit pas à la logique, celui-là n'accepte pas tous les événements : il lui suffit de les subir; il subit l'injustice en lui donnant son nom, en la défiant de durer et en travaillant patiemment contre elle; il garde, à travers tout, les deux grands biens de ce monde : la conscience et l'espérance. M. Saint-Marc Girardin, on lui rendra cette justice, n'a pas mal choisi les causes qu'il devait défendre : il a soutenu le libéralisme en France et partout; avant qu'on parlât, comme on parle maintenant, du principe des nationalités, il était pour la Grèce, pour la Pologne,

pour Venise, pour les chrétiens d'Orient, pour tous les petits États qui veulent vivre, contre ceux qui veulent les empêcher de vivre ; il allait d'instinct au vrai ; il estimait à sa valeur l'ethnographie et ses classifications des races ; il comprenait qu'il n'y a, en définitive, dans ce monde, que deux races d'hommes : les vaincus qui se résignent et les vaincus qui ne se résignent pas ; il sentait qu'où il y a une âme, il y a un peuple.

En parlant, comme nous le faisons, de la logique, nous n'entendons pas soutenir qu'elle n'est nulle part, mais qu'elle n'est pas où trop souvent on la met. Il y a certainement une raison au fond des affaires humaines : elle est visible dans les grandes lignes et dans le but ; il y a une logique générale, inflexible, qu'on ne saurait méconnaître; quant à la menue logique, elle est un jeu d'esprit qu'il serait trop dur d'enlever à ceux qu'il amuse. L'histoire fournit des événements qui viennent les uns après les autres ; on tient à les unir, à prouver qu'ils ne pouvaient arriver dans un autre ordre, que leur enchaînement est fatal, et que l'histoire est une géométrie en action. Et on est enchanté de soi, sans songer que si les faits avaient été donnés dans un ordre différent, on aurait prouvé aussi invinciblement que celui-ci était le seul possible. Ce sont des prophètes qui prédisent sûrement après coup. Laissons à chacun son bonheur, pour nous, plus modeste, qu'il nous suffise de considérer ce qu'il arrive tous les jours d'imprévu, d'improbable, d'impossible, l'étrange bigarrure de ce monde, d'admirer l'inconstance des événements et des hommes.

Mais voilà que je moralise, entraîné par mon auteur ;

chez lui la réflexion morale vient dans une juste étendue, ni diffuse ni étranglée, ce qu'il faut pour pénétrer et porter coup : il ne se croit pas obligé, Dieu merci, de développer toutes les vérités et de réfuter toutes les erreurs, en reprenant les choses par les premiers principes. J'ai tort sans doute, mais je me plains souvent moi-même d'être né dans un temps où on ne peut rien dire sur rien sans dire tout, où les maximes les plus banales s'étalent et se délaient avec une infatigable complaisance, où des hommes intelligents ont la candeur de prendre au sérieux et de combattre en bataille rangée des absurdités palpables; on appuie où il faut passer, on réfute où il faut siffler :

Le raisonner tristement s'accrédite,

disait déjà Voltaire; aujourd'hui le raisonnement est en plein crédit, pour le déplaisir de quelques esprits qui aiment la vive raison. Tout le monde goûtera, en les lisant, ces charmantes leçons sur La Fontaine; mais peut-être, pour leur donner tout leur prix, est-il bon de les avoir entendues, et de se rappeler devant qui elles ont été prononcées. Il y avait là un énorme auditoire, composé de deux auditoires différents : une portion d'hommes rassis, qui venaient y chercher des plaisirs littéraires, écouter de belles leçons de morale, et douze ou quinze cents jeunes gens des écoles, pleins de leurs idées, mais qui aimaient autant, pour le moins, le mouvement et le bruit. Plaire à un seul auditoire, à celui-ci, n'était pas facile, et surtout il n'était pas facile de plaire aux deux à la fois. Pourtant M. Saint-Marc Girardin y réussissait. Naturellement préoccupé de ceux à qui ses conseils

étaient plus nécessaires, il avait conçu un dessein hardi : faire goûter au grand nombre la sagesse que le petit nombre préférait, faire applaudir la raison par la jeunesse. Et elle applaudissait, non sans en être elle-même assez étonnée. Mais aussi par quel art l'orateur la conduisait! Il allait, la sonde à la main, marchant quand il y avait du fond ; sinon, il faisait des crochets et se jouait si bien qu'on eût dit qu'il ne songeait à autre chose. Cependant le jeu apprivoisait les esprits et, dès qu'ils étaient en belle humeur, il les menait où il avait voulu. Ces leçons ne s'appelaient pas des conférences, parce que le professeur y parlait seul; à cela près c'était un dialogue perpétuel entre lui et ses auditeurs, qu'il ne perdait pas un instant de vue : il écoutait ce qu'ils se disaient intérieurement, il se laissait guider par leurs applaudissements, leur silence, leur attitude et ces mouvements indéfinissables, pour lesquels la sténographie n'a pas de nom; il les prenait à témoin et quelquefois à partie, comme il le fit d'une plaisante façon le jour où, parlant de la cigale et de la fourmi devant cette légère jeunesse des écoles, il lui disait négligemment : « Quant » à la cigale, pour laquelle, après tout, je me sens une » certaine tendresse, parce que je parle peut-être devant » elle... » En un mot, l'auditoire était vraiment de moitié dans le cours.

On n'aurait pu trouver quelqu'un qui fût plus à point pour parler de La Fontaine. Le professeur était de l'école du fabuliste, de l'école buissonnière; son cours était quelquefois tout entier en digressions, et, le long de ces digressions, que de rencontres inattendues, que de

mots heureux ! Le trait partait, il était saisi au vol; à ces épigrammes et à ces rires rapides, on sentait qu'on était dans son pays. La libre causerie touchait à tous les sujets, même les plus délicats, avec une légèreté merveilleuse; un auditeur assidu et ami disait heureusement à l'orateur : « Vous êtes comme l'hirondelle : vous » rasez l'eau sans vous mouiller. »

On critique quelquefois la manière dont se font les cours de nos Facultés des Lettres françaises, parce qu'on ne se représente pas bien pourquoi ils sont faits. Les Universités allemandes préparent des docteurs et des savants; veut-on chez nous les Universités allemandes? Elles y sont dans une certaine mesure. D'abord il y a des cours qui se proposent précisément de conduire aux grades et ne s'adressent qu'à un petit nombre d'auditeurs; puis les professeurs qui réunissent à de certains jours le plus nombreux auditoire ne manquent pas de réserver d'autres jours à un auditoire moins nombreux et à une science plus technique, en vue des grades et des travaux d'érudition; la pure science a donc sa place dans nos Facultés des Lettres; quelques-uns demandent qu'elle ait tout. Nous avons vu, il y a une quinzaine d'années, un règlement qui ordonnait aux professeurs d'achever leur cours en trois ans, sauf à le recommencer ensuite, à l'usage des candidats à la licence et au doctorat; c'est ce que M. Saint-Marc Girardin appelait l'assolement triennal; il valait autant déclarer que le professorat n'est pas fait pour l'instruction, mais que l'instruction est faite pour le professorat, thèse parfaitement convenable à un ministre de l'instruction publi-

que. Nous avons vu aussi que le règlement n'a pas été exécuté, ce qui est arrivé à plus d'un règlement, et arrivera encore à tous ceux qui iront contre les mœurs générales. Il paraît que le public, qui honore beaucoup les gradués universitaires, n'est pas disposé à renoncer pour eux à ses plaisirs. Fallût-il même sacrifier à ses plaisirs quelques travaux de grande science, qui auraient pu sortir de leçons spéciales, il serait capable d'en prendre son parti ; il se dirait sans doute qu'après tout ces travaux ne seront pas perdus et que s'ils ne sortent pas des cours, ils sortiront des bibliothèques et des cabinets et sauront trouver leurs lecteurs. Donc le public veut les cours publics pour lui, et il a raison : ces cours sont destinés à éveiller les esprits ; ils n'agissent pas uniquement par la matière qu'ils renferment ; plus ou moins légers de substance, ils donnent l'étincelle, ils entretiennent pour leur part ce feu qui circule dans la société française et qui en fait la vie et l'éclat.

Jamais un livre ne remplacera un homme ; jamais il ne fera ce que font la parole, l'attitude, le geste, le regard, le jaillissement de la flamme intérieure, le rayonnement de l'esprit au travers du corps, l'âme présente à une âme, la toute-puissante électricité qui se dégage des foules. Notre pays est assurément un des pays les plus sensibles à la parole, par un délicat instinct d'artiste et une sympathie naturelle, qui produit les promptes émotions et les grands entraînements. On a vu, à son honneur, des temps où le peuple était maître, où il n'y avait contre lui d'autre force que l'éloquence, et où l'éloquence l'a dompté ; le lion s'est laissé conduire par ce

fil d'or. Si donc la France est cela, et s'il est vrai aussi que, vivant constamment dans un régime officiel, qui est en garde contre l'initiative individuelle, elle ne connaît pas la libre prédication religieuse, philosophique, morale, politique, et n'a pas éprouvé l'effet qu'elle ressentirait de cette prédication, il est permis d'affirmer qu'elle ne se connaît pas elle-même. Le jour où se fera l'épreuve, il y aura bien des étonnements. Peut-être, sous la surface mobile que balaient les vents, peut-être existe-t-il des sources cachées ; alors il se trouvera de ces hommes qui ont l'instinct de les découvrir, soit par le son que rend le sol, soit par un peu plus de verdure qui naît à une place ; et lorsque les sources seront nées de toutes parts, qui dira ce que cette terre rafraîchie produira ? On verra paraître le fond sérieux de notre pays. Oui, notre pays est plus sérieux qu'il ne semble. Il a quelques principes qui peu à peu transforment le monde ; quant au reste des principes, il y tient moins sans doute, parce qu'on les lui donne tout faits ; il y tiendra plus quand il les fera lui-même. Puisse-t-il, quand il s'y mettra, ne pas gâter son heureux génie ! Puisse-t-il garder ses grâces légères et son libre bon sens !

Pour être ce qu'elle peut être, l'éloquence devra nécessairement se transformer ; elle est en général trop solennelle ; elle devra se faire plus courante, plus familière, plus entrante, si j'ose le dire ; au lieu d'être l'éloquence, elle sera simplement la parole. Je me rappelle un curieux exemple d'une de ces transformations. Lorsque M. Cousin entra à la Chambre des Pairs, il entra avec la renommée d'éloquence que lui avaient faite les

cours de 1828 et de 1829 ; on espérait de lui quelque chose qui répondît à cette renommée, et on fut trompé. Il avait bien senti sa situation, ce qu'il excitait d'attente toujours difficile à contenter, et que ce n'était pas la même chose d'enseigner la philosophie du haut d'une chaire de la Sorbonne ou de discuter une loi devant une Chambre composée d'hommes rompus aux affaires; à la fois, pour préparer les effets que comportait le sujet et pour se préserver de ses propres entraînements, il dictait à l'avance ses discours, qu'il revoyait avant de les prononcer, comme il eût revu les pages destinées à un livre ; aussi ses discours, par un certain apprêt et une certaine froideur, rappelaient l'éloquence écrite ; de plus, M. Cousin était encore sous l'influence de son premier maître, J.-J. Rousseau, qui, disait-il plus tard, lui avait fait beaucoup de mal ; et son style était tendu. Par toutes ces raisons, il n'obtint à la Chambre des Pairs qu'un médiocre succès. Cependant il se réformait. En 1842, il retrouvait le vrai texte des *Pensées* de Pascal, qu'il étudiait avec passion, et, admirant tant de force unie à tant de simplicité, il quittait J.-J. Rousseau pour un maître meilleur; par lui il entrait dans le dix-septième siècle, qu'il ne devait plus quitter. Il y apprenait un art plus libre, qui parut dans ses livres en attendant qu'il parût dans sa parole. L'occasion vint. On se souvient de la grande discussion qui eut lieu en 1844 à la Chambre des Pairs sur la liberté d'enseignement; M. Cousin débuta par des discours étudiés ; mais il arriva qu'on attaqua violemment l'Université et la philosophie : blessé dans ses affections, il s'élança à la tribune, il parla

comme il causait, il ravit, et, à partir de là, redevenu lui-même, grand improvisateur, toujours prêt, intarissable de verve, grand acteur aussi, jouant ses discours avec ses gestes et sa vive physionomie, il donna des fêtes qu'on n'avait pas encore vues.

Je m'aperçois que je me laisse aller aux digressions, à l'exemple de mon auteur, et que je le traite librement, comme il traite La Fontaine. On se met naturellement à l'aise avec ses esprits familiers : on les prend, on les quitte, on les reprend, et, quand on croit les quitter, on est encore avec eux, parce que ce sont eux qui vous jettent dans des songeries sans fin. Terminons en renvoyant le lecteur au livre même. A côté de ce livre, on lira avec grand plaisir celui de notre collaborateur, M. Taine, sur *La Fontaine et ses fables*. Tandis que M. Saint-Marc Girardin se plaît à relever partout, surtout dans les fables de La Fontaine, l'observation de la nature humaine, M. Taine s'attache à y découvrir une représentation de la société du temps : il prend successivement le roi, la cour, la noblesse, le clergé, la bourgeoisie, l'artisan, le paysan, tels que les donne la chronique, et il les retrouve dans les peintures du fabuliste. On a souvent reproché à M. Taine d'être trop systématique ; mais ce livre, qui est, je crois, son premier livre, est celui où il l'est moins, sauf la préface, qu'il a cru devoir ajouter depuis, en l'honneur des principes, et on y goûte son talent sans avoir à se défendre de son système. Du reste, dans ses ouvrages, le talent domine toujours le système : il en est comme de ces charpentes artificielles, où les plantes grimpent ; la sève vigoureuse

jette ses pousses de tous côtés et cache la machine. Il serait injuste d'oublier un très-bon volume sur *La Fontaine et ses devanciers* [1], par M. Soullié. C'est, comme il l'annonce, une histoire de l'apologue jusqu'à La Fontaine inclusivement ; des comparaisons détaillées de diverses fables sur un même sujet permettent d'apprécier exactement l'originalité de notre fabuliste.

Son génie est, Dieu merci, incontesté, et, avec Molière et Voltaire, il est le plus populaire de nos écrivains ; la moralité de ses fables et leur utilité pour l'éducation a été plus contestée depuis J.-J. Rousseau. M. Saint-Marc Girardin nous paraît avoir dit la vérité là-dessus :

« La Fontaine est un grand moraliste, parce qu'il sait admirablement peindre et représenter le cœur humain ; mais ne lui demandez pas de le régler et de le diriger. Il n'a jamais réglé son cœur, comment réglerait-il celui des autres ? C'est un moraliste dramatique, mais non pas un moraliste dogmatique. Sa morale n'est ni rigoureuse ni élevée ; c'est celle de l'expérience, celle qu'apprend la vie, et toutes les leçons que donne la vie ne sont pas belles et élevées. L'expérience ne montre pas la vertu toujours triomphante dans le monde ; elle la montre souvent vaincue et souvent impuissante. Il faut donc que la morale vienne au secours de l'expérience pour soutenir l'honneur et le respect de la vertu contre le mauvais renom de ses défaites. »

Encore la morale qui revient. Heureusement M. Laboulaye est là. A la fin d'un de ces jolis contes qu'il nous donne chaque année pour nos étrennes, il écrit : « C'est dans les contes de fées que l'imagination règne » sans partage, c'est là qu'elle établit son idéal de jus» tice, et c'est par là que les contes, quoi qu'on en dise,

[1] Un volume in-8°, Paris, Durand, rue Cujas, 7.

» sont une lecture morale. — Ils ne sont pas vrais, dit-
» on ; — sans doute ; c'est pour cela qu'ils sont mo-
» raux. »

Maintenant, enfants, et nous tous grands enfants qu'on appelle des hommes, allons nous plaindre de ces terribles professeurs, qui corrigent la raison par des fables et les fables par des contes.

(Juillet 1866.)

XXXVII

DISCOURS

Prononcé au banquet des anciens élèves du Lycée de Bordeaux,

9 mai 1867

Mes chers camarades, je puis vous appeler tous ainsi, car j'ai été trois ans à l'Ecole normale avec le digne proviseur de notre Lycée, vous voulez que je parle; mais il y a quinze ans que je n'ai parlé et je ne sais vraiment plus si j'en suis encore capable ; enfin, je vous obéis et je vais en avant, comme va un soldat français, dussé-je, moi aussi, rester en route. Que je vous dise toujours combien je suis reconnaissant et ému du toast qui m'a été porté si amicalement et de l'accueil qu'il a reçu ; vous m'avez donné un plaisir qui console de bien des épreuves. Puisque on a parlé de l'honneur que l'Institut m'a fait en me nommant l'un des siens, honneur que je dois à quelques excellentes amitiés et auquel je n'aurais jamais osé prétendre, laissez-moi vous dire aussi que le plus grand charme de cette compagnie est d'y

être entre confrères qui s'apprécient les uns les autres et oublient les opinions qui divisent, comme nous sommes ici entre camarades, venus de bien des opinions différentes et même de partis irréconciliables : actionnaires de Soulac, fanatiques de Royan ou propriétaires d'Arcachon. Que de fois j'ai regretté de n'être pas à votre banquet! J'étais trop loin pour m'y rendre; j'espère maintenant être plus fidèle : je me suis remis, à mon âge, à croire au printemps, et je reviendrai, chaque année, retrouver notre soleil et notre bon vin, fils du soleil.

Vous m'invitez à fêter nos souvenirs de jeunesse; hélas! c'est donc que notre jeunesse n'est plus qu'un souvenir. Est-il bien possible que nous nous soyons connus il y a une quarantaine d'années? Ah! mes jeunes camarades, qui venez de quitter le collége, songez que vous avez en face de vous des hommes qui ont vu des choses que vous ne verrez plus, des hommes qui datent des temps fabuleux, qui ont été les témoins d'un système d'études disparu devant le système nouveau, comme les diligences ont disparu devant les chemins de fer. Nous avons vu la philosophie enseignée en latin (on avait pris le latin sans doute pour éclaircir la philosophie); nous avons appris la rhétorique par cœur, et nous avons été exercés aux figures de rhétorique; nous étions nourris des plus pures humanités; les sciences marchaient respectueusement derrière les langues mortes; on n'aurait jamais eu l'idée de les placer sur le même rang, ni surtout d'introduire dans le sanctuaire du latin et du grec un enseignement professionnel, avec la tenue des livres et l'é-

conomie politique, qui a remplacé chez nous la tragédie et les petits vers. L'histoire aussi était apprise par cœur ; elle s'arrêtait sagement en 1648, de peur d'exciter les passions contemporaines. En ce temps-là, je l'avoue à notre honte, nous mettions six ans à préparer le baccalauréat, qu'on prépare aujourd'hui en six mois. Du reste, il faut bien l'avouer encore, nous n'étions pas de parfaits écoliers : nous tourmentions notre gouvernement, pour nous exercer à notre métier de citoyens français, quelques-uns à leur métier de futurs journalistes. Enfin, je suis convaincu que ce n'est pas aujourd'hui de même, c'est de nous qu'un spirituel écrivain, Alphonse Karr, disait : « Quelque temps après la sortie du collége, tous les » élèves se divisent en deux classes : ceux qui n'ont » rien appris et ceux qui ont tout oublié. »

En retour de ces confidences, vous me direz si les Bordelais sont encore ce qu'ils étaient alors. Il y avait dans ces faciles esprits des commencements de tout, qui n'étaient pas toujours continués, faute de travail ; c'était un sol heureux, si naturellement fertile, qu'on ne pensait pas que ce fût la peine de donner des façons. Un art où ils excellaient était l'art de dire : ils étaient orateurs, causeurs, discuteurs dans le sang. Ils permettaient de dire bien des choses pourvu qu'on eût de l'esprit : ils encourageaient les petits volumes qui critiquaient la société bordelaise ; ils aimaient qu'on leur parlât toujours d'eux-mêmes, de leurs qualités et de leurs défauts, de leurs qualités, où chacun se reconnaissait, de leurs défauts, où chacun reconnaissait ses amis. Mais il me semble, quand je les retrouve à inter-

valles, qu'ils ne sont pas encore entièrement changés; aussi dans notre beau pays il manque rarement de querelles où l'art de discuter se déploie, querelles qui mettent tout en feu et sont ensuite si parfaitement oubliées! J'ai vu promener par toute la ville, à la recherche d'un lieu définitif, les satues de Montaigne et de Montesquieu; on promène encore pareillement les Facultés et le Musée; j'entends même dire qu'il est question de transporter, non, de déporter notre vieux collége. Ah! si jamais on met la pioche à ces vénérables murs, comme on verra s'envoler les solécismes et les barbarismes, comme on entendra les gémissements des séquestres et les malédictions des réfectoires!

Mais il faut s'arrêter. Je ne pouvais pas commencer et voilà que je ne peux plus finir. C'est la faute de votre amitié, qui fait remonter au cœur les souvenirs qui le réchauffent.

(Mai 1867.)

XXXVIII

LETTRES CHOISIES DE VOLTAIRE

M. Fallex, professeur au lycée Napoléon, publie deux volumes de *Lettres choisies de Voltaire* [1]; il a choisi ce qu'il y a de plus pur, de moins irritant et de plus charmant, et qui peut être lu par tout le monde. Nous nous faisons un plaisir d'annoncer une publication que nous avons vivement encouragée. Nous pardonnera-t-on de rappeler ce que nous écrivions, il y a vingt ans, quand nous faisions un choix pareil dans la philosophie de Voltaire :

« Quant à cette suppression des libertés que se permet trop souvent Voltaire, je n'ignore pas que c'est chose délicate. Nous goûtons peu en France les auteurs expurgés, encore moins les éditeurs qui expurgent. Cette sagesse où l'on réduit un pauvre écrivain, lui donne un air de victime, à l'éditeur un air de vertu farouche et de pudeur aisément alarmée, qu'il est difficile de soutenir dans le monde, ne laissant de choix qu'entre la sainteté et le ridicule. J'ai plaint plus que bien d'autres l'aimable Horace, renonçant aux Grâces entre

[1] In-8° et in-18. Delagrave, rue des Ecoles, 78.

les mains du Père Jouvency ; l'amant de Lalagé au doux sourire, au doux parler :

Dulce ridentem Lalagen amabo,
Dulce loquentem,

jurant de n'attendre plus désormais que de la vertu seule sa sûreté et son bonheur :

Sola me virtus dabit usque tutum,
Sola beatum,

en vers dont il eût fait pénitence éternelle. Mais il y a loin, Dieu merci, de quelques suppressions, rares et toujours nécessaires, aux licences d'un éditeur qui se met sans façon à la place d'un auteur, et lui prête généreusement ses idées et son style. Ces suppressions sont imposées par la société présente, plus sévère, je crois, dans ses mœurs, que la société du dix-septième et du dix-huitième siècle, certainement moins libre de parole. Il est des ouvrages de talent, même de génie, dont nous n'avouons plus la lecture, disons mieux, que nous ne lisons plus : l'imagination, à qui il est tant pardonné, cette fois ne trouve point de pardon ; Voltaire l'a éprouvé. On vante Rabelais, sans doute, mais comme on vante Apulée ou Pétrone : par l'antiquité de sa langue, il est étranger pour tout ce qui n'est pas érudit, et les érudits le louent parce qu'ils sont presque seuls à le lire. Autrefois les idées sérieuses avaient, en France, besoin de ce voile ou de cet assaisonnement ; aujourd'hui elles peuvent se présenter sans crainte, et se soutenir par leur poids, ou, si les Grâces les accompagnent, nous les voulons décentes : *Gratiæ decentes.*

» Voltaire écrivant à cette heure, avec son tact exquis, sa connaissance profonde du public, se ferait autre pour d'autres lecteurs ; et, en supprimant certaines libertés indiscrètes, on serait sûr de le livrer tel qu'il se livrerait lui-même. »

Votaire a écrit, dans une *Lettre à l'Académie de Berlin*, et M. Fallex prend pour épigraphe de la présente

publication les lignes suivantes : « De même qu'on ne » doit pas écrire tout ce que les rois ont fait, mais seu- » lement ce qu'ils ont fait de digne de la postérité, de » même on ne doit imprimer d'un auteur que ce qu'il » a écrit de digne d'être lu. Avec cette règle honnête, il » y aurait moins de livres et plus de goût dans le public. » Nous ne voudrions pas souscrire absolument à cette pensée, et avant de croire que Voltaire lui-même y souscrivait absolument, nous nous rappelons qu'elle est dans une lettre à l'Académie de Berlin et devait passer sous les yeux de Frédéric ; aussi n'est-ce pas à lui que nous adressons nos observations. Avec le système qui est présenté ici, on n'aurait que les beautés de l'histoire, et l'histoire vaut mieux. Distinguons ce qui est digne de la postérité et ce qui intéresse la curiosité de l'esprit humain, avide de connaître le monde et de l'expliquer. Comme les souverains font les événements et qu'ils ne les font pas seulement avec leur raison, mais qu'ils les font aussi avec leurs passions et leurs caprices, avec toute leur personne, il faut bien que toute cette personne intéresse la postérité, et s'il y a des misères, l'histoire les voit, sans crainte de se compromettre en les voyant. Renonçons à nos fausses idées de majesté. Virgile écrivait naïvement : « Si nous chantons les forêts, que les » forêts soient dignes d'un consul ; » assurément un consul est fort beau, mais une forêt est encore plus belle qu'un consul ; de même un souverain est quelque chose de grand, mais l'histoire est encore plus grande qu'un souverain.

Nous traiterions volontiers les auteurs comme les sou-

verains, ne cachant ni les actions des uns ni les écrits des autres. Il n'y a pas de règles pour les auteurs ordinaires, quand on imprime leurs ouvrages : il y a à consulter uniquement ce que le libraire en peut vendre et le lecteur en supporter ; mais quand il s'agit des écrivains de premier ordre, la seule règle est de les donner tout entiers. N'imprimer d'un auteur que ce qu'il a écrit de digne d'être lu, paraît d'abord plus respectueux pour lui et pour le public, et pourtant, quelle confiance il faut qu'un éditeur ait en lui-même pour retrancher telle ou telle part de l'œuvre d'un éminent écrivain, pour prononcer qu'elle est indigne d'être lue ! N'eût-il pas cette confiance en lui-même, ne fît-il que céder au goût de son temps, il ne serait pas justifié encore, car le propre de ces hommes est d'élever le goût des générations, qui mettent souvent bien du temps à venir jusqu'à eux. Pour ne prendre que deux ou trois noms, où en serions-nous si on avait osé cela sur Dante, sur Shakspeare, sur Beethoven ? Dans ces puissants esprits, le bien et le mal entrent et s'y fondent, et composent le métal dont leur génie est fait. On a raconté que dans le massacre des Albigeois, un des chefs criait : « Tuez toujours, Dieu reconnaîtra les siens ; » de même on pourrait dire : « Imprimez toujours ; le public reconnaîtra le sien. »

Heureusement les éditeurs de Voltaire ne lui ont pas appliqué la maxime qu'il proposait à l'Académie de Berlin. Nous avons tous ses écrits, et d'année en année le nombre de ses lettres augmente, pour notre plaisir ; nous avons de ses œuvres des éditions complètes et très-

complètes. Les éditeurs ont donc bien fait, et M. Fallex a bien fait aussi de nous donner le choix qu'il nous donne; car qui songerait à mettre sa correspondance entière entre les mains de sa fille ou de son fils?

Dans une courte préface, M. Fallex a parlé de Voltaire avec convenance et en bons termes, comme nous aimerions que ce fût toujours, et comme ce n'est presque jamais. Il est difficile de parler de Voltaire de sang-froid, parce que son nom réveille toutes les passions religieuses; on l'adore ou on l'exècre, deux mauvaises dispositions pour juger équitablement. Nous étonnerons peut-être deux écrivains contemporains en leur disant qu'ils n'y sont pas parvenus. La grandeur de Voltaire cache à M. de Pompéry les défauts plus ou moins attachés à la condition d'homme et à la condition d'auteur; ces défauts, qu'il faut voir, sans leur donner plus d'importance qu'ils n'en méritent, cachent à M. l'abbé Maynard, chanoine honoraire de Poitiers, la grandeur réelle de Voltaire; son ouvrage est un réquisitoire en deux volumes, où il croit être impartial. Dieu nous garde d'être jugés ainsi dans l'autre monde!

Mentionnons un ouvrage d'un esprit plus libre. M. Gustave Desnoiresterres nous donne *la Jeunesse de Voltaire*, et nous promet de continuer, si ce premier travail est bien accueilli. Nous espérons qu'il continuera. Ce premier volume nous conduit jusqu'en 1733, au moment où Voltaire s'établit à Cirey, près de Mme du Châtelet. Nous ne disons pas que ces commencements soient l'époque la plus intéressante dans la vie de Voltaire; mais on ne saurait les négliger, et, comme on y

a fait jusqu'ici moins d'attention, à cause de l'éclat de la maturité et de la vieillesse, c'est peut-être là qu'il y avait à faire le plus de recherches, pour établir certains points définitivement. M. Desnoiresterres n'a pas épargné sa peine, il a accepté la biographie telle qu'on l'entend maintenant, ouvrage de patience, de scrupule, d'information infinie. Notre temps la veut ainsi; ce siècle a commencé en historien et finit en notaire.

Il n'y a rien de tel que d'entrer en connaissance avec Voltaire lui-même, et c'est à quoi la publication de M. Fallex servira certainement; aussi nous nous empressons de la recommander. On nous appellera peut-être voltairien ; hélas! nous voudrions que ce fût vrai. Pour être voltairien, il ne suffit pas d'avoir les opinions de Voltaire, même celles qu'il n'aurait plus ; il faut avoir encore bien de la raison, bien de l'esprit, écrire comme il écrivait, avec sa légèreté et sa grâce. N'est pas voltairien qui veut. Mais on nous ferait tort si on entendait que nous sommes des admirateurs aveugles, qui ne distinguons point dans notre admiration. On peut aimer Voltaire, sans épouser ses excès, qui disparaissent dans la grandeur des services qu'il a rendus. Quoi qu'en ait dit Mgr Dupanloup, dans ce violent discours de Malines, où il ne lui manquait, par une curieuse ironie, que de prêcher la douceur, la statue de Voltaire ne sera pas élevée « à l'infamie personnifiée ; » elle sera élevée au génie lumineux et généreux dans lequel se personnifie si bien le génie de la France.

(Janvier 1867.)

XXXIX

LA LOI SUR LA PRESSE

Lorsque, à la fin de janvier 1867, nous avons publié nos articles sur la presse dans les départements, nous pensions arriver à peine assez tôt et que le projet de loi sur la presse allait être immédiatement discuté; nous avions tort; maintenant, du moins, tout fait présumer qu'il ne tardera pas à l'être. Comme le projet du gouvernement a été présenté le 13 mars, le projet de la commission du Corps-Législatif le 15 juin, et qu'un grand nombre d'amendements a été proposé dans l'intervalle, nous avons cru utile de remettre nos lecteurs au courant de la question, de rappeler les dispositions des deux projets, avec les principaux amendements qui se sont produits, en ajoutant quelques observations sur certains points qui nous ont paru être essentiels, et sur le Rapport que M. Nogent Saint-Laurens a présenté au nom de la commission. On trouvera, dans l'*Exposé des motifs* que M. Pinard a présenté au nom du Conseil d'État, un remarquable résumé historique, des législations par lesquelles la presse a passé.

L'Opposition de gauche n'a pas rédigé de projet d'ensemble ; mais, dans une série d'amendements, elle a développé tout un système libéral, qu'on était en droit d'attendre d'elle. M. Emile Ollivier et M. Belmontet ont proposé chacun une loi d'ensemble sur la presse, et extrêmement libérale. M. Emile Ollivier, auquel se rallient MM. Maurice Richard et le baron de Janzé, supprime le cautionnement et le timbre, et, par un retour à la loi de 1819, les délits particuliers de la presse. M. Belmontet en a emprunté les articles à l'Acte additionnel de 1815, par un piquant souvenir. Il y a quelque cinquante ans, M. Belmontet aurait été un bonapartiste de la veille de la chute, et c'est là un parti politique qui nous paraît toujours mériter d'être encouragé.

La loi proposée par la commission du Corps-Législatif commence bien : elle commence par supprimer l'autorisation préalable, en ne laissant subsister que la déclaration préalable, pour laquelle elle maintient le minimum de quinze jours.

Passons sur le cautionnement, qui est conservé, comme garantie de la perception des amendes, et demeure fixé comme l'a fait la loi du 17 février 1852; nous arrivons au timbre, que la commission réduit de 6 à 5 centimes pour la Seine et Seine-et-Oise, et à 2 centimes partout ailleurs ; réduction consentie par le Conseil d'Etat. Plusieurs systèmes se sont produits. Les uns abolissent entièrement le timbre ; d'autres l'étendent à tous les journaux quotidiens, sauf à l'alléger pour tous (2 centimes dans la Seine et Seine-et-Oise, 1 centime dans le reste des départements). D'autres ne timbrent

que les publications contenant des annonces. MM. Jules Brame et le baron de Janzé affranchissent du timbre les brochures ou les livres de moins de dix feuilles. La commission n'accepte pas l'abolition du timbre, impôt auquel on est habitué et qui rapporte 7 millions : « Ce n'est pas tout, dit-elle, de détruire, il faut édifier ; » elle a, un moment, fortement incliné vers le système qui consiste à timbrer tous les journaux en allégeant le timbre, mais elle a fini par respecter la possession d'état acquise aux publications non politiques; elle timbre les annonces partout où elle les trouve, et crée pour elles un timbre spécial dans les journaux non politiques ; mais elle ne consent pas à ne timbrer que les annonces; elle ne verrait pas, au point de vue de l'intérêt général, d'inconvénient à émanciper les brochures et les livres, mais elle a cru devoir s'arrêter dans ses réductions.

Avec la déclaration préalable, le cautionnement et le timbre, le journal n'est pas encore constitué ; il lui faut un gérant et un imprimeur. Un article a passé sans amendement, qui interdit à un sénateur et à un député d'être gérants responsables d'un journal.

Le projet de loi présenté par le gouvernement, s'inspirant du principe de la liberté industrielle, déclare que la profession d'imprimeur sera libre; la commission s'y refuse : elle voit dans toute imprimerie un redoutable arsenal; elle n'a pas réussi à persuader le gouvernement. Qui aurait dit que ce serait un corps comme le Conseil d'État, si jaloux de l'autorité administrative, qui supprimerait les brevets d'imprimeur, et qu'au Corps-Législatif le Conseil d'État paraîtrait trop révo-

lutionnaire ! Outre la grande raison que nous venons de dire, la commission a eu aussi le scrupule d'exproprier les imprimeurs actuels, scrupule très-légitime, si un amendement ne la mettait à l'aise, en créant, pour cinq années, une indemnité payée par les nouveaux imprimeurs au profit des anciens. La commission le repousse par le motif qu'elle n'admet pas la liberté de l'imprimerie. Cela est péremptoire ; mais, si par hasard elle admettait l'expropriation, que penserait-elle de l'indemnité ? Si elle admettait l'article, que penserait-elle de l'amendement ? Elle a oublié de nous le dire. Il y a pourtant là une idée qui méritait un mot de discussion. Comme la commission aime la liberté de la presse, de peur que la publication d'un journal ne soit empêchée faute d'un imprimeur, elle met au projet de loi l'article suivant : « Il sera accordé à tout gérant qui en fera la demande, un brevet d'imprimeur exclusivement destiné à l'exploitation de son journal. » N'est-ce pas, par timidité et inconséquence, manquer à la fois aux deux principes que l'on voulait sauver : nuire aux propriétés existantes et rouvrir les arsenaux ? Mais nous laissons au Conseil d'Etat le soin de répondre.

Le journal une fois constitué, des amendements ont prétendu imposer des conditions à sa rédaction. Nous ne mentionnons un amendement de M. Mathieu que parce qu'il a fait beaucoup de bruit au moment où il a paru. M. Mathieu demandait que tout article de polémique fût communiqué au gouvernement au moins vingt-quatre heures à l'avance, afin que le gouvernement pût y répondre, s'il le jugeait à propos, et que l'attaque et la dé-

fense parussent à la fois. Emu des critiques qu'il a soulevées, l'honorable député explique ses intentions : il ne voulait aucun mal à la presse ; il ne songeait qu'à l'empêcher de se perdre par ses abus et à en faire un instrument d'utile discussion. Il retire son amendement, dans la crainte de gêner l'administration, de la forcer à répondre quand il ne lui plaît pas, et de lui donner l'air d'approuver tout ce qu'elle ne réfute point. Il reconnaît qu'il s'y était mal pris pour réaliser une bonne pensée. Passons et laissons en paix un amendement malheureux.

M. de Kervéguen tient au sien ; on conçoit qu'il est difficile de renoncer à un amendement en vingt-cinq articles. Il veut que tous les Français majeurs, y compris les Françaises, aient le droit d'écrire dans tous les journaux, en payant leurs propres articles à tant la ligne ; il réclame donc, dans chaque feuille existante, des colonnes affectées à cela. Cet amendement ingénieux n'a pas eu faveur auprès de la commission.

Un amendement d'une autre portée est celui de MM. Martel, Goerg et d'autres, qui demandent que la preuve des faits diffamatoires soit admise contre toute personne ayant agi avec un caractère public. Puisse-t-il trouver faveur au Corps-Législatif !

Le projet de loi affirme que le régime administratif a cessé et que le régime de la loi commence ; c'était, en effet, la promesse de la lettre impériale ; si cela est vrai, nous appelons l'attention de la Chambre sur les deux points suivants. La commission passait sous silence les annonces judiciaires, dont la concession est à l'arbi-

traire de l'administration; et en effet ce n'était pas la peine de parler d'une pratique innocente, qui paralyse ou livre aux préfets la plus grande partie de la presse départementale; nous avons cru pouvoir appeler cela une subvention déguisée et une corruption décente. Des députés ont cru utile de changer cet état de choses. M. Berryer propose de transporter le pouvoir des préfets aux tribunaux de première instance; d'autres députés ont demandé la liberté des annonces judiciaires. Le Rapport répond à tous collectivement que « les pré-» fets sont parfaitement en mesure d'établir cette pu-» blicité au profit des véritables intéressés, » et, aux seconds, que la liberté des annonces judiciaires pourrait favoriser des combinaisons frauduleuses. Pour nous, malgré la juste autorité de M. Berryer, il ne nous semble pas bon de charger la magistrature de ce nouvel office, au moment où on lui en donne un si grand que le jugement des délits de presse. Il suffit bien qu'elle ait le droit de ruiner les journaux sans avoir encore le droit de les enrichir; vraiment on l'accable sous sa responsabilité. Quant au régime proposé par le second amendement, il nous paraît être le vrai; là aussi la liberté est bonne, et, pour remédier à son abus, pour empêcher ces combinaisons frauduleuses qu'allègue le Rapport, il suffit d'un expédient que nous avons déjà proposé, et que nous nous permettons encore de recommander, non pas parce qu'il est nôtre, mais parce qu'il est simple. Mais pourquoi en finir avec un régime qui n'a pas encore donné tout ce dont il est capable? M. le préfet de la Seine veut en faire jouir ses adminis-

trés, et, aux anciens journaux spéciaux désignés pour l'insertion des annonces judiciaires, *le Moniteur universel, la Gazette des Tribunaux, le Droit, les Petites affiches*, il vient d'ajouter *l'Étendard.*

Nous arrivons à la juridiction. Le juge naturel des délits de presse est le jury : l'écrivain prétend toujours avoir l'opinion publique pour complice, et le jury, c'est l'opinion publique déclarant ce qu'elle accepte ou ce qu'elle repousse de cette complicité. Mais nous espérons peu, car ni au Conseil d'État, ni au Corps-Législatif, le jury n'est populaire. Si la presse ne doit pas obtenir d'être jugée par lui, nous la voyons sans terreur entre les mains de la magistrature; seulement nous nous souvenons qu'une ancienne loi, une loi de réaction, celle-là même qui supprimait le jury pour les délits de la presse, faisait juger les appels, en matière de presse, par deux chambres réunies, et il ne nous paraît pas exorbitant de demander en 1868 une garantie qui nous a été accordée en 1822. Enfin, si on nous refuse cette garantie, et le Rapport ne laisse pas espérer qu'on nous la donne, est-ce être trop exigeant de demander la publication des comptes-rendus des procès? La commission, qui déclare à toutes les lignes qu'elle n'aime pas les lois d'exception, devrait être ici avec nous Est-ce aussi être trop exigeant de demander que les chambres de première instance et d'appel ne laissent pas la moindre prise à la critique? On sait comment ces chambres sont composées, suivant les décrets du 22 août 1859 et du 3 juin 1852. Chaque année, pour les Cours impériales, le tableau est dressé par le président et le procureur général ; pour les

tribunaux, par le président et le procureur impérial, et, dans les deux cas, ce tableau est soumis à l'approbation du garde des sceaux. Quelques personnes réfléchissent que le garde des sceaux ou ministre de la justice est un homme politique, et que les procureurs généraux et impériaux sont sous ses ordres; elles craignent que dans la composition des chambres il ne soit trop facile d'introduire de la politique: elles le craignent surtout au moment où la loi confère aux chambres ainsi formées le jugement des délits de presse. Il n'y a là que des inquiétudes très-naturelles; il nous semble que le gouvernement devrait avoir à cœur de les rendre impossibles, et que les juges seraient reconnaissants qu'on les mît à l'abri de tout soupçon, même le plus injuste. M. Berryer propose le roulement par le sort, contre lequel nous n'avons pas deviné d'objection; du reste, le rapporteur n'en présente aucune: il se borne à dire: « Nous *aimons mieux* que les chefs de la Cour fassent cette répartition; *nous croyons* qu'ils obéiront aux véritables nécessités du service. »

Il y a un mode d'argumenter que nous rencontrons partout dans le Rapport, et qui est bien fatigant. Propose-t-on de donner à la magistrature le pouvoir donné actuellement aux préfets de concéder les annonces judiciaires: « Vous vous défiez des préfets; » propose-t-on d'attribuer le jugement des délits politiques au jury: « Vous vous défiez de la magistrature. » Quel argument! comme si toutes les lois n'étaient pas des lois de défiance! Un membre du Corps-Législatif répétera cet argument, et il ne lui viendra pas à l'idée qu'il

n'y aurait pas de Corps-Législatif si on ne se défiait du Souverain et du Sénat, pas plus qu'il n'y aurait de Souverain si la nation ne se défiait d'elle-même! Renonçons, il en est grandement temps, à ces étranges façons de raisonner.

Nous voudrions dire combien nous respectons la magistrature; mais on est découragé par le Rapport: « Au lendemain, dit-il, de la révolution de février, la » magistrature est montée sur son siége; elle a, sans » interruption, jeté sur la capitale les rayons bienfai- » sants de son influence et de sa protection. » Tout paraît fade auprès de cela. Pourtant, ne serait-ce pas montrer l'estime et l'intérêt que ce grand corps nous inspire que de le détacher le plus possible de toute alliance avec la politique, et de le rendre à sa parfaite indépendance! N'a-t-il jamais soupçonné ce qu'une semblable alliance renferme de périls? N'y a-t-il jamais eu aucun pouvoir qui, trouvant auprès de soi une telle institution, ait été tenté de s'en servir pour son propre usage, de la faire entrer dans ses passions? Et si on ne l'a jamais vu, est-il sûr qu'on ne le verra jamais? On croit avoir répondu à tout quand on a répondu que la magistrature est inamovible. Le juge est inamovible, soit; cela signifie qu'on ne peut pas lui enlever sa place! mais on peut l'y laisser; pour corriger l'inamovibilité, il y a l'immobilité.

Le projet de loi se montre partout très-disposé à accorder au juge une grande latitude dans l'application des peines. Nous ne nous proposons pas de discuter ici à fond cette question et de refaire ce que notre confrère

M. Prevost-Paradol fait avec tant de raison et de talent; mais nous désirons qu'il s'établisse là-dessus au Corps-Législatif une discussion sérieuse, car le public a besoin d'être éclairé. Quand le Rapport parle de cette « élasticité légale, » son enthousiasme ne se connaît plus. Certes nous sommes amis des lettres, et nous ne sommes pas insensibles aux mouvements cicéroniens; mais cette matière comporte autre chose, et la raison même ne nous ferait pas peur.

En ce qui regarde la qualification des faits punissables, les amendements témoignent de deux esprits contraires. Des députés demandent que la preuve de la diffamation soit admise contre toute personne ayant agi avec un caractère public; d'autres punissent toute *allégation malveillante* relative à la vie privée. Nous souhaitons bonne chance à l'amendement de MM. le baron de Janzé, Emile Ollivier et Maurice Richard, et à l'amendement de M. Darimon, qui fixent le droit des journaux dans le compte-rendu des débats des Chambres; la sécurité des journaux et la dignité du Sénat et du Corps-Législatif y sont également intéressées.

Nous venons à la question de la pénalité. L'article 12 permet de prononcer pour cinq ans au plus la suspension de l'exercice des droits électoraux contre toute personne condamnée pour un délit de presse; le Rapport ajoute : « Cet article donne à la responsabilité en » matière de presse une efficacité directe et sérieuse; » un écrivain a abusé de la presse, on l'atteint dans » son ambition même, dans ses visées d'homme poli- » tique. » Nous avons eu besoin de lire plusieurs fois

ce passage. Nous savons que la loi entre dans la conscience des accusés pour savoir s'ils sont coupables, nous n'aurions jamais prévu qu'elle pût entrer un jour dans leur cœur pour savoir quel est le point sensible, et les frapper là. On nous produit innocemment un pareil principe, sans songer, s'il était appliqué dans tout le Code, quelles en seraient les conséquences. Mais nous oublions qu'on en limite l'application aux journalistes, par une louable modération. Eh bien ! ces journalistes, qui vous a dit qu'ils eussent des visées d'hommes politiques? Et pourquoi n'en auraient-ils pas? Est-il donc défendu de s'occuper de politique quand on se prépare à être député? Mais peut-être n'ambitionnent-ils que la réputation de journalistes; et qui voulez-vous donc qui écrive si ce n'est les écrivains? Laissez-nous vous le dire, vous êtes restés à moitié route; vous n'avez pas tiré un parti suffisant d'une idée heureuse; ce n'était pas assez de présumer les goûts des journalistes en général, car il y a des journalistes qui ne ressemblent pas à d'autres, il fallait punir les individus dans leurs passions personnelles, décréter la prison contre ceux qui aimeraient la campagne, et les incarcérer dans la saison où il leur plairait davantage d'être dehors. Il y avait là tout un système de malices où l'on pouvait montrer bien de l'esprit, et qui aurait égayé la loi.

Nous aurions désiré que le projet de loi reconnût ce principe si simple, si équitable, que le signataire d'un article en répond seul, au lieu de faire peser aussi cette responsabilité sur l'imprimeur, et que l'imprimeur est responsable seulement dans le cas où l'auteur de l'article

incriminé est inconnu et ne se présente pas. Les amendements de la gauche, de MM. Havin et Guéroult et de M. le baron Janzé nous semblaient parfaitement raisonnables, et il ne suffit pas d'affirmer « qu'il est tel article » de journal, tel livre, telle publication où le doute » n'est pas permis sur les intentions de l'auteur, et, » que, dans ce cas, l'imprimeur qui a publié sciemment ne doit pas échapper à la poursuite. »

On lira dans le projet de loi tous les cas où un journal pourra être suspendu ou supprimé; tout ce passage est menaçant; le Conseil d'Etat avait oublié le cas d'offense envers l'Empereur, la commission a rétabli ce cas, prévu « par l'article 9 de la loi du 17 mai 1819, » et l'addition a été acceptée par le Conseil d'Etat. Il est stipulé que, pendant la durée de la suspension prononcée, le cautionnement sera déposé au trésor, afin qu'il ne puisse pas servir à créer un nouveau journal. On pouvait croire que la loi était assez sévère pour les journaux, et qu'ils étaient assez souvent en danger d'être supprimés ou suspendus, pour que l'autorité ne parût pas sans défense; plusieurs députés, MM. Roques-Salvaza, Creuzet, de Guilloutet, le baron de Benoist et André (de la Charente), ont pensé, au contraire, que la loi était trop douce et se portent au secours de l'autorité. On a refusé ce secours, mais le projet ajoute ici une rigueur inattendue : un article 14 établit que si un journal est condamné à être suspendu ou supprimé, la sentence pourra être immédiatement exécutée, avant l'appel. Le premier mouvement de la commission avait été meilleur, le second l'a emporté ; quelques raisons qu'elle ait trou-

vées pour vaincre ses scrupules, un article de loi est jugé quand il est présenté comme il suit : « Dès l'abord, cette » disposition de l'exécution provisoire en matière de pé- » nalité nous avait semblé inadmissible. Exécuter provi- » soirement la peine qui n'est pas définitive, c'est s'ex- » poser à une exécution injuste, pour le cas où la Cour » infirmerait le jugement qui a condamné. Aussi ce n'est » qu'après beaucoup d'hésitation que la commission, » divisée sur ce point, s'est décidée à admettre la me- » sure proposée par le gouvernement. »

Dans la pénalité infligée aux délits de presse, la loi substitue l'amende à la prison ; or, cette amende peut être de la moitié du cautionnement, c'est-à-dire de 25,000 francs pour les journaux parisiens, et, en cumulant la peine contre l'écrivain, le gérant et l'imprimeur, elle peut s'élever à la modeste somme de 75,000 francs. On a pensé frapper juste en effrayant les intérêts. Nous ne réclamerons pas pour la prison contre l'amende, on pourrait nous accorder les deux ; nous voulons témoigner seulement que nous comprenons pourquoi elle nous est épargnée : sans doute, comme on dit, la prison flétrit le prisonnier, mais quelquefois aussi le prisonnier flétrit la prison, et nous constatons qu'on a renoncé à cette pénalité, parce qu'elle n'est jamais que ce que la fait l'opinion publique. Nous nous arrêtons ici, quoique, à vrai dire, on n'en ait jamais fini avec ce Rapport. Il a été sévèrement jugé ; malgré tout, il a un mérite : il ne donne pas le déplaisir de voir notre belle langue couvrir les idées et les raisonnements les plus médiocres. Dieu soit loué ! il n'est pas écrit en français.

La loi va donc enfin être discutée. L'intervalle considérable qui sépare cette discussion du jour où a été écrite la lettre impériale n'a pas semblé être naturel; des gens qui soupçonnent partout une profonde politique, et qui mettent leur esprit à la pénétrer, ceux qui écrivent l'histoire contemporaine, comme Bossuet a écrit l'histoire universelle, se sont mis en campagne; si la loi avait été discutée immédiatement, ils auraient expliqué cette rapidité; comme la loi n'est discutée que longtemps après, il leur fallait bien expliquer ce retard; ils s'accordent à dire que ce retard a été prémédité, mais ici ils se divisent: les uns pensent qu'on a voulu acclimater les Français à la liberté de la presse avant de la leur donner, ils voient là quelque chose de pareil à l'apprentissage des nègres, qui précède l'émancipation; les autres devinent très-finement qu'on a voulu discréditer la presse par ses propres excès et ruiner par avance la loi qui l'affranchit. Pour nous, nous avouons être beaucoup moins avisés et voyons les choses tout bonnement. L'apprentissage n'a réussi nulle part: il n'est qu'un malaise entre deux états, et plus difficile à supporter que la pleine liberté ou le plein esclavage; quant à admettre qu'on a promis la liberté pour avoir le mérite de cette promesse, tout en faisant naître de bonnes raisons pour la refuser, une telle supposition, qui fait de la lettre impériale un piége, nous paraît irrespectueuse et absolument indiscutable. Sans chercher si loin, il suffisait de réfléchir qu'il y a chez les partisans du gouvernement, comme dans tous les partis, des esprits ultra-conservateurs, que le mouve-

ment effraie, et à qui les manifestations comme celles du 24 novembre et du 19 janvier plaisent peu. Mettons-nous à leur place, ils ont des moments pénibles. Quand un régime a été essayé quelque temps, ils y font leur lit et s'y pelotonnent pour reposer en paix ; mais le maître survient qui les trouble. C'est la scène de Racine. Arcas dort, du sommeil des confidents, quand arrive Agamemnon :

> Oui, c'est Agamemnon, c'est ton roi qui t'éveille.

Arcas ne comprend rien à cette inquiétude d'Agamemnon ; il trouve que tout va bien :

> Avez-vous dans les airs, entendu quelque bruit?
> Mais tout dort, et l'armée, et les vents, et Neptune.

Ce qui signifie clairement qu'il n'y a qu'à faire comme eux ; Agamemnon n'est pas persuadé et lui remet sur l'heure un message. Pour en venir à nos ultra-conservateurs, lorsqu'il paraît quelque déclaration libérale, pareille à celle du 24 novembre et du 19 janvier, il y a entre eux un mot d'ordre : « Laissez dire, laissez passer ; » ils l'adorent et travaillent à la rendre vaine ; ils traitent les lettres de l'Empereur comme certains catholiques libéraux traitent le *Syllabus* du Pape.

Pour nous résumer, sauf d'importantes modifications, que nous nous obstinons à espérer, nous acceptons la loi sur la presse, parce qu'elle permet à la nation de se mouvoir davantage, de faire mieux entendre ce qu'elle désire, d'avoir plus de part dans ses propres destinées ; enfin, parce qu'elle donne un peu de vie à notre pays, qui en a grand besoin. Nous nous rappelons avoir lu,

dans les Souvenirs d'un marin, un émouvant épisode. Un navire, entraîné par des courants, dérive insensiblement sur les récifs; nul moyen de virer de bord sur place, car il faudrait qu'il marchât; mais il ne gouverne plus, il est inerte, ou, comme disent les gens du métier, il n'a pas d'air, et on calcule le moment où il touchera. Le vieux marin a une inspiration hardie : il largue les voiles, court au récif, et, au moment de l'atteindre, donne un coup de barre : le navire était sauvé. Nous ne voudrions pas presser trop cette comparaison : mais puisqu'on parle si souvent du navire de l'Etat, elle n'est pas tout à fait déplacée. La politique aussi a ses récifs et ses courants; là aussi quelquefois le navire manque d'air, et on attend le coup de barre. Pour parler sans métaphores maritimes, il faut de la volonté, même pour obéir; l'inertie est, pour un pays, le plus grand des dangers : la liberté peut vous sauver ou vous perdre; l'inertie vous perd sûrement.

(Janvier 1868.)

XL

LETTRE SUR LA BOTANIQUE

Tu te souviens, ma chère enfant, de nos grandes études en botanique : nous avions bien distingué une dizaine de familles, une cinquantaine de genres, compté quelques centaines d'espèces, que nous connaissons, parce que tout le monde les connaît, et nous avions demandé bravement à un savant de nos amis les noms de celles que nous ignorions. Irons-nous jamais plus loin? Je ne sais; mais il m'est venu sur tout cela des réflexions que je veux te dire.

Je dois d'abord rendre justice à notre fidèle compagnon, le *Manuel de l'Amateur des jardins*. MM. Decaisne et Naudin ont fait là un ouvrage de bon sens, dont je leur sais un gré infini. On y trouve quelques notions précises sur les organes et la vie des végétaux, le nécessaire en fait de classification, tout le reste appliqué à la pratique : les cinq régions de la France distinctes par leurs climats, et qui reçoivent leur nom des Vosges, de la Seine, de la Gironde, du Rhône, de la Méditerranée ; les plantes de collection et de fantaisie servant à la déco-

ration des parterres, les plantes grimpantes, les plantes ornementales, les plantes aquatiques, les plantes de fenêtres et d'appartements, les soins que chacune d'elles demande, et les moyens de les reproduire; quelles plantes fleurissent au printemps, quelles en été, en automne et en hiver; leur couleur et leurs changements de couleur; avec cela, des figures que la maison Didot a prodiguées, et qui sont du plus grand secours; car tous, plus ou moins, nous sommes comme cet enfant qui ne savait lire que dans les images. En somme, c'est un admirable traité d'ornementation vivante.

J'ai pourtant à chercher une petite querelle aux auteurs du *Manuel*. Ils pensent que les formes des gouvernements impriment leur cachet sur le style des jardins; ils comparent à nos jardins modernes les jardins réguliers du XVIe et du XVIIe siècle, et trouvent entre ceux-ci et ceux-là la différence qu'il y a entre des temps d'émancipation politique et de pouvoir absolu. Je ne suis pas convaincu que ce rapport des jardins aux gouvernements soit aussi rigoureux qu'ils le disent, car le petit Trianon a été créé par Louis XV; le style anglais a peut-être prévalu simplement parce qu'on était fatigué du style français, et parce qu'on a compris que, sans viser à la stricte imitation, il n'était pas mal d'imiter de plus près la liberté de la nature. Je ne fais ces remarques que par égard pour la vérité, car il ne me déplairait pas que nos écrivains eussent raison : les changements de leurs jardins montreraient aux Français leurs propres changements sous une forme sensible, qui ne leur serait pas toujours agréable. Par ces temps où l'administration

fleurit et où la politique se perd un peu dans ses conceptions, je ne serais pas fâché de voir reparaître les parterres rectilignes, les rangées d'ifs géométriquement tondus, et pourquoi pas les labyrinthes ?

La botanique est une des sciences les plus trompeuses. Comme les fleurs sont charmantes, on s'imagine qu'elle est charmante aussi, et on est vite désabusé. Pourquoi donc ? Ah ! pourquoi ? C'est que les savants ont songé à eux et pas à nous. Ils ont voulu une science qui en fût une, et ils ont mis chaque chose à sa place, sans s'occuper de savoir s'il serait facile à tout le monde de l'y trouver. Combien de fois j'ai essayé de devenir botaniste, et à chaque fois j'ai été vaincu. J'avais pensé que, pour reconnaître une fleur, il suffisait de reconnaître quelques gros caractères, bien visibles, bien tranchés et toujours réunis ; mais il paraît qu'il ne faut pas se fier aux apparences, que deux plantes au fond très-éloignées peuvent avoir ces apparences-là, qui peuvent manquer chez deux plantes au fond très-rapprochées. Force a été aux savants de s'adresser à des caractères cachés et délicats, en sorte qu'on ne peut rien sans le scalpel et le microscope et sans avoir en même temps la fleur et le fruit, sans avoir suivi à peu près toute l'histoire de la plante. On se rebuterait à moins.

Les botanistes pourtant ont eu pitié de nous : ils ont inventé ce qu'ils appellent des clefs, pour arriver jusqu'au nom des plantes ; ils prétendent vous y conduire par la main. Ils dressent une liste de caractères ; une première question porte sur un premier caractère : est-il présent ou absent ? Il n'y a qu'à répondre par oui

ou par non, et cette première réponse renvoie à une seconde question, ainsi de suite jusqu'à ce que, par une dernière réponse, on soit amené à la fleur même dont on cherche le nom. C'est comme s'il s'agissait de trouver un lieu au bout d'un chemin qui se bifurque souvent : à chaque bifurcation, on se demande s'il faut prendre à droite ou à gauche ; si à chaque fois on a bien choisi, on arrive. Les botanistes appellent cela une clef, clef, en effet, mais qui n'ouvre, je le crains, qu'à ceux qui sont de la maison ; aux autres, il est souvent difficile de dire si tel caractère existe ou n'existe pas, et la moindre erreur jette si loin ! Pour moi, je l'avoue à ma honte, quand on m'a dit à l'avance qui était une fleur, je l'ai toujours reconnue, et ne l'ai jamais reconnue quand on ne m'a pas dit à l'avance qui elle était ; dans les expériences que j'ai tentées, j'ai eu les plus singulières surprises, et au lieu d'une fleur des champs que je tenais dans la main, il m'est arrivé de tomber sur un arbre ; mais je demande la permission de ne pas raconter tous mes égarements.

Une autre chose qui m'a brouillé avec les botanistes, ce sont les noms qu'ils donnent aux plantes. On a voulu que ces noms eussent cours dans le monde entier ; la plupart sont tirés du latin et du grec, du grec surtout ; or, ils peuvent signifier les plus jolies choses, ces jolies choses sont perdues, car peu de gens savent le latin et presque personne ne sait le grec. On a donné aussi aux plantes les noms des hommes qui les ont découvertes, ou on a gardé le nom qu'elles ont dans leur pays et qui y est peut-être significatif, mais ne l'est guère dans le

nôtre. Mettez ensemble tous ces mots latins, grecs, et de toutes les parties du monde, avec leur physionomie souvent étrange, vous aurez une langue hétéroclite et barbare, à faire peur aux plus courageux. Ces noms appliqués aux plantes ne nous disent rien de ce qu'elles sont; au contraire, un nom pittoresque, tiré d'un caractère frappant ou d'une heureuse analogie, ce nom parle et grave la plante dans notre esprit et dans nos yeux. On a donc voulu une nomenclature universelle. et on l'a : quelque chose qui ne parle ni aux sens, ni au sentiment, ni à l'imagination, à rien, comme sera la langue universelle, quand on aura ôté de chaque langue particulière ce qu'elle a à elle, où se peint son esprit, où son âme respire, et que de toutes ces abstractions on aura composé une sorte d'algèbre. Laissons-la aux savants ; pour nous, rendons à la fleur son nom populaire, familier et expressif. Peut-être, quand nous serons à l'étranger, ne saurons-nous pas comment on l'y appelle ; mais nous saurons bien comment on l'appelle dans notre pays, et leurs deux noms se presseront sur nos lèvres.

Enfin, comme la botanique, par elle-même, n'est pas aimable, un bon nombre de gens malavisés ont cherché à lui donner de faux agréments. Les fleurs ont du malheur : elles servent de prétexte à une fausse poésie, bien insupportable à ceux qui aiment les fleurs et qui aiment la poésie. Un orateur, dans une distribution de prix d'une société d'horticulture, croirait manquer à tous ses devoirs si, la bouche en cœur et le bras arrondi, il ne comparait les dames aux fleurs ; les auteurs des traités de botanique à l'usage des demoiselles, dès qu'ils arri-

vent à la fécondation des plantes, se noient dans la sentimentalité : ils ne parlent plus que d'amours et d'hyménées ; une foule de femmes poètes, avides de trouver des âmes qui répondent à leur âme, parcourent toute la création, à la recherche d'une famille : elles appellent les fleurs leurs sœurs et aussi les étoiles. Nous n'en voulons pas aux fleurs ; mais il faut les aimer beaucoup pour leur pardonner les pauvretés qu'elles inspirent, cette grâce fade, qui est à la vraie grâce ce que la parfumerie est à la nature.

Quand on a éprouvé ces inconvénients, on ne renonce pas à la botanique, mais on rabat un peu de ses prétentions. Veux-tu me croire, nous les bornerons à ceci. C'est un vif plaisir d'embrasser toute la création végétale rangée en trois classes et en quelques grandes familles naturelles, bien tranchées : la raison, qui cherche partout la simplicité, est satisfaite ; mettons-nous donc bien nettement ces traits de famille dans les yeux, puis retenons les principaux genres, ceux où entrent les espèces que nous rencontrons le plus souvent ; s'en offre-t-il à nous une nouvelle ? si nous n'avons pas un botaniste sous la main, qui nous la nomme, recourons naïvement aux livres qui nous la représentent. Oui, ils sont précieux aux ignorants, ces livres avec figures : s'il n'y a qu'un dessin, c'est bien, si la couleur y est, c'est encore mieux. Que de peines ils nous évitent ! On nous imposerait de trouver, dans des salons nombreux, une personne inconnue, sur un signalement minutieux, quelle difficulté de la reconnaître ! et combien de chances nous aurions de tomber sur une autre ; au contraire, on

nous la présente, ou son portrait, et d'un coup-d'œil, sans analyse de détail, il se forme en nous une image d'ensemble, par laquelle nous la reconnaîtrons toujours. De quoi s'agit-il en définitive? De savoir; car d'être savant est pour la plupart de nous une prétention trop haute; donc rendons grâce aux images.

Au lieu des faux agréments qu'on répand sur la botanique, je voudrais qu'on lui donnât un agrément vrai. Je voudrais qu'en présentant une plante, on racontât ce qu'elle est dans la mythologie, dans la religion, dans l'histoire, dans l'art, dans la superstition, la tradition et l'usage populaire, en sorte qu'elle se présentât avec sa légende. Comme soudain cette botanique s'animerait en se mêlant à toute la vie humaine! Et comme nous verrions autrement toutes ces plantes, quand nous y verrions ce qu'y ont vu les plus grands esprits, ou ces âmes de philosophes ou de poètes inconnus, que les foules renferment! Pour l'antique religion de l'Inde, le symbole sacré de la naissance du monde, c'est le lotus, le grand nénufar, la fleur pure, puissante et mystérieuse, la vie qui naît du sein des eaux. C'est du tronc des chênes superbes et des vastes châtaigniers creux que sortaient les oracles des dieux; observez le narcisse au bord d'un ruisseau, cette tête légèrement penchée, cette fraîcheur et cet éclat, cette tige droite, souple et grêle, toute cette grâce adolescente, observez ensuite ce qui reste de cela quand il a passé fleur et se dessèche, et dites s'il n'y a pas dans la fable grecque une peinture d'une merveilleuse vérité. Les plantes sont riantes ou tristes, et ce sont presque partout les mêmes qui sont associées aux fêtes

ou aux funérailles; mais avez-vous remarqué comme elles ont, indépendamment de ce caractère général, un visage particulier, comme elles ont un air franc ou faux, bon ou méchant? En ajoutant aux plantes suspectes les vénéneuses et les narcotiques, vous aurez les mixtures des sortiléges; vous n'oublierez pas les bonnes plantes, celles dont la vertu, maintenant un peu affaiblie, guérissait les terribles blessures des anciens héros; si vous respectez l'acanthe,qui ornait les chapiteaux des colonnes corinthiennes, ne méprisez pas la fougère, le houx, le plantain, la mauve, le cresson, car les grands architectes français n'ont pas méprisé ces humbles plantes et ils en ont couvert leurs admirables églises. Si quelque fleur a été aimée d'un grand écrivain, joignez leurs deux noms, en souvenir de cet amour, joignez au nom de J.-J. Rousseau celui de la pervenche. Enfin, si vous trouvez une poésie pénétrée de la passion des fleurs, comme les *Glanes* de mon amie Mlle Louise Bertin, si vous trouvez une page d'un vrai artiste qui comprenne le langage de la fleur, qui entende ce que lui dit cette petite âme captive, une page de George Sand, la rencontre d'Haydn et de Consuelo dans le jardin du chanoine, recueillez-les. Ah! quel charmant livre de botanique il y aurait à faire, et qui enchanterait bien des jours! Faut-il donc se borner à en tracer le plan!

Mais assez de science, même la moins savante; il vaut mieux être jardinier. Un jardinier n'est pas le premier venu; c'est un artiste, son jardin est un tableau peint avec les couleurs de la nature et qui change avec les

saisons. Que de calcul, que d'inspiration il peut y avoir là ! Aussi il y a plaisir à le voir contemplant son travail et, comme le créateur, quand il eut achevé son ouvrage, se disant à lui-même que tout est bien.

Si j'étais jardinier, j'aimerais toutes les fleurs, car je me sens cette faiblesse ; mais, pour le bonheur de la vie, rien ne vaut d'en aimer une seule espèce. Voyez le collectionneur à l'œuvre. Il recueille des graines, il les classe, il les compte, et si quelqu'une lui manque, il écrit aux quatre coins de l'univers, pour se la procurer ; au printemps, il les met en terre, non sans avoir longuement médité sur la nature et l'exposition du terrain ; puis il va les voir lever et observe chaque jour les progrès accomplis ; puis enfin elles s'épanouissent et il s'épanouit avec elles, en orgueil et en ravissement. Ainsi ses années se succèdent sans trouble : les événements extérieurs l'atteignent peu ; il laisse couler le monde ; il ne se consume pas, comme nous, dans les vaines agitations de la politique. Heureux mortel ! Il ne cherchait qu'une collection et il a trouvé la sagesse.

Puisque je fais l'éloge des jardiniers, me permettront-ils de leur présenter une requête? Ils travaillent et réussissent à doubler les fleurs ; n'y a-t-il pas à distinguer, dans cet art, celui qui mérite d'être encouragé et celui qui ne le mérite pas? Qu'on double, si l'on veut, le dahlia primitif et qu'il disparaisse ; qu'on double la rose, la marguerite, je n'y vois pas de mal : au lieu d'une seule fleur on en a deux ; car la seconde ne détruit pas la première : la rose à cent feuilles est une fleur, l'églantine en est une autre ; il y a la riche mar-

guerite, avec le tulle vaporeux de ses fleuqons, et il y a la marguerite vulgaire, avec ses jaunes étamines et ses rayons blancs ; on a justement donné un prix à celui qui a multiplié les pétales de l'anémone ; mais si un jour il n'existait plus que l'anémone double, quel prix je donnerais à celui qui retrouvera l'anémone simple, au cœur noir ! Et puisque nous parlons ici de récompenses, pourquoi ne prononcerait-on pas des peines contre ceux qui défigurent les plus charmantes fleurs ? Où la manie du perfectionnement ne peut-elle pas pousser les hommes ! J'ai vu d'honnêtes gens tout fiers d'avoir doublé la campanule et d'avoir doublé le liseron, grand Dieu !

Tout le monde n'a pas son jardin ; la plupart des gens ne sont que des jardiniers d'appartement et de fenêtres. Un philosophe, car où ne trouve-t-il à philosopher !, remarque entre eux une grande différence. Il y a deux manières d'aimer les fleurs. On peut les aimer uniquement pour leur beauté, pendant le temps qu'elles sont belles, sans se soucier du pied où elles fleurissent. Une maîtresse de maison, qui veut son salon orné, achète des plantes épanouies, qui ont leur temps, et disparaissent après, ou encore elle les loue, elle traite avec un jardinier, qui les apporte et les remporte, et dans quelques-uns de ces salons, plantes et gens font pareille figure : ils y passent. On peut aussi aimer les fleurs pour elles-mêmes. Celui qui les aime ainsi jouit de leur beauté ; mais, quand elle est passée, il les garde dans la maison, il les entretient et les attend à une autre saison. Celui qui agit ainsi avec elles en est récompensé. S'il est vrai que les plantes sortant des mains du

jardinier sont d'ordinaire plus magnifiques, grâce à la science et quelquefois à l'artifice, rien n'est plus beau que la fleur que j'ai fait venir, et avant la fleur il y a eu le bourgeon gonflé et le bouton plein d'espérance ; je sais quel jour la fleur s'est ouverte ; il y a quelque chose entre nous : j'ai songé à elle, peut-être a-t-elle souffert et je l'ai soignée, et pour un peu d'eau et de soleil, elle me prodigue ses parfums et son éclat. Je compte combien de fois elle a fleuri, combien d'années nous avons vécu ensemble; non, rien ne remplace le passé : il se forme mille liens délicats entre nous et les muets témoins de nos années écoulées ; elle a vu nos plaisirs rapides, nos longs chagrins et ce perpétuel tourment du cœur humain qui se dévore.

Le paisible royaume des fleurs a ses révolutions ; la mode détrône les unes et les remplace par d'autres, qui seront détrônées à leur tour. Il n'y a pas de mal à cela; on fait de nouvelles connaissances, on a de nouveaux plaisirs, et le goût se forme. Le proverbe dit : « Je crains l'homme d'un seul livre ; » pourquoi n'ajouterait-on pas : « Je crains l'homme d'une seule fleur ? » La fidélité est une chose des plus honorables; mais grâce à nos infidélités, combien de plantes nous ont charmés, que nous n'eussions jamais connues, et quelle surprise nous cause cette infinie variété des formes de la nature ! Puis, de tant de plantes qui nous plaisent un moment, quelques-unes restent, celles qui ont la vraie beauté ; si même elles sont capables de vivre de la vie naturelle, si elles sont robustes et braves, elles peuvent devenir populaires, comme cette aimable primevère de Chine, aux élégantes

feuilles veloutées et découpées, donnant infatigable ses jolies fleurs blanches ou roses, assez forte pour souffrir beaucoup sans mourir, assez tendre pour perdre et reprendre en un moment ses fraîches couleurs, comme une jeune fille qui court au soleil et au grand air.

Nous avons, dans nos appartements, adopté les plantes vertes et nous avons bien fait : elles composent un noble ornement; elles ont, en général, un port distingué et de belles larges feuilles, pleines ou admirablement découpées; grâce à elles, nous sommes parmi les bananiers et les palmiers dont nous rêvions autrefois, quand nous lisions *Paul et Virginie;* de plus, elles ne demandent rien, elles se maintiennent fièrement, sans s'apercevoir qu'on les néglige ou qu'on les oublie; elles ont un mérite et un défaut: elles ne changent pas, tandis que nous changeons, tandis que, pour sentir notre existence, il nous faut un mouvement incessant, l'attente, le plaisir, le regret; auprès de ces plantes éternelles, la plus simple fleur reprend tout son avantage : elle vit.

Il est heureux qu'il y ait des fleurs sans parfums, pour qu'on puisse habiter avec elles, et pourtant, il faut l'avouer, une fleur sans parfum n'est que la moitié d'une fleur. Il y a dans l'odeur quelque chose qui charme et qui trouble; nous l'éprouvons quand nous respirons l'air embaumé par les lilas, les orangers, les aubépines, les chèvrefeuilles; encore n'en avons-nous qu'une faible idée quand nous n'avons pas respiré l'air du midi, chargé d'odeurs excitées par le soleil ou l'orage. Ces douces fleurs sont violentes jusqu'à donner la mort. Si elles n'avaient que la couleur, elles se borneraient à

plaire aux yeux, par le parfum elles entrent dans l'ordre des puissances nerveuses qui enivrent.

Tout s'atténue, parfums et couleurs dans les fleurs d'automne, mais c'est un autre charme et pénétrant. Les fleurs d'été naissent vite et meurent vite : elles semblent créées par un rayon de feu, qui les consume; les fleurs d'automne naissent lentement et meurent lentement : filles des pâles soleils, elles en ont la grâce languissante ; on dirait qu'elles s'attardent en nous quittant; c'est comme le long regard d'un dernier adieu.

Jardins, brillantes fleurs d'été, tristes fleurs d'automne, vous ne faites pas oublier les fleurs qui naissent au printemps dans les forêts sauvages. Les pins versent sur le sol une pluie de soufre ; au-dessous d'eux se mêlent les petits chênes aux feuilles nouvelles et l'arbousier toujours jeune ; à leurs pieds s'étale la végétation du printemps! Voici le lychnis, la marguerite, les tapis d'arenaria, l'épi solitaire de l'orchis, aux fleurs pareilles à des gouttes de lait, le ciste qui boit le soleil ; voici le bouton d'or, l'ajonc, le genêt, la clochette du lin bleu, sur sa tige grêle, le myosotis, les yeux d'azur de la petite véronique ; voici la bruyère rose, les buissons de la fumeterre, les touffes rougeâtres de la petite patience, l'imperceptible mouron rouge, le sobre géranium, qui vit d'un peu de terre sur un caillou. Et je parlerai de vous, je finirai par vous, humbles herbes des champs, que je ne me lasse pas de regarder. Ici il n'y a plus ni corolle ni calice brillant ; mais quelle place elles tiennent dans la nature! Parentes pauvres des grandes graminées, le blé, l'orge, le seigle, le maïs, le riz, l'avoine,

etc.; qui depuis le commencement du monde, nourrissent les hommes et les animaux, elles n'ont pas besoin de l'industrie humaine pour se multiplier; les roseaux s'établissent dans les lieux humides et dès qu'il y a quelque part un atôme de terre, l'herbe s'en empare; il ne faut ni la semer ni la cultiver; elle vient toute seule partout; on l'écrase, elle se redresse; on l'arrache, elle repousse; les soleils d'été la brûlent, elle se rafraîchit à la rosée de la nuit; tandis que les récoltes et les feuilles des grands arbres des forêts sont dévastées par des nuages d'insectes, elle continue de verdir, car il n'y a pas assez d'ennemis pour la détruire; elle est la force tenace et vivace, dont rien ne vient à bout; elle est le nombre, elle est la puissance des petits, elle est à la surface du sol ce que sont les infusoires au fond des eaux, et dans nos sociétés, le peuple.

Elle a aussi la beauté, qu'on ne prend la peine d'apercevoir. On admire les moissons dorées, courbées par le vent, on décore les jardins avec les panaches des grands roseaux et du ginérium argenté: on ne remarque pas à ses pieds des herbes qui sont des merveilles d'élégance et de grâce. Du milieu d'une touffe de feuilles s'élève une hampe mince d'où partent des rameaux, d'où naissent d'autres rameaux, et toujours s'amincissant, jusqu'aux derniers fils où sont suspendues des graines imperceptibles, cela remue au moindre souffle, c'est frêle et charmant; chaque soleil, en le mûrissant, en change la couleur, qui passe du vert tendre au brun, au violet, au gris, au jaune-blond, et les pieds pressés les uns contre les autres forment à l'œil comme un léger

brouillard. N'arrachons pas la fétuque molle, le pâturin des prés, car ses branches se replient bientôt ; mais attendons que la fétuque ovine soit bien mûre, que sa tige soit rougeâtre et sa tête dorée ; emportons-la alors et faisons-en de libres gerbes ; elle durera ainsi et nous gardera dans nos hivers, avec le souvenir d'autres jours, un rayon du soleil sous lequel elle a été cueillie.

(Mars 1868.)

FIN

TABLE DES MATIÈRES

Avertissement I

1. L'avertissement de Mgr Dupanloup 1
2. Du bonheur. — M. Paul Janet 9
3. Histoire populaire de la France 33
4. Excursions dans le Midi 47
5. Les Moralistes sous l'Empire romain. — M. Martha 68
6. L'École. — M. Jules Simon 79
7. Histoire morale des Femmes. — M. Legouvé 96
8. La Société française et la Société anglaise au XVIIIe siècle. — M. Cornelis de Witt 102
9. Les Moralistes français. — M. Prevost-Paradol 121
10. L'Intervention en Italie 134
11. Mahomet et le Coran. — M. Barthélemy Saint-Hilaire 140
12. Rapport sur l'état de l'Enseignement spécial. — M. Baudouin 164
13. De l'abus des Concours 178
14. De l'abus des grands Colléges 184
15. Christianisme et civilisation. — M. l'abbé Sénac 189
16. La Littérature du colportage. — M. Ch. Nisard 199
17. Dictionnaire des Contemporains 212
18. Notices.
    M. Vannson 218
    M. le comte d'Hautefeuille 221

19. De la Décentralisation 227
20. L'Angleterre au XVIIIe siècle. — M. de Rémusat........ 235
21. Les Alpes suisses. — M. Rambert 247
22. Du Romantisme politique. — M. Louis Joly........ 253
23. En Mai........ 262
24. La Guerre et l'Opinion........ 269
25. Un Anniversaire à Nancy........ 276
26. Les Français de la décadence. — M. Henri Rochefort........ 281
27. L'Intervention en Espagne........ 290
28. Une Circulaire de M. Duruy........ 302
29. Le XVIIIe siècle 309
30. Une traduction des Bucoliques........ 316
31. Études sur la Littérature contemporaine. — M. Scherer... 321
32. Galerie des Académiciens. — M. Vattier........ 328
33. Dictionnaire de M. Bouillet........ 338
34. Mémoires d'une Enfant. — Mme Michelet........ 346
35. La Presse dans les départements........ 356
36. La Fontaine et les Fabulistes. — M. Saint-Marc Girardin. 383
37. Discours........ 397
38. Lettres choisies de Voltaire........ 401
39. La Loi sur la Presse........ 407
40. Lettre sur la Botanique........ 423

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES

VERSAILLES. — IMPRIMERIE CERF, 59, RUE DU PLESSIS.